

DIRECTION TERRITORIALE
DES
SERVICES RURAUX

IMPACT DE L'OPERATION CAFE EN MILIEU MELANESIEN

VOLUME I LE DISCOURS MELANESIEN

SECTION DE SOCIOLOGIE
NOUMEA
1982

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CENTRE DE NOUMEA BP A 5 CEDEX NOUVELLE CALEDONIE



IMPACT DE L'OPERATION CAFE EN MILIEU MELANESIEN

VOLUME I

LE DISCOURS MÉLANÉSIEN

Section de Sociologie

Nouméa

1982

Direction Territoriale des
Services Ruraux de la
Nouvelle-Calédonie

Office de la Recherche
Scientifique et Technique
Outre-Mer

Les travaux présentés dans ce rapport,
commandés et partiellement financés par la
Direction Territoriale des Services Ruraux de
la Nouvelle-Calédonie, ont été réalisés par la
Section de Sociologie du Centre ORSTOM de Nouméa.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. <u>Méthodologie</u>	5
1.1. Discours et forces sociales	5
1.2. Sondage d'opinion et analyse qualitative	7
1.3. Les conditions de l'élaboration du discours	8
1.4. Les enjeux de l'analyse sociologique	10
1.5. Corps social et déterminations régionales	11
1.6. Une étude appliquée	12
1.7. Indications de lecture	13
2. <u>Présentation de l'Opération Café</u>	15
2.1. Genèse et objectifs	15
2.2. Encadrement	18
2.3. Caractéristiques techniques	19
2.4. Aspects financiers	20
2.5. Réalisations et prévisions de 1979 à 1982	21
2.6. Environnement politique	28
2.7. Insertion dans le dispositif commercial	29
3. <u>Historique et place actuelle de la caféiculture</u>	31
3.1. La caféiculture traditionnelle	31
3.2. Les attitudes actuelles face au café	32
3.3. Le café des vieux	43
4. <u>A priori culturels et contraintes structurelles</u>	49
4.1. Préjugés favorables	49
4.2. Pragmatisme et attentisme	53
4.3. Temps mélanésien et impératifs techniques	57
4.4. Faiblesse des disponibilités monétaires	71
4.5. Le goulot de la main-d'oeuvre	77
4.6. Conflits fonciers	82

5. <u>Difficultés et erreurs de l'Opération Café</u>	97
5.1. Conditions et modalités de la vulgarisation	97
5.2. Rouille, retards dans les plantations, et carences dans la production de plants	114
5.3. Préparation des terrains, engrais, lutte anti-scolyte, et dégâts dus aux cyclones	126
6. <u>Environnement économique et politique</u>	135
6.1. La commercialisation	135
6.2. Rapport à l'Administration et perception politique	154
7. <u>Conclusions provisoires</u>	173
7.1. Objet et méthode	173
7.2. Aspects positifs de l'Opération Café	174
7.3. Hypothèques pesant sur l'Opération Café	175
7.4. Bilan de l'Opération Café	179
<u>Annexe</u> Critiques et suggestions sur l'Opération Café (Document établi par la M.F.R. de Canala)	181
<u>Bibliographie</u>	183
<u>Table des illustrations</u>	187

1. METHODOLOGIE

Les explications méthodologiques sont nécessaires pour expliciter le statut épistémologique du discours présenté (1). En effet, si le public crédite a priori les sondages d'opinion d'objectivité scientifique, en raison de leur expression apparemment incontestable et parce qu'ils font partie du quotidien, il n'en va pas de même de l'analyse qualitative. Les principes et les possibilités de celle-ci sont souvent ignorés, voire suspectés. Pourtant, elle représente une voie de la démarche scientifique au même titre que les sondages. Le discours présenté dans cet ouvrage ne saurait être assimilé à une suite de morceaux choisis, sélectionnés et réorganisés de façon arbitraire. Il constitue une élaboration scientifique.

1.1. Discours et forces sociales

En tant que donnée, le discours se présente comme un matériau hétérogène, véhiculant des significations diverses et parfois contradictoires. L'analyse scientifique doit en faire ressortir, au-delà de son contenu

(1) L'introduction méthodologique a pour but de répondre à la question de méthode qui, sous des formes différentes, se pose fréquemment : quels sont les rapports entre les cas particuliers observés et la formalisation des données à laquelle aboutit l'élaboration sociologique ? Cette introduction doit montrer que la sociologie ne peut rendre compte de la réalité qu'en établissant la structure des déterminations majeures, au-delà d'un simple inventaire des cas particuliers. Et elle doit justifier les modalités de cette élaboration. Seule l'assimilation de ces points de méthode permet de comprendre que la sélection et l'organisation du discours ne sont nullement arbitraires.

manifeste, les mécanismes sociaux non manifestes qui le structurent, et dont il est l'expression plus ou moins travestie. Reflet des lignes de forces qui parcourent le champ social, bien que rarement perçu comme tel par la conscience individuelle qui l'exprime, le discours doit être traité comme une production sociale signifiante et objectivable. Mais qu'il s'agisse de son contenu propre ou de son rapport au champ social, le discours n'est pas univoque. Il est signifiant à des niveaux différents. Dans sa forme brute, le discours ne renvoie qu'à ses significations immédiates ; par l'analyse du champ social qui l'a produit, il devient explicatif.

En tant que matrice du discours, le langage n'est pas un outil neutre. Façonné par des conceptions et des modalités socialement définies, il se construit en construisant une vision du monde, qui informe le discours. Mais aux signifiés latents du langage se surajoutent les déterminations de la conscience, qui font du discours le lieu privilégié de la production idéologique, et le champ clos où s'expriment et se jouent des rapports de force. Ainsi, aux significations premières du discours se surimposent celles qui s'établissent lors de son recueil. Tout discours est en partie déterminé par la finalité que lui prête celui qui l'exprime, en fonction de sa position dans le champ social et de la position de celui auquel il s'adresse. Cette relation contribue à façonner le discours aux fins conscientes ou inconscientes de peser sur le rapport social, particulièrement lorsqu'au travers de la situation d'enquête c'est une audience plus large qui est visée. Même si, dans une situation différente, le locuteur s'exprimait autrement, cet autre discours serait également signifiant du point de vue scientifique : il contribuerait d'une manière complémentaire à l'élucidation des rapports qui régissent à un moment donné le champ social. Le discours manipulateur n'est donc que la manifestation d'un rapport social en tant qu'enjeu social, et il doit être explicité comme tel. Il n'existe pas de discours *objectif* ; ou plutôt, tout discours est *objectif*, car objectivable par l'analyse. Sa signification, ce qui le constitue, est au-delà de son contenu immédiat.

Lors du recueil du discours, la relation qui s'instaure entre enquêteur et enquêté s'identifie à un rapport social dominant. La situation d'enquête est en effet une relation de pouvoir, façonnée par la plus ou moins grande maîtrise que procure l'accès différentiel à l'information, et la compétence sociale qui y est attachée. Le décalage dans les positionnements sociaux occupés par les deux interlocuteurs peut de ce fait provoquer des distorsions : l'intériorisation d'un sentiment d'incompétence amène parfois l'enquêté à se censurer ou à reprendre à son compte une problématique qui lui vient de l'extérieur. Ce phénomène s'amplifie dans le rapport colonial, qui instaure l'écart culturel

en tant que rapport second de domination. Au demeurant, l'imposition de la langue du dominateur handicape le locuteur, l'obligeant à couler ses conceptions dans un moule étranger. Mais l'analyse scientifique doit abolir ces distances, en les soumettant à la critique des méthodes et des connaissances constituées par le champ dont elle relève. Elle rend compte des situations en tant que productions sociales, rejetant par là-même la notion d'irréductibilité appliquée à ces situations.

1.2. Sondage d'opinion et analyse qualitative

Au travers de l'hétérogénéité du discours, l'analyse qualitative doit non seulement faire ressortir la diversité des situations sociales, mais encore les rapports entre les forces qui les sous-tendent. Le recueil systématique du discours, son analyse qualitative, et sa présentation sous forme de corpus organisé constituent une méthode scientifique qui possède ses propres caractères de validité. Elle va au-delà des techniques du sondage d'opinion, qui ne mesurent que la fréquence d'un discours donné, sans rendre compte de sa formation au niveau des structures et des rapports sociaux, et sans prendre en considération son adéquation aux autres données sociales. Le sondage peut toujours quantifier en recourant à des techniques mathématiques, mais seule la justesse des présupposés méthodologiques, qu'il partage avec les autres sciences sociales, lui permettent d'éviter la construction d'artefacts. Si la rigueur des quantifications peut être assurée, la démarche statistique est impuissante à rendre compte par elle-même des forces sociales et de leur interaction. Elle dénombre des individus interchangeables, mais ne prend pas la mesure des acteurs sociaux et de leurs stratégies. Une opinion majoritaire n'orientera pas nécessairement le cours des événements, car les individus ne représentent pas des forces sociales égales ; et les minorités agissantes ont des chances de s'imposer dès lors qu'elles vont dans le sens des possibilités inscrites dans les rapports sociaux. En fait, la notion d'opinion publique est réductrice, car il n'existe pas un état statique de l'opinion qui s'exprimerait au travers du *Français moyen*, ou de *la majorité silencieuse*. Les opinions sont un enjeu permanent entre des forces, inégales par leurs potentialités autant que par leurs effectifs. En fin de compte, les chiffres comme les discours sont des matériaux bruts, auxquels seule l'analyse sociologique donne une signification, cette analyse devant se situer aussi bien en amont qu'en aval du recueil des données.

L'organisation du discours par l'analyse scientifique induit une

cohérence à laquelle les individus n'atteignent que rarement, mais qui est le reflet de la cohérence du système social et des rapports qu'il met en jeu. Le discours organisé ne doit pas être prêté à chacun des acteurs sociaux mais représente une expression construite du jeu des forces en présence dans le champ social. La rationalité du discours se rapporte en effet au corps social dans son ensemble. Il n'y a pas lieu de la postuler au niveau des individus. Et inversement, certains discours, rarement livrés en raison de leurs fortes implications sociales et du degré de compétence qu'ils requièrent, peuvent exprimer des représentations plus largement répandues dans le corps social que la fréquence de leur recueil ne le donnerait à penser ; c'est souvent le cas du discours politique.

1.3. Les conditions de l'élaboration du discours

Le préalable méthodologique à toute recherche est celui de la construction de l'objet de recherche, quelles que soient les fausses évidences que lui confèrent les catégories du langage courant. Le travail scientifique ne peut pas faire l'économie d'une démarche critique visant à définir de manière rigoureuse les concepts qu'il se donne, en rupture avec les impositions de sens du langage, qui induisent de fausses problématiques. En Nouvelle-Calédonie, la distance physique et culturelle suffisent ordinairement à caractériser les *Mélanésien*s en tant que catégorie sociale. Mais la démarche sociologique ne peut accepter que le social soit réduit aux apparences physiques et culturelles, incapables à rendre compte des relations qui constituent la société. Contrairement à ce qui est impliqué dans les catégories usuelles, l'Européen ne peut être pensé sans le Mélanésien, et le Mélanésien sans l'Européen. Seule la configuration des rapports politiques et économiques en place assigne aux ethnies en présence des positions distinctes. La vision sociale du métissage met de même en évidence les manipulations opérées à partir des critères physiques, indépendamment des réalités biologiques. Quel que soit son physique, le métis sera perçu comme Européen ou Mélanésien et se comportera comme tel, selon le milieu qui l'aura adopté (

(1) En Nouvelle-Calédonie, où les métissages sont nombreux, il n'existe pas de catégorie de métis socialement reconnue.

Même dans les sociétés où les différences biologiques sont prises en compte, elles ne peuvent l'être que socialement : c'est alors le rapport social dominant qui privilégie la différence physique en tant que rapport social second. La distance physique ne fonde pas la distance sociale, elle n'en est que l'alibi.

Etant acquis que les catégories couramment établies à partir des critères physiques sont inaptées à rendre compte des différences auxquelles elles prétendent renvoyer directement, il n'est pas surprenant qu'elles s'avèrent non opératoires aux autres niveaux. Ainsi, quand le langage commun use de l'expression *canaques blancs* pour caractériser les Mélanésiens qui se sont résolument engagés dans les rapports sociaux dominants, il produit un amalgame indû entre positionnement ethnique et positionnement socio-économique, qui ne saurait mener qu'à des impasses. Pour les Mélanésiens comme pour les Européens, ce sont les rapports sociaux qui constituent les individus en tant que *bourgeois* ou *ouvriers*, et non pas leur appartenance ethnique. L'opposition communément établie entre *canaque* et *bourgeois* repose sur l'idée fausse que la société mélanésienne serait irréductible aux rapports sociaux (1). Dans un système social composé d'ethnies différentes, ce sont les rapports sociaux qui délimitent les groupes et non l'appartenance ethnique, étant entendu que les deux peuvent plus ou moins coïncider, et se renforcer réciproquement. L'objet sociologique ne se réduit donc pas au discours courant qui le postule, et doit être construit au travers de l'analyse des rapports sociaux. Celle-ci montre que les différences physiques ne se perpétuent en tant que différences sociales que parce qu'elles sont socialement constituées comme telles. Une lecture des différents discours produits sur la société mélanésienne depuis les débuts de la colonisation montrerait de même que cette société ne se comprend pas directement à partir des discours qui la mettent en scène. Ceux-ci ne sont significatifs que s'ils sont rapportés à l'évolution des forces sociales. Ainsi, pendant longtemps, le Mélanésien fut le support d'un discours dévalorisant, et le terme *canaque* avait un sens résolument péjoratif, intériorisé par les Mélanésiens eux-mêmes. En période de reflux colonial le rapport de forces s'inversant, la culture, le mode de vie, et les valeurs canaques, sont revalorisés, tout au moins parmi les couches les plus éclairées

(1) La notion de *bourgeoisie canaque*, en tant que *bourgeoisie nationale*, est un concept opératoire, dans la mesure où il traite des rapports sociaux et de l'appartenance ethnique. L'opposition entre *canaque* et *bourgeois*, par contre, relève d'un a priori métaphysique.

de la population européenne. De son côté, le discours nationaliste mélanésien reprenant à son compte le terme *canaque* en inversant son sens, tend à produire l'image d'une entité canaque homogène et intemporelle, dégagée des rapports sociaux réels. Ces trois types de discours postulent trois réalités différentes du même milieu, et il serait pareillement illusoire de retenir l'une ou l'autre comme concept de base de la recherche, ou objet construit.

L'analyse sociologique se ramène à la mise en évidence des rapports sociaux, qui ne se fonde pas sur les catégories postulées par le discours, mais en implique la critique. Les catégories établies à partir des critères physiques et culturels ont une validité propre dans le champ qui est le leur. En-dehors de là, elles ne sauraient être utilisées pour rendre compte des rapports sociaux.

1.4. Les enjeux de l'analyse sociologique

Les rapports sociaux sont fondamentalement des rapports politiques. En tant que tels, ils sont un enjeu entre les forces sociales; et la sociologie, qui est la science des faits et des rapports sociaux, l'est donc aussi. Ayant pour objet de dévoiler les mécanismes cachés des faits sociaux, l'analyse se constitue dans le cadre d'une société où les dominants visent à la pérennité de leur domination. Cette dernière est d'autant plus opérante qu'elle dépossède le dominé de la possibilité de comprendre les mécanismes de la domination, car il n'est pas de domination plus efficace que celle qui réussit à occulter son existence. Science des rapports sociaux, la sociologie est inévitablement un élément du rapport de forces. C'est pourquoi il s'avère souvent intéressant, dans le cadre des stratégies sociales, soit de s'approprier ses résultats (certains pouvoirs ont même tenté de les façonner), soit de nier a priori leur validité. Mais la sociologie, bien que soumise à des contraintes et à des pressions extra-scientifiques, ne peut être considérée comme une élaboration scientifique qu'en restant souveraine dans l'application de ses méthodes et dans l'énoncé de ses conclusions. On ne saurait demander à la recherche de biaiser ses analyses par des a priori idéologiques ou des objectifs politiques, quels qu'ils soient, et il n'est pas du ressort du chercheur de justifier ou de condamner les opinions qu'il reproduit et le système de comportement qu'il met en évidence. Les résultats de la recherche n'ont pas pour fonction de satisfaire telle ou telle catégorie sociale. Ils n'appartiennent à aucune d'entre elles, mais sont à la disposition de toutes

celles qui peuvent et veulent s'en servir : ils ne sont qu'un enjeu entre les divers protagonistes du jeu social.

1.5. Corps social et déterminations régionales

L'objectif recherché dans l'élaboration scientifique du discours est la mise en évidence de la rationalité qui commande globalement le corps social et le constitue en tant que tel, étant entendu qu'il ne s'agit pas là d'un donné, mais d'un objet construit en fonction du niveau d'analyse retenu. De ce point de vue, un "corps social ne peut avoir qu'un seul discours, intégrant les variations et les contradictions qui existent éventuellement entre ses composantes. Homogène dans son ensemble, le corps social n'est hétérogène que dans ses parties. Les configurations particulières du jeu des rapports sociaux, qui ressortent du discours recueilli, sont significatives à leur niveau ; mais elles ne prennent leur signification pleine que si, à la faveur de l'organisation du discours, elles sont précisées et situées entre elles, et par rapport à l'ensemble du contexte social. Pour cette raison, l'élaboration scientifique vise à la constitution d'un discours unique, qui soit globalement valide, c'est-à-dire apte à intégrer les situations particulières. Elle ne saurait se réduire à une juxtaposition descriptive de celles-ci.

Les particularités qui différencient le discours relatif à l'Opération Café sont notamment déterminées par les contraintes écologiques et des facteurs socio-économiques régionaux. Sans chercher à fonder ici un découpage, il convient de fournir un cadre général et élémentaire de lecture, permettant de tenir compte des principales déterminations régionales qui se sont révélées opérantes dans les limites du champ d'étude. Les conditions techniques de réussite de l'Opération et les incitations économiques permettent de délimiter trois grandes régions. Celle de Canala se caractérise par sa relative proximité de Nouméa : celle-ci a favorisé l'acquisition de compétences nouvelles, ainsi que l'éclosion d'une conscience politique plus aiguë, et elle offre des possibilités économiques plus diversifiées qu'ailleurs. Par ses liaisons avec Nouméa et les emplois sur mines, Houaïlou se rattache à la région de Canala. Le reste de la Côte Est connaît les mêmes conditions climatiques, la même pression démographique, et les mêmes contraintes foncières, mais son isolement par rapport aux pôles économiques l'a jusqu'ici condamné à un certain repliement. L'ensemble Côte Ouest et Nord enfin, est

particulier par son climat plus sec, par la dispersion de l'implantation mélanésienne aux confins des terres côtières occupées par la colonisation européenne, et par les possibilités de travail rémunéré résultant de la présence de colons et des mines.

1.6. Une étude appliquée

Si, dans la présente étude, le choix et la mise en oeuvre des méthodes d'investigation ont été laissés à la discrétion des instances de recherche, le champ d'étude a par contre été partiellement déterminé par les besoins des services responsables de la relance de la caféiculture. A la suite de quelques échecs enregistrés dans d'autres domaines d'activité, les Services Ruraux ont demandé à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM) d'analyser l'accueil réservé par le milieu mélanésien à leur programme d'intervention, et d'évaluer les conséquences sociales et économiques du programme. Les études ont porté sur l'environnement agricole de la caféiculture, le profil et les stratégies des planteurs, les implications foncières de l'opération, ses effets au niveau des anciens réseaux de solidarité et des contraintes sociales nouvelles. Des recherches ont été faites sur la place de la production caféière dans l'économie familiale, sur l'organisation sociale du travail (notamment entraide et exploitation du travail salarié), et sur les effets induits de l'opération au plan de l'organisation de la commercialisation et des manipulations politiques. Enfin, les problèmes posés par la circulation de l'information technique, et l'efficacité de l'encadrement mis en place ont également été abordés. Pour intéressantes qu'elles soient, ces approches relèvent directement d'une certaine problématique du développement, et on peut penser qu'une recherche moins appliquée se serait construite dans le cadre d'une problématique différente. On notera également que certaines questions ont bénéficié d'un supplément d'attention pour des raisons uniquement pratiques, relatives à la mise en oeuvre du programme d'intervention.

Les données de terrain ont été rassemblées dans les Communes de Canala, Houaïlou, Ponérihouen, Poindimié, Touho, Hienghène, Pouébo, Ouégoa, Koné, Poya, et Bourail, entre mars et novembre 1981. Une cinquantaine de tribus ont été visitées ; et des études systématiques et approfondies ont été menées dans une dizaine d'entre elles. L'enquête s'est généralement effectuée par entretiens individuels approfondis, avec, dans la majorité des

cas, le support d'un questionnaire. Certains entretiens réunirent plusieurs personnes. Enfin, l'enquête a bénéficié d'enregistrements réalisés par des Mélanésiens, le plus souvent en langue vernaculaire. Au total, deux cent cinquante personnes environ ont été interrogées.

Les résultats de cette recherche seront rapportés dans deux ouvrages, le premier présentant le discours mélanésien en un corpus organisé et commenté, le second consistant en une analyse des données quantitatives. Cette dernière approche permettra de mesurer les distorsions du discours, et ses décalages par rapport à la pratique sociale. En fin de compte, ces recherches devraient éclairer, bien au-delà des problèmes de la caféiculture, l'ensemble du système de production mélanésien.

1.7. Indications de lecture

Si la réorganisation du discours est imposée par la rationalité de la société qui l'a produit, son découpage et sa présentation relèvent par contre d'un choix et pourraient être autres. Après une présentation de l'Opération Café, et de la caféiculture en Nouvelle-Calédonie, on examinera les aspects positifs de l'opération, puis les freins et les blocages qui l'affectent du fait de l'environnement social, et enfin les erreurs reprochées aux Services Techniques. Les enjeux commerciaux de la nouvelle caféiculture et les aspects politiques de l'opération sont rejetés en fin d'ouvrage. Mais en raison de la nature du matériau, les contenus renvoient les uns aux autres.

Le discours présenté est celui des Mélanésiens. Il va sans dire qu'on aurait pu recueillir le discours tenu sur la caféiculture nouvelle par les Européens ou les Indonésiens, par exemple ; mais tel n'était pas l'objet du travail. Ce n'est que pour éclairer certaines parties du discours mélanésien qu'il a pu paraître opportun de recourir à celui des autres ethnies.

La présentation d'un discours produit dans une langue mal maîtrisée pose le problème de la transcription. Comme il s'est avéré que la formulation originelle du propos a souvent pour conséquence d'en obscurcir la signification et d'introduire des ambiguïtés, certaines parties du discours ont dû être réécrites. Néanmoins, les tournures propres à ce français ont été autant que possible respectées, pour ne pas le banaliser et ne pas gommer par là-même la spécificité des locuteurs.

2. PRESENTATION DE L'OPERATION CAFE

L'Opération Café est un ambitieux programme visant à la relance de la caféiculture par l'introduction d'un nouveau matériel végétal, la modernisation des façons culturales, et l'amélioration du traitement. Elle prévoit la création de 2.000 hectares de caféières intensives, pour une production annuelle de 3.000 tonnes de café marchand, et la mise en place d'usines de traitement. Un millier de planteurs devrait en bénéficier, la plupart mélanésiens. Le coût total de l'intervention peut être évalué à plus de deux milliards de francs CFP (1). En fin de programme, la valeur de la production annuelle devrait atteindre près de sept cents millions, aux taux actuellement payés aux caféiculteurs.

2.1. Genèse et objectifs

Le déclin de la caféiculture calédonienne ayant été un phénomène progressif, plusieurs politiques visant à y mettre fin se sont succédées. En 1966, une mission d'étude est chargée d'identifier les causes du marasme. Les experts proposent alors la mise en place d'une caféiculture intensive et mécanisée, réduisant les besoins en main-d'oeuvre. Avec la signature d'une convention passée entre le Territoire et l'Institut Français du Café et du

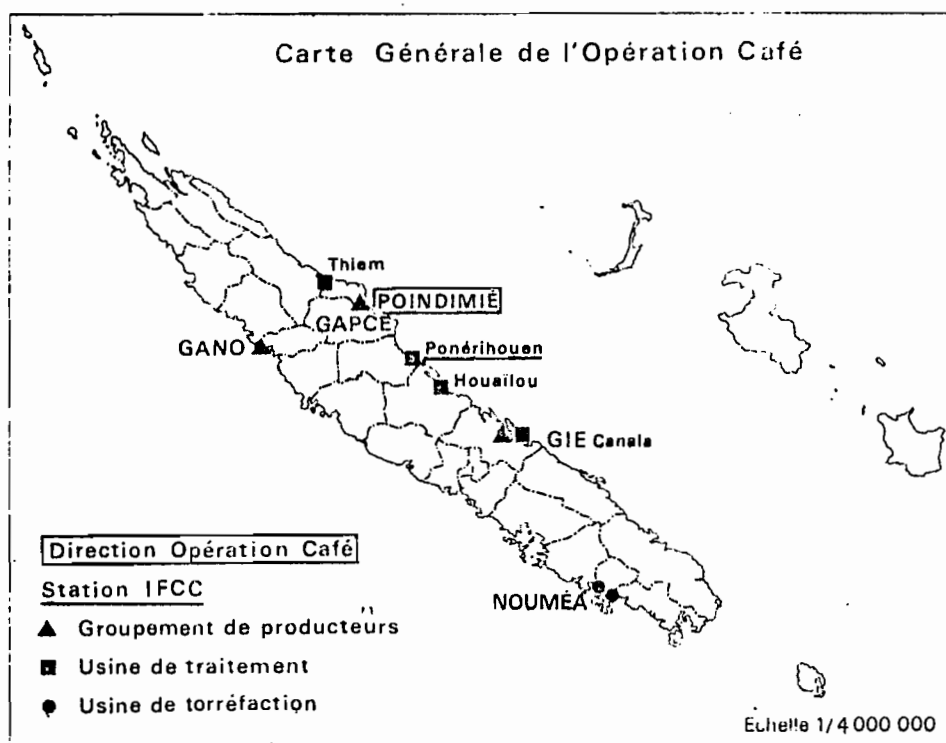
(1) CFP : Cours Français du Pacifique. Un franc CFP vaut 0,55 franc français. En francs français, le coût de l'Opération Café s'élèvera donc à 100 millions. Dans cette étude on se référera toujours au franc CFP.

Cacao (IFCC), l'année 1968 marque le début d'une nouvelle politique caféicole. L'IFCC installe une station à Ponérihouen pour la sélection des nouvelles variétés végétales. Des parcelles de comportement sont par la suite aménagées en divers points de la Côte Est, le plus souvent en milieu mélanésien.

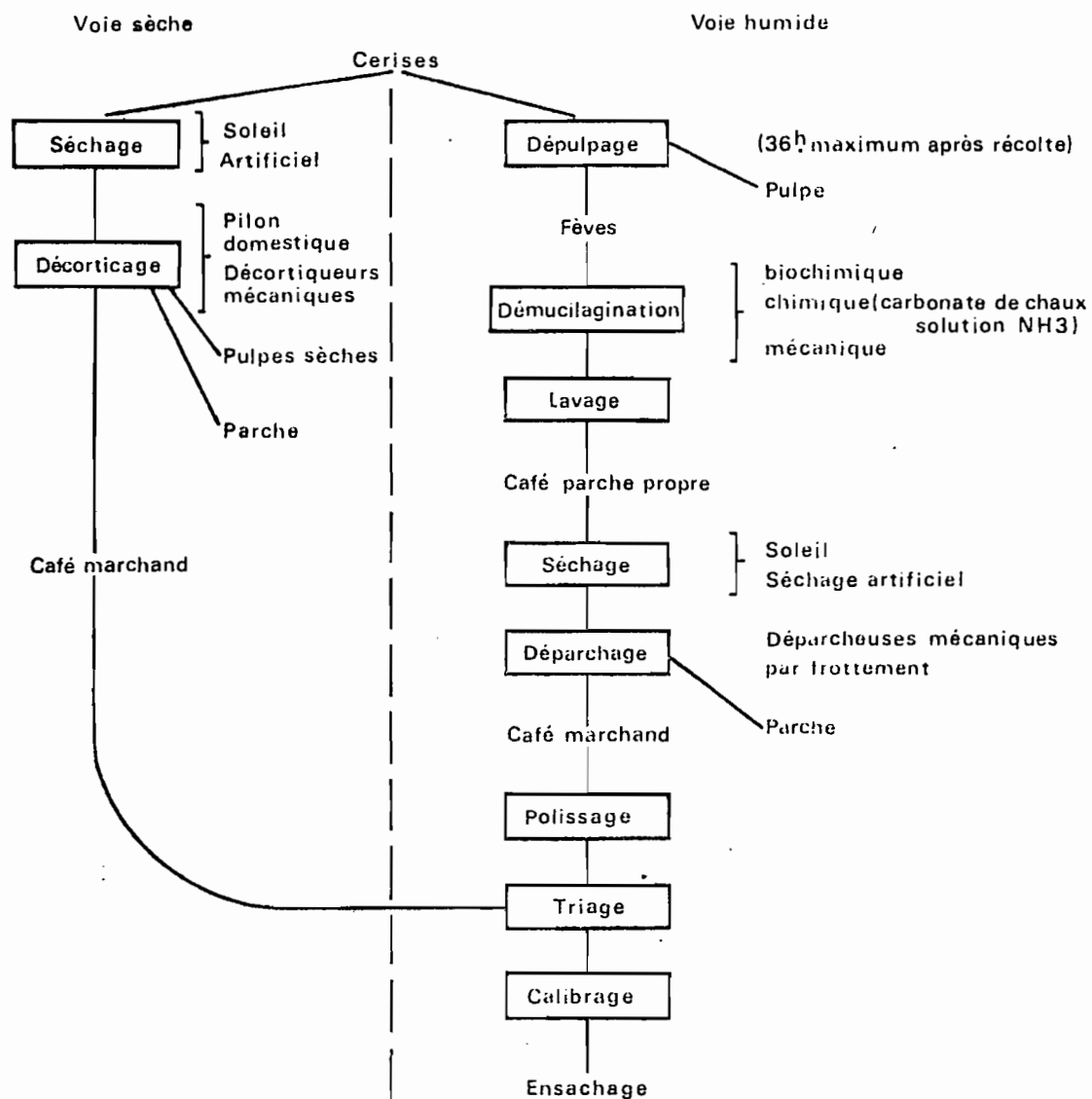
En avril 1978, le Comité Consultatif de la Caisse Café, chargé d'orienter la politique caféicole, décide de passer du stade expérimental à la vulgarisation de la nouvelle caféiculture. Le Service de l'Agriculture se voit confier le soin d'établir un programme d'intervention à la mesure des possibilités du Territoire. Il prévoit la plantation de 50 ha par an pendant dix ans, soit 500 ha à l'horizon 1987-88. Mais très rapidement, les instances locales devront remanier leur projet. Dans la perspective du Plan de Développement Economique et Social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie (1), l'Assemblée Territoriale est invitée par le Secrétariat d'Etat aux Départements et Territoires d'Outre-Mer, à entériner un plan élargi, prévoyant l'implantation de 1.000 ha de caféiers en cinq ans, avec l'aide financière de la section locale du Fond d'Investissement pour le Développement Economique et Social (FIDES). L'année suivante, les objectifs sont de nouveau considérablement remaniés, sur injonction du Secrétariat d'Etat. La production de café marchand doit être quintuplée en dix ans, les deux tiers de la production devant provenir de la Côte Est. Le programme en restera là après des surenchères sans lendemain.

Ce rapide aperçu de la genèse de l'Opération Café met en évidence le rôle primordial joué par les instances politiques, et particulièrement par l'autorité métropolitaine. Le but explicite du Plan de Développement était de permettre au milieu mélanésien, le plus touché par le chômage, de faire face à la crise économique, en le dotant d'un secteur de production à la fois compatible avec la vie en réserve et susceptible d'assurer une meilleure insertion des activités agricole mélanésiennes dans l'économie de marché. Cette politique présentait l'avantage, aux yeux de certains, de juguler les aspirations du mouvement nationaliste mélanésien par des interventions massives à caractère social. Si le projet territorial a surtout été axé sur la relance d'une activité commerciale, le projet retenu à l'instigation de la Métropole est aussi ambitieux par ses desseins

(1) Le Plan de Développement Economique et Social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie a reçu l'appellation locale de *Plan Dijoud*, du nom de Mr. P. Dijoud, alors Secrétaire d'Etat aux Départements et Territoires d'Outre-Mer.



Les étapes du traitement du Café



politiques que par ses objectifs économiques. Doter les Mélanésiens de revenus pour qu'ils rattrapent leur retard sur les autres ethnies, compenser les effets sociaux et politiques de la crise entraînée par le retour en réserve de nombreux chômeurs, promouvoir l'agriculture mélanésienne pour prévenir les risques qui pourraient résulter d'une marginalisation d'une fraction importante de la population, tels sont, avec certaines visées intégrationnistes, les arrières-plans de l'Opération Café façonnée par le Secrétariat d'Etat.

2.2. Encadrement

La conception et la mise en oeuvre de l'Opération Café sont sous la seule responsabilité du Service de l'Agriculture. Celui-ci définit l'échéancier des interventions, assure la vulgarisation, recense les planteurs intéressés, délimite les parcelles, et fournit l'encadrement. Ses agents assurent la distribution des plants et de l'engrais, contrôlent les travaux de plantation et d'entretien, et se chargent de la lutte contre les parasites. Par ailleurs, c'est également au Service de l'Agriculture qu'incombe le suivi technique des pépinières (confiées à des particuliers), et la surveillance des usines de traitement installées à Thiem, Ponérihouen et Canala. Pour faire face à l'ampleur des tâches nouvelles, le Service a dû procéder à un remaniement de son dispositif, en se dotant d'un personnel qui lui faisait défaut jusque-là, les agents de terrain. La plupart de ceux-ci sont mélanésiens, et recrutés sur leur lieu d'activité. Ils sont encadrés par les chefs de secteurs, répartis en quatre circonscriptions agricoles. Un responsable d'opération basé à Poindimié dirige le programme, qui jouit d'une certaine autonomie au sein du Service de l'Agriculture.

L'IFCC, qui a contrôlé les premières opérations de relance de la caféiculture, se cantonne depuis 1978 dans un rôle de recherche, et n'intervient plus auprès des planteurs. Il est chargé par convention de fournir le matériel végétal nécessaire à l'opération, tout en poursuivant ses programmes de recherche en fonction des besoins définis par le Service de l'Agriculture. En 1979, ses travaux portaient sur la sélection des plantes et l'expérimentation sur station, la fertilisation, les plantes de couverture, l'irrigation du caféier, les brise-vent, les herbicides, la lutte biologique contre le scolyte, et la lutte contre la rouille du caféier (en collaboration avec la section de phytopathologie de l'ORSTOM).

Les travaux de défrichement et de désenclavement des parcelles ont été confiés par convention à la Société d'Equipement et de Développement Rural de Nouvelle-Calédonie (SEDERCAL), ce qui a permis de relancer les activités de cette Société semi-publique, dont le matériel n'était pas encore amorti et dont une partie du personnel avait dû être débauchée en 1978.

Le commercialisation du café reste libre. Elle peut être assurée aussi bien par les producteurs individuellement que par des groupements de producteurs, par des colporteurs, ou par les Etablissements Ballande, qui sont actuellement la seule Maison de commerce qui achète encore le café. Mais comme le projet de relance implique un procédé nouveau de traitement des cerises, un réseau d'usines approprié a été mis en place. Celles-ci sont confiées aux groupements de producteurs et aux coopératives, sous l'étroit contrôle du Service de l'Agriculture. La plupart des groupements et coopératives engagés dans cette affaire sont dans une situation financière précaire, qui les met à la charge de l'Administration et sous sa dépendance. Pour le moment, le Service de l'Agriculture supporte une part importante des charges, mais il entend se dégager dès que possible.

2.3. Caractéristiques techniques

L'innovation principale de la caféiculture intensive est l'abandon de l'ombrage qui, depuis plus de cent ans, était indissociable du caféier. Le nouveau matériel végétal est destiné à pousser en plein soleil, d'où l'appellation de *café soleil* qui lui est donnée par les cultivateurs. Les changements qui en découlent sont aussi importants au niveau des techniques culturales qu'au niveau du paysage agricole. Pour obtenir ses meilleurs rendements, le nouveau caféier exige d'être planté seul et de bénéficier de beaucoup de soins, alors que le café traditionnel est complanté avec diverses cultures vivrières, se passe d'engrais, et ne demande que peu d'entretien. Mais le nouveau café doit dépasser 1.500 kg à l'hectare, alors que l'ancien produit entre 300 et 500 kg en moyenne, les caféières étant vieilles, et peu soignées.

Les parcelles ouvertes dans le cadre de l'Opération Café bénéficient d'un sous-solage et d'un labour, effectués sous la responsabilité du Service de l'Agriculture. Après un piquetage, la plantation est réalisée par le cultivateur, à raison de 1.680 plants par hectare pour le *Robusta*, et 6.060 plants pour l'*Arabica*. Puis il est procédé au semis d'une légumineuse dénommée

Pruraria, destinée à empêcher la croissance des mauvaises herbes et à enrichir le sol par des apports azotés. Cette plante de couverture nécessite une présence constante, sa croissance non contrôlée représentant une sérieuse menace pour le café. En l'absence de cette plante ou lorsqu'elle ne vient pas bien, le cultivateur doit s'adonner à de fréquents sarclages, surtout durant la saison des pluies. Au fur et à mesure de la croissance des caféiers, la plante de couverture dépérit faute de soleil, et les mauvaises herbes ne peuvent plus guère se développer. Chaque année, il y a lieu de procéder à trois fertilisations : lors de la pousse, de la floraison et de la fructification. La lutte contre le scolyte, *Stephanoderes hampei*, est assurée par les Services Techniques, comme pour l'ancien café. L'ensemble des travaux d'entretien est évalué à 80 heures par hectare et par mois pour les deux premières années, 20 à 30 heures la troisième année, à beaucoup moins ultérieurement. Cette estimation ne tient cependant pas compte des divers traitements phytosanitaires requis par l'Arabica, et dont les contraintes sont encore mal connues. On prévoit pour le nouveau café une durée de vie de vingt ans, moyennant un recépage tous les cinq ans.

Si la culture du Robusta ne semble guère poser de problèmes techniques, il n'en va pas de même de l'Arabica. La variété qui a été introduite en Nouvelle-Calédonie dans le cadre de l'Opération Café se révèle particulièrement sensible à la rouille du caféier, *Hemilia vastatrix*. Cette maladie, qui a déjà causé l'effondrement de la caféiculture en 1910 est grave, surtout lorsqu'elle se conjugue avec d'autres maladies, telle l'anthracnose, *Colletotrichum coffeanum*.

2.4. Aspects financiers (1)

Pour encourager les cultivateurs participant à l'Opération Café, il a été décidé de leur éviter tout risque financier, en limitant leur contribution à l'apport en terres et en travail. Le désenclavement et la préparation des parcelles sont effectuées gratuitement ; les plants, les

(1) Les données figurant dans cette rubrique et dans la suivante concernent l'ensemble des caféiculteurs participant à l'Opération Café. Elle inclut donc quelques Européens et Indonésiens.

engrais, et les produits de traitement sont fournis dans les mêmes conditions. En contre-partie, les planteurs sont tenus de suivre les conseils du Service de l'Agriculture, mais le contrat prévu à cet effet n'est qu'un engagement moral dépourvu de sanction en cas de non-respect. En somme, l'Opération Café repose tout entière sur une forme de subvention que l'Etat et le Territoire consentent au secteur agricole, et particulièrement à l'agriculture mélanésienne.

Au début de 1980, le coût de l'Opération a été évalué à près de 1.065 millions de francs pour la création de 1.160 ha de caféières durant la tranche quinquennale de 1980 à 1984 - soit un prix de revient moyen par hectare de 915.000 francs environ. En estimant que cette tranche de l'Opération doive bénéficier à un nombre de planteurs compris entre 1.500 et 1.750, le coût de l'intervention est de 600.000 à 700.000 francs par planteur, pour des parcelles mesurant en moyenne de 0,50 à 0,75 hectare. Pour 1980, les prévisions de dépenses s'élevaient à 167,4 millions de francs, dont près des trois quarts devaient être pris en charge par le FIDES, et le quart restant par le Territoire.

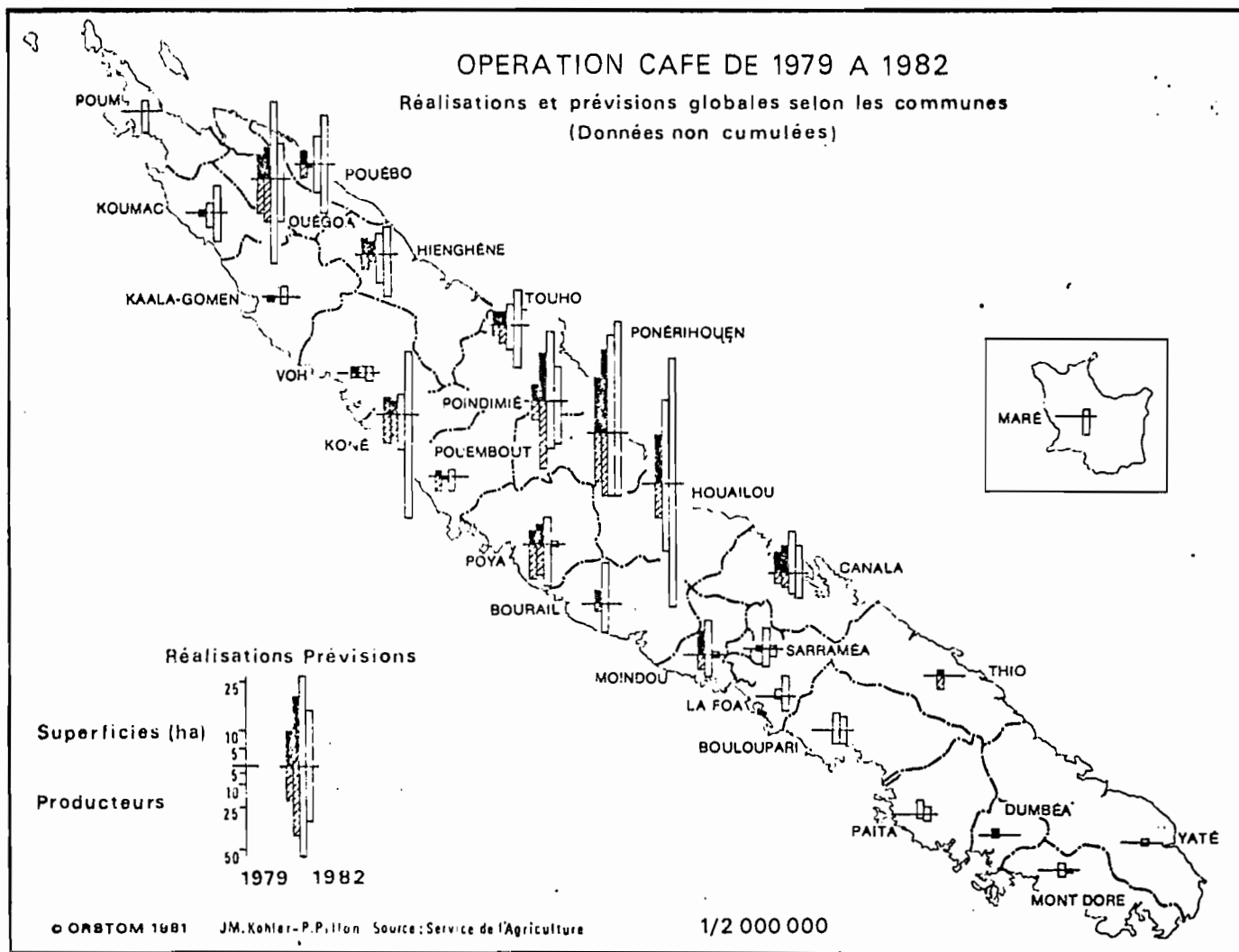
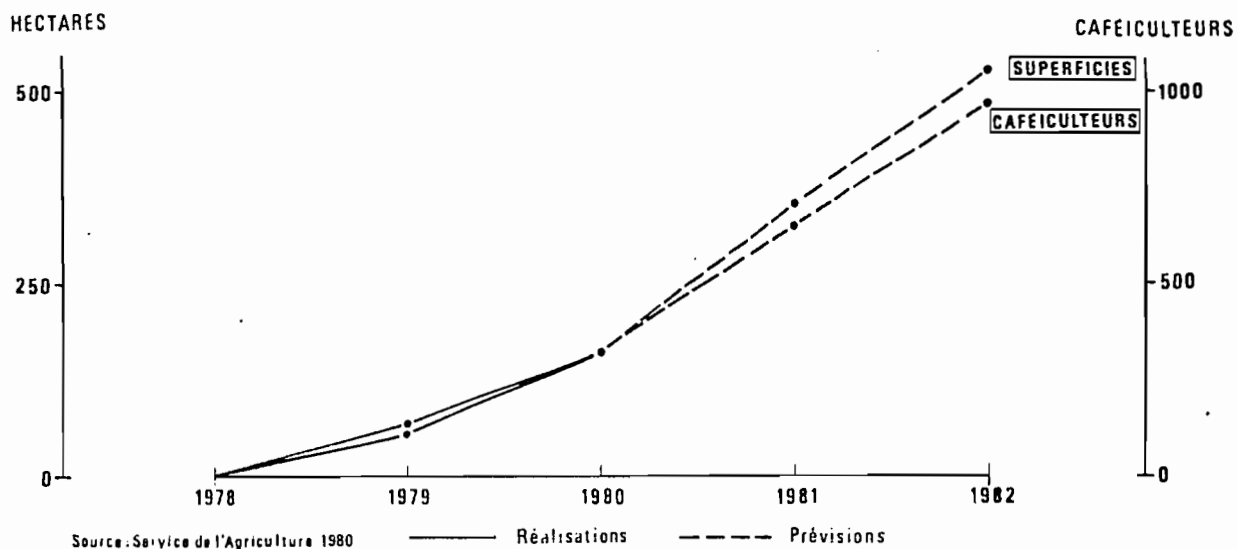
Le rendement des caféières portant du Robusta devant être au moins de 1,5 tonne à l'hectare, une caféière de cette superficie devrait rapporter un minimum annuel de 330.000 francs (le kilo de café marchand de cette variété étant payé 220 francs au cultivateur en 1982). Avec un rendement minimum de 3 tonnes, un hectare d'Arabica devrait rapporter 780.000 francs (à 260 francs le kilo). Toutefois, ces chiffres ne tiennent pas compte des frais de production.

2.5. Réalisations et prévisions, de 1979 à 1982.

2.5.1. Données d'ensemble

De 1979 à 1980, l'Opération Café a porté sur 165 ha, et a touché 329 cultivateurs. Elle a connu une nette accélération de la première à la seconde année : l'augmentation des superficies a été de 176 %, et celle des cultivateurs de 161 %. D'après les prévisions élaborées pour les deux années suivantes, l'accélération se renforcera. D'ici la fin 1982, les superficies devraient augmenter de 323 % par rapport à la situation de fin 1980, et atteindre 533,50 ha. Quant aux cultivateurs, ils devraient s'accroître de 296 %, pour atteindre 975. Leur progression légèrement moins rapide s'explique par le fait que certains anciens cultivateurs contribuant à l'extension des superficies ne sont pas relevés en double-compte.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DU NOMBRE DE CAFÉICULTEURS DE 1979 A 1982 (DONNÉES CUMULÉES)



Pour importantes qu'elles soient, les prévisions actuelles sont de 8 % inférieures à celles annoncées dans le Plan de Développement Economique et Social à long terme, et de 26 % inférieures aux objectifs fixés à l'opération dans la perspective d'un quintuplement du café marchand en dix ans.

°
° °

Fin 1980, les deux tiers des superficies plantées, soit 109 ha sur 165, se situaient sur la Côte Est. Ce rapport devrait rester légèrement supérieur à 71 % au terme de l'année 1982.

Les cinq communes qui font le plus de caféiculture sans ombrage sont et resteront, par ordre décroissant d'importance, Ponérihouen, Poindimié, Ouégoa, Houaïlou et Canala. Sur la Côte Ouest, c'est Poya et Koné qui viennent en tête, avec des prévisions d'extension assez importantes pour la seconde commune. Au Sud de la transversale La Foa - Canala, l'Opération Café n'aura guère d'impact dans l'état actuel des prévisions. Il est à noter que les trois communes qui produisent actuellement le plus de café sont Ponérihouen, Hienghène Canala.

Situation de la caféiculture intensive en 1980 et prévisions pour 1982, selon les Communes principalement intéressées.

	1980 *	1982 *	Accroissement **
Ponérihouen	40,00	100,25	151
Poindimié	19,50	49,75	155
Ouégoa	16,00	48,00	200
Houaïlou	13,50	74,25	450
Canala	13,00	33,25	156
<i>Sous-total</i>	<i>102,00</i>	<i>305,50</i>	<i>200</i>
Autres Communes	63,00	228,00	262
Total	165,00	553,50	223

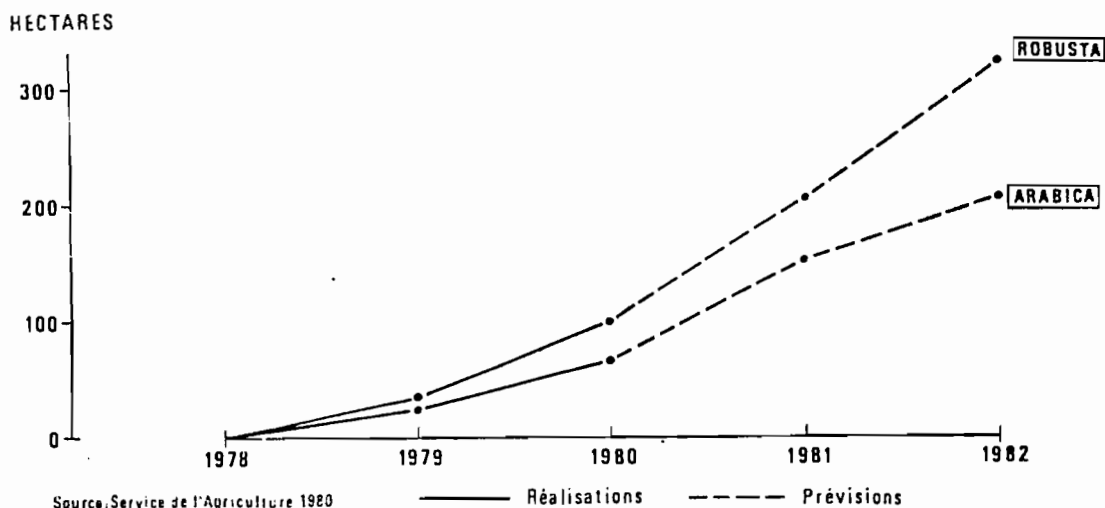
* Données cumulées, exprimées en hectares

** Exprimé en pourcentage, ce taux indique l'accroissement des superficies plantées de 1980 à 1982.

2.5.2. Répartition entre Robusta et Arabica

Les superficies consacrées au Robusta représentent 59 % des parcelles en 1979 et 1980, et l'Arabica 41 %. En 1981, la prédominance du Robusta devra se renforcer nettement : les superficies qui lui seront consacrées représenteront 70 % de l'ensemble des superficies nouvelles. Au total, la proportion des superficies cultivées en fin d'année 1982 sera de 62 % pour le Robusta et de 38 % pour l'Arabica.

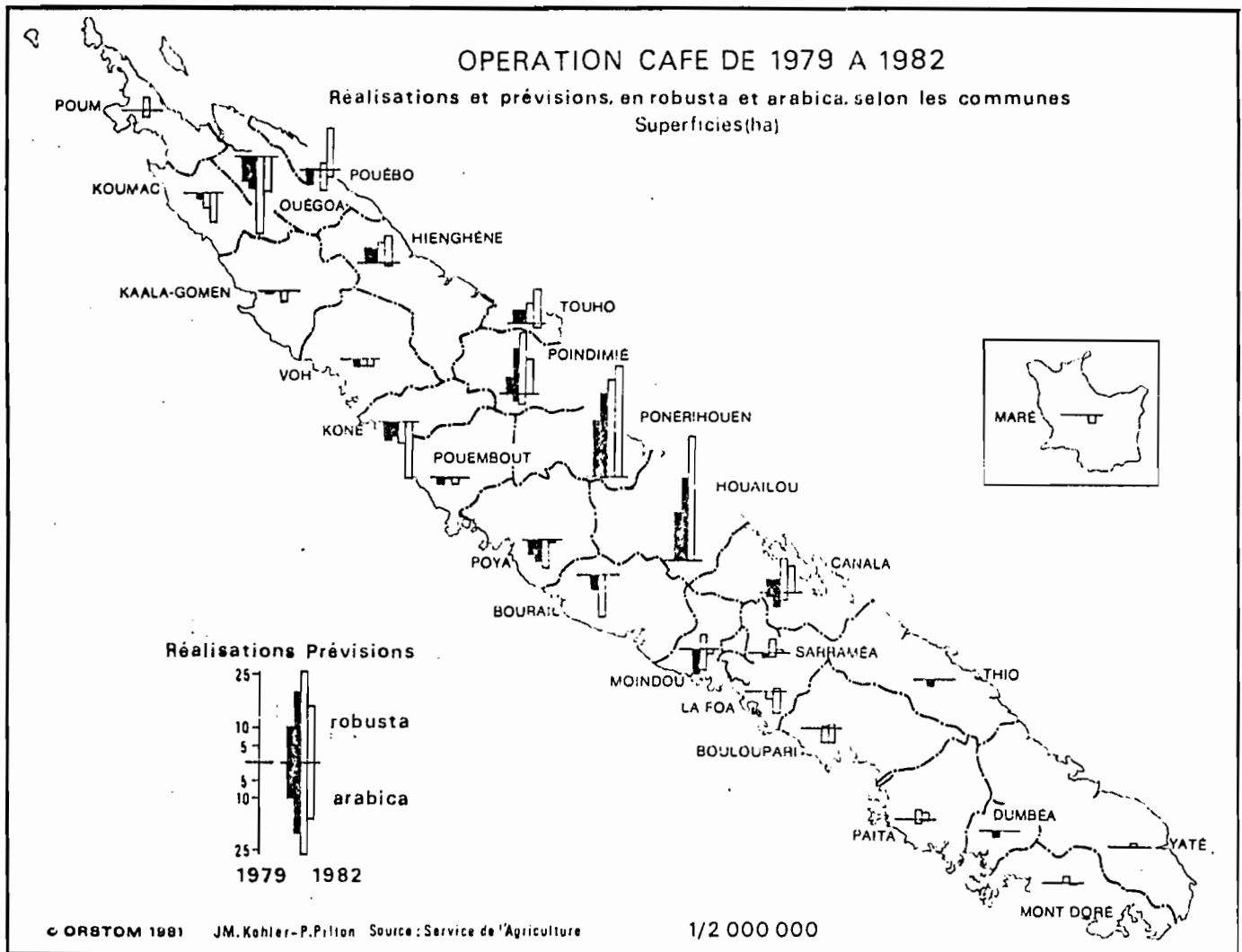
EVOLUTION DES SUPERFICIES
EN ROBUSTA ET EN ARABICA DE 1979 A 1982
(DONNÉES CUMULÉES)



°
° °

La répartition géographique du Robusta et de l'Arabica correspond aux contraintes climatiques, et particulièrement pluviométriques. A la première variété convient la Côte Est, très arrosée, tandis que le Nord et la Côte Ouest conviennent plutôt à la seconde.

Il est à noter cependant, qu'au siècle dernier, l'Arabica étant la seule variété introduite en Nouvelle-Calédonie, on trouvait ce café aussi bien sur la Côte Est que sur la Côte Ouest.



2.5.3. Caféiculture dans les réserves et hors des réserves (1)

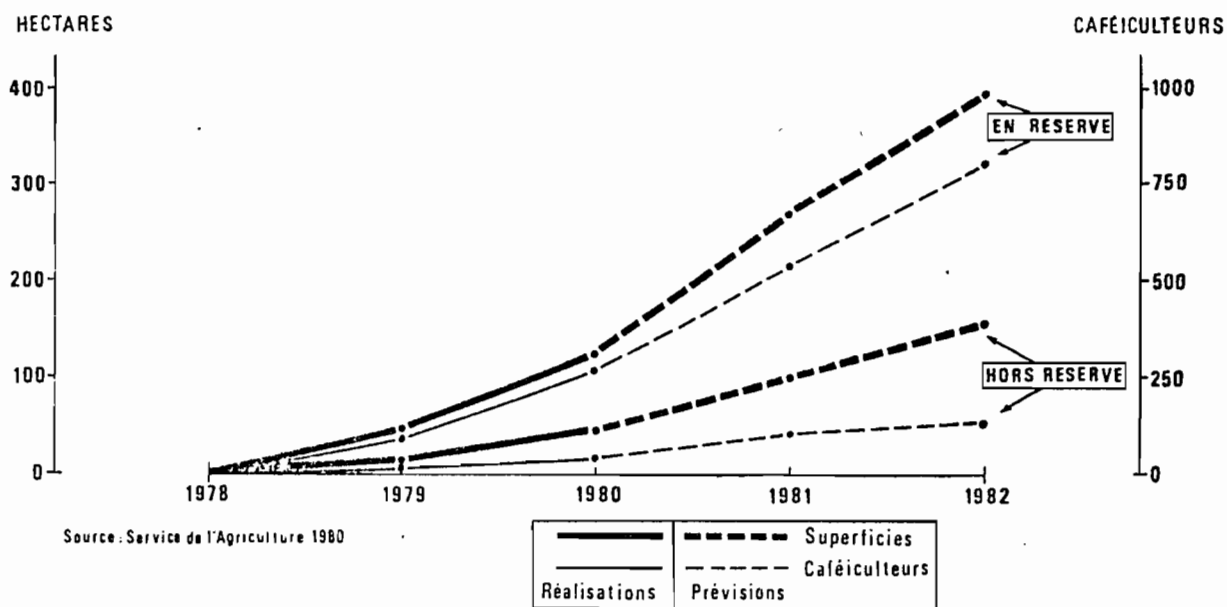
En 1979 et 1980, 73 % des superficies plantées l'ont été à l'intérieur des périmètres des réserves, et 27 % en dehors. Pour les années à venir, les superficies hors réserves devraient légèrement augmenter (28 % en 1981, et 31 % en 1982); mais les superficies plantées en réserve représenteront toujours plus des deux tiers de la totalité des parcelles.

La répartition des caféiculteurs montre que, quelle que soit l'année considérée, plus des quatre cinquièmes d'entre eux sont en réserve. En fin

(1) La division *en réserve* et *hors réserve* renvoie, dans l'ensemble, à la répartition entre Mélanésien et autres ethnies.

d'année 1982, cette catégorie représentera 83 % de l'ensemble des cultivateurs intéressés par l'Opération Café, et les autres 17 %.

EVOLUTION DES SUPERFICIES ET DU NOMBRE DE CAFEICULTEURS
EN RESERVE ET HORS RESERVE DE 1979 A 1982
(DONNEES CUMULEES)



Le rapport de la superficie au nombre de caféiculteurs indique que ceux installés en réserve disposent en moyenne de parcelles mesurant de 0,40 à 0,50 hectare, alors que les parcelles des autres sont près de deux fois plus grandes.

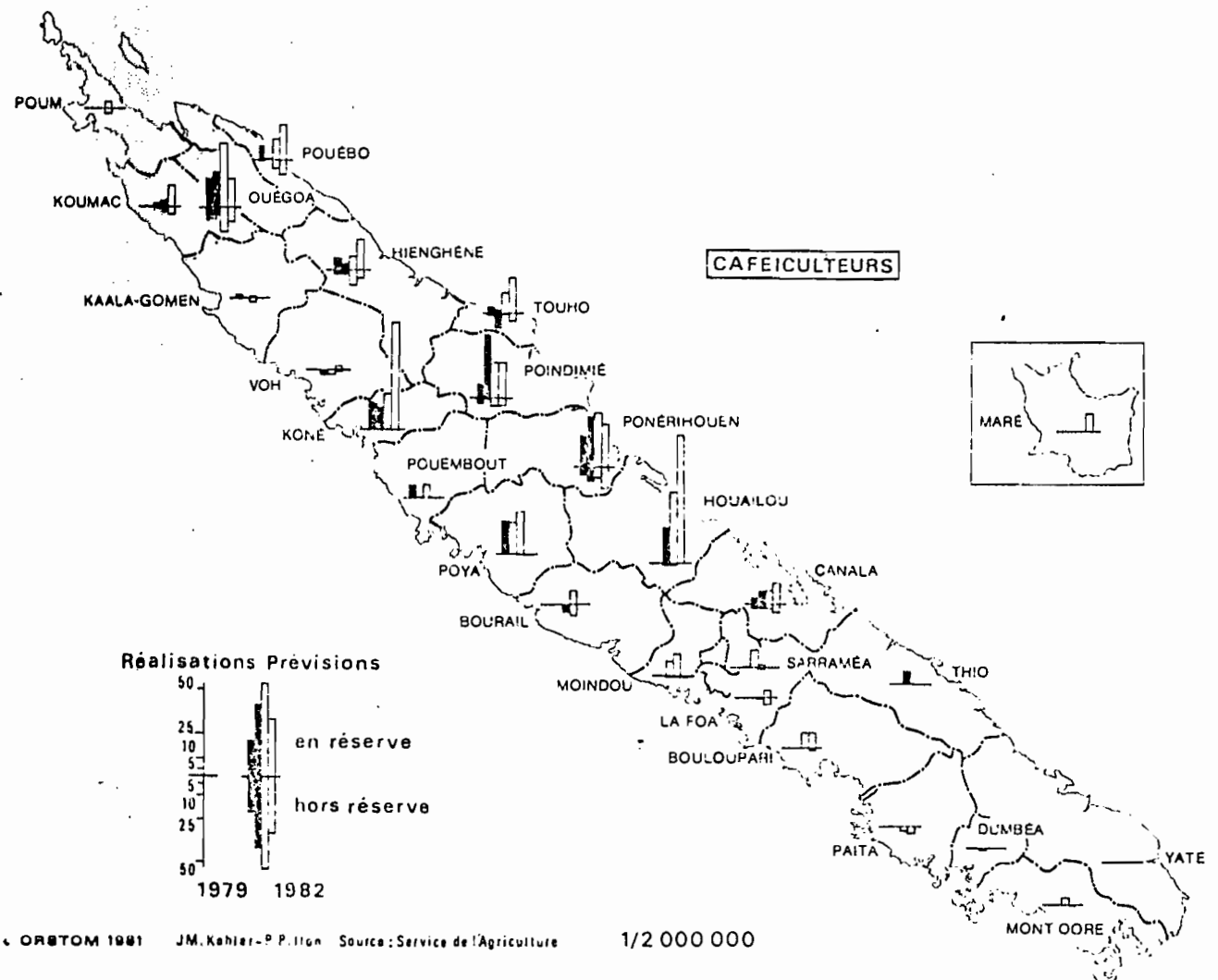
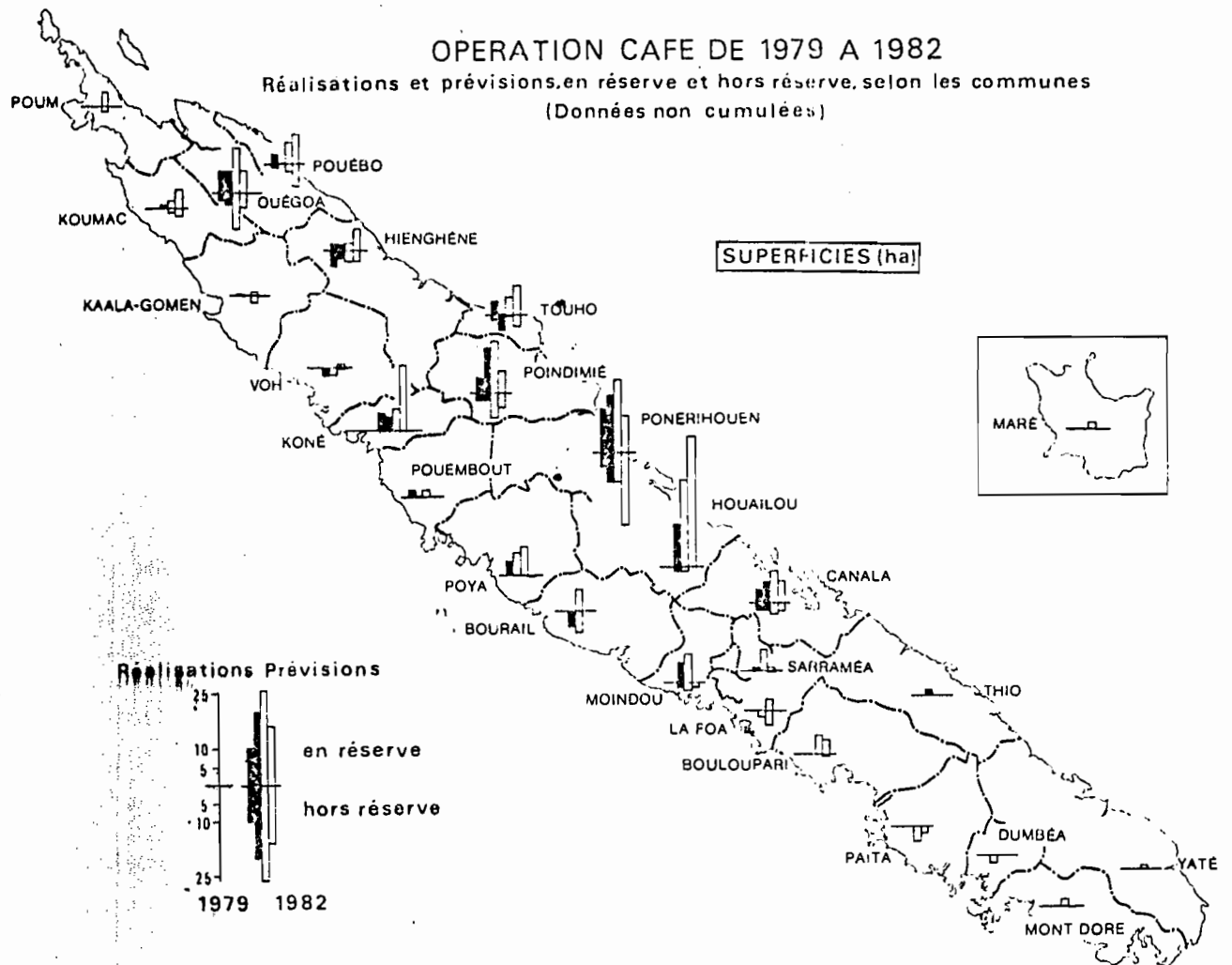
Superficie moyenne des parcelles en réserve et hors réserve, par année, de 1979 à 1982

Année	En réserve	Hors réserve
1979	0,42	0,88
1980	0,45	0,88
1981	0,52	0,96
1982*	0,40	0,96

* Les données présentées dans ce tableau pour l'année 1982 doivent être corrigées. La baisse des superficies enregistrées par rapport aux années précédentes est partiellement due au fait que certains des caféiculteurs ayant procédé à une simple extension de leurs caféières ont fait l'objet d'un

OPERATION CAFE DE 1979 A 1982

Réalisations et prévisions, en réserve et hors réserve, selon les communes
(Données non cumulées)



2.6. Environnement politique

Le Plan de Développement Economique et Social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie rappelle que *"le caféier fait depuis longtemps partie du paysage."* Mais l'Opération Café n'est pas pour autant appréciée de la même manière par les diverses tendances qui composent l'échiquier politique. Et si une quasi-unanimité se dégage en faveur d'une promotion de la caféiculture, les divergences sont nombreuses quant aux motivations et aux modalités de cette promotion.

Les diverses instances territoriales, seules compétentes en matière de développement du Territoire, partagent assez largement le sentiment d'avoir été plus ou moins contraintes par l'Etat à accepter les bonds en avant successifs du projet. Ceux-ci sont apparus à beaucoup comme autant de surenchères faites au mépris des prérogatives locales. Par ailleurs, il est parfois reproché à cette Opération son caractère technocratique et improvisé : elle aurait été imposée de façon arbitraire et hâtive, sans que soit maîtrisé l'ensemble des conditions de son succès. Plusieurs problèmes techniques, comme la lutte contre les parasites de l'Arabica, seraient loin d'être résolus de manière satisfaisante. Et, d'un point de vue plus général, ni le monde rural ni les Services Techniques ne seraient en mesure d'assumer une telle Opération dans un délai aussi bref. Les ajustements nécessaires de la part des caféiculteurs auraient toutes les chances de se faire dans de mauvaises conditions et les infrastructures d'encadrement et de commercialisation ne seraient pas en mesure de suivre le rythme prévu. Enfin, tout en se félicitant de l'aide importante apportée par la Métropole pour cette opération, diverses personnalités estiment que la part restant à la charge du Territoire excède ses possibilités, d'autant que l'avenir et la rentabilité de l'opération ne leur paraissent pas assurés. Le cours mondial du café est très fluctuant ; et une nouvelle flambée de l'économie minière et métallurgique entraînerait, comme ce fut mainte fois le cas dans le passé, un abandon des activités rurales.

Si la plupart des personnalités politiques conservatrices approuvent l'assistance apportée au milieu mélanésien à la faveur de l'Opération Café, et ce principalement aux frais de la Métropole, quelques-unes regrettent cependant que les subventions ne bénéficient pas davantage au colonat blanc. Les indépendantistes mélanésiens mènent deux analyses opposées. Tout en partageant certaines des réserves et des critiques énoncées plus haut, beaucoup d'entre eux sont favorables à l'opération, considérée comme susceptible d'assurer rapidement des rentrées monétaires aux agriculteurs mélanésiens et de constituer un outil de production intéressant pour le futur. Dans cette optique, la production et

la commercialisation sont parfois envisagées selon des modalités nouvelles, participant à la fois des modèles communautaires traditionnels et de modèles plus ou moins directement socialistes.

2.7. Insertion de l'Opération Café dans le dispositif commercial

Un des principaux objectifs de l'Opération Café est l'amélioration du produit fini pour promouvoir le café calédonien sur les marchés extérieurs. Cette amélioration passe essentiellement par la substitution du séchage en usine au séchage par voie solaire, jugé trop inégal.

Lorsqu'il est destiné aux filières commerciales traitant les cerises sèches, le café est souvent cueilli à divers états de maturité. Les cerises sont exposées au soleil sur une aire en terre battue ou en ciment, ou sur des claies. Après quatre à cinq semaines de séchage, elles sont prêtes à la vente. C'est la méthode utilisée par la plupart des producteurs de cerises sèches. En dépit de sa simplicité apparente, elle implique des contraintes. Le café ne doit pas prendre la pluie, et cette condition dont dépend la qualité du produit fini est loin d'être toujours réalisée.

Ce café peut être vendu en cerises sèches à des colporteurs, et il est alors payé immédiatement. Le plus souvent, ces colporteurs sont aussi des commerçants qui tirent profit des marchandises qu'ils vendent au moment d'acheter le café. D'autres intermédiaires prennent parfois la place du colporteur: des colons qui perpétuent des rapports de clientèle à la faveur de ce type de transaction, ou quelques Mélanésiens. Par ailleurs, une part importante de ce café est vendue comptant aux succursales de la Maison Ballande.

Dans la seconde filière, le producteur donne le café séché à l'usinage, dans une usine de l'intérieur ou de Nouméa, l'acheminement du produit étant généralement à ses frais (1). L'usinage étant considéré comme une prestation de service, le café séché transformé en café *marchand* est payé en tant que tel, mais seulement après un délai de plusieurs mois et déduction faite des

(1) Selon le lieu où s'effectue l'usinage, le producteur peut éventuellement économiser sur le prix du transport. Il peut soit se charger lui-même de transporter son café sec, soit louer pour cela les services d'un colporteur ou d'un colon. En milieu mélanésien, il arrive que plusieurs producteurs groupent leur production à cet effet, mais il s'agit plus souvent de tentatives occasionnelles que d'une organisation systématique.

frais d'usinage. Moins lourd que le café sec, le café marchand est payé à un prix qui rend cette filière plus avantageuse pour le producteur, dont l'investissement en travail est le même.

Une autre filière, propre au milieu européen, consiste à traiter son café soi-même et à le vendre sous la forme de café marchand aux entreprises de torréfaction. Ce circuit économise au producteur les frais de traitement, et lui permet de réduire les pertes au triage. A l'occasion, certains colons usinent pour le compte de Mélanésiens.

Le système mis en place par le Service de l'Agriculture introduit une filière supplémentaire. Pour remédier à la moins bonne qualité du séchage effectué par les producteurs, cette filière ne traite que le café mûr, selon des procédés industriels assurant un séchage optimal. Ce faisant, elle bouleverse les données de la commercialisation, en introduisant une nouvelle concurrence et en obligeant à un ramassage fréquent et régulier, pour éviter que les grains mûrs ne fermentent. Le producteur vend son café à *la touque* (mesure de 20 litres), en faisant l'économie du séchage. Comme le café séché, mais au contraire du café marchand, ce café est payé de suite. De cette manière, une partie du commerce du café est retirée aux colporteurs, aux usiniers, et à la Maison Ballande, pour passer aux mains des Groupements de producteurs. Mais cette filière n'est pas encore implantée partout. Elle ne dessert pour le moment que quelques régions, son développement étant parallèle à celui des cultures de café sans ombrage. C'est ainsi que sur la Côte Est, le café n'est ramassé par le Groupement Agricole des Producteurs de la Côte Est (GAPCE) que jusqu'à Hienghène. Une extension du réseau est prévue jusqu'à Pouébo, qui doit correspondre à l'arrivée en production des nouvelles parcelles.

3. HISTORIQUE ET PLACE ACTUELLE DE LA CAFEICULTURE

3.1. La caféiculture traditionnelle

Les premiers plants de caféiers sont introduits en Nouvelle-Calédonie par la Mission Catholique en 1856, à La Conception ; mais la nouvelle plante ne connaît qu'une extension limitée durant plusieurs décennies. En 1894, le Gouverneur Feillet décide de réorienter l'avenir de la colonie pénitentiaire en suscitant une colonisation libre, basée sur la petite production familiale et la caféiculture. Aux colons venus de France, il est fait obligation de planter 5 ha de caféiers sur leurs lots de 25 ha, l'importante main-d'oeuvre nécessaire à cette culture étant puisée dans la Pénitenciaire et chez les Mélanésien, astreints aux prestations de travail dès 1887. L'expansion de la caféiculture coïncide alors avec celle de la colonisation. Mais en 1910, c'est l'effondrement de la caféiculture avec la propagation de la maladie de la rouille. Par la suite, le Robusta remplacera l'Arabica dans la plupart des régions.

En 1930, la caféiculture est étendue autoritairement aux réserves, et chaque chef de famille est tenu de planter. Cette politique visant à intégrer les Mélanésien dans l'économie de marché, en les dotant d'un pouvoir d'achat, marque un tournant dans l'histoire du Territoire : "(...) en remettant en cause l'équilibre ancien, elle bouleverse les données économiques traditionnelles et prépare les remous sociaux de l'après-guerre" (Saussol, 1967, 20). Contemporaine de la remontée démographique du milieu mélanésien, la caféiculture a accompagné le renouveau de cette ethnie. Bien qu'implantée sous la contrainte coloniale, cette activité ne s'est pas ressentie de ses origines. S'insérant dans le système de production en place, elle a été rapidement intégrée et valorisée par les Mélanésien, pour lesquels elle a constitué dès lors la principale source de revenus. En 1946, l'abolition du régime de l'indigénat détourne massivement les Mélanésien des plantations des colons, et libère la main-d'oeuvre nécessaire à la multiplication des parcelles en

réserve. Désormais, la caféiculture ne cesse de décroître en milieu européen, et finit par s'imposer en tant que culture mélanésienne.

L'après-guerre, qui voit l'apogée de la caféiculture mélanésienne, voit aussi le développement des forces économiques et sociales qui en réduise progressivement l'importance. L'extension du salariat, la scolarisation et la formation professionnelle, l'urbanisation, multiplient les possibilités d'insertion sociale en dehors des communautés mélanésiennes et des activités vivrières. La flambée de l'économie minière et métallurgique autour de 1970 accélère considérablement le processus en puisant dans le réservoir de main-d'oeuvre mélanésienne.(1). Largement inférieurs aux revenus salariaux, les revenus de la caféiculture sont également supplantés dans quelques régions par d'autres productions agricoles : ainsi Canala fournit des oranges, des mandarines et divers légumes, et Pouébo des bananes *pwango*, très demandées sur le marché. Dans le reste du pays, seule l'absence de débouchés semble s'opposer à cette concurrence.

3.2. Les attitudes actuelles face au café

Activité économique en net recul et peu compétitive (2), la caféiculture ne doit cependant pas voir son importance mésestimée. Elle représente une ressource essentielle pour nombre de ménages de la Côte Est où se concentre le gros des populations mélanésiennes. La diversité des situations locales, parfois très grande au sein d'une même aire (notamment entre localités de plaine et localités de montagne), de même que la disparité des situations individuelles au niveau foncier ou monétaire, assignent des places différentes à la caféiculture. Entre le salarié délaissant ses caféiers et le cultivateur qui en tire l'essentiel de son revenu, les attitudes et les discours divergent. Ces deux extrêmes délimitent le champ des positionnements sociaux d'ordre économique, que recoupe en partie l'appartenance à des générations différentes, élargissant un processus entamé aux générations précédentes.

(1) En 1970, il n'était pas exceptionnel qu'un manoeuvre mélanésien employé au chargement d'un minéralier gagnât 100.000 francs par quinzaine. En 1982, le salaire minimum interprofessionnel garanti est de 42.000 francs par mois.

(2) Autrefois supérieure à 2000 tonnes, la production annuelle de café de la Nouvelle-Calédonie a chuté de plus des deux tiers ; en 1979, elle était de 664 tonnes.

les jeunes des régions pourvoyeuses de main-d'oeuvre se disent davantage intéressés par le salariat que par l'agriculture, attitude souvent critiquée par les vieux. La prise en compte des déterminations économiques et des écarts entre les générations restituent leur cohérence à des propos contradictoires, visant les uns à valoriser le café, les autres à le dévaloriser.

En limitant les possibilités d'emploi, la récession minière et la crise économique ont obligé les salariés mis au chômage à se replier sur l'agriculture, et particulièrement sur la caféiculture qui reste une des rares possibilités de rentrées monétaires. Certains salariés, inquiets pour leur avenir, retournent également à l'agriculture pour ne pas être pris de court par un éventuel licenciement ; d'autres préparent leur future retraite. Au demeurant, le salariat ne s'est pas réellement coupé de l'économie rurale ; de nombreux salariés tirent l'essentiel de leur subsistance de la production familiale, et leurs stratégies sociales continuent à se jouer dans le cadre des communautés locales auxquelles ils appartiennent. D'autre part, la crise économique renforce, au niveau des représentations, une revalorisation du passé à connotations politiques, qui oppose la vie stable du *temps des vieux* aux incertitudes du présent. Le café devient alors une valeur sûre, solidement ancrée à la terre, à l'inverse du salariat et de ses aléas. Mais cette importance restituée au café est relative dans la mesure où elle est liée à la conjoncture économique. De fait, l'importance actuelle de la caféiculture résulte moins d'un dynamisme propre que de la faiblesse des autres secteurs d'activité, et son avenir dépendra de sa compétitivité.

La place assignée au café dans le discours relève essentiellement d'une perception économique, et secondairement de représentations idéologiques héritées du passé, et partiellement réinvesties à des fins actuelles. Toujours distinguée des cultures vivrières, qui sont le support de la vie sociale mélanésienne (1), la culture commerciale du café, dévalorisante pour certains, perpétue pour d'autres l'identification du Mélanésien à sa terre, en constituant *l'héritage des vieux* auquel il n'est pas permis de toucher. Cette vision, sous-tendue par la conception mélanésienne d'un temps sans devenir, renforce, dans les régions et les générations les plus préservées du salariat, l'image figée d'un Mélanésien agriculteur à jamais. Plus largement représentées dans les générations les plus âgées, ces conceptions se retrouvent chez certains jeunes,

(1) L'igname occupe la place essentielle au niveau des représentations relatives à l'organisation de la vie sociale ; elle sert de support à toutes les cérémonies coutumières.

avec un arrière-plan plus ou moins explicite d'affirmation de la spécificité canaque, liée aux aspirations nationalistes.

" Du temps des vieux, le café a été une culture coloniale, je sais. On a été recrutés pour travailler chez les colons. A l'époque, les Mélanésien n'avaient pas la possibilité de cultiver le café, car c'était défendu de faire cette culture de rapport. C'est à partir de Meunier, qui était un capitaine des affaires autochtones, que les Mélanésiens ont été portés à la culture du café. A partir de là, ça a réduit l'importance de la culture caféière chez les colons. Jusqu'à la dernière guerre mondiale, ça a bien marché. Le café et le coprah, c'était la seule ressource des Mélanésiens. A l'époque, les grands chefs, ils ont un pourcentage sur le recrutement, sur tous les recrutements, que ce soit pour la route ou la barrière, et même le café. Le pourcentage était versé par les colons bien sûr. Quand les Mélanésiens ont eu la liberté, en 1946, cette liberté a permis de quitter la terre, de quitter le café. Plus besoin de l'autorisation du chef.

" Les grands-chefs de l'époque ont encouragé à faire le café. Après le mariage, on était obligés de planter une parcelle de café. C'est pourquoi on a tous du café. Les Mélanésiens, avec la première récolte, ils ont vu que c'était très important d'un point de vue économique. Et puis les petits-chefs et les grands-chefs surveillaient tout ça, qu'il n'y ait pas un grain qui se perde. C'était du travail collectif, organisé par le chef de la tribu, dans chaque tribu. Le repas de midi était toujours collectif. Les chefs ont construit des séchoirs collectifs et acheté des dépulpeurs pour la tribu. Des jeunes étaient chargés de dépulper. C'était bien organisé, ça marchait très bien. Les chefs faisaient jusqu'à trois tonnes de café Arabica chacun. Ils pouvaient le faire, car le travail était collectif. Quand les colons ont vu que les Mélanésiens se développaient et qu'eux n'avaient plus personne, ils ont tout rasé pour faire de l'élevage. Les gens dans les caféries avaient même leur police pour voir qui entretenait, qui abandonnait. Les coupables passaient devant la justice coutumière et ils pouvaient se faire astiquer. Tout le monde obéissait dans la tribu, à l'époque. L'ordre était sévère. Chaque jeune obéissait, et on pouvait leur dire de ramasser. Aujourd'hui, avec la liberté, c'est plus possible."

3.2.1. Le café, une culture mélanésienne

" Seulement le café, c'est véritablement le gagne-pain de la Côte Est. Ici on n'a plus le troca, on n'a plus le coprah; reste, pour nous autres de la Côte Est, le café. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Il n'y a pas de débouchés."

Cultivateur, Elu local, 52 ans (1)

" Le café, je vois que c'est l'intérêt, c'est la seule ressource calédonienne qui est de l'intérêt général du peuple calédonien. Quant à l'igname et le taro, c'est la base de la nourriture autochtone."

Cultivateur, 56 ans.

" C'est bien de faire des cultures, car si on ne les fait pas, plus tard il n'y aura pas d'avenir pour nous. La terre, c'est l'avenir."

Salarié (Travaux Publics), 56 ans.

" Je pense qu'il est indispensable que les Canaques se lancent dans la culture du café. Pour l'instant, c'est la seule ressource qu'ont les Canaques pour subsister. Je pense que le café, c'est une ressource de tous temps, pour les Canaques uniquement. Les Canaques, actuellement, ils ne participent nullement à l'économie, ils n'ont pas de revenus, alors je pense que le café, les gens doivent en tenir compte. C'est un moyen pour tirer des ressources."

Cultivateur, 30 ans, études secondaires.

" Le nouveau café est venu par le GANO (2). Le Service a demandé si on voulait faire du pinus, de l'élevage, et on a dit : on préfère le café."

Cultivateur, 56 ans.

" Notre grand problème, c'est le travail, c'est l'argent qui nous manque. Alors, on nous a expliqué que le pinus, c'est la possibilité de l'argent en restant sur place (3), comme le travail au Chalandage (4), ou au nickel."

(1) Les locuteurs n'interviennent qu'une fois sur un même thème.

(2) GANO : Groupement Agricole du Nord-Ouest.

(3) Allusion au programme de reforestation sur terres claniques.

(4) La Société du Chalandage, qui s'occupe de la manutention portuaire, recrute sa main-d'oeuvre à tour de rôle dans les collectivités mélanésiennes de l'intérieur, pour de courtes périodes.

D'après les renseignements fournis par les agents des Eaux et Forêts, c'était ça. Ils ont dit que tout cela est payé. C'est ça qui nous a décidés. Ceux qui ont pris des pinus, c'est ceux qui ont du terrain dans la réserve. Moi, j'ai signé pour 5.000 pieds, sur le séquestre (1). Mais comme c'est un terrain privé, le FADIL n'a pas le droit d'y travailler (2). Or, dans la réserve, je n'ai pas assez de terrain. Aujourd'hui, je ne regrette pas, parce que je peux faire du café sur le terrain du séquestre. Mais le café est plus important. Mes grands-pères, mes pères, ont toujours tiré leur principale ressource du café ; et pour moi, je sais que le café est la seule ressource que je peux pratiquer dans la région. Le pinus est tout à fait nouveau. Mes vieux n'ont jamais gagné avec ça."

Cultivateur, 39 ans.

" Le problème avec les oranges, c'est que le colporteur, il refuse de les prendre et il y a les oiseaux : tandis qu'avec le café, tout le monde prend."

Cultivateur, 31 ans.

" Le café fait tout et c'est toujours pris. On peut vivre avec le café, surtout si on ne vend pas au Groupement et qu'on le sèche soi-même. Il faut reprendre toutes les choses de l'ancien temps. Ceux qui sont allés sur les mines, eh bien maintenant, que vont-ils faire ? Il y aura toujours du café, c'est ce qu'il faut faire."

Cultivateur, 35 ans.

" J'aime bien le café, car j'en vis ; mais du reste, je ne vis pas."

Cultivateur, 38 ans.

" Pour moi, le café c'est très important. Il n'y a plus de difficultés comme avant. Je vois que le café, c'est plus important que le nickel. Car je peux vendre le café ; mais avec, je peux me nourrir aussi. Au nickel, on gagne de l'argent, mais on ne peut pas se nourrir avec."

Cultivateur, 25 ans, études secondaires

(1) Anciennes propriétés japonaises confisquées pendant la seconde guerre mondiale, et redistribuées par la suite comme propriétés hors réserve.

(2) Fonds d'Aide et de Développement de l'Intérieur et des Iles : organisme territorial d'aide au développement en milieu mélanésien.

" Si on travaille pour notre compte, c'est mieux. Autrement, il faut se lever à deux heures du matin et être là à deux heures de l'après-midi. Il faut faire des rendements. Si on est à notre compte, on a plus de liberté. Si le café était rentable, je préférerais rester ici et faire uniquement le café. Si je gagne 300.000 francs en café, et que je suis libre de moi, je préfère rester ici (1). On fait trop d'heures à la mine. Si j'avais deux hectares de café qui rapportent bien, je resterais ici plutôt que d'aller à la mine."

Salarié (mine), 41 ans.

" Le travail salarié chez nous, c'est un passe-temps. Si la MFR (2) s'arrête, si les mines s'arrêtent, on retourne au café. Même les gens qui travaillent à Nouméa maintiennent toujours le débroussage du café. Je fais faire la cueillette même gratuitement, pour maintenir le champ. Le salariat ne vaut pas le travail de la terre, ça c'est notre vie."

Enseignant (MFR), 41 ans.

3.2.2. Une culture de faible rapport

" Pour le café il y a quatre quarts :

Le premier c'est pour les rats,

Le second c'est pour les oiseaux,

Le troisième c'est pour la bête qui est à l'intérieur,

Le dernier c'est pour le propriétaire, et comme on est beaucoup de propriétaires ..." (3)

Cultivateur, 69 ans.

" Quand on arrive à la fin de l'année avec ça, 150.000 francs (4), il reste peut-être 20.000 francs, ou des fois rien, quand on a retiré le riz, les

(1) Salarié sur mine, rétribué 80.000 francs par mois.

(2) Maisons Familiales Rurales (enseignement agricole)

(3) La bête qui est à l'intérieur : allusion au scolyte.

(4) Valeur de la récolte de café de 1980. La plupart des caféiculteurs n'atteignent pas ce revenu.

vêtements, aller se promener. Le café, c'est bon si on paie plus cher, ou si on a un peu plus de terres peut-être."

Cultivateur, 51 ans.

"Nous, on reste là. Ceux qui sont aux Travaux Publics, à la mine, oui, pour eux ça va. Mais nous, non. Ceux-là, ils ont des sous.

"Avant, nous n'avions que le café ; on faisait le crédit annuel. Après la deuxième guerre mondiale, c'est l'argent partout. Alors, les gens, ils ne savent plus cultiver le café. Ils disent : C'est travail de coutume, ça (1). Ils nous regardent, nous les vieux avec les vieilles femmes : C'est trop de travail pour débrousser, ramasser. Les Américains ont introduit le colportage. On a alors trouvé qu'il était facile d'avoir des sous grâce aux colporteurs. On a fait la balance avec le travail du café, et on a trouvé que le café, c'était trop de travail. Mais quand même, on a maintenu quelques pieds. C'est mieux de faire du café dans la plaine ; dans les creeks, c'était trop de travail.

"Le boulot pour nous, c'est les cultures vivrières . Le café, c'est l'argent (2). Mais maintenant, avec le prix du riz, 290 francs pour deux kilos de riz, c'est le prix de la touque (3). Ça tombe toujours à zéro. L'argent peut être obtenu à partir de beaucoup de choses. Pas besoin de faire trop de café, alors qu'avec les mandarines, les bananes, il y a moins de travail. Il y a trop de difficultés pour ramasser le café.

"Aujourd'hui, ceux qui font des dépenses, qui achètent des agglos, des tôles, c'est pas nous. On ne peut pas acheter des agglos, des tôles avec 290 francs la touque. Mais ceux qui sont salariés au nickel, ceux-là peuvent. Mais pour ceux qui sont là à rien faire, on ne peut pas. On va toujours avoir la paille avec le torchis, la terre."

Cultivateur, 60 ans.

" Le café, ça ne paie pas. Pour nous, on est coincés. On le sait bien, qu'il n'y a que le café. Si on pouvait se lancer dans l'agriculture et

(1) L'expression *travail de coutume* est habituellement utilisée pour désigner les activités valorisées de la vie sociale traditionnelle. Dans le cas ci il y a inversion de sens : l'expression prend une connotation péjorative.

(2) Opposition entre l'igname et l'entraide coutumière d'une part, le café et le travail rémunéré d'autre part.

(3) En 1981, la touque de café mûr de la variété Robusta est payée 290 francs à Canala, 360 francs à Poindimié.

l'élevage, on verrait. Mais ici, il n'y a pas assez de terrain. Si on avait de l'argent, on pourrait faire de l'élevage ; surtout à Canala, il n'y a pas beaucoup de gens qui font de l'élevage.

"Personnellement, je suis à la recherche du salariat. Je suis inscrit demandeur d'emploi. Ça ne paie pas, le café. On travaille beaucoup sur le café et, à la fin de l'année, on récolte 20.000 francs, ça ne paie pas. C'est pourquoi les gens abandonnent le café. Ils vont travailler dans les mines et les établissements."

Cultivateur, 38 ans.

"Ici, on ne vend pas, pas même les bananes. C'est trop loin pour le colporteur de faire le tour à Nouméa. Y a juste le café qu'on vend ici. Ici, c'est perdu, c'est trop loin pour le colporteur. Le café, ça ne rapporte qu'une fois dans l'année, ça ne rapporte pas tous les mois, il faut attendre l'autre année. Pour le café, ça va si on fait une tonne chacun. Mais six cents kilos, c'est pas assez. Ça va pour un célibataire. Mais marié, maintenant, ça coûte cher, le riz, le sucre."

Cultivateur, 59 ans.

" Alors, je crois que les mines ont ouvert partout et que les gens ont commencé à abandonner le café. Maintenant, il y en a quelques uns qui ont continué le café - mais les autres ont abandonné. Ils voient que ça paie bien, car le café, c'est pour nous seulement. Tous les jeunes, je comprends leurs idées maintenant, parce qu'ils sont ... Ils n'aiment pas le café, les jeunes ; car le café, on touche seulement le travail dans l'année. Eux, ils ont travaillé ailleurs, ils ont touché tous les mois."

Cultivateur, 56 ans.

" Les jeunes préfèrent chercher du travail ou planter des bananes pour les colporteurs. Les jeunes à Nouhoué coupent le café et plantent des bananes. Il n'y a que les vieux qui cultivent le café, car ils n'ont pas d'argent."

Cultivateur, 58 ans.

"Je pense être salarié parce que j'ai déjà fait l'expérience, et je vois que je ramasse beaucoup plus. Car le café, c'est tous les ans, c'est pas tous les mois. Le nouveau café, je pense que c'est bien. Mais pour moi, personnellement, je pense à autre chose que le café. Avec le nouveau café, y a beaucoup plus d'argent qui rentre, c'est sûr ; et y a moins d'entretien par

rapport à l'ancien. Je veux bien en faire. Mais dans le fond, je préfère les arbres fruitiers pour le GAPCE et l'Agriculture, parce que les arbres fruitiers, c'est encore mieux. Y a encore moins de travail, et je pense que c'est une bonne ressource. Mon projet à moi est un peu en dehors de la vie tribale. Pour le café, c'est compliqué, il faut être là tous les jours."

Cultivateur, 29 ans.

" Je me suis inscrit partout pour trouver du boulot. Comme je n'avais pas d'emploi, j'ai demandé du café. Je n'ai pas de champ à moi. Il a fallu couper les vieux caféiers pour les remplacer par du nouveau. Il n'y a pas de place ailleurs. La place, c'est pour les ignames."

"Si on me trouve un emploi, je préfère, c'est plus sûr. L'avenir, c'est le salariat. Le café sera, pour la famille qui reste ici, une ressource d'appoint."

Cultivateur, 25 ans.

" Pour mes fils, je ne sais pas ce qu'ils feront. Seulement, on parle toujours du café, car pour autre chose, les tracteurs, le maïs, le riz, y a pas moyen pour nous. Y a que le café, car on travaille comme ça, on plante comme ça aussi."

Cultivateur 64 ans.

3.2.3. Les effets de la crise

" A mon idée, le nouveau café ça va remplacer l'ancien café, parce que c'est une bonne chose. En ce moment, il n'y a pas de travail, aussi je préfère le café. S'il y avait de l'embauche, je voudrais travailler. Il est plus intéressant d'être salarié, mais c'est la crise. Des fois, on veut travailler, mais si on veut rester à la tribu, on ne se casse pas la tête."

Cultivateur, 39 ans.

" Les parcelles de nouveau café permettront à mes enfants de travailler à leur sortie de l'école, en attendant de trouver un emploi. Et les

revenus du café me permettront de pousser mes enfants dans les études. Ça va suffisamment améliorer ma situation, si Mitterand ne change pas l'Opération Café. Je crains qu'il ne pousse pas l'opération comme l'ancien Président. Comme il n'y a pas de travail, pas d'embauche, pas d'argent, l'Opération Café est la seule solution pour me dépanner. Le nouveau système que j'ai vu à Ponérihouen semble valable. Le café est intéressant parce que tout le monde achète du café, on pourra toujours le vendre."

Cultivateur, 37 ans.

" Nous, on n'a pas de travail. D'après ce que disaient les chefs de l'Opération Café, on gagne plus et plus vite qu'avec l'ancien café. Si un autre travail se présentait, on irait le prendre, et on confierait la caférie à la famille, et on ferait travailler les groupes de l'Eglise."

Cultivateur, 34 ans.

" Le nouveau café, ça se présente bien, mais l'Agriculture n'a pas assez travaillé pour faire comprendre aux gens. Il n'y a pas d'ombrage, donc il y a moins de travail. Les jeunes d'aujourd'hui, ils ne veulent pas travailler le café, mais maintenant avec la crise, il faut revenir en arrière."

Cultivateur, 61 ans.

" Le nouveau café c'est bien, car on n'a pas de travail. Autrement, c'est surtout pour les femmes."

Cultivateur, 42 ans.

" Le café, on s'en occupait peu, car je travaillais. Maintenant, il faut ça pour tenir."

Cultivateur, 49 ans.

" Le café des vieux avait été abandonné, on s'est donc lancé dans le nouveau café pour avoir des ressources. Moi je ne vois rien, car je viens juste de me lancer. Je me lance là-dedans, car je n'ai rien."

Cultivateur, 47 ans.

" Les gens reviennent un peu au café parce qu'il n'y a pas de travail. Autrement, ils repartiraient."

Cultivateur, 33 ans.

Les propos qui suivent ont été recueillis à proximité d'un important centre minier, auprès de salariés.

" Il faut encourager le café. On ne sait pas si demain ou après-demain, ils ne vont pas arrêter les mines. Ça c'est quelque chose qu'on n'a malheureusement pas vu ; et on n'a pas entretenu le café. Il faut garder le café, ça reste sur la terre, et ça ne part pas avec la société le Nickel.

" Avec le boom, tout le monde s'est désintéressé du café. Mais une fois qu'on a vu que la vie était difficile... C'est dû aussi à la surface de la réserve. Elle a été donnée à dix vieux ; mais ces dix vieux, ils ont produit, et on se retrouve à combien maintenant ?"

Salarié (mine), 35 ans.

" Le nouveau café, j'y ai pensé, mais j'ai pas de place. C'est surtout pour mon avenir ; car pour le moment, ça va. Je travaille à la mine, mais pour combien de temps ? C'est pourquoi, je pense un peu au café. A Népoui (1) ils ont prévu je ne sais combien d'années de travail. Ça n'a pas tenu dix ans le personnel est diminué. J'ai peur que d'ici quelques années, ça se passe ici aussi. Si je suis parmi les licenciés, comment je vais gagner ma vie ?"

Salarié (mine), 39 ans.

" Regardez l'avenir. Mes fils, on ne peut pas dire qu'ils vont être heureux d'avance. C'est pour ça que j'ai pris le bétail, le café. S'ils n'arrivent pas avec l'intelligence, ils vivront avec le bétail, le café."

Salarié (mine), 30 ans.

" Après le travail, c'est le café. Pour moi, j'ai pensé que plus tard si le nickel me fout dehors, je reviens au café.

" J'ai vu les gens du fond à Konoï, Chaoué, ils ont commencé le nouveau café. Seulement, ils ont dit que c'est bon, mais ils ne savent pas encore. J'ai toujours pensé au café, car le travail ça arrive et ça repart. Quand j'aurai fini au nickel, je reviendrai au café pour avoir une petite rentrée d'argent."

Salarié (mine), 47 ans.

(1) Centre minier de la Côte Ouest.

3.3. Le café des vieux

L'analyse des représentations est difficile à mener (1). A celles qui correspondent à la formation sociale en place, se mêlent les représentations qui ont été produites par des déterminations sociales dépassées (en partie réinvesties dans les stratégies actuelles), et les représentations idéelles, qui sont partiellement irréductibles parce que contingentes. Bien que leur impact ne puisse en aucune manière se comparer à l'impact économique, ces dernières ne doivent pas être négligées. Au demeurant, elles sont généralement associées à des représentations directement impliquées dans les stratégies sociales, et varient de ce fait selon les générations et les positions économiques.

Bien que de manière fort relative, la conception mélanésienne de l'arbre interfère avec l'Opération Café, quand il s'agit de remplacer les anciennes caféières par les nouvelles. Cette démarche pose en effet problème : couper un arbre est une opération délicate, qui met en jeu les rapports des vivants avec les morts. Pour les Mélanésiens, c'est un même univers qui comprend le monde naturel et le monde surnaturel. Les vivants et les morts y cohabitent, et passent constamment de l'un à l'autre. Cette unité de l'univers s'inscrit dans le paysage. La présence des morts aux côtés des vivants, mêlant le passé au présent, trouve son support dans les minéraux, les végétaux et les produits de l'industrie humaine. Selon cette conception, un arbre est indissociable de celui qui l'a planté, de même qu'une case renvoie à celui qui l'a érigée ; et ils ne sauraient être détruits sans précautions. Il ne s'agit pas là seulement d'une attitude commémorative, mais d'une croyance efficace au niveau des rapports sociaux.

La caféiculture, comme les autres domaines de la vie sociale, est prise dans les représentations relatives à la présence des morts, et elle doit de ce fait se situer par rapport aux liaisons complexes entre générations et entre clans. Alors que l'appartenance clanique, qui régit l'identité sociale et la dévolution foncière sont patrilinéaires, l'identité conférée par le sang, principe de vie, est matrilineaire (2). Transmise par la mère, cette dernière

(1) Représentations : conceptions partagées par les membres d'un groupe, et chargées d'un potentiel affectif.

(2) Les termes *clan* et *lignage* sont utilisés dans cette étude selon leur acception courante, qui ne paraît pas rigoureusement appropriée aux réalités sociales mélanésiennes.

provient de l'oncle maternel (le frère de la mère). Cette double appartenance des individus est transférée aux arbres. Participant de celui qui l'a planté, l'arbre participe nécessairement de l'oncle maternel, tout en demeurant la propriété du patriclan du neveu. Si un homme peut abattre un arbre qu'il a lui-même planté, l'on ne saurait détruire l'arbre d'un défunt sans passer par oncle maternel (1). Couper un arbre, abattre la case d'un défunt sont des opérations qui mettent en jeu des forces surnaturelles difficilement contrôlables, telles la colère du défunt ou la malédiction de l'oncle maternel. Ces représentations traduisent l'importance cruciale que revêtent, pour la reproduction sociale, les liens de l'alliance de mariage entre clans. La case, l'arbre, en rappelant d'où est sorti le père ou le grand-père, rappellent et réactualisent les liens vitaux de l'alliance entre les clans. Les conséquences de l'oubli ou du non-respect de l'oncle maternel ne se limiteraient pas aux conséquences surnaturelles.

En tant que manifestation de la mise en valeur, l'arbre est le signe des droits fonciers. A la différence de la case qui disparaît avec son propriétaire, il est le symbole visible de ces droits, inscrit dans le paysage et constamment présent. Par l'arbre, l'ascendant demeure auprès des générations suivantes ; et si les aléas démographiques et des scissions entre descendants en font un ancêtre fondateur, l'arbre marquera l'identité du nouveau groupe social. L'arbre est donc lié à l'ancêtre. En le plantant, l'ancêtre a donné un tertre et une terre (2) ; et cette terre est celle du clan. Ancêtre, arbre terre et clan, vivants et morts, ne forment qu'une seule réalité, et en dehors d'eux il n'est pas de vie sociale possible.

L'arbre est aussi le support de la mémoire, legs de l'ascendant, ce par quoi *l'on garde le souvenir*. Dans cette optique, il est intéressant de relever que le café traditionnel n'a pas tardé à occuper une place importante, et que le nouveau café a commencé à s'imposer à son tour. Il n'est pas exceptionnel que des cultivateurs déclarent créer une caféière intensive pour leurs fils. Dans quelques formulations, le rappel du travail fourni par l'ancêtre, *la sueur des vieux*, interfère avec le souvenir de l'ancêtre (on pourrait être tenté d'y voir une rationalisation contemporaine).

" Je voulais changer le café pour les deux fils. Je voulais faire un souvenir comme mon père a fait pour moi."

(1) La terminologie de parenté ne retient comme oncle que le frère de la mère, le frère du père étant un père.

(2) Le tertre est l'endroit surélevé portant les cases et les arbres associés à l'habitat (pins colonnaires, cocotiers).

" Le café, on ne peut pas toucher, car c'est les vieux qui l'ont planté."

" Je peux pas abandonner les vieux café, c'est la sueur des vieux. On peut pas abandonner. On vend, ou on garde pour boire ou donner aux voisins qui n'ont pas de café."

" J'ai pensé au travail que les vieux avaient fait, et si je laisse tomber, c'est une perte de travail. Et puis, d'un autre côté, c'est bon, car ça aide un peu la famille. Ça dépanne beaucoup pour la coutume."

" Pour moi, le café c'est sacré, car c'est pas moi qui l'ai planté. Je veux garder, c'est le vieux qui me l'a donné."

" C'est un respect envers nos vieux, parce qu'avant c'était la seule ressource avec un peu de coprah. C'est dur d'arrêter. Ça rapporte pas grand chose, mais on est gêné d'abandonner le café."

" Le manguier par exemple, il va toujours rester là, il garde le bout de terrain, on peut pas l'abandonner. La succession, ça va commencer de là. Mais la terre nue, c'est pour tout le monde. Le chef de famille seul peut décider de donner. Si vous me donnez un bout de terrain, je bâtis, et je donne un nom de mon clan. Un arbre, je peux dire c'est un grand-père qui a planté. Mais si on m'a donné la terre, je n'ai pas le droit de la redonner ; il faut la garder comme chose ancestrale. C'est pour cette raison qu'on va reconnaître que le gars est arrivé là et pourquoi. Il faut que je garde la totalité de ce qu'avait donné le chef, c'est à moi."

" Pour moi, je ne pense pas qu'il ne faut pas couper le café des vieux ; peut-être est-ce une superstition ou quoi ? Ils ont peur de tomber malade ou quoi ? Le vieux va revenir ? Dans les anciennes cafésières, il y avait des endroits où il était défendu d'aller, par exemple des emplacements des cases des vieux. Les vieux souvent, ils se mettaient un peu dans les endroits cachés. Quand ils étaient morts, on les enterrait là-dedans. Il y a des endroits où c'était défendu dans le temps, mais plus maintenant."

" Le gars du Service est venu et m'a dit de couper mes vieux cafés. Je lui ai dit : Attends, je vais réfléchir. Puis j'ai dit : Non, il y a un

terrain, on va le faire là-bas.

"Ici c'est pas une bonne tribu, mais on ne peut pas partir. Je veux aller habiter là-haut sur la montagne où il fait moins froid, mais je ne peux pas. Mon vieux a habité ici, un autre père pour moi a habité plus loin, mon grand-père là-bas... Je ne peux pas quitter la tribu."

" J'ai abandonné, car la plupart des cafés étaient plantés sur de la bonne terre par mes vieux. J'ai abandonné pour planter des cultures. J'ai gardé un petit carré de cinquante mètres carrés comme souvenir pour mes vieux. Selon la coutume, faut pas tout abandonner ce que les vieux font, pour pouvoir avoir une chance de continuer sur autre chose. On coupe pas ce que les vieux ont planté, par respect. Faut pas esquinter ce que les vieux ont fait, ou vous avez une poisse. C'est l'esprit du mort qui a planté. Si on garde les affaires des vieux, on se souvient toujours d'eux ; et en cas de difficultés, on aura toujours l'espoir d'être aidé par l'esprit sous une forme ou une autre. On peut rien faire car celui qui a planté est mort, donc on laisse à l'abandon. Pour utiliser une terre comme ça, il faut donner du tabac à un vieux de la famille qui retire le malheur. A ce moment-là, on peut couper, on redémarre à zéro.

"Les vieux disaient : Il faut faire attention à la terre. On peut parler, mais il ne faut pas faire parler la terre..." (1).

" Si l'on est sur une terre qui n'est pas à soi et que l'on coupe un arbre de son grand-père, il y a deux coutumes. La première est au propriétaire de la terre, pour éviter la maladie donnée par la terre. La seconde va à la famille maternelle du grand-père (2). C'est pourquoi, pour couper un arbre, il faut une coutume, voire deux. Et certains hésitent, car même une coutume ne règle peut-être pas le problème. Le café n'est pas un arbre local avec un coco, un kaori, les risques sont graves. Pour le café, c'est peut-être moindre, mais on ne sait pas. L'arbre est sacré, car c'est le souvenir des vieux."

(1) Il est à noter que ce locuteur, qui fait intervenir les anciennes croyances mélanésiennes, est un catéchiste.

(2) Le don coutumier doit être présenté à l'oncle maternel du grand-père ou, à défaut, à tout autre homme de ce clan en position d'oncle classificatoire.

4. A PRIORI CULTURELS ET CONTRAINTES STRUCTURELLES

4.1. Préjugés favorables

Trois ans après les débuts de l'Opération Café, peu de cultivateurs sont en mesure de se prononcer en connaissance de cause sur les avantages de la caféiculture intensive. Les parcelles portant leurs premières récoltes sont en trop petit nombre pour pouvoir servir de points de référence aux cultivateurs. Il n'est donc pas surprenant que le Mélanésien, qui aime à juger en fonction d'expériences personnelles ou de réalisations qu'il a pu suivre dans son milieu, ne se satisfasse pas entièrement des démonstrations faites en station expérimentale. Aussi, en l'état actuel des choses, le discours soulignant les avantages des nouvelles techniques de caféiculture est-il moins répandu que celui qui enregistre les difficultés ou les échecs de l'Opération Café, voire les inquiétudes ou les oppositions qu'elle suscite.

Parmi les cultivateurs qui se prononcent sur les apports de l'Opération Café, nombreux sont ceux qui soulignent que la caféiculture intensive devrait permettre l'accroissement des revenus. Moins nombreux sont, pour le moment, ceux qui réalisent qu'elle devrait également entraîner une meilleure utilisation des terres et un gain d'espace foncier.

" D'après ce que j'ai entendu dire sur le café, il y en a qui disent que c'est pas bon, car c'est trop de travail. Comme il n'y a pas d'ombre, c'est trop de travail pour entretenir, ramasser, etc. Moi, ça m'intéresse, je suis habitué à travailler le café, je suis planteur de café, et moi je veux essayer cette façon, ce nouveau système de café. Parce que je vois que c'est très bien, parce que ça rapporte beaucoup, malgré que c'est très différent, malgré que c'est trop de travail pour entretenir. Mais l'avantage que je compte, c'est que ça rapporte beaucoup; mais le travail, le travail c'est comme tout, il

faut travailler. Le café à ombrage, c'est à cause de mon travail. Seulement, vous voyez, je suis obligé de saigner, de tuer l'arbre d'ombrage, ça donne pas beaucoup, les caféiers. Il y a quelques endroits où j'ai saigné dans mon nouveau champ de café, pour que la lumière entre. C'est ça que j'ai vu, le nouveau café. Là, j'ai un terrain, et je veux en faire là-dedans. C'est pas grand, grand, mais je pense que si je fais le nouveau café là-dedans, eh bien je peux travailler, je peux entretenir avec ma famille. Je pense que la surface que je veux faire là, c'est un demi-hectare.

" J'ai constaté moi-même que c'est à cause de l'ombrage que ça donne moins. Et puis, les vieux, ceux qui ont cultivé avant, c'est leur système ils plantent des arbres, mais aussi quand ils voient que c'est trop d'ombre, ils tuent les arbres pour que rentre la lumière dans les caféiers. C'est un système qui est fait par les vieux, ben je continue. Même les vieux colons ils font ça, parce que les cafés, ça vient des vieux colons, des Européens ; ils nous ont appris à travailler le café. On continue à faire cela. Les anciennes méthodes, hein. Mais les nouvelles méthodes maintenant, c'est le Service qui nous a montré ça."

" Au début, tout le monde n'était pas d'accord sur la question du café ; on était trois à commencer. Depuis, beaucoup de jeunes s'intéressent au nouveau café. Nous, on a grandi à la tribu, une touque à la main. Le café, c'est depuis le temps des vieux, le niveau de base de la tribu, source de vie de la tribu. Le café sans ombrage rapporte beaucoup. J'ai vu moi-même les essais de l'IFCC à Ponérihouen. Tout est pris en charge par l'Agriculture. Pour la cueillette, le nouveau café demande moins de temps. On n'a pas à faire le tour, à monter sur le caféier. Le nouveau café, il n'y a rien qui gêne, on gagne beaucoup de temps. Mais le gros travail, c'est surtout les deux premières années. L'herbe de couverture évitera beaucoup de travail par la suite. C'est une légumineuse ; cela va donner la main aux engrais. On économise le terrain."

" Quand les messieurs sont venus dire de faire le nouveau café, moi j'ai suivi, parce que j'ai vu à Ponérihouen, tout près de la route, qu'il donne bien. Ça marche bien avec le nouveau café, on gagne de la terre, près de la maison. Moi, je pense que c'est bon. L'ancien café prend beaucoup de place pour peu de production ; c'est pratique d'avoir une parcelle à proximité de la maison avec un bon rendement. Quand j'aurai cueilli la première parcelle j'augmenterai jusqu'à un hectare. Il faut cela pour mes trois garçons."

" Avant de commencer, je félicite l'Agriculture qui nous a montré comment planter le café. Chez nous, on trouve que le travail de ceux qui sont venus planter nos cafés est très bon. On ne sait pas encore si ça portera ses fruits, mais c'est un bien pour tous les hommes sur terre. On n'espère pas gagner davantage grâce à ces plantations, mais on estime que si on essaie, c'est pour notre bien. Le Service de l'Agriculture viendra pendant trois ans enrichir notre terrain avec de l'engrais, c'est une grande aide. Nous sommes très contents de cette condition. Beaucoup de gens dans ma tribu en plantent, et j'en vois l'importance. Je ne sais pas si je vais gagner ou perdre. Et je pense que le café m'a été donné grâce au progrès et au travail de mes ancêtres, dont je suis le successeur, et que maintenant j'ajoute à ce travail. C'est l'accord de tout un ensemble qui compte ; un seul ne peut pas commander seul. Si on voit le fruit de ce travail, tant mieux. Si on meurt avant, ce sont nos descendants qui héritent."

" Moi, je vois que c'est bon, je suis content. Ils nous donnent beaucoup d'idées, mais je parle pour moi. Quand je vois ma parcelle comme ça, je vois que le nouveau café est meilleur. Je vois que ça rapporte beaucoup plus que l'ancien café. Mais y a beaucoup de boulot ; fatigué, fatigué, tout seul avec ma femme ! J'ai arraché tout les pieds de café au tire-fort. J'ai arraché, car je n'ai pas de place. On m'a expliqué, on m'a dit : Tu rembourses pas. J'ai dit : C'est bon. J'ai fait ça pour montrer aux jeunes, pour faire un essai. C'est malheureux car on n'a pas de place pour travailler, mais moi je vais couper mes caféiers."

Les cultivateurs qui participent à l'Opération Café se déterminent en fonction de motivations, plus ou moins fortes selon les stratégies des individus et selon l'environnement, qui s'appuient sur les enseignements tirés des réussites ou des échecs observés. Le cultivateur qui se lance dans une opération nouvelle ne peut se distinguer, sans risques, des autres membres de la communauté que si sa position sociale l'y autorise, et à condition qu'il n'outrepasse pas les droits qui lui sont reconnus. Aussi retrouve-t-on souvent, parmi les premiers participants à l'Opération Café, un certain nombre de chefs ou d'individus reconnus coutumièrement. La participation répétée à des entreprises qui dépassent celles codifiées par la coutume leur permet d'accroître leur prestige et leur influence personnelle, au détriment de leurs concurrents, le succès ou l'échec étant à la limite indifférent (1).

(1) Ce comportement rappelle les stratégies et le processus d'ascension du *big man* des sociétés mélanésiennes de Nouvelle-Guinée, des Salomon et du Vanuatu. A la différence de ce qui se passe dans ces sociétés, la compétition ne repose pas ici sur une manipulation des relations économiques, mais sur celle des relations statutaires. Ce qui est recherché dans les deux cas, c'est l'influence et le prestige.

Le cultivateur ci-dessous est un des deux premiers cultivateurs de sa collectivité à s'être lancé dans l'Opération Café, l'autre étant le chef. Fils de catéchiste, il est devenu moniteur, puis catéchiste, et fait actuellement partie du Conseil des Anciens ; il a successivement tenu un magasin, a fait le commerce de café, et a été responsable d'un GIE de reboisement (1). Ses initiatives lui ont parfois valu l'hostilité de sa collectivité, entraînant l'échec de certains de ses projets.

"Le magasin c'était une réussite. Mais à cause de la maladie qu'ils m'ont envoyée, je me suis freiné.

"Pour le nouveau café, le matériel m'a encouragé. Avec l'aide FADIL, le matériel a été un encouragement pour ceux qui veulent se lancer. On pourrait même se lancer dans autre chose avec le FADIL. On pourrait mieux faire. Seuls, on pourrait pas étaler.

"J'ai perdu le premier café ; ce n'est pas de ma faute. Le deuxième ce sera pareil. Mais je pourrais faire d'autres choses encore à la place du café. Le café crève à cause du temps ; il n'y a pas eu de fortes pluies depuis dix ans. La preuve, c'est que tous les creeks, on peut les creuser, il n'y a pas d'eau, même à deux mètres de profondeur.

" Pour le nouveau café, j'avais déjà l'idée de ce que mes parents avaient fait. L'Agriculture m'a encouragé. Les gens hésitaient, ils ont eu peur. On va avoir des affaires avec l'Administration, la réserve sera comme ci, comme ça, avec des problèmes de terres. Je leur ai dit que la réserve étant inaccessible, l'Administration ne faisait pas ça pour avoir le terrain. Pour cette opération, l'Administration nous donnait le moyen de rester chez nous. Je considérais que c'était un cadeau que personne d'autre ne pourrait nous faire. Tout le monde disait : Tu es fou. J'ai répondu : Le jour où vous comprendrez mieux qu'il ne faut pas penser à ses petits intérêts personnels, vous aurez dix ans de retard ! Il faut trouver quelque chose pour remplacer l'ancien café. Avec le nouveau café, on peut aller n'importe où, et non pas seulement dans la plaine par exemple.

" Les échecs, ça ne donne aucun courage, et je ne les prends pas pour moi. Il existe des critiques politiques du nouveau café, et de tout le reste. Mais ce sont des critiques théoriques, qui viennent de Nouméa, de gens qui ne font rien chez eux."

(1) GIE : Groupement d'Intérêt Economique.

4.2. Pragmatisme et attentisme

Les valeurs d'une société ou d'un groupe social s'inscrivent en chaque individu, soit en tant que valeurs explicites, soit sous forme de schémas de référence et de comportement qui orientent les attitudes et les choix à l'insu des sujets. Ces dispositions culturellement héritées, façonnées par les contraintes et les valeurs du milieu, sont des élaborations secondaires au regard des rapports sociaux déterminés par la technologie et l'économie. Elles traduisent la relation de chaque individu à son environnement, et sont l'expression de cette relation. Elles doivent donc se modifier lorsque les conditions du milieu ayant changé, elles cessent d'y être adéquates. C'est l'inadéquation entre les anciens schémas socialement constitués et intégrés, et les nouvelles conditions du milieu, qui constitue le décalage entre les générations lorsque l'évolution sociale est rapide. En milieu mélanésien, l'héritage culturel traditionnel contribue à renforcer encore davantage cette inadéquation et ce décalage. La conception du temps et du travail, ainsi qu'une certaine forme de pragmatisme, relèvent de ces schémas sociaux de référence qui sont appelés à évoluer à mesure que s'accroissent les contraintes d'une économie de marché fondamentalement différente de l'économie non marchande qui les avaient engendrés. Des modifications de ce type sont d'ores et déjà intervenues, même si les anciens schémas demeurent dominants.

Dépendante depuis des décennies d'un système social radicalement différent du sien, la formation sociale mélanésienne est aujourd'hui en voie de diversification. Son homogénéité d'autrefois se fissure sous les actions conjuguées du salariat, de la scolarisation, de l'accès à l'information. Mais à cette situation, la plupart des Mélanésiens opposent une réponse culturelle, qui peut revêtir deux aspects opposés, voire contradictoires. C'est ainsi qu'on observe, pour ce qui est de l'Opération Café, une attitude attentiste et pragmatique, qui se traduit par une incrédulité envers toute expérience nouvelle, attentisme renforcé par les impératifs de l'équilibre social. D'autre part, le Mélanésien réagit à l'égard du café en fonction de sa propension à s'approprier et à maîtriser le monde végétal, l'acquisition et la connaissance des plantes étant fortement valorisées.

L'information technique diffusée par les mass-media n'a pas toute la portée souhaitée ; et ce, même quand elle fait état d'expérimentations. Le Mélanésien doit voir pour croire. Mais inversement, il est a priori curieux de cette nouvelle plante, et tout disposé à la cultiver pour voir ce qu'elle donne. Que du café puisse pousser au soleil, avec des feuilles bien vertes, et qu'il puisse produire de si belles floraisons dès les premières années,

l'impressionne. Ces données expliquent que, dans la plupart des cas, le cultivateur mélanésien conçoive sa participation à l'Opération Café comme s'agissant d'un essai, plutôt que d'une option résolue en faveur de la nouvelle caféiculture. Au demeurant, le caractère limité de l'essai présente éventuellement un avantage : il permet d'utiliser l'innovation de façon progressive et au moins risqué, pour mettre en place des stratégies de prestige.

" Les gens ont entendu parler du nouveau café à Hienghène ou ailleurs mais c'était comme des nouvelles de France ou d'Allemagne. Ils n'avaient pas vu. Après avoir été à Ponérihouen, on a vu."

" Quand on nous dit nouveau café, qu'est-ce que nous avons en tête Faut le voir sur le fait."

" Il faut que je voie le résultat d'abord ; ça va à Ponérihouen, ils ont filmé, mais ici à Canala, on n'a pas de résultats. L'autre jour, la discussion qu'on a eue à la maison commune, les gens, ils préfèrent attendre, ils vont voir le résultat."

"J'ai entendu parler du nouveau café, il y a quatre ans de ça, quand on faisait le stage de MFR à Ponérihouen. J'ai tout de suite remarqué que ce café là ne ressemble pas beaucoup au café des vieux. On pouvait le travailler facilement. Tandis que les nôtres, là, vous avez un pied de café, ça fait au moins sa course sur trois ou quatre mètres, tandis que l'autre, vous avez un pied de café là juste devant vous, alors c'est facile à récolter Tandis que le nôtre, faut monter sur les branches là-haut pour ramasser des cerises là-bas, on perd énormément de temps."

" Ce qui m'intéresserait, je voudrais faire un voyage sur Ponérihou avec les jeunes et même les adultes, ceux qui peuvent déjà travailler, pour aller voir justement ce genre de café, pour voir ce que ça donne. Car vous voyez, chez nous, on fait à peu près la vie de Saint-Thomas. La personne, si vous lui dites que c'est bien de faire une plantation comme ça, que ça rapporte tant, eh bien, tant que la personne elle n'a pas vu, qu'elle n'a pas pris en main ce travail là, elle ne peut pas le concevoir. C'est quand ils sont là sur place, et en travaillant, qu'ils s'aperçoivent s'il est nécessaire de faire ou de ne pas faire."

" Là j'ai repris les anciennes plantations à un oncle, qui les avait plantées lui-même. Lui, il n'avait pas de fils ; que des filles. Le Service de l'Agriculture a fait passer une circulaire dans chaque tribu pour ceux qui sont intéressés par le nouveau café ; comme on avait vu le résultat à Ponérihouen...ça rapporte beaucoup plus que les anciennes caféries. Pour le travail, c'est bon, y a moins de travail à faire, car les bourgeons qui sortent sur les vieilles caféries, faut toujours les couper, tandis que ceux-là pratiquement pas. J'ai vu moi-même à Goyetta, j'ai vu que c'était chargé. Je veux essayer pour voir. Il faut que je fasse l'expérience moi-même."

"Jusqu'à présent, je ne m'occupais pas du café, mais étant donné qu'il y a tous ces gens qui sont pas motivés, j'ai voulu faire un champ de façon à montrer aux autres. Pour moi, je pense que le café a un avenir assez important, surtout dans le contexte national. A l'heure actuelle, les gens misent sur le nickel, mais il suffit de voir l'an dernier, quand il y a eu deux mois de grève, les gens sont tout de suite retournés dans le café. Le café ancienne culture, c'est un peu à l'état sauvage, c'est pas de la culture. C'est en voyant les essais qui ont été faits là-bas ... Il y a des contraintes au point de vue entretien, mais pas de contraintes majeures."

"C'est un essai. Moi, je voudrais le faire, mais je vais voir si ça donne chez les autres au bout de trois ans. Il y a beaucoup de gens comme ça, ils laissent faire pour voir si ça réussit."

" C'est la seule ressource qui nous revenait, l'héritage des anciens, il n'y avait pas d'autres ressources que le café. Pour le nouveau café, il y a beaucoup de gens qui le font déjà depuis deux ou trois ans. Moi, je suis parmi les gens inscrits, je voulais faire un essai, car les travaux maintenant pour le nouveau café, c'est plus les mêmes qu'avant.

" Le système qu'ils donnent maintenant, on ne peut pas savoir si ça va nous rapporter. Sans ombrage, il y a trop à juger pour commencer. Le caféier je crois qu'il produit deux ou trois ans, et puis après on le supprime. On supprime et on recommence, alors c'est un travail difficile (1).

" J'ai demandé un demi-hectare, suivant le petit bout de terre que j'ai. Peut-être, par la suite, si ça rapporte beaucoup, peut-être, que je continuerai. Et puis surtout, la terre que nous avons, avec les arbres qu'il y

(1) Le cultivateur fait allusion au recépage, sans maîtriser l'information.

a, la terre est un peu dure, c'est pas bien cultivable pour le café ; c'est des niaoulis, c'est sec, et on fait des essais."

"Malgré tout, moi j'ai envie de faire du café. Je veux essayer, car c'est nouveau. On voulait planter pour voir. On a déjà vu celui de Pierrot et celui de la mission. Ça donnait bien. Ça nous encourage de regarder quand ils sont en fleurs, quand ils ont donné des fruits ; ils chargent jusqu'au bout des branches. Moi, je crois que ça va marcher. Au début, dans le temps, quand le café marchait bien, tout le monde en avait. Puis le café ne s'est plus vendu, et nous, ça nous décourage, et tous laissent tomber. Et puis, on nous a proposé le prix du café et pour tous, c'est l'argent de la tribu. Maintenant c'est dur, les colporteurs ils n'achètent plus les oranges, les bananes ; ils en prennent un peu, mais plus beaucoup.

"Ça m'intéresse, parce que c'est un nouveau café. C'est comme ça nous, c'est nouveau, alors on veut planter."

"Ça a été difficile d'introduire le nouveau café, car il n'est pas possible que le café pousse dans un endroit où il n'y a pas d'ombrage. Moi aussi, quand j'ai commencé à travailler à l'IFCC, je n'y croyais pas. C'est pourquoi j'ai demandé de faire un essai."

"C'est pour faire un essai, pour voir ce qu'il va donner. On n'est pas sûr avec le nouveau café, parce qu'on dit qu'au bout de cinq ou sept ans il faut le couper, alors que le vieux café dure depuis les ancêtres. Ce café est plus fort. Et je sais comme on travaille avec. Avec le jeune café, on n'a pas tout à fait confiance. On dit que ça rapporte mieux. On ne peut pas dire que c'est bon, puisque tout le monde débute."

"Pour l'Opération Café, on a bien vu, mais seulement ça demande beaucoup de boulot. On va faire un essai pour voir. On n'est pas d'accord sur la façon dont on se baigne. Le nouveau café, quand on le boit, on dirait de l'eau avec son engrais. L'autre, c'est un café qui s'est démerdé tout seul. Le nouveau, il est comme du thé ; le vieux, c'est du café. Il y en a qui, en attendant d'en faire, vont regarder ce que ça donne. Avec le café-soleil, c'est trop de travail, car l'herbe est variée, et il y en a toujours une en saison."

4.3. Temps mélanésien et impératifs techniques

Dans les anciennes caféières, les Mélanésiens ne s'astreignent généralement qu'à un ou deux entretiens annuels. Contrairement aux caféiculteurs européens, ils optent pour une forte densité des arbres d'ombrage, de manière à empêcher le développement des herbes adventices, quitte à renoncer à la pleine fructification des caféiers. Quelques soient les soins apportés à la caféière, très variables selon les individus, la caféiculture passe toujours après les cultures vivrières, et elle est à tous points de vue beaucoup moins valorisée. Non seulement la subsistance est prioritaire ; mais encore elle relève de techniques horticoles très élaborées, contrairement à la caféiculture traditionnelle qui s'apparente aux activités de cueillette. Peu habitués à consacrer plus de quelques jours par an aux caféières et ayant toute latitude pour le faire, les cultivateurs sont fréquemment rebutés par la caféiculture sans ombrage, qui nécessite une plus grande présence et plus de régularité.

Le temps de travail exigé par le nouveau café fait l'objet d'une importante controverse. Elle s'est développée à propos de la plante de couverture, qui constitue une menace permanente pour les jeunes caféiers, la maîtrise de cette plante représentant à elle seule la majeure partie du temps de travail requis. Pour échapper à cette contrainte, de nombreux promoteurs suppriment la plante de couverture, en estimant que les mauvaises herbes ne sont qu'un moindre mal. Cette solution leur laisse, comme avec les anciennes caféières, une plus grande liberté quant au moment d'intervenir, conforme aux habitudes de travail et aux nécessités sociales et économiques du monde mélanésien. Par ailleurs, certains cultivateurs font remarquer que la plante de couverture, offrant un habitat propice aux escargots, sa suppression est de ce point de vue souhaitable. Enfin, pour ceux, de plus en plus nombreux, qui envisagent la mécanisation, cette suppression s'impose. Là où la plante de couverture est conservée, on observe la mise en oeuvre de façons culturales différentes ; les caféiers sont tantôt dégagés un par un, la plante de couverture subsistant entre les pieds, tantôt ce sont les rangées qui sont entièrement dégagées.

Les opinions sur le temps de travail ne varient pas seulement selon les individus, en fonction de leurs motivations et de leurs possibilités économiques, mais aussi selon les régions - et quelquefois entre localités d'une même région. En fait, les contraintes techniques peuvent être perçues de manière différente, voire contradictoire, que les cultivateurs s'y soumettent ou non. Certains se contentent du minimum et trouvent encore que *c'est trop de travail*, d'autres affirment l'inverse tout en suivant l'ensemble des directives

techniques. Les réticences sont d'autant plus fortes que la présence de la nouvelle caféiculture est plus faible. Elles se surmontent d'autant plus facilement que les premiers essais se sont avérés probants et que l'incitation économique est plus forte. Dans ce cas, il se crée une dynamique qui favorise l'émergence de conceptions nouvelles.

"Ça marche si on a de la main-d'oeuvre. Sans main-d'oeuvre, on ne peut rien. Ça marche à l'IFCC, mais ça ne veut rien dire, car ils ont de la main-d'oeuvre. Je sais que les gens ont entrepris de nouvelles caféries, à Goyetta, et que par la suite, ils n'ont pas pu entretenir ; tout est à l'abandon.(1) "

" C'est trop de brousse tout le temps ; il faut travailler, alors qu'autrefois on ne le faisait qu'une fois par an pour débrousser. La café IFCC nécessite du travail, l'herbe pousse. Mais je pense essayer. A Grondou, ça ne marche pas, les gens sont fatigués de débrousser tous les mois."

" Le vieux café, c'est meilleur. Y a trop de travail sur le nouveau. Les gens de Ponérihouen me l'ont dit. On va voir. S'il est bon on garde, s'il est pas bon on coupe."

" Comme l'Agriculture a fait, personne ne veut ça. C'est trop de travail. Si quelqu'un fait ça, il faut rester au café. C'est trop de temps. C'est pas assez d'argent, ça donne pas vite."

" Les caféries traditionnelles ont été plantées et entretenues par les anciens. Cela fait déjà de nombreuses années, et pourtant aujourd'hui nous en recueillons toujours les fruits."

"Quand au café qu'ils viennent de semer, nous ne savons pas encore s'il durera aussi longtemps."

"Il n'atteindra pas vingt ou trente ans. Alors que le café traditionnel donne de très bons résultats ; il dure très longtemps. La preuve en est : c'est que ceux qui l'ont planté sont morts, et nous, nous profitons toujours du fruit de leur travail."

"Nous nous apercevons d'un autre côté que l'Agriculture nous pousse

(1) Il est intéressant de noter que ce discours est conditionné par le refus du nouveau café, la situation de la nouvelle caféiculture étant plutôt prospère dans la localité citée, proche de celle du locuteur.

à travailler, mais ce travail est très pénible.

"Voyez ! Il n'y a pas d'ombrage, et nous sommes toujours obligés de débrousser tout autour de chaque pied de café.

"Quant aux caféries traditionnelles, leur production est bonne.

"Alors que le café qui vient d'être semé ..., nous ne disons pas que cela est à rejeter ; mais nous constatons qu'il ne dure pas longtemps. Il commence déjà à périr.

"Ce qu'ils sont en train d'expérimenter : Nous ne disons pas que c'est mauvais ce qu'ils font ; seulement nous voyons bien que ce n'est pas bon."

"Pour moi, il y a des avantages avec le nouveau café. Sûr, car ils produisent beaucoup, puis il paraît que c'est de meilleure qualité. Ses inconvénients, c'est l'entretien. Ça demande beaucoup de travail aux gens pour le débroussage. C'est dur par exemple pour un gars qui a un hectare, c'est dur, un hectare pour une seule personne, c'est trop dur ; un demi-hectare, ça permet de travailler librement. D'après moi, il n'y a pas trop d'inconvénients à la nouvelle culture du café si les gens sont conscients de ce qu'ils font.

"Le café qu'a l'IFCC, tous les jours il y a des gens qui sont là à l'entretenir, et c'est pas pareil que pour les gens qui travaillent pour eux-mêmes, parce que dans la tribu on n'a pas que le café à faire, il y a la coutume."

"J'ai vu le champ du frère du chef et celui du chef. C'est bien chargé. Je préfère le nouveau café. C'est pas dur au niveau travail. Le travail c'est pas un problème.

"La plante de couverture, j'ai pas gardé. C'est ça que j'aime pas. Des fois, on laisse même pas une semaine, on débrousse. Faut toujours regarder, toujours surveiller, ça peut faire crever le café. C'est bon, mais faut toujours s'en occuper. Ils ont dit que c'est comme les pieds d'erythrine, en bas, c'est l'humidité. J'aime pas, car il faut toujours entretenir. Et puis, qu'il y ait une couverture ou pas de couverture, ça marche aussi bien."

"Dans l'ensemble, c'est assez bien, quand on voit comment les plantes grandissent. On s'est basé sur la petite parcelle qui est à côté du chef. D'après les rendements que le propriétaire avait eu, il a dit que ça donnait bien. Ce qui me pose un problème, le gros travail, c'est pour le débroussage. Dans l'ensemble, c'est seulement le débroussage qui est assez difficile. Ça va pour les anciennes caféries, l'herbe pousse moins. Dans les nouvelles, ça pousse très vite. Autrement, c'est pas trop de problèmes. Il y

a aussi la cueillette, faut perdre beaucoup de temps. Des fois, ils mettent un mois pour la petite parcelle à côté du chef. Il faut être habitué pour vite cueillir.

"C'était très bien la plante de couverture, mais au bout d'un moment, j'avais vu que les caféiers n'arrivaient pas à pousser. Une fois que l'on coupe la plante de couverture, j'avais vu que les tiges elles repoussaient, alors en coupant, on multiplie. Si ça doit durer deux ans ..."

"Ça fait deux ans que j'ai le nouveau café. C'est façon de dire. Mais si tu veux qu'il rapporte, faut respecter les cycles proposés par les techniciens. Y a du travail là-dedans. On a l'expérience de Jean-Marie. Il a bossé au début ; et pour finir, sa parcelle est rentable pour ce qu'il a fait. Alors ça donne des idées aux gens de la tribu, aux gens qui bossent. Et si c'est plus rentable, il n'y a pas de raisons de garder l'autre."

"Si j'avais des terres, je ferais du café ombragé. Ça convient mieux ici. Ça produit plus. On en a l'expérience, les vieux cafés ça fait quarante ans qu'ils donnent. Il y a plus de travail dans les nouveaux cafés, car il y a pas d'ombrage. La croissance du nouveau café, c'est long. Il faut travailler constamment dessus. Je sais pas, avec un motoculteur, ça irait. Mais si c'est pas mécanisé, alors le gars il en a raz le bol, parce qu'avec l'herbe, a peine arrivé à l'autre bout de la parcelle, il se retourne et elle est encore à un mètre de hauteur derrière lui. Sur-tout si on sème le para, alors il y a le para qui pousse. C'est plus de travail. J'ai été interroger les gens. Ils sont découragés complètement, parce qu'ils mettent la liane, l'espèce de graminée, alors ça étouffe le café."

"L'organisation de l'IFCC est bonne. Les défauts viennent de nous : avec nos autres occupations, nous laissons notre café un peu en brousse. Les nouvelles caféries demandent beaucoup de travail. Pour avoir l'engrais, il faut que la caféière soit propre, pour entretenir vite, il faut beaucoup de mains. Si le débroussage n'est pas fait, on débrousse autour du pied de café pour mettre l'engrais, en attendant d'avoir le temps pour faire le tout. Le café risque d'être concurrencé par tous les autres travaux qu'on est amené à faire, parce qu'il exige des soins constants."

"Autrefois, ils avaient ça comme seule occupation, cultiver c'est tout ; pas de problèmes de scolarisation, de travail. Aujourd'hui avec l'évolution, il y a trop de travail."

"Si on plante trop de café, il faudra acheter du riz, car on n'a pas assez de bonnes terres.

"Le café lorsqu'il faut travailler l'igname, alors ça pose un problème. Il faut impérativement faire les deux à cause de la coutume et de la vie du Mélanésien. Il n'y a pas moyen d'abandonner."

"Je lui ai dit : C'est bon si tu viens voir mon champ, les branches se touchent, moi je ne travaille plus, y a plus d'herbe ! Mais le début, j'ai souffert avec ma femme, ah là ... Ils ont planté la liane, mais je l'ai coupée. Ça monte dans le café, et quand on tire, c'est costaud. Je l'ai coupée et ça allait mieux. Ça pousse vite les lianes, quand on laisse un mois, elles étouffent le café haut de quatre-vingt centimètres. Avec l'engrais, l'herbe pousse. Mais tous les autres, quand ils sont passés comme ça, ils m'ont dit : Eh, tu vas être fou tout à l'heure, avec ton café ! Si je plantais encore du café, je planterais du nouveau, car l'ancien, il faut attendre cinq ans, tandis que là, deux ans et ça donne."

En visant à amener le revenu des Mélanésiens à parité avec celui des autres ethnies, soit environ 50.000 francs par mois, le projet initial de relance de la caféiculture prévoyait 3 ha de caféiers par planteur (1). Conçu de manière théorique, ces normes ne prenaient en compte ni les disponibilités foncières, ni les obligations de la vie sociale des cultivateurs, ni aucun de ces autres facteurs qui conditionnent les habitudes de travail. Surestimées dès la conception du projet, les superficies ont été révisées en baisse par la force des choses ; mais la rentabilisation des bulldozers a imposé le quart d'hectare comme superficie minimale. Cette surface est encore trop importante pour certains cultivateurs, soit qu'ils veuillent se limiter à une simple expérience, soit qu'ils reculent devant la norme de 6.000 pieds à l'hectare pour l'Arabica. Moins méfiants, d'autres cultivateurs se sont lancés dans la nouvelle caféiculture en se fiant à leurs habitudes des anciennes caféières. Ceux-là n'ont pas su adapter leur demande à la main-d'oeuvre dont ils disposaient, pour un travail qu'ils ne pouvaient pas évaluer. On notera que certains agents du Service

(1) Le recours au terme de *planteur* postule implicitement un certain type d'entrepreneur agricole, engagé dans une production commerciale d'envergure. Lorsqu'elle est appliquée au milieu mélanésien actuel, cette vision véhicule des conceptions erronées concernant l'organisation de la production et les motivations du cultivateur.

de l'Agriculture, manquant également d'expérience au début, n'ont pas toujours su réajuster les demandes.

" Je crois qu'ils ont donné un peu trop pour nous. On était les premiers et ils ont donné un peu trop. On a une seule parcelle pour l'instant de l'Arabica. On est trois et c'est un peu dur. Six mille pieds de café à planter. Comme les gens du Service nous aident pas beaucoup, c'est un peu dur. Ils nous aident à faire le piquetage, mais pour planter, ils ne nous aident pas. C'est un peu dur. Il y a un peu de préférence : on a demandé en même temps qu'un Européen, et ils aident l'Européen à planter. Ils disent qu'il est vieux. Mais il a des possibilités, il est riche. Moi j'ai fait ça, car j'ai quitté mon travail.

"Ils viennent toujours dire qu'il faut travailler, faut travailler. Eux ils nous poussent, mais ils ne nous aident pas beaucoup. On a nos champs aussi à faire. Je vois le cas de mon cousin, il a un demi-hectare, et il arrive pas à étaler.

" On donne des contrats aux gens, mais faut les payer. Le Service, il ne veut pas nous aider."

" La première fois que j'ai entendu parler de nouveau café, c'est par le gars du Service de l'Agriculture qui est venu à la tribu. Il m'a parlé du café, et j'ai trouvé que c'était bon. J'ai demandé trente pieds et il a dit oui. Il est encore revenu et il a dit : Tu sais, maintenant, faut pas planter trente pieds, faut planter en gros mille cinq cents pieds."

Le discours des cultivateurs relatif aux superficies est confirmé par des agents du Service de l'Agriculture, au contact du terrain. La première intervention rapportée ci-dessous est celle d'un agent de terrain mélanésien, les deux autres proviennent de chefs de secteur.

" Au début, il y en a beaucoup qui sont venus me demander si on pouvait avoir une petite parcelle de quelques pieds. Mais la plus petite, c'est vingt-cinq ares, et c'est trop grand."

" J'ai dû faire des réductions à cause du manque de sérieux des producteurs. Les planteurs ne plantaient pas assez vite, on était en juin, juillet. Par ailleurs, mes prédécesseurs avaient donné trop de terrain. Les surfaces n'y étaient pas, et les planteurs n'étaient pas conscients du travail

à faire. C'est pourquoi j'ai fait les réductions. Au début, on a dû demander aux gars de trouver des planteurs de café et ils ont été dire : Vous voulez combien, un hectare ?

" Pour le programme 1979, on a aidé à planter un peu trop. Mais il fallait prouver notre volonté. On n'a eu qu'une seule réussite, mais on a gardé de très bons contacts avec les gens."

" Je pense qu'en milieu mélanésien, il ne faut pas faire de parcelles trop importantes. Je crois que pour une famille seule, il ne faut pas faire de parcelles de plus d'un quart d'hectare. Car c'est quand même un boulot astreignant. Il y a des types qui se sont lancés dans des parcelles de trois quarts d'hectare. C'est trop. Quand on a inscrit les types, on a pas assez regardé s'ils avaient la main-d'oeuvre. Et il y a des types qui n'étaient pas assez motivés. Je crois que ce qu'il faut, c'est que les gens vivent avec. C'est quand même un truc nouveau, ils n'ont pas cette notion d'exploitation et ne sont pas conscients du revenu qu'ils pourraient en tirer."

Pour peu que les techniques de la caféiculture nouvelle ne soient pas au point ou que l'environnement économique soit défavorable, il se manifestera une inertie face aux innovations techniques et au nécessaire changement dans les habitudes de travail. Alors que la négligence dans le contrôle de la plante de couverture est assez rapidement sanctionnée par la perte de la caféière, la fertilisation représente une contrainte plus abstraite. Les Mélanésiens ont l'habitude de désherber et de sarcler leurs jardins, sinon leurs caféières ; mais ils ne pratiquent pas la fumure, et l'utilisation d'engrais chimique est une nouveauté. D'où la tendance de nombreux cultivateurs à se soustraire à cette discipline, ou du moins à ne pas s'y soumettre régulièrement. Par ailleurs, c'est parce qu'ils appréhendent les changements inhérents à l'intensification de la caféiculture que les cultivateurs ne s'engagent qu'avec prudence dans la nouvelle voie. Cette prudence est d'autant plus grande qu'ils ont plus ou moins nettement le sentiment de ne pas être informés de l'ensemble des implications de l'opération. Au demeurant, les échecs de diverses opérations antérieures ont mis en garde la plupart des cultivateurs à l'égard des interventions techniques.

Les propos ci-dessous proviennent de régions cultivant l'Arabica, où les problèmes techniques sont loin d'être résolus ; la dernière est d'un agent de terrain du Service de l'Agriculture.

. " L'Agriculture vivrière c'est cinq, dix ares, on ne peut pas s'occuper de vingt cinq ares quand les mimosas prennent dedans. Le Mélanésien, c'est pas du jour au lendemain qu'il changera sa vie.

"Il faut expliquer longtemps. C'est pas qu'on est bête, mais si y a pas quelqu'un qui vient pour dire de faire, je ne crois pas qu'on fera."

"Ces choses-là, c'est trop nouveau, il y a le bull, il y a l'engrais il y a tout ça, on peut pas comprendre. C'est-à-dire si, on comprend ; mais pas sur six mois, un an ... Il faut voir d'abord. Alors, il n'y a pas les primes, il n'y a pas la récolte, et il y a déjà tous ces bruits sur le prix du café.

" Il faut bien comprendre pourquoi certains réussissent, pourquoi d'autres échouent, si c'est la terre ou le soleil, ou ... Mais pour l'instant on n'a pas d'expérience, on ne sait pas comment s'y prendre avec le café, c'est trop nouveau. Moi, j'ai essayé comme ils ont dit à l'Agriculture. Mais ça n'a pas marché. J'ai essayé comme pour l'ancien café, mais ce n'est pas du jour au lendemain qu'on pourra s'y retrouver. C'est trop récent. On n'est pas habitués, mais je regrette mon café nouveau qui a crevé."

" Le seul qui a suivi l'engrais jusqu'au bout, c'est celui de là-bas. Autrement, les autres ils ne sont pas réguliers. Ils mettent un coup, et après ils partent à leurs champs, ils ne sont pas réguliers. Il y en a qui trouvent que c'est trop de boulot. Des fois, ils mettent le premier engrais et après c'est fini. Ils laissent l'herbe grandir, et lorsqu'ils voient qu'il faut débrousser et remettre l'engrais, ils abandonnent, ils préfèrent retourner à leurs anciennes caféries sous ombrage.

"Lui là, je vois qu'il travaille. Quand on lui dit une chose, il travaille ; mais il y en a d'autres, ils foutent rien. Il y a un peu de ça aussi. L'autre par exemple, il a fait un petit truc de trois mètres et il a abandonné. Les sacs d'engrais sont toujours sur sa parcelle. C'est trop tard maintenant, il faut que ce soit fait avant le mois de juin. J'étais pourtant là-haut, je lui ai donné la main, et il n'a pas continué à mettre l'engrais. Ça vient du choix des planteurs. Un type qui travaille, on peut lui faire confiance. Au début, on a mal choisi les types ; et peut-être aussi le terrain.

"La plupart, c'est pourtant des travailleurs. Je vois le Chef, ça faisait trop pour lui. Peut-être est-il trop vieux ; mais son fils, il aurait pu lui donner la main. Ça vient surtout des parents. Tu laisses traîner tes gosses, tu travailles et tu nourris tes gosses, et quand tu es trop vieux, ils ne travaillent plus pour toi. C'est du laisser-aller."

Les caféières traditionnelles sont souvent en mauvais état aujourd'hui, mais tant que le café n'était pas concurrencé par d'autres activités économiques, les belles caféières n'étaient pas rares (1). Sans doute ces anciennes caféières réclamaient-elles moins de peine que les nouvelles ; leur plantation représentait néanmoins un gros travail, et leur entretien faisait l'objet de soins attentifs. Bien des cultivateurs âgés évoquent avec fierté le labeur que leurs parents ou eux-mêmes ont investi dans ces caféières. Cependant, autrefois déjà, la caféiculture n'a pas touché pareillement tous les groupes sociaux et tous les individus, et ce bien qu'elle fût portée par une dynamique puissante. La création de grandes caféières dépendait tout autant des disponibilités foncières que des motivations commandées par l'insertion sociale, voire par les ambitions de chacun. Ces facteurs déterminaient le clivage entre les cultivateurs entrepreneurs et ceux qui pouvaient apparaître comme indifférents ou peu enclins au travail. Une situation semblable se retrouve avec la caféiculture intensive. Tandis que certains cultivateurs ont les moyens et la volonté de mettre à profit cette nouvelle possibilité de compétition sociale, et d'accroissement du pouvoir économique, d'autres ne s'engagent pas, ou guère. Les novateurs sont souvent des individus ayant une position coutumière prééminente, ou disposant de moyens financiers et de compétence acquis hors du monde rural. Ils affirment de leur devoir de donner l'exemple, mais attendent de leurs initiatives prestige et quelquefois profit. Les novateurs sont suivis par des individus qui, intéressés par l'innovation mais n'ayant pas un statut leur permettant d'en prendre directement le risque, trouvent dans l'action des premiers la caution qui leur est nécessaire. Ce sont généralement des cultivateurs actifs, se soumettant aux directives de l'encadrement technique, et qui ont le plus de chances de réussite. Reste la

(1) Le café a été fortement touché par la concurrence créée par le secteur minier et métallurgique, ainsi que par le développement du secteur tertiaire (emplois rémunérés dans la fonction publique, notamment). Sans doute a-t-il également souffert de l'accroissement de l'aide sociale apportée au monde mélanésien (allocations familiales, indemnités de chômage, etc.) Tandis qu'une telle aide concourt à la reproduction de la vie économique dans les sociétés où les producteurs sont coupés des moyens de production (ce qui se réalise aussi bien dans les sociétés capitalistes que dans les sociétés socialistes), elle tend au contraire à provoquer une baisse de la production dans des économies demeurant largement repliées sur l'auto-subsistance, surtout lorsque la faible part de la production qui est commercialisée est mal payée. Un cultivateur qui se contente de peu d'argent sera inévitablement tenté de diminuer ses activités de production s'il obtient par d'autres voies ce qui lui est nécessaire. De tout manière, si le café rapporte moins que les aides sociales, la solution de facilité sera généralement préférée.

catégorie des cultivateurs moins motivés, qui suivent le mouvement par obligation sociale pour ne pas être en reste, ou simplement pour faire un essai. C'est dans ce dernier groupe que les résultats sont les plus aléatoires, que l'attitude face aux normes techniques est la plus lâche, et que l'on compte le plus d'abandons en cours d'opération. En fait, on observe des abandons dans les trois catégories définies, y compris dans celle des novateurs. Certains de ceux-ci, novateurs patentés, se lancent systématiquement dans toutes les opérations qui leur sont successivement proposées, à la recherche de pouvoir social et de petits profits (subventions, crédits, etc.).

Les activités agricoles ne constituent pas, dans l'existence quotidienne du Mélanésien, un secteur distinct du reste de ses occupations. Le travail agricole, le *travail de l'igname*, relève de l'ensemble des activités qui intègre au même titre les occupations commandées par la parenté et par toute l'organisation sociale - telles que *le travail de la coutume*, *le travail de la chefferie*, *le travail de l'Eglise*. Il est symptomatique que ces différentes activités soient toutes désignées par le même terme *travail*. Au-delà de la notion de besogne ou de labeur, sans doute présente, il s'agit surtout d'un terme impliquant un réseau global d'obligations sociales, et qui véhicule une forte charge affective. Sans être comparable au *travail de l'igname* par son importance au plan de la subsistance et de la valeur sociale, *le travail du café* peut relever du même univers que les autres sortes de *travail* qui constituent la vie du Mélanésien ; c'est le cas des anciennes caféières qui ont été insérées dans l'environnement matériel et culturel. Face à ces représentations intégrées, l'innovation est une irruption qui exige une réorganisation au plan de l'idéologie comme au plan des comportements, dès lors qu'elle ne peut pas se couler dans les structures existantes. Pour changer de technique ou adopter une technique nouvelle, il faut, à terme, changer de vie. Mais pour changer de vie, il faut d'une manière ou d'une autre s'y trouver contraint ; et même sous l'effet des contraintes, le processus demande du temps.

S'il n'apparaît pas possible pour le Mélanésien de transposer directement dans son milieu la caféiculture pratiquée à l'IFCC, il ne l'impute pas à son faible niveau technologique, ni à un manque de main-d'oeuvre capable et motivée. A ses yeux, les expérimentations de l'IFCC relèvent d'un univers technique fondamentalement différent de l'univers mélanésien, et la communication entre les deux ne peut pas être immédiate. A l'opposé des sociétés fondées sur une technologie et une division du travail très diversifiées, l'univers traditionnel forme un tout indissociable, sensible à la moindre intervention dans un de ses domaines particuliers, et qui doit se modifier en

conséquence. Opter pour la caféiculture intensive ne se réduit donc pas à un simple changement dans les techniques culturales. C'est prendre le risque de bouleverser l'ordre social, en changeant l'agencement qui existe entre les différentes activités de l'existence individuelle et sociale, et en modifiant du même coup la hiérarchie des valeurs qui les unit. Dans la mesure où la surveillance de la plante de couverture prive le Mélanésien de sa liberté coutumière, elle le prive en fait de toute sa manière d'être habituelle. Dans la vie traditionnelle, rien ne saurait être plus important que les obligations sociales, qui s'expriment à travers des fêtes coutumières. Subordonner ces obligations à la production agricole, c'est changer de vie.

Le premier des deux textes qui illustrent cette analyse est d'un agent de terrain. L'autre, qui ouvre sur des perspectives plus larges, est d'un salarié pratiquant l'agriculture en tant qu'activité secondaire.

" Avec Jacques, ce qu'il y a de bien, c'est qu'il a le respect. Il arrive ; il va pas commencer à parler tout de suite du travail, il va pas pousser les gens à travailler, travailler ... Lui, il connaît, il sait que les gens ont des choses à faire. Ce n'est pas comme ceux qui disent que les gens en tribu ils ne font rien. Il laisse faire, et puis quand vient le moment, il dit : Tu sais, tu devrais faire ça. Moi j'ai beaucoup de mal à trouver les planteurs. Parfois, comme à partir de demain, jeudi, ce n'est pas la peine que je compte voir les gens avant mardi prochain, à cause du mariage. Des fois, je vais voir un gars pour lui dire de faire une chose, il me dit : Je peux pas, car il y a la coutume. Mais moi, je vais à la coutume pour voir, et il n'est pas là.

"Dans la tribu, on est un peu libre, on aime être libre, même pour les affaires coutumières. Des fois, il y a des gens qui sont importants et on les attend ; ils ne viennent pas ... Et ce n'est pas parce qu'il y a un problème."

"En ce qui concerne l'Opération Café, je crois qu'il faut mettre en parallèle tous les travaux qui découlent de la nouvelle opération de plantation du café avec la vie du Mélanésien lui-même. Parce qu'il faut bien se dire une chose, c'est que, à l'IFCC, on fait venir les gens en leur disant de regarder le résultat du travail qui a été effectué par le Service, depuis qu'il s'est établi dans la région de Ponérihouen. Ça c'est un fait ; mais pour moi, je crois qu'on a quand même oublié aussi de dire aux gens que le travail qu'ils ont pu constater, c'est la travail de l'IFCC, ce sont des travaux qui sont effectués par du personnel qui travaille du 1er janvier au 31 décembre pour eux.

"Je parle en tant que Mélanésien. Vous savez comment on est, nous les Mélanésiens. Par exemple, il y a une naissance, il y a un deuil, il y a un mort, il y a une fête religieuse ; les gens, au lieu d'être comme L'Européen qui lui le fait tout à fait simplement, nous Mélanésiens, il nous faut au moins deux ou trois jours, quatre jours, cinq jours alors que pour moi l'Opération Café, elle trouvera sa réussite à partir du moment où on entretient tout, où on est tout le temps après cette culture du café. C'est une différence entre les nouvelles et les anciennes caféières, ça. Parce qu'il faut dire une chose, c'est que les anciennes caféières, il y a moins de travail, parce qu'il y a de l'ombrage. Et la pousse d'herbe, elle est pas trop conséquente, vu qu'elle a de l'ombrage. Tandis que les nouvelles caféières, elle n'ont pas d'ombrage. Sur les terrains où il y a des schistes et où ça ne convient pas au café, c'est bon, l'herbe ne pousse pas vite ; mais vous savez, l'herbe sur les terrains d'alluvions, elle pousse très vite.

"Pour moi, Mélanésien, si on explique bien au Mélanésien, voilà, on va faire l'Opération Café, mais seulement, on vous conseille de faire un demi-hectare, parce que faire un hectare, c'est trop dur pour un Mélanésien. Une ancienne caféière, je peux pas vous donner une idée exacte, mais il faut dire que ça réclame moins de travail manuel qu'une caféière sans ombrage. Pourquoi ? C'est parce qu'il y a moins d'herbe, tandis que les caféières sans ombrage permettent une pousse plus rapide des herbes. On gagne plus d'argent, ça c'est vrai, je peux voir par moi-même le travail qui a été fait à l'IFCC ... L'IFCC fournit de l'engrais, mais jusqu'à quand ? Elle fournit de l'engrais pendant trois ans, mais moi je vous le dis tout de suite, pour moi le truc de l'Opération Café, j'ai participé en tant que membre du Conseil Municipal, mais à vrai dire, ils ne sont pas venus pour nous expliquer. Moi, je ne pense pas avoir assisté à une réunion où on nous explique vraiment comment ça doit se mener, l'Opération Café. La plantation, il y a une chose qui vient après. Moi, je crois que quand on demande aux gens de faire quelque chose, il faut leur dire aussi les conséquences. C'est pas tout de leur dire : Vous faites l'Opération Café qui sera subventionnée par le FADIL, les emprunts d'argent et ceci, cela. Les engrais se limitent à trois ans, tandis que la caféière après, elle sera au Mélanésien. Il ne faut pas que le Mélanésien, après trois ans, il n'arrive plus à pouvoir acheter des engrais, ou à faire le travail ; parce que moi j'ai vu comment les gens ils travaillent. Je vous ai parlé ce matin d'un gars. Eh bien, ce gars là, il participait à cette expérience de plantation de café, mais il a aussi une licence V.L. (1),

(1) V.L. : voiture légère, utilisée comme taxi.

donc il se partage entre les deux choses. Bon alors, je suis passé, j'ai vu sa caférie, est-ce que c'est parce qu'il n'a pas fait le boulot qu'il fallait faire ? Est-ce que la terre convient justement pour ce genre de truc ? C'est tout un programme qu'il fallait que le Service de l'Agriculture ou les Services de l'IFCC, d'un commun accord, puissent faire pour aider les gens. Qu'ils viennent d'abord regarder, et pas simplement dire qu'il faut faire des champs de caférie ; qu'ils viennent regarder quand le gars leur dit : Je veux faire un champ de caférie. Ensuite expertiser la terre, parce que la culture du café, il faut dire que ça pousse un peu partout, mais pour avoir du rendement, il faut que ça puisse pousser dans la bonne terre.

"Pour moi, le problème, je pense que quand il faut demander au Mélanésien de faire quelque chose, le Mélanésien est bon enfant, mais on lui demande des tas de trucs. A partir du moment où on lui dit qu'il y a de l'argent à gagner, il le fait. Seulement, il faut lui parler, il faut qu'il prenne conscience que après l'aide qui sera apportée par l'IFCC ou le Service de l'Agriculture, il y aura un temps où on lui laissera tout ça. Nous, on a déjà du mal, de la peine à travailler les caféières des vieux. Je vais avoir cinquante ans ; ces caféries là, quand je suis né, elles étaient déjà en rapport et elle continuent de rapporter. Les méthodes nouvelles, bien sûr, elles ont été expérimentées ; mais ce qu'il y a, c'est qu'il faut qu'elles soient à la portée de tout le monde, et pour cela, il faut d'abord bien expliquer aux gens comment ça se passera dans cinq ans, dans dix ans, la caféière, s'il faut continuer à l'entretenir, si vous continuez à acheter de l'engrais, si vous devez faire ceci, cela ... C'est pourquoi moi, je dis que faire un demi-hectare de caféier , ça sera suffisant."

"Et faire des expertises de terres. Mais pas de but en blanc, comme ça venir dire aux gens. Bien sûr qu'il y a de l'argent, mais il y a une deuxième question qui vient après, c'est que quand on dit aux gens, on va vous subventionner, mais cet argent, c'est de l'argent qui vient de la Métropole, c'est de l'argent qu'on leur a retiré, ce qu'on appelle les impôts directs, les impôts indirects, payés par le contribuable métropolitain. On envoie cet argent au Territoire pour développer la Nouvelle-Calédonie, mais il faut que cet argent là rentre dans les caisses de l'Etat par une porte ou par une autre. C'est ça que je voulais qu'on explique aux gars. Vous allez faire du café, on va vous subventionner en tout pendant trois ans, on va être derrière vous pour apporter toutes les aides possibles, aussi bien techniques que matérielles, et puis après ça, il faut que vous continuiez parce que votre caférie, il faut qu'elle rapporte tant, pour que nous aussi, nous puissions avoir une rentrée d'argent. Parce que moi, je n'ai pas essayé, je ne peux pas

vous dire comment se fera la rentabilité. Bon, elle sera rentable pour le gars parce qu'il fera son champ de café, mais est-ce qu'il n'y aura pas de contraintes par derrière, c'est ça le problème. Parce que quand on fait un emprunt, s'il n'y a pas toujours une rentrée, c'est pas possible, il faut quand même qu'il y ait une porte d'entrée, de l'argent qui rentre n'importe comment.

"D'après un bruit que j'ai entendu dire, il faut que le café récolté sur ces fameux champs de caféiers sans abri soit cueilli et apporté à l'IFCC. Seulement, moi je peux pas vous dire, vous certifier si c'est vrai. Mais c'est un bruit que j'ai entendu dire. Et si on apporte le café à l'IFCC, est-ce que l'IFCC paie tout le prix au producteur, ou est-ce qu'il y a une partie qui est retirée, sur la touque, sur un kilo, pour amortir le prêt qui a été fait ?

"Pour moi, il faut mettre en parallèle la vie du Mélanésien avec la production du café. A l'heure actuelle, on fait de la production de café avec les anciennes caféières, ça nous pose pas trop de problèmes parce que nous, avec notre vie mélanésienne qui est tout à fait une vie particulière, qu'on ne peut pas comparer avec une autre vie, parce que c'est une société tout à fait autre, eh bien, on arrive quand même à faire cinq, dix, quinze sacs dans l'année si ça rapporte bien.

" Pour moi, personnellement, en travaillant à la SLN (1), c'est une façon comme une autre de gagner de l'argent pour subvenir aux besoins de la famille, aux besoins de la tribu. Vous savez que quand on a de l'argent, c'est jamais pour nous personnellement, il y a toujours un truc qui vient, une famille qui a un besoin. Tandis que les trucs de caféiculture, cette année-ci, je suis obligé de dire à ma femme et à mon gosse de rester à la tribu ici, et moi sur mine, pour qu'ils puissent travailler un peu à la tribu, tout en aménageant la maison et l'agriculture vivrière, et faire un peu de café. Parce que je sais que quand je suis au travail, je ne peux pas ramener les deux bouts. Forcément, car quand je suis au centre minier, toute la famille y est, il y a personne ici. Le café du temps des vieux, c'était très bien du temps des vieux, car il y a toute une famille. Ça posait pas trop de problèmes en ce temps là, les filles restaient à la maison; tandis qu'à l'heure actuelle, les grandes filles, elles sont plus dans la région. Vous ne voyez plus les grandes fille ; elles sont où, les grandes filles ? Elles ne sont plus ici, elles sont à Nouméa. Alors qu'avant, elles étaient la main-d'oeuvre. La main-

(1) SLN ou *Le Nickel* : abréviations courantes pour désigner la Société Le Nickel, principale société minière et métallurgique du Territoire.

d'oeuvre est facile, la main-d'oeuvre c'est la femme mélanésienne ; tandis qu'à l'heure actuelle, c'est des problèmes qui se posent. Comme disait Pierre ce matin, il est obligé de prendre des congés pour ramasser le café, parce qu'il n'y a plus personne pour ramasser. C'est très contraignant si vous voulez, mais c'est quand même fâcheux pour nous qui travaillons. Pour Pierre, ça pose pas trop de problèmes, car il travaille aux Travaux Publics, il part le matin et il rentre le soir. Mais moi, soit je pars d'ici le lundi, soit le dimanche soir ; je rentre soit le vendredi après-midi, si je suis du premier quart, ou je rentre le samedi matin quand je suis du deuxième quart. Alors ça pose quand même un problème."

4.4. Faiblesse des disponibilités monétaires.

"L'Opération Café, je suis pour. Je crois que c'est une bonne chose, mais elle a quinze ans de retard. Je compte au moins quatre ans avant que ça ne rapporte. On ne pourra pas tellement s'occuper des cafés, car il faut bien manger, s'habiller ; avec ce café, on n'aura pas d'argent avant quatre ans. On est obligés de trouver quelque chose d'autre, on aura autre chose à penser qu'au café.

" Le café nouveau, je pourrais en faire et bien m'en occuper mais
{ il faudrait qu'ils me paient un salaire. C'est trop de travail, on ne sait pas où on va, et entre temps il faut manger. Pourquoi n'ont-ils pas gardé les vieux caféiers en les améliorant, je ne sais pas moi, en leur mettant de l'engrais ?"

"On est serré et on ne peut pas se lancer dans des grandes parcelles qui soient rentables. Il y en a qui ont coupé le café pour faire des champs d'ignames et de taros, car il y a trop de jeunes maintenant. On ne peut pas occuper le terrain d'un autre clan. Ce qui nous manque ici, c'est la terre, on est beaucoup et on a chacun de petites parcelles. S'ils font une relance du café et qu'on a des grandes parcelles de terre, alors là oui, on pourra faire du café. Ça fait sept ans qu'il y a des revendications, mais ça n'a jamais abouti."

La position de la société mélanésienne dans l'ensemble calédonien induit des contraintes structurelles qui sont d'une autre nature que les a priori culturels. Conditionnant les rapports sociaux, elles contribuent à organiser la société et ne peuvent se débloquer qu'avec une modification de ces rapports.

Si les propos tenus par les cultivateurs soulignent abondamment les difficultés d'ordre financier et foncier, les contours exacts de ces obstacles sont difficiles à cerner. Les caractéristiques internes à la société mélanésienne et le rapport de subordination qui lui a été imposé ont provoqué la marginalisation économique et ont facilité la dépossession foncière. Bien que ces données ne constituent pas des obstacles insurmontables, toute intervention de développement devra les prendre en considération.

La faiblesse des rentrées monétaires aggrave les difficultés liées à la situation foncière. C'est dans la mesure où ils ont peu de ressources et peu de terre que les cultivateurs affirment ne pas pouvoir sacrifier pendant trois ans la production de 25 ares d'anciens caféiers complantés avec des agrumes, pour planter du café sans ombrage. C'est parce que la production agricole reste faible et n'est guère commercialisée qu'il leur faut travailler à l'extérieur, et délaissier les caféiers pendant ce temps. C'est aussi faute de disponibilités monétaires que certains manquent de main-d'oeuvre lors de la récolte. C'est pour la même raison enfin qu'ils se maintiennent dans des rapports commerciaux où leur production, et donc leur force de travail, sont cédées à des conditions défavorables.

La question foncière est plus complexe. Dans ce domaine, le projet de caféiculture peut subir des contraintes à deux niveaux. Au niveau économique si le manque de disponibilités foncières ne permet pas au cultivateur d'ouvrir de nouvelles parcelles. Au niveau juridique, quand le droit foncier coutumier limite ou interdit les cultures commerciales, ou consacre un accès inégal aux terres, sans rapport avec la capacité de les mettre en valeur. Bien qu'il soit difficile de préciser dans quelle mesure le manque de terres est, pour un cultivateur donné, la raison déterminante de son refus de faire du nouveau café, le problème foncier mélanésien ne doit pas être minimisé, même s'il ne se pose pas partout avec la même acuité. La pression foncière que subissent certains cultivateurs est telle qu'il leur faut couper des caféières pour se nourrir ou se loger. Par ailleurs, la conception du temps qui englobe les générations fait que, pénétré des besoins futurs, le Mélanésien hésite à planter en caféiers des terres qui ne seront alors plus disponibles pour les cultures vivrières. Avec la pression foncière, planter du café *condamne* la terre. En fait, les cultivateurs se plaignent du manque de terres,

aussi bien dans des régions où la caféiculture nouvelle piétine comme à Canala, que dans celles où elle se développe de manière satisfaisante, comme à Hienghène, ou à Ponérihouen.

Si les contraintes foncières qui pèsent sur les caféiculteurs individuels sont indéniables et peuvent affecter certaines communautés locales dans leur ensemble, elles ne sont pas de nature à compromettre l'Opération Café en tant que telle. En fin de compte, les superficies qu'il est possible de libérer dépendent principalement des revenus qu'il sera possible d'en tirer. Dans l'immédiat, si le manque de terre empêche certains de créer de nouvelles caféières, d'autres mettent à profit leurs avantages fonciers dans le cadre de l'Opération Café, en recourant si nécessaire à une main-d'oeuvre salariée. Le discours présenté exprime le point de vue des cultivateurs handicapés par les contraintes monétaires et foncières ; celles-ci n'ont guère été évoquées par ceux qui les subissent moins.

"Oui, j'aime cultiver le café. Mais je ne le cultive pas, parce que je n'en ai pas la possibilité. Je pense quand même essayer, mais en cultivant un peu seulement. Les travailleurs salariés peuvent s'aider, en donnant des contrats aux courageux qui ne travaillent pas. Quant à moi, c'est impossible que je me fasse aider. J'ai déjà trouvé un terrain pour planter le café, mais ce n'est pas tellement bon, ni grand. Je serais capable de maintenir une grande plantation, si quelqu'un me vient en aide. Car c'est très difficile de commencer une plantation, et en plus on utilise de la main-d'oeuvre. Je pense vraiment qu'ils ont une grande aide, ceux qui engagent les non-diplômés pour s'occuper de leur terre. Mais ils peuvent les payer, puisque eux travaillent aux bureaux, ils sont salariés. Celui avec qui j'ai un contrat, me paye 20.000 francs et en plus il me donne le sucre, le riz ... Dans une année, il m'appelle trois fois. C'est bien, parce qu'il est salarié, il touche une grande somme. Ceux qui n'ont pas beaucoup d'argent, ils ne peuvent pas demander de l'aide. Alors, ils laissent mourir des grandes plantations de café ; c'est qu'ils ne peuvent rien faire pour maintenir ces cafés."

"Dans le clan, on manque de terres ; je ne peux pas faire de café. On a trouvé que les revendications de terres, c'est pas suffisant pour le clan (1). En répartissant le terrain, c'est insuffisant. Il doit

(1) Allusion à une cession de terre opérée dans le cadre de la réforme foncière.

y avoir une soixantaine d'hectares ; et dans la famille, rien que les hommes, on est une soixantaine, on n'a pas compté les femmes. Soixante en 1978. Les dernières naissances, on n'a pas compté. On ne peut pas faire de café.

" Le café, c'est important. Mais les gens sont pas habitués à ce nouveau système de cultures. Et puis, c'est toujours le problème des terres qui se pose. Il y a des gens maintenant qui coupent le café pour cultiver."

"J'ai supprimé la caféière parce qu'on est nombreux, et qu'il n'y a pas de place. Alors, j'ai fait des parcelles pour que mes fils construisent des maisons. Si on plante le café, on condamne la terre."

" Pour planter du café nouveau, il vaut mieux avoir de la terre. J'en ai vu pousser à Canala juste au bord de la route. S'il y avait du terrain ce serait bon ; il y a des gens d'ici qui coupent le café pour planter des ignames, car il n'y a plus de place."

" C'est bon de replanter, mais y a pas de terre. Tout le monde est entouré ; on peut pas avancer."

"Je peux planter du nouveau café, mais j'ai pitié de mes petits neveux. Quand ils auront trente ans, il faudra que je leur cède la terre.

"Ici, c'est trop petit. Avec la réforme foncière, on a revendiqué des terres, mais nous, on est beaucoup, je pourrais pas avoir un hectare. J'ai pas de terrain personnel, la propriété est familiale. Il faut des terrains privés pour faire le nouveau café. J'aimerais bien un endroit où aller sur la Côte Ouest." (1)

" Qu'est-ce qui rapporte comme le café en Nouvelle-Calédonie, quel produit on peut cultiver comme le café ? Y a pas. Ici on n'a que le café, puis l'élevage. Mais tout le monde ne peut pas faire l'élevage. C'est les grands propriétaires qui ont leur bétail, mais nous on peut pas faire dans les tribus comme ça. Regarde, ma petite parcelle. Là c'est pour nous ; là-bas c'est pour eux. Alors, on se partage des petites parcelles comme ça entre nous. Pourquoi ? C'est parce qu'il n'y a pas de place, c'est la réserve."

(1) Au contraire de la Côte Est, la Côte Ouest comporte de vastes étendues de plaines. Allusion au désir d'accéder à la propriété privée de droit commun.

" Le nouveau café, c'est beaucoup de travail si le mec ne veut pas travailler. Le mec qui veut travailler, c'est pas de travail. Y a beaucoup de gens, ils veulent planter, mais ils ont pas de terres. S'ils donnent les revendications de terres, y a beaucoup de mecs qui vont planter. Par exemple, dans la rivière, à Tendo, Tiendanite, les mecs ont eu des terres, et ils ont planté le café. Avant, il n'y avait que du bétail (1). Si j'ai des terres, je ne planterai pas de vieux café, c'est trop de travail."

"Mon grand-père, mon père, c'était bien pour eux parce qu'ils n'étaient pas nombreux. Mais maintenant, nous les Tein (2), on est nombreux et on n'a pas assez de terres. Ici, je ne vois pas de gens qui aient beaucoup de terres. Moi, mes trois petits carrés de café, c'est pas assez pour nous."

" Des fois, je vais là-haut, dans la crête, il y a des sillons que j'ai fait moi-même (3). J'ai fait ça comme ça, parce qu'il n'y a plus de place dans la plaine. Les letchies, les vergers, on en a parlé (4). Mais tout ça c'est bon si y a de la place. Moi, j'ai besoin de faire autre chose, des letchie par exemple, mais je ne peux pas. Mon fils aîné, il a des gosses maintenant, et je lui ai dit que s'il reste ici, on pourra pas vivre avec toute la famille. Il est parti à Nouméa."

"Albert travaille au Nickel parce qu'il n'a pas de café. Je sais pas si ça va continuer, le Nickel. C'est pas assez de terrain pour nous. Si on n'a pas de filles, on laisse tomber, c'est foutu."(5)

" Lorsque j'ai commencé à diriger ma tribu, j'ai vu qu'il fallait beaucoup aider les gens. Par exemple, le café c'est très utile. D'après ce que je vois, il n'y a personne en tribu qui ait un terrain de plus d'un hectare. Donc impossible de planter d'autres cultures. Presque toutes les terres de ma tribu sont stériles, on ne peut pas faire grand-chose. On plante un peu de café, mais c'est très dur de travailler le café. J'ai planté du nouveau café. La plupart de ceux qui vivent en tribu profitent de l'oeuvre de leurs ancêtres

(1) Elevage pratiqué par les colons.

(2) Tous les noms cités ont été modifiés pour préserver l'anonymat.

(3) Grands billons caractéristiques de l'horticulture mélanésienne traditionnelle.

(4) Allusions à des projets du Service de l'Agriculture.

(5) Les filles sont exclues du partage coutumier des terres.

pour en récolter le fruit. C'est-à-dire qu'ils n'ont presque rien planté de nouveau. Je ne pourrais pas vivre sans planter le café pour gagner un peu d'argent. C'est bien meilleur de voir l'argent qui provient de son travail. On trouve que le café est meilleur que les bananiers, les maniocs... Chaque homme finira par ne faire qu'un quart d'hectare, tant les hommes sont plus nombreux que la surface de la terre. Beaucoup autrefois ont vendu leurs terres aux colons, mais comment pensent-ils pouvoir vivre maintenant ? Pendant la période d'attente du fruit, c'est-à-dire pendant trois ans, il faut trouver quelque chose pour les besoins de subsistance. On va au Chalandage, mais cela n'est pas suffisant pour améliorer le niveau de la vie familiale, car on travaille d'une manière intermittante. Beaucoup veulent faire du café, c'est pourquoi, j'ai toujours parlé de l'aggrandissement de la réserve. Enfin c'est ce que je pense, car, si les gens disposent chacun de bonnes surfaces, je suis sûr que cela leur donnera du courage. Quant au Service de l'Agriculture ou tout autre organisme similaire, s'ils veulent vraiment nous aider, il faut d'abord commencer par nous donner de la terre. On parle bien sûr du café, mais il y a également d'autres cultures à développer et pour lesquelles il faut envisager une éventuelle commercialisation. Mais là aussi, se pose le problème des terres. On peut faire des projets beaux et tentants, mais si on ne cherche pas à résoudre le problème de fond qui est celui de la terre, les beaux projets de développement économique en milieu mélanésien seront irrémédiablement voués à l'échec. C'est malheureux de dire cela aux pouvoirs publics, mais je crois que c'est cela la vérité. Je ne discute pas la technique des Services, je me réjouis même du résultat obtenu. S'il est possible d'avoir de la terre, je pense que je vais essayer de faire du café sur deux hectares. Mais le problème de la main-d'oeuvre va se poser, car il est clair qu'on va payer ces gens qui travaillent et cela pendant trois ans. La cueillette va devenir aisée, puisque je ferai des conditions avec ceux qui viennent m'aider

Les anciennes caféières abritent souvent des agrumes, des bananiers, des taros et d'autres plants encore. La pression foncière accentue l'importance de ces cultures dérobées. Aussi, couper la caféière et ses arbres d'ombrage, pour la remplacer par une caféière intensive qui ne donnera pas avant trois ans et ne doit pas être complantée, relève d'un pari économique qui ne semble pas toujours possible.

"Le nouveau café, ça serait intéressant si on avait du terrain. S'il s'agit de couper le vieux café, pas d'accord. Dans la caféière, il y a toutes sortes de choses : des agrumes, des ignames, du taro. Pendant trois, quatre ou plus, cinq ans, on n'aurait rien. J'ai vu comment ça se passe. Le

bull est passé, puis ils sont restés six mois avant de préparer le champ. Il l'ont planté l'année dernière, soit deux ans après le débroussage. S'il faut compter cinq ans et plus pour que le café donne, ça fait sept ans. Je préfère profiter des bananes, des oranges, des ignames. Si j'avais un autre terrain, je ferais peut-être du nouveau café. Dans la caférie de mon père, il y a de tout."

"Pour le nouveau café, il y a trop de travail, faut une habitude. Il y a beaucoup de choses qui rentrent. Ce qui gêne les gens, c'est le problème foncier. S'ils détruisent une vieille caférie, et qu'à l'intérieur il y a des bananiers, des cocotiers, si tu fais l'abattage là-dedans, tu supprimes la vie."

"J'ai été obligé de couper l'ancien café pour faire le nouveau, car il n'y a pas de place. Mais il n'y a pas grand monde qui peut le faire. Ils disent qu'il est bien le café nouveau, car ils ont vu celui de Tom. Mais trois ans..., on va faire quoi, on va crever."

"On ne peut pas faire de nouveau café, c'est dû à des problèmes de terres. Dans la vallée où je suis, c'est à pic et je ne peux pas arracher le café ; pendant ce temps-là, il n'y aura rien. Le nouveau café, c'est intéressant, mais y a trop de difficultés si on doit arracher l'autre. Il y a des problèmes de terres. On peut même pas planter des ignames, c'est pas pour planter du café."

4.5. Le goulot de la main-d'oeuvre

La période de récolte du café, variable selon les conditions climatiques, s'étale de mars à juin pour l'Arabica, et de juillet à décembre pour le Robusta. Comme les grains ne mûrissent pas tous en même temps, plusieurs passages sont nécessaires. Cette phase de la caféiculture est la plus exigeante en force de travail. Les problèmes de main-d'oeuvre se présentent différemment selon les régions, selon les superficies plantées et la composition des groupes de production, selon les capacités des producteurs à faire jouer leurs relations sociales, et selon leurs disponibilités monétaires. Certains cultivateurs trouvent des cueilleurs, d'autres doivent se contenter de leur main-d'oeuvre familiale.

D'un point de vue général, le système de production mélanésien organise des groupes de travail dont la composition varie selon la nature de

l'activité et sa signification sociale. La préparation des billons d'igname est un gros travail qui mobilise une main-d'oeuvre supérieure à celle qui sera nécessaire par la suite pour l'entretien du jardin : d'où la coopération traditionnelle pour ce type de travail. De leur côté, les obligations coutumières créent de nombreuses occasions de travail collectif, que ce soit pour marquer un mariage ou des funérailles. Ainsi, la composition des groupes de travail peut se limiter à la famille nucléaire, s'élargir aux membres de la lignée (1), aux parents patrilinéaires ou aux alliés (2), voire à un ami de passage, ou à toute personne de la communauté locale. Lorsque les activités n'ont pas un but collectif, le travail s'effectue sur la base de la réciprocité différée, sans autre contrepartie immédiate que celle des repas. Le travail peut également consister en une aide unilatérale, fournie par les cadets à leurs aînés dans le cadre des lignages et des clans, ou par les membres de la communauté politique au chef qui les représente.

Constituées dans le cadre de rapports non marchands, les relations de travail sont des relations marquant l'identité d'un groupe social (lignage, clan, communauté locale) ou des relations d'allégeance politique. Avec l'introduction de rentrées monétaires, dont la caféiculture est une des sources, la relation de travail se modifie. Le modèle qui préside à l'organisation des cultures vivrières sert toujours de référence, mais il n'est plus intégralement opératoire au niveau de la caféiculture. Le produit final de celle-ci n'a plus une destination collective, mais son appropriation est individuelle ; et l'éclatement des groupes de travail et de résidence élargie ne fait que renforcer cette tendance. La production qui, au-delà des nécessités de la subsistance, avait autrefois pour fonction de renforcer les rapports sociaux à l'intérieur des groupes, et entre groupes, doit aujourd'hui se couler dans le moule de rapports inter-individuels marqué par l'économie de marché. C'est pourquoi l'entraide pour la caféiculture, plus incertaine parce que non codifiée, nécessite un contrôle accru de la réciprocité, et se joue dans le cadre de groupes de parenté plus restreints et plus unis. Les anciennes relations d'entraide ne peuvent pas être détournées au profit exclusif de certains individus, parce que la société mélanésienne de Nouvelle-Calédonie ne repose pas sur la

(1) La lignée, groupe réidentiel et groupe de travail traditionnel, se compose d'un homme, de ses fils mariés et de leurs enfants. Cet ensemble social tend aujourd'hui à éclater, au bénéfice de familles conjugales.

(2) Alliances issues du mariage du grand-père, du père, des fils ou des filles

compétition économique, mais sur une compétition au niveau des statuts (1).

Dans bien des cas, seul le salariat permet d'obtenir de la main-d'oeuvre, mais les anciens rapports sociaux se perpétuent à travers la relation salariale. Sauf exception, celle-ci n'est pas une relation de patron à employé, mais elle reste subordonnée aux rapports traditionnels qui relèvent le plus souvent de la parenté. C'est ainsi qu'un cultivateur ayant besoin de main-d'oeuvre sollicitera d'abord sa parenté, généralement la famille de sa femme. La rémunération ne se réduira pas au paiement du travail, mais sera la reconnaissance de l'alliance et des obligations qu'elle impose ; aussi n'est-il pas rare que cette main-d'oeuvre soit surpayée.

"Avec le café, on commence à rentrer dans le travail des blancs pour faire payer la touque. Notre coutume à nous, c'est toujours les ignames."

"Les jeunes d'aujourd'hui veulent être rémunérés, alors que les trente-quarante ans ont l'esprit de collectivité. Si le jeune a besoin d'argent pour s'installer, c'est une bonne chose ; autrement, non."

"Personne ne vient donner la main aujourd'hui, alors que les vieux n'avaient que ça."

"Il faut que les gens, maintenant, ils aient un peu d'argent. Alors, la coutume c'est pas très bien. Les gosses, ils ont besoin de pain, ils ont besoin de beurre, je ne peux pas donner un taro d'eau au commerçant pour avoir le beurre."

"On ne peut pas dire : Il y a un champ de café qui n'est pas cueilli. C'est un peu difficile. Tu dis : Venez donner la main. Mais toi, qu'est-ce que tu fous ?"

"La main-d'oeuvre, c'est bien quand on veut finir un travail rapidement. Mais moi, je n'ai jamais demandé, parce que j'ai honte de dire aux gens de venir me donner la main. Ceux de là-bas sont comme moi. Ceux d'ici, les

(1) Dans les sociétés mélanésiennes à *big man*, traditionnellement basées sur la compétition économique orientée à des fins de prestige, les bénéfices rejaillissent sur l'ensemble du groupe. Avec l'introduction de l'économie de marché, une partie des biens produits est investie dans des circuits extérieurs, au seul profit de celui qui contrôle les forces de production.

protestants, ils se donnent la main facilement. C'est ça qui est bien chez les protestants. Chez les catholiques, chacun travaille pour soi. Ce n'est plus comme au temps des vieux."

" Nous, on vit avec le café dans la tribu. Nous, les protestants on s'est groupé et on ramasse le café à un autre. Quand on a terminé, on va chez les autres. Ici, y a les protestants et les catholiques. Ceux qui ramassent mes cafés, je les paie. On calcule le nombre de touques ; on paie à la touque mais c'est bénévole, et on met ça dans la caisse du temple, une caisse pour monter notre temple.

"On trouve toujours des jeunes pour ramasser ; il n'y a pas de pertes. Ici, tous les jeunes, ils viennent ramasser le café ; même à Tendo, ils viennent. On fait un peu la coutume, s'il y a des familles à Tendo, je les paie et ils viennent. Ils restent avec nous."

"Chez le mari de ma soeur, c'est en retard, donc ils cueillent ici d'abord et on a le temps après de ramasser chez eux. Il n'y a pas de main-d'oeuvre ici, car le café mûrit d'un seul coup."

"Des fois, il y a un copain qui arrive, donne un coup de main une journée, et ça y est, il repart. Ceux qu'on paie, on peut pas avoir confiance, ils font une journée et ça y est, ils partent. Des fois, celui d'en-bas, il vient là et il demande, mais je peux pas, car moi aussi j'ai mon café

"Le café, c'est pas intéressant pour les gens maintenant. Combien la touque ? Tu vas donner combien ? Aouah ! Si je donne 200 francs la touque, je vais faire quoi avec les 90 francs qui restent. Le reste est perdu. Si je fais une caférie d'un hectare, où je vais trouver la main-d'oeuvre lorsqu'il sera mûr ? De la main-d'oeuvre oui, il y en a, mais je vais payer avec quoi ? Partager 290 francs pour la main-d'oeuvre, pour moi, pour le nettoyage, dans l'année ? Le café en touque ne paie pas la main-d'oeuvre. Le travail d'entreprise paie beaucoup mieux ; 1.600 francs par jour en entreprise, alors que l' ne ramasse que quatre touques d'Arabica par jour ! Dernièrement, j'ai dit à ma femme : On va essayer de trouver deux ou trois filles pour ramasser, car on est fatigués. Mais payer avec quoi ? Les jeunes, ils ont déjà fréquenté quelque travail par là, ils ont bien calculé aussi ; maintenant, ils courent après 200 francs de l'heure. Y a pas moyen. Aussi, on va juste ramasser pour nous et laisser la moitié tomber."

"Si on paie bien et qu'on donne bien à manger, on trouve des gens pour ramasser. Tout le monde ne trouve pas, car c'est les sous qui commandent."

"Ici, c'est un peu dur de trouver de la main-d'oeuvre pour travailler, parce que chacun a son café. Si, on peut trouver, mais ils vont faire une semaine et puis ça y est, ils retournent à leur café. Seulement, on a besoin de café, car ici à Hienghène, c'est la seule ressource."

"Quand y a du café, tout le monde a du café, et c'est rare qu'on trouve les mecs pour ramasser."

"Il est difficile de trouver de la main-d'oeuvre. Les gens ont tous du café et préfèrent travailler pour eux-mêmes. Il faut donc les payer. Mais si on ne paie pas, personne ne vient."

"On a parlé de l'entretien, des difficultés. Mais quand ce nouveau café va rapporter au bout de quatre ans, là encore il y aura pas mal de difficultés. A la récolte, il faudra faire face. On ne pourra pas ramasser tout seul. Là je me demande, moi aussi, ce qu'on va faire quand le café va mûrir. Il faudrait qu'ils paient le café plus cher. Ça paie pas. De toute façon, on aura des problèmes de main-d'oeuvre."

"Pour la cueillette du nouveau café, c'est dur, car tout est mûr en même temps et ils chargent à bloc."

Pour se procurer de la main-d'oeuvre, certains cultivateurs démunis vendent le café au fur et à mesure de la récolte. Cette commercialisation hâtive se traduit par un gain moindre, que le preneur soit le Groupement ou un colporteur.

"L'Agriculture, c'est mieux, car on manque de main-d'oeuvre et l'Agriculture paie tout de suite. Donc si quelqu'un veut aider, on peut le prendre et lui donner à manger."

"On ramasse un sac, on fait sécher, on vend au colporteur, et ça fait de l'argent pour payer les cueilleurs. Ça fait que l'argent du café, ça va comme ça ... en rond."

4.6. Conflits fonciers

"On peut nous dire de repartir, car on n'est pas chez nous. On est resté pour travailler. Mais pas pour toujours. S'ils disent de repartir, on repart. Les mecs, ils ont travaillé dans la coutume. Ils ont pris des femmes, il y a une coutume s'il naît des gosses. Mais s'il y a des difficultés, on repart. Du temps des vieux, ils font ça. On reste ensemble pour travailler ensemble."

Un clan s'identifie à sa terre, réceptacle des ancêtres, support des générations actuelles et futures. Le nom du territoire et le nom du groupe social renvoient l'un à l'autre, soit directement, soit par l'intermédiaire de traits caractéristiques du paysage (pics sacrés, rivières par exemple), ou par celui des ancêtres fondateurs. Un clan donne à ses lieux d'habitat des noms qui lui sont propres, qu'en principe il est seul à pouvoir utiliser. Ainsi l'habitat, le nom du lieu, sert-il à désigner l'identité du groupe.

Dans la situation pré-coloniale, plusieurs facteurs permettaient d'ajuster territoire et charge de population, selon des mécanismes socio-politiques complexes, prenant en compte la pression démographique. Les espaces fonciers n'étaient alors limités que par la qualité des sols, le caractère fissionnaire du système social permettant à tout moment une nouvelle répartition des hommes entre les territoires. Un groupe qui décidait, sous l'autorité d'un aîné, de se séparer de la branche dont il était issu ou de l'ensemble politique dont il relevait, pouvait toujours s'intégrer à une autre chefferie, ou fonder sa propre chefferie en défrichant un territoire auquel il donnait un nom. La guerre permettait également de nouvelles répartitions des terres, en favorisant les groupes les plus puissants.

Tous ces mécanismes régulateurs, pacifiques ou violents, ont disparu, alors que la démographie mélanésienne est aujourd'hui sans doute supérieure à ce qu'elle était lors de la conquête, pour des superficies très réduites. La stabilisation des terroirs, induite par le contrôle colonial et les implantations de propriétés européennes, n'autorisent plus le défrichage d'espaces vierges. La sédentarisation des groupes sociaux empêche le recours à la scission comme moyen traditionnel de résolution des conflits. Quant à la guerre, elle n'a plus cours. Diverses pratiques anciennes ont disparu, et ont été remplacées par des pratiques issues de l'économie de marché. Devant produire des revenus monétaires en plus des biens de subsistance, les besoins en superficies s'accroissent. Aux occasions de conflits supplémentaires amenées par la transformation du rapport à la terre, s'ajoutent les interférences de

multiples stratégies politiques, dont celles relatives à la montée d'un nationalisme s'appuyant sur la revendication des terres. Dans ces conditions, les conflits ne peuvent que se multiplier et s'exacerber.

Pour les besoins de l'analyse, différents aspects de la question foncière ont été distingués, étant entendu qu'ils s'interpénètrent le plus souvent dans la réalité sociale.

4,6.1. Droits fonciers à l'intérieur du clan et des communautés locales

La société pré-coloniale connaît la cession de terre à titre précaire ou définitif, en faveur d'individus ou de groupes alliés par mariage, ou parents agnatiques (1). C'est par le biais de la cession de terres aux alliés que certains clans, dépouillés par la colonisation et obligés de s'installer dans des réserves où ils ne disposaient pas de droits fonciers, ont pu se procurer des terrains de culture. La cohabitation forcée de clans ayant des origines diverses, et donc pourvus de droits fonciers différents, s'ajoutant à l'accroissement démographique, a entraîné la parcellarisation des droits fonciers. Celle-ci se traduit par une cristallisation des droits à des niveaux de plus en plus proches du niveau individuel, et par une crispation accrue pour leur préservation. En même temps que l'autonomie des lignages et des clans s'effrite, la communauté locale tend à se reconstituer en tant que collectivité d'individus. Issu de la sédentarisation et des nouvelles formes de socialisation, ce processus donne lieu à une forme de société nouvelle.

Les droits fonciers d'un clan sur sa terre et leur transmission sont avant tout collectifs, et c'est l'appartenance clanique d'un individu qui lui donne un droit d'accès immédiat à la terre. Toutes les terres du clan sont ainsi la propriété collective de tous les hommes du clan, et c'est en tant que telles qu'elles sont transmises à l'intérieur du clan. Un homme n'hérite pas forcément de son père, mais peut recevoir ses terres de tout autre agnat. Toutefois, si les terres dans leur ensemble appartiennent au clan, une distinction est faite au niveau du droit d'usage entre friches et terre cultivée. Toute

(1) Il est fréquent qu'un don de terre sanctionne une alliance de mariage. Il peut aussi sanctionner l'intégration d'un nouveau groupe à la chefferie, précédant des relations de mariage. Dans certaines chefferies de zone *Païci* par contre, les groupes venus de l'extérieur sont assimilés à des agnats, et le mariage est interdit.

terre plantée est temporairement soustraite à la jouissance collective, au bénéfice de celui qui l'exploite. On ne peut pas retirer à un homme les droits sur la récolte qu'il a plantée. Lorsque les plantations sont pour l'essentiel annuelles, les lignées d'un même lignage n'ont pas à se soucier de limites entre les jardins ; chaque saison impose de nouvelles parcelles de culture, dont la production se trouve souvent utilisée en commun. Mais avec l'introduction des cultures pérennes, l'utilisation du sol en continu peut se dérouler sur plusieurs décennies, et les droits du planteur, qui restent des droits d'usage au regard du droit clanique, sont de plus en plus assimilés à des droits de propriété, ce qu'ils ne sont en aucun cas. C'est ce changement de droits d'usage annuels en droits d'usage à long terme, puis le glissement à la propriété, qui posent problème, que ce soit à l'intérieur du clan, ou entre les clans.

" Couper l'ancienne caférie pose tout un tas de problèmes à cause des voisins. Ma parcelle de nouveau café est sur des terres en friches, car il ne faut pas détruire le travail des vieux."

"Ceux qui ont beaucoup de terres peuvent planter du nouveau café. Moi je n'ai pas assez de terres, et mes caféries sont au milieu de celles des autres. Je ne peux pas couper les arbres, car où les mettre ?"

" Dans une de mes deux parts, c'est une presque île. Est-ce que le café pousserait là ? Et puis, il faudrait passer dans les champs des autres personnes. C'est pas la peine d'essayer. C'est non d'avance."

"Lui n'a pas pu faire de plantations, car un clan voisin s'est opposé au passage du bull. Le bull devait faire une voie d'accès à la cafèrière et le clan s'est opposé au passage, le jour de la venue du bull, coupe-coupe en main. Il y a eu discussions et recul du Service, après avoir perdu plusieurs heures de bull."

Dans le cas qui suit, les difficultés d'ordre foncier se conjuguent avec des difficultés d'ordre politique (opposition entre partis et rivalités autour de la chefferie, s'appuyant sur des appartenances religieuses différentes).

" Pour le café, on en a déjà parlé avec les gens de la chefferie mais il y a eu des difficultés en ce qui concerne l'ouverture des routes d'accès. Ceux de la chefferie se trouvent placés avant un ou deux gars de

chez nous, et ne veulent pas laisser passer une route chez eux. Ce qui fait que les gars qui sont en amont se trouvent condamnés à ne pas faire de café."

S'il s'avère parfois difficile, voire impossible, d'ouvrir de nouvelles caféières en raison des contraintes foncières, les conséquences des contestations sont plus graves lorsqu'elles interviennent après la mise en place des caféières, et elles peuvent aboutir à l'abandon de celles-ci.

Ici, une plantation de café sans ombrage a été effectuée sur des terres obtenues de l'Administration en aggrandissement de réserve. Après la plantation, les terres ont été réclamées au Conseil des Anciens de la localité par les propriétaires traditionnels qui vivent ailleurs. En accord avec les droits coutumiers, les terres ont été rendues à ces derniers. Dans cet exemple, la stratégie de récupération des terres par les propriétaires claniques a consisté à ne pas s'opposer à une revendication de leurs terres par une autre collectivité disposant d'appuis administratifs. Une fois les terres obtenues de l'Administration, le clan propriétaire a pu se retourner contre les bénéficiaires de l'aggrandissement, et l'emporter sur le plan coutumier où ses droits étaient les plus forts. Il est en fait assez fréquent que les stratégies sociales recourent à la fois aux arguments tirés de la tradition et à ceux qui relèvent de la pratique contemporaine.

"On avait partagé le terrain entre les clans de la tribu. Et là où il n'y avait pas de café, on avait planté des pinus. On avait demandé un endroit plat, car ici il n'y a que des cailloux. On pensait que ça n'arriverait pas avec les autres, parce que les gens avaient été à l'école. Lorsqu'il a fallu rendre les terres, j'étais très en colère, et j'ai eu l'idée que même les gens de ma tribu étaient contre moi, car je veux trop m'élever. On a planté beaucoup de pinus, ils ont foutu le feu, il n'en reste pas... Est-ce la jalousie ? Quand il y en a un qui travaille de trop, ça y est, on essaie de l'arrêter.

"Le travail dans la réserve, c'est pas bon. J'ai pris le coup de barre avec le café. Le travail en collectivité, c'est pas bon. Il y a toujours des charlots. Chez les Européens, ça va, mais chez les Canaques... On a essayé la collectivité sur les pinus et sur l'aggrandissement, mais les mecs ne venaient pas.

"Si on nous rend des terres, je préfère retourner chez moi. Nous ne sommes pas un clan d'ici, et même si on ne me fait pas de problèmes, je préfère rentrer pour ne pas que mon fils ou mon petit-fils soient embêtés, qu'on leur fasse des réflexions."

Cet autre conflit foncier a éclaté avec la construction d'une maison, révélant une contestation foncière qui n'était peut-être pas explicite jusqu'alors. Le différent repose sur la nature exacte des droits accordés sur la terre en cause, la construction d'une maison signifiant la propriété.

" C'est par rapport à leurs histoires avec les Tein. Ils ont brûlé sa case, lui est parti et a abandonné sa caférie. Les autres sont venus, ils ont coupé les fils, les chevaux sont entrés, sa cafetière était un vrai paddock. Maintenant, il ne reste plus à la tribu. C'est à cause d'une histoire de terres. Les autres ont incendié cinq cases. Ils ont brûlé sa case. Le petit chef est intervenu. Ils lui ont brûlé quatre cases. Ils avaient voulu implanter une piaule, les Poindi n'ont rien voulu savoir. Mais les Tein ont été plus forts. Leur petit chef a voulu arranger ça dans la coutume. Les Tein n'ont rien voulu savoir. Au départ, c'était la terre des Poindi, mais le grand-père Poindi avait partagé le terrain pour que tous les clans aient un bout de terrain, pour qu'on puisse se grouper autour de la chapelle, puis retourner chez soi après le week-end. Ça, c'était bon. Quand le Tein a voulu construire, les Poindi n'ont rien voulu savoir, mais les Tein ont été les plus forts. Pourtant, le petit chef de leur tribu est intervenu, et en plus c'était leur oncle. Ils ont voulu le tabasser et l'ont prévenu. Demain soir, on fout le feu dans ta piaule. Il a cru qu'ils déconnaient."

o
o o

"Comme on est beaucoup, nous les Bwae, si je prends ce terrain qui est un peu plat, c'est le seul, et ça crée des difficultés entre nous les Bwae, car moi j'ai pris le meilleur."

"Pour le nouveau café, dans un premier temps, j'ai essayé de convaincre le Conseil des Anciens. Ça n'a pas marché. En 1971, ils ont fait venir les pinus, les Anciens n'ont pas voulu. Mon frère avait commandé des pinus, il a été obligé de renvoyer, les autres n'ont pas voulu. Il y a toujours des gens pour dire : C'est à moi. Il a essayé de planter en face, ils l'ont arrêté. Pour mon café, j'ai été obligé de passer en-dehors du Conseil des Anciens. Pour la route d'accès, ils sont venus voir, pour pas que j'esquinte les champs des gars. J'ai été voir les gens, et ils ont dit d'accord. Dans la réserve, on a du terrain plat, mais là-bas tout à fait dans le fond. J'ai essayé de relancer le café, j'ai été voir le chef et ses

notables, et j'ai parlé, mais ils n'ont toujours rien dit. Beaucoup maintenant, quand ils voient la route et le champ, peut-être qu'ils vont penser à s'inscrire. Avec le Service, il faut au moins cinq hectares pour penser à faire une route là-bas. Mais il faut que les Anciens acceptent de faire du café. On est obligé de passer par eux."

Le conflit foncier évoqué ci-après oppose deux membres d'un même lignage, mais de lignées différentes, à propos de la succession à une parcelle de café. L'un des deux protagonistes est un parent classificatoire du défunt, le second étant le fils de ce dernier. Si le fils ne nie pas l'éventualité des droits de son parent, son père étant mort sans l'éclairer à ce sujet, il n'en estime pas moins que la parcelle plantée par son père devrait lui revenir. Le parent quant à lui, argue de droits fonciers traditionnels (qui seraient en faveur de son propre fils). Chacun restant sur ses positions, le conflit ne peut être tranché et la caféière est laissée à l'abandon en attendant.

Ce conflit trouverait son origine dans le type de système foncier qui prévaudrait dans cette région de la Grande Terre. En sus de leur appartenance lignagère ou clanique, les individus sont identifiés par des *petits noms* auxquels correspondent, pour les enfants mâles, des portions de territoire lignager désignées par ces mêmes noms. Ainsi, un individu détient le contrôle et les droits d'usage, sur la parcelle qui porte son nom, quitte à les céder pour un temps plus ou moins long à un tiers (1). La liste des noms de garçons et de filles relevant d'un lignage ou d'un clan donné appartient aux membres de ce groupe et les noms ne seraient attribués qu'après accord de l'ensemble du groupe. Les garçons ne porteraient jamais le même nom que leur père, mais celui d'un quelconque ascendant agnatique en ligne directe ou collatérale ("grand-père" réel ou classificatoire). Avec un tel système, un individu hérite d'une personne portant le même *petit nom*, et un fils ne peut pas hériter de son père.

"Il y a des gens qui se laissent faire, mais il faut se défendre. Ici, la terre c'est toujours un problème. Par exemple, lorsque mon père a planté des pinus, il y a eu des histoires. Il y a des gens qui sont venus dire que les terres étaient à eux. Les gens bougent si vous plantez. Il y en a beaucoup qui se découragent et qui ne luttent pas, pour ne pas faire d'histoires."

(1) Ce système qui ne prévaut pas sur toute la Grande-Terre, a été décrit par Banak Sope pour certaines régions du Vanuatu. Banak Sope (s.d., p. 20).

"Moi, si je n'avais pas cette parcelle de nouveau café, j'aurais tenu là-bas sur la parcelle de mon père. Maintenant, on peut faire des arrangements avant de mourir, et c'est fréquent, mais ça fait des histoires. Moi, je suis un vrai Doui (1), pas lui. L'histoire est allée trop loin, je ne peux pas revenir en arrière maintenant, et on va rompre avec lui, car il fait des histoires. Ainsi pour les pinus, il aurait bien voulu en être, mais je l'ai bloqué.

"Parfois, des individus sont reçus, mais ils n'ont pas la propriété des terres, ils n'ont que le droit de cultiver. Lorsque l'accueillant meurt, ses fils peuvent décider de chasser celui que le père avait accueilli. Ça va si c'est des gens d'ici. Mais si c'est des gens d'à côté, ils se feront sortir du premier coup." (2)

"Maintenant, c'est dur avec le pinus et le café, on voit que c'est des sous. Autrefois on disait : Plante là, et c'était réglé. Mais maintenant, pinus, café, c'est difficile, c'est des sous, on le sait.

"Avec les bruits qui circulent maintenant, de politique et de retour aux terres, on pourrait dire par exemple que tel clan qui a reçu des terres de tel autre doit retourner chez lui. C'est ça qui fait que y a des gens qui se demandent s'ils vont rester ou être balancés. Par exemple, pour le café et le pinus, ça va que c'est un terrain à nous ; mais avec la politique, le FADIL et tout ça, si les autres ils disent : C'est à nous, alors ... Ça fait peur à beaucoup de gens ça, vu que ceux qui sont vraiment sur leur terrain ... Mais pour ceux qui sont là par des arrangements qui ont été faits par les vieux avant, ils savent pas s'ils vont tenir ou si les autres vont les balancer. Et ça va s'ils ont de vrais terrains ailleurs ; mais s'ils n'ont rien ailleurs, c'est pire encore. Ça peut aller très loin. Si la terre a été donnée par quelque autre famille, où faut-il retourner pour trouver le vrai, vrai propriétaire d'avant ? On prendra les deux derniers, mais s'il faut trouver le vrai, vrai, on peut plus savoir. C'est aux chefs à trouver un arrangement, sans ça y a plus de limites. J'ai vu sur les papiers ce que les autres ont fait. Ils disent qu'il faut retourner sur la terre et tout ça."

(1) Le qualificatif *vrai* signifie que celui qui parle est un fils réel alors que sont parent n'est qu'un fils adopté. Théoriquement identiques, les droits d'un fils adopté sont souvent contestés.

(2) Des gens originaires de la région peuvent faire jouer leurs alliances pour se défendre, ou tout au moins leur est-il plus facile qu'à des gens de l'extérieur de manipuler les droits.

Dispute entre deux frères à propos d'une plantation de café sans ombrage. Le premier paragraphe est la version du cadet célibataire, la suite est de l'aîné, marié et père de famille.

"J'ai voulu faire du café dans une des parcelles claniques, et j'avais déjà fait venir les machines du Service de l'Agriculture. Seulement, quelques jours après, mon grand frère s'est opposé à ce projet. C'est alors qu'on s'est disputé, car pour moi, comme je suis célibataire, je pense qu'il est bon que je travaille pour nos enfants dans les années à venir (1). Pour lui, il faut conserver nos parcelles pour les besoins en cultures vivrières. Il a peut-être raison, car nous n'avons pas beaucoup de terres, et nous avons beaucoup d'enfants. Mais il se trouve que je m'intéresse à ce genre de culture, qui pourrait aussi nous procurer de l'argent. Mais je n'y peux rien. Notre dispute s'envenime à tel point que mon frère m'a porté un coup de sabre d'abattis, et que je porte encore maintenant la blessure. Je pense que je vais tout abandonner, car je pense que mon frère a raison. Il ne faut pas planter en café le peu de terre qui nous reste. Il n'y a pas que nous qui avons ces difficultés, il y a aussi d'autres clans qui sont dans le même cas que nous. Pour moi, je voudrais, si possible, avoir une parcelle de terre qui serait à moi seul, afin que je puisse faire ce que je veux dessus. Pour moi, je suis découragé, car il y a trop de disputes d'ordre foncier en tribu. Il faut que cela change d'une façon ou d'une autre dans les années à venir."

"Je ne suis pas opposé au café sans ombrage. Mais j'estime que les caféries plantées par les vieux ont pris assez de place dans nos terres. Nous sommes déjà plusieurs membres dans le clan et si on s'amuse à planter du café dans les parcelles à cultures, il est certain qu'il n'y aura pas de place pour tout le monde. Il faut savoir que j'ai des enfants, d'autres cousins en ont aussi, alors on comprend bien pourquoi je suis opposé au projet de café à mon frère."

"On nous demande de planter du café et du pinus. Je veux bien, car c'est peut-être pour le développement économique. Mais entre-temps, que mangerons-nous ? Où cultiverons-nous nos cultures ? Il faudrait prévoir des garanties à notre subsistance. Tout cela est sûrement bon pour nous dans

(1) Dans la terminologie de parenté, un individu appelle fils et filles les enfants de ses frères.

l'avenir ; mais ce n'est pas tout de chercher à voir ce qui va se passer dans cet avenir incertain, il faut aussi s'occuper de notre vie actuelle. Les pinus c'est bien beau, mais pendant quinze ou vingt ans, et pourquoi pas plus, je ne vais pas nourrir mes enfants avec les fruits de cet arbre.

"Nous sommes ici coincés entre les montagnes. Vers le fond de la rivière, il y a du bétail pour d'autres clans. Vous comprenez pourquoi je veux conserver nos parcelles à cultures."

4.6.2. Planter pour affirmer ses droits sur la terre

Autrefois, la cession de droits d'usage temporaires à des membres d'un autre clan avait normalement comme corollaire l'obligation pour les bénéficiaires d'offrir tous les ans les prémices de la récolte à l'aîné du clan propriétaire. La contestation foncière n'était par conséquent guère possible. Cette situation a changé avec le caféier. Même quand une terre a été cédée selon un droit d'usage révocable, l'héritier du propriétaire peut avoir du mal à faire valoir ses droits s'il désire la récupérer. De ce fait, planter des caféiers, ou tout autre plantation pérenne comme le pinus ou le kaori, est une stratégie foncière visant à affirmer ses droits lorsqu'ils sont contestés, ou à s'en créer pour s'emparer d'une terre. Ainsi est-il courant que du café sans ombrage ait été planté pour affirmer des droits fonciers, voire pour revendiquer certains terrains.

Dans l'exemple qui suit, les plantations de café sans ombrage ont été faites sur des terres domaniales par les propriétaires fonciers traditionnels, en dépit des droits de location détenus par un Mélanésien qui y pratique l'élevage.

"Le Service est allé un jour le prévenir qu'il fallait qu'il entoure ses bêtes pour ne pas qu'elles puissent venir dans les parcelles de café. Mais, a-t-il dit : C'est pas sur la réserve, c'est sur ma location. Le petit chef avait dit que toutes les terres étaient sur la réserve, mais ce n'était pas vrai. Lui, il avait demandé la terre aux autres avant, par la coutume, pour son bétail (1). Ils avaient refusé pour l'emmerder, car ils n'ont pas

(1) Outre les droits obtenus de l'Administration, l'autorisation coutumière des propriétaires traditionnels s'avère quasiment indispensable pour éviter les conflits. Elle est scellée par un présent généralement constitué d'étoffe de monnaie mélanésienne, d'argent. La monnaie mélanésienne est faite de coquillages ou d'os de roussette.

de bétail. Ils veulent le terrain ; c'est pas tellement pour les cultures, le bas est assez grand. Lui avait prévu que s'ils voulaient faire des ignames, il entourerait son bétail. Mais ceux de là-bas n'ont rien voulu savoir. C'est pourquoi il a demandé la location. Ils commencent à le voler pour l'emmerder."

Les terres ancestrales du clan Bayes sont également situées en dehors de la réserve, sur territoire domanial. Pour s'en emparer, un membre d'un autre clan rallie une partie du Conseil des Anciens à un projet économique auquel il associe la collectivité. Il s'appuie pour cela sur des compétences acquises en milieu européen et sur l'influence qu'elles lui procurent, et réussit à obtenir une location sur les terres convoitées. Pour empêcher toute extension ultérieure sur ses terres, le clan propriétaire se lance à son tour dans diverses activités économiques, dont l'Opération Café, en choisissant soigneusement l'implantation des parcelles. Ce conflit illustre la complexité des enjeux fonciers ainsi que l'enchevêtrement des motivations et des stratégies coutumières, économiques et politiques. Sans doute peut-on imputer à une situation coutumière défavorable le fait que ce clan ait été évincé de ses terres avec l'accord d'une partie de la collectivité. Originaire d'une chefferie voisine, il se dit également victime d'un ostracisme politique.

On relèvera en passant le contraste entre les comportements des protagonistes de ce conflit, les uns cherchant à s'imposer avec la carte topographique, les autres recourant aux pratiques ancestrales pour se défendre.

" Il avait gagné le Conseil des Anciens et leur avait fait signer un papier sans leur laisser le temps de réfléchir. Il nous a montré une carte avec les lots et a dit que ces lots étaient maintenant à lui, et qu'on n'avait plus qu'à partir. Nous, on n'a rien dit, mais on est resté. Ils ont mis du bétail. Mais tu sais, nous on a des médicaments (1), et quand tu les poses, tu peux élever du bétail, prendre la terre, construire une maison, rien ne vient. On est allé et on a mis le médicament. Et le bétail ne vient pas, et les autres tournent en rond, et nous on attend. Maintenant, on veut occuper les terres, comme ça ils ne pourront plus nous déloger. On a replanté le vieux coco que le grand-père avait planté pour ne pas qu'on puisse nous dire : Qu'est-ce qu'il

(1) Le terme *médicaments* désigne les plantes transmises par les ancêtres pour protéger et soigner les membres et les biens du clan.

a fait ton grand-père ? Car nous, on ne sait pas ce qu'il a fait le grand-père (1). Ils ne pourront pas nous chasser, car ils devraient nous dédommager, et ils ne le pourront pas."

En lui faisant remarquer que le pin colonnaire et le cocotier sont des arbres du pays, alors que le café n'est pas considéré par tous comme un arbre de la coutume, l'interlocuteur répond :

"Ceux qui disent ça, c'est de la politicaillerie. Ils disent ça pour introduire la politique. On ne peut pas toujours regarder en arrière, on ne peut pas rester figés. Maintenant, il y a d'autres choses."

A propos d'une autre personne, qui a obtenu du Service des Domaines une location sur les terres ancestrales du clan Bayes :

" Mais lui, c'est pas pareil. Il a fait la coutume avec nous ; il a donné le morceau d'étoffe et la monnaie indigène, il a donné les 500 francs. Et après seulement, il a écrit au Service des Domaines. Alors que l'autre, il a fait l'inverse. Il a écrit au Service des Domaines d'abord, n'a pas fait la coutume, et veut nous chasser : Tout ça c'est au Domaine, tu n'es rien ici. Il a eu les vieux du Conseil en les embobinant, en leur faisant miroiter qu'il y aurait des arbres fruitiers, du bétail. Des types comme ça, ils sont allés à Nouméa, ils y sont restés ; ils n'ont pas été élevés à la tribu avec les vieux, ils ne connaissent rien à la coutume, et après ils parlent de coutume."

4.6.3. Conflits fonciers à implications politiques

Jusqu'en l'année 1981, qui vit la reconnaissance officielle de la propriété clanique, la codification du régime foncier ne retenait que la propriété de la collectivité tribale. Bien qu'elle fût prêtée à la société mélanésienne depuis les débuts de l'époque coloniale, cette conception était une vue européenne, qui ne correspondait pas au régime foncier traditionnel. Aussi longtemps que la marginalité du monde mélanésien facilitait l'implantat

(1) La terminologie de parenté ne remontant pas au-delà du grand-père, il peut s'agir ici du grand-père ou de tout autre ascendant.

et le développement des colons et de l'ordre colonial, la conception d'une propriété tribale était sans conséquences importantes. Mais, l'évolution politique, l'extension du marché, et des besoins économiques nouveaux modifient la situation. Aujourd'hui, cette marginalité est devenue un handicap qui représente une menace pour l'ordre établi, tout en privant l'économie d'une partie de ses forces de production et de ses consommateurs. L'intégration de la société mélanésienne devient donc un enjeu, dont une des clefs se situe au niveau foncier. Dans cette optique, et mettant à profit l'idéologie du développement et ses ambiguïtés, l'Administration a procédé à des restitutions de terres, soit en agrandissements de réserve subordonnés à des obligations de mise en valeur, soit en lots individuels. Conscientes des implications de ces interventions, certaines collectivités mélanésiennes se sont opposées aux restitutions de terres à titre individuel.

Dans le cas qui suit, où les clivages politiques actuels recoupent des conflits plus anciens, une restitution de terre en lots individuels a pu être réalisée en faveur d'une collectivité dépourvue de droits traditionnels sur cette terre, alors même que les propriétaires coutumiers sont sur place. Les bénéficiaires de cette opération votaient pour la majorité conservatrice détenant la municipalité, tandis que les seconds donnaient leurs voix aux Indépendantistes. La tentative d'appropriation du sol et sa mise en valeur se sont effectuées par la plantation de café sans ombrage. Mais, à terme, le sort de ces caféiers est considéré comme lié à l'évolution politique du Territoire.

" Dans le haut de la vallée, la chefferie a revendiqué, autour de 1970, les terres ancestrales. La terre a été redistribuée en 1971, mais l'Assemblée Territoriale a attribué les lots individuels aux gens sur le territoire de la chefferie. Sachant que ce terrain leur est contesté, les gens font de la mise en valeur pérenne pour s'assurer la place, mais ne construisent pas de maisons. Ils plantent sur des terres d'alluvions, mais ils s'en fichent puisqu'ils ne sont pas chez eux. Ils sont allés apporter la coutume pour couper les racines. Le chef leur a dit : Apportez votre coutume à ceux qui vous ont donné le terrain !" (1).

A la position irréductible des propriétaires traditionnels, les bénéficiaires opposent une conception nouvelle de la répartition foncière,

(1) *Couper les racines* : coutume par laquelle une terre est définitivement cédée. La réponse du chef renvoie les solliciteurs à l'Administration européenne - on mesure la cinglante ironie du propos.

fondée sur une nouvelle éthique canaque et sur la mise en valeur économique.

" Tu vois cette vallée, autrefois on ne cultivait pas tout. Aujourd'hui on peut travailler. Je suis contre ceux qui réclament la terre aux blancs pour rien en faire. Les blancs ont pris nos terres. Je suis d'accord pour qu'on les leur reprenne, puisqu'ils ont pris nos terres (1). Mais je ne suis pas d'accord pour qu'on les reprenne aux Canaques. D'ailleurs il y a un seul grand chef pour les trois tribus. Mais c'est la politique, et les catholiques sont indépendantistes, nous pas. Les pays qui sont indépendants, y en a qui sont malheureux maintenant. Depuis la guerre, on a eu la liberté. On était tous protestants, et puis le Père est venu tourner la tête au grand-chef (2) ; depuis, on ne s'entend plus. Ils nous ont fait la guerre, les catholiques, et ils ont fait la guerre aux blancs en 1917. Il y a assez de place ici pour tous. C'est pas la peine de prendre des terres pour rien en faire."

"Le chef n'est pas d'accord avec ceux de la tribu à cause des terres. Mais sur les terres de réserve, qu'est-ce qu'on font ? Qu'est-ce qu'il y a là-haut dans les montagnes ? Rien. En cas d'indépendance, on les rendra."

Les déterminations économiques et les déterminations politiques sont étroitement imbriquées dans ce discours, et elles relèvent aussi bien de stratégies traditionnelles que modernes. L'appartenance religieuse est mobilisée, parce qu'elle est porteuse d'idéologie et qu'elle représente une structure d'identification sociale apte à se transformer en force politique. Dès le début du siècle, le protestantisme a eu tendance à se présenter comme un mouvement radical et progressiste, face à un catholicisme souvent jugé laxiste du point de vue religieux et moral, et accusé d'oeuvrer plus pour les besoins de la Mission que pour la promotion économique des fidèles. L'importance de la production de café des familles protestantes mélanésiennes a occasionnellement été avancée comme un argument apologétique en faveur de la supériorité du protestantisme. On reprochait par ailleurs aux catholiques de conserver, comme les païens, certaines croyances ancestrales interdites aux protestants,

(1) Venant de Mélanésien(ne)s qui votent pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français, le propos pourrait surprendre.

(2) Les bénéficiaires de la restitution de terres sont membres de l'Eglise Evangélique Libre.

notamment dans le domaine des remèdes ; et, comme ces derniers, de rester en-deçà des possibilités nouvelles du progrès. Après une période d'assoupissement, le progressisme du milieu protestant a connu un renouveau après la seconde guerre mondiale, notamment avec le schisme qui a donné naissance à l'Eglise Evangélique Libre. Celle-ci a été créée dans une optique privilégiant résolument la promotion sociale du milieu mélanésien, en s'appuyant sur les cadres de l'AICLF (1) et sur les jeunes moniteurs mélanésiens de l'enseignement privé. En l'absence de revendication nationaliste à cette époque, ce courant a cherché à tirer profit des possibilités de promotion offertes par l'ordre colonial. Ainsi s'explique en partie son alliance ultérieure avec les forces conservatrices, et l'insistance mise sur les formes de promotion moderne - en particulier par le biais de l'éducation et de l'économie. L'Eglise Evangélique en Nouvelle-Calédonie et aux Iles Loyauté, qui était restée soumise aux Missions Evangéliques de Paris, ne s'est engagée dans le débat social et politique que beaucoup plus tard, dans un contexte où il apparaissait que le renouveau mélanésien devait passer par une libération politique.

5. DIFFICULTES ET ERREURS DE L'OPERATION CAFE

5.1. Conditions et modalités de la vulgarisation

5.1.1. La circulation de l'information et la prise de décision

Les systèmes sociaux de la Grande Terre s'organisent à partir des fissions successives de groupes de parenté agnatique, qui entretiennent entre eux des relations de parenté patrilineaire ou d'alliance de mariage, insérés dans des rapports hiérarchiques et politiques. Lignages et clans sont autonomes pour ce qui est des terres et des alliances de mariage, et c'est à leur niveau que s'effectuent les dispersions consécutives aux conflits internes et aux défaites. Cette cohésion et cette relative autonomie du groupe de parenté agnatique va de paire avec l'accumulation et la transmission d'un capital de connaissances techniques et de connaissances propres au groupe.

- Contrôlées par les aînés, ces dernières portent sur l'histoire du clan, ses positionnements hiérarchiques, ses fonctions et prérogatives, sa maîtrise du surnaturel, et ses relations d'alliance.

(1) AICLF : Association des Indigènes Calédoniens et Loyaltiens Français, institution protestante faisant pendant à l'Union des Indigènes Calédoniens Amis de la Liberté dans l'Ordre (UICALO), d'obédience catholique.

Contrôlées par les aînés, ces dernières portent sur l'histoire du clan, ses positionnements hiérarchiques, ses fonctions et prérogatives, sa maîtrise du surnaturel, et ses relations d'alliance.

La transmission de l'information à l'intérieur du clan ou de la chefferie, ainsi qu'entre les chefferies, est soumise aux mêmes formes de contrôle. Les relations sont codifiées, et il en va de même pour les voies de l'information. En situation pré-coloniale, seuls les aînés de chaque lignage sont aptes à recevoir l'information qu'ils transmettent ensuite aux autres membres du lignage. Les rapports avec l'extérieur sont tout aussi strictement définis. Les relations politiques entre chefferies s'établissent par l'intermédiaire de clans précis, selon un ordre donné, qui varie en fonction des chefferies concernées.

11.1 Pour se reproduire, toute société doit transmettre son expérience. Dans les sociétés à faible division du travail, la connaissance technologique, transmise quotidiennement par les aînés aux cadets, est accessible à tous. Ce n'est plus le cas lorsque les techniques se diversifient et deviennent plus complexes ; elle cessent alors d'être communes à l'ensemble de la population. Si, à terme, la transmission du savoir-faire technique ne peut plus suivre les mêmes voies, elle continue à emprunter, dans un premier temps, les canaux de la parenté. Ces circuits d'information traditionnels contribuent à limiter la diffusion des connaissances techniques nouvelles, car en dehors d'eux, l'expérience d'autrui paraît dans une certaine mesure peu transmissible. Ainsi s'explique le fait que les individus soient peu habitués à rechercher, en dehors de leur parenté proche, l'acquisition de compétences techniques. Il appartient à chacun de maîtriser, pour son propre compte, son capital de connaissances et d'expériences ; et celui qui réussit est valorisé.

L'autonomie des groupes sociaux était fonctionnelle dans la société pré-coloniale. Mais dans la formation sociale actuelle, elle entraîne une atomisation des structures anciennes, et forme des individus qui ne sont pas préparés à maîtriser l'accès aux informations ne relevant pas de l'ordre coutumier. L'apport de technologies et de connaissances nouvelles, ainsi que l'instauration d'un rapport social de subordination, ont modifié les rapports sociaux pré-coloniaux, et ont rendu caduques de larges pans des connaissances et des techniques qui s'y rapportaient. Au contraire de l'ancienne société mélanésienne, apte à rendre compte de toutes choses, les Mélanésiens sont actuellement aux prises avec des réalités dont les déterminations, issues de l'ordre social instauré par les Européens, sont d'autant moins maîtrisables que la relation coloniale ne permet pas de combler l'écart initial entre les

deux formations sociales. La circulation de l'information et son assimilation sont conditionnées par les handicaps qui affectent, au plan culturel et au plan matériel, le milieu mélanésien - niveau général de connaissances, accès aux journaux, aux programmes radio, et à la télévision. Ces handicaps facilitent la persistance de schémas de référence et de comportement pré-coloniaux. De ce fait, l'information circule difficilement, et les rumeurs incontrôlées ont libre cours.

Les prises de décision qui ressortissent au niveau collectif se heurtent aux mêmes difficultés que la circulation de l'information : les systèmes d'autorité traditionnels ne sont plus aussi opérants, car de multiples problèmes ont surgi qui ne sont pas codifiés par la coutume, certains exigeant des décisions rapides et bousculant les rythmes habituels. Lorsque les clans sont trop soucieux de préserver leurs intérêts particuliers, le recours aux procédures anciennes de prise de décision aboutit à des impasses. La sédentarisation imposée par la colonisation, et la transformation des rapports sociaux qu'elle a induite, ont également modifié le centre de gravité de la société mélanésienne. Le groupe de parenté agnatique, dont la chefferie est l'expression supérieure, perd de l'importance par rapport à la collectivité locale. D'une société basée sur les groupes de parenté localisés mais disposant de multiples possibilités de déplacements, on est passé à une société sédentarisée pour laquelle la collectivité locale doit constituer l'expression la plus achevée. Ce déplacement est toutefois masqué par la continuité du langage du pouvoir qui reste celui de la chefferie. Certaines distorsions actuelles entre intérêts claniques et intérêts collectifs relèvent de cette transformation.

" Le problème chez nous, c'est un peu le manque d'information. On pourrait bénéficier de différents projets, mais on ne sait pas ce qui se fait. Chacun répond à sa façon. Ce qui est dommage chez nous, c'est que tout le monde veut réaliser ses idées, mais avec qui, pour qui et pourquoi ? Les gens sont trop enfermés sur eux-mêmes et ne discutent pas avec tout le monde : donc ils n'ont pas de projets déterminés.

"Avec le nouveau café, beaucoup de gens se sont lancés sans savoir où ils allaient. Pourquoi ? Par manque d'informations. Si le résultat vient au bout de cinq, six ans, il faut beaucoup de soucis pour arriver à ça. Les gens ne sont pas assez conscients, ils ne voient pas la peine qu'il faut mettre pour obtenir le résultat."

" On ferait mieux de balayer devant notre porte avant d'accuser les

autres. On parle beaucoup, il y a des forts en gueule, mais ils ne font rien. A chaque réunion, je me déplace, puisque je suis responsable, et que si je ne suis pas là, ils ne feront rien. J'ai fait plusieurs kilomètres à pied et quand j'arrive, rien n'est prêt ou ils ont oublié. Tu as oublié quoi ? On a dit pourtant, tu n'as qu'à noter ! Ou bien ils sont en retard ; c'est les heures canaques. Dans notre tribu, ça va bien, on n'est pas nombreux et on s'entend. On est toujours d'accord pour les décisions. Dans d'autres tribus ou lors des réunions hors de la tribu, on n'arrive pas à se mettre d'accord. On parle sur un sujet, et aussitôt ça part sur tout un tas de choses qui n'ont rien à voir, et ça finit toujours par déboucher sur des problèmes de terres. Alors, chacun se fait la gueule. On est incapable de parler et on se sépare sans avoir rien décidé, au lieu de prendre un problème et de le régler.

"Pour ce projet, on était tous d'accord. Les gens des autres tribus étaient contre nous et nous parlaient du plan Dijoud, et de ceci et de cela ; mais qu'est-ce qu'ils ont fait pour nous, eux ? Qu'ils nous laissent travailler en paix, dans notre coin. C'est toujours pareil, ils parlent et ils font rien.

"Moi, je suis responsable, parce qu'on me l'a demandé. Mais à la fin du mandat, je refuserai d'être élu, car c'est toujours moi qui fait le boulot et les autres font rien.

"Le Canaque, il ne pense pas à demain, il ne vit que pour le présent

" Aux réunions, ils ne viennent pas et il n'y a rien à faire. Avec les chefs coutumiers, c'est pareil. Autrefois, les vieux n'agissaient pas comme ça. Ils venaient à l'appel du chef.

"Je travaille chez moi et on n'a pas l'habitude d'aller voir chez les autres, même dans les plantations vivrières. Peut-être qu'on le fait ici chez nous, entre nous à la tribu ; mais chez les autres, on n'a pas l'habitude

" C'est toujours difficile de donner une idée qui doit être faite en commun. C'est toujours dur dans le milieu."

"Le GANO passe pour acheter les produits maraîchers. On a des délégués qui vont aux réunions à Pouembout, mais ils ne disent rien."

Peu de cultivateurs maîtrisent l'information relative à l'Opération Café. Même dans les localités où elle se déroule de manière satisfaisante, les données techniques concernant l'engrais ou le recépage, et les conditions générales de participation, restent mal connues. Certains cultivateurs ignorent

que l'engrais restera toujours nécessaire et qu'après les trois premières années, il sera à leurs frais. La sous-information facilite également les interrogations, voire les inquiétudes, sur l'éventualité d'un remboursement, sur le contrôle des terres plantées, sur un changement dans la rémunération du café. Des préoccupations légitimes peuvent aboutir à des malentendus, étayés d'informations et d'analyses erronées dues à de mauvaises interprétations. Dans les régions où la caféiculture éprouve des difficultés, il naît un sentiment d'incertitude quant aux intentions des Services Techniques, et certains cultivateurs s'interrogent devant la multiplication des abandons. Ce dernier trait est particulier aux régions plantées en Arabica, où les pertes sont importantes, en raison des retards intervenus lors des plantations, et à cause du développement de l'anthracnose et de la rouille. N'étant pas tenus informés par les responsables de l'Opération Café, certains cultivateurs n'ont même pas su que leurs caféiers étaient malades. Ils ont cherché à expliquer le dépérissement des caféiers par la nature des terrains ou la trop forte exposition au soleil, lorsque les explications fournies par les techniciens, mettant en cause la qualité des soins apportés aux plantes, ne leur paraissaient pas adéquates ou suffisantes. La lutte phytosanitaire pose également le problème du coût des traitements, dont on ne sait pas combien de temps ils seront supportés par le Service de l'Agriculture. S'il est grave pour la crédibilité ultérieure de tout l'appareil de vulgarisation de ne pas considérer les cultivateurs comme des partenaires ayant droit à toute l'information, on doit par ailleurs considérer comme inévitable une certaine sous-information due au fait que les cultivateurs ne sont pas en mesure de tout assimiler d'emblée. Dans les régions où l'Opération Café progresse heureusement, la sous-information est comblée au fur et à mesure des nécessités pratiques. Inversement, dans les régions où l'opération marque le pas ou échoue, la sous-information est parfois dénoncée, après coup, comme responsable de la situation, alors que celle-ci est imputable à des raisons techniques ou d'environnement économique.

Pour faire connaître l'Opération Café, le Service de l'Agriculture a eu recours à divers circuits d'information. Les *mass-media* ont été mis à contribution - radio, télévision, et journaux locaux ; mais pour un projet de cette nature, la diffusion de l'information en milieu mélanésien ne s'effectue pas principalement par ces canaux. Le Service de l'Agriculture a également organisé des visites à l'IFCC. Mais l'action principale a consisté en réunions tenues dans les communautés locales ou à la mairie. Parallèlement le Service espérait beaucoup des premières plantations qui devaient servir de modèle.

Les réunions dans les collectivités locales n'ont pas toujours bénéficié de la présence d'un large auditoire. Ce mode d'information semble aller de soi, parce que les Mélanésiens le pratiquent couramment pour s'informer ou débattre des problèmes, et qu'il s'agit là d'une activité valorisée qui, au même titre que les cérémonies coutumières, correspond à leur type d'organisation sociale. Mais en fait, il est erroné d'assimiler les réunions convoquées par l'Administration et les Services Techniques à celles qui, appelées à l'initiative des autorités coutumières, répondent à des besoins ordinaires ou cérémoniels, vécus comme émanant de la communauté. Les réunions organisées par des instances extérieures portent souvent sur des sujets dont l'intérêt n'est pas immédiat pour les Mélanésiens, parce qu'ils en maîtrisent mal le sens ou les implications. Au demeurant, la présence ou l'absence à ces réunions est dénuée de signification sociale, au contraire des réunions coutumières où la participation est déterminante pour la vie de la communauté. Dans ces dernières, les gens connaissent les acteurs et mesurent les enjeux, ce qui est loin d'être toujours le cas par ailleurs. On notera en passant que les mairies, où se sont tenues certaines réunions, ne constituent pas encore, pour les Mélanésiens, un environnement propice à l'assimilation de l'information : la conquête des municipalités est trop récente pour avoir été intégrée.

La sous-information réelle qui existe chez de nombreux cultivateurs mélanésiens prouve que l'information diffusée par le Service de l'Agriculture n'a pris sur le milieu que très progressivement. Dans l'ensemble, l'Opération Café a mobilisé les canaux d'information disponibles et, en dépit de certaines manques (variables selon les régions), on peut penser que la quantité d'information déversée a été considérable. Mais cette information tombait sur un milieu non sensibilisé : assez souvent, le cultivateur se contente du minimum d'information dont il a besoin sur le moment, et n'attache guère d'importance au reste. Seul un véritable débat, alimenté par les forces sociales mélanésiennes, serait en mesure de créer une dynamique susceptible de provoquer la demande d'information. Encore convient-il de noter que la mise en oeuvre d'un tel débat dépasse, par ses enjeux politiques sous-jacents, les compétences des Services Techniques.

"Le nouveau café, je vois chez Adrien que c'est beaucoup de travail. Je ne sais pas encore ce que ça va lui rapporter. Je lui ai demandé l'autre fois, et il ne sait pas encore. Pour que je plante, il faut au moins que je sache ce que rapporte le prix au kilo et tout ça. Si je vois le prix du kilo ce que ça rapporte un champ comme ça, alors là oui, je peux planter."

" L'Agriculture, ils arrivent toujours, mais ils voient les chefs. Ils font les réunions à la maison commune, mais on ne le sait qu'après : le chef vient, on est aux champs, on ne sait rien, on n'apprend qu'après."

" L'agent de l'Agriculture est passé dans les tribus voir les chefs et leur a expliqué. Puis un jour en passant, les chefs nous ont expliqué. J'ai donné un nom au chef, qui l'a donné à l'Agriculture, quand il est revenu."

" Après les réunions, il se rapporte de fausses nouvelles, car les gens sont sortis plusieurs fois pendant la réunion, ou bien ils rapportent de travers à leur famille. Aussi, ils ne comprennent pas les mots compliqués."

"Le Service a écrit au Président du Conseil des Anciens pour une réunion. Y a pas eu de réunion, pas d'information. Le Président ne nous a pas avertis. Y a des motoculteurs, y a tout ça à Poindimié, ça serait intéressant pour travailler, mais les crédits, les conditions, on ne sait pas."

" Le gars du Service a pris mon nom, et il n'a jamais expliqué. On m'a inscrit, mais jamais expliqué. Il n'a pas fait de réunion à la tribu pour le café. Quand j'ai vu le café de Thomas, j'ai dit je vais faire la même chose. Je ne sais pas s'il a fait une réunion, mais j'étais pas là. De toute façon, on ne me l'aurait pas dit. Le remplaçant m'a dit que l'engrais, il en faut trois fois par an ; mais le premier, ne m'a rien dit. Et puis, peut-être que je dois en mettre une fois par an avec le premier, et puis qu'avec l'autre il en faut trois fois."

"Ma femme et mon fils, lorsqu'on les a emmenés à Ponérihouen, ils ont eu des données. Mais je leur dis maintenant : Vous n'avez pas assez posé de questions. On les a emmenés là, et on ne leur a pas assez expliqué. Il faudrait qu'avant de les emmener, quelqu'un d'un peu expérimenté leur explique. Alors que là, lâchés au milieu des champs : C'est bon, c'est bon ...! Avant d'être bon, il y a beaucoup de choses à voir.

"Pour l'inscription, le Service a juste pris notre nom et a été voir l'endroit de la parcelle."

" C'est pour faire un essai, pour voir ce qu'il va donner. On n'est pas sûr avec le nouveau café, parce qu'on dit qu'au bout de cinq ou sept ans il faut le couper, alors que le vieux café dure depuis les ancêtres. Ce café-là est plus fort, et je sais comme on travaille avec. Avec le jeune café, on n'a pas tout à fait confiance. On dit que ça rapporte mieux. Mais on ne peut pas dire que c'est pas bon, puisque tout le monde commence seulement.

" Il faut faire attention s'il n'y a pas un remboursement plus tard, si on ne risque pas de voir la caférie saisie. Pour ça, plusieurs gens ont eu peur, et ont hésité. Il y en a qui ont encore peur de ça."

"Ils se remboursent sur le prix de la touque. On préfère faire le vieux café, car on conserve notre liberté de vente. Au bout de cinq ans on commence à rembourser. Jusqu'à ce qu'on ait remboursé, on n'est pas propriétaire. Nous, on ne vit ici que pour le café. S'il faut rembourser, que voulez-vous qu'on fasse ? Il y a beaucoup de choses de bonnes, mais beaucoup de choses de mauvaises aussi. Il n'y a pas d'autres produits qui peuvent alimenter, que le café."

" Je ne sais pas si je dois payer quelque chose le jour de la récolte du café, pour les travaux du bull et du labourage par tracteur. Le bruit court que le prix du café sera inférieur au prix réel, pour compenser ces travaux."

" Sur le prix du café, il y a des bruits qui courent. Beaucoup de bruits courent ici. Il paraît que ceux qui plantent ce café, au bout d'un certain temps, ils ont une retraite."

Les premières plantations faites en 1978 étaient financées avec l'aide du FADIL. Le cultivateur préparait lui-même sa parcelle et touchait une indemnité. Ces dispositions furent modifiées dès l'année suivante : les parcelles sont nettoyées par des bulldozers, et les indemnités sont supprimées. A la suite d'une réunion d'information destinée à lancer l'Opération Café dans le Nord, la nouvelle a couru que le Service de l'Agriculture donnerait des primes aux cultivateurs. Cette information, dont l'origine a été attribuée à tort ou à raison à un agent du Service, est devenue d'autant plus crédible que les personnes ayant planté en 1978 ont effectivement été payées, et que les difficultés matérielles, ainsi que de multiples formes d'assistance, prédisposent les Mélanésiens à attendre une aide.

"Les nouveaux cafés sont arrivés, et ils ont dit qu'ils allaient payer pour planter. Alors, on a essayé le nouveau café. Le chef avant, y a un chef qui est parti en France, il a dit : Il faut planter, car on va payer. Et voilà, ils ont pas payé, alors les mecs ils ont abandonné. Les mecs avaient dit : Faut bien tenir, car ils vont payer les primes."

"Ce qui a découragé les gens, c'est qu'à la réunion, il a dit qu'il y aurait une prime pour planter et une prime pour l'entretien. Le petit chef Louis et le vieux Gabriel, ils ont touché, eux. Et après, nous on vient après, et ils ont arrêté. C'est là que les gens ils se sont découragés, c'est par rapport à ça."

"Pour semer des graines, il m'a dit qu'il donnerait de l'argent et il a donné. Mais pour planter, il a dit et il a jamais fait. Alors les gens, ils ont planté pour les primes et ils n'ont jamais rien reçu, alors ils sont découragés. Il y en a qui ont planté avant moi... Ils sont où maintenant ? Et sur un hectare, c'est trop de travail ; même pas le temps de travailler aux champs."

"S'ils donnaient des primes, on pourrait tenir pour nourrir les gosses. Mais comme ils donnent rien, on est obligé d'aller travailler pour les gosses."

Les propos suivants sont d'autant plus intéressants qu'ils proviennent d'agents de terrain, à la fois membres à part entière de la communauté mélanésienne, et par profession agents d'information privilégiés de l'Opération Café.

"Je crois que les gens ont été mal informés. Il y a beaucoup de mecs qui avaient demandé, et qui hésitaient, et se sont retirés au dernier moment avant de s'inscrire. Il y en a d'autres qui se sont retirés aux travaux. Ils ne savaient pas si ça rapporterait. L'Agriculture a mal lancé l'opération, ils ont mal informé."

"La rouille, c'est une maladie que les planteurs connaissent pas. Nous, les agents de terrain, on fait ça parce que le Service nous a dit de faire. Mais on sait rien, on n'est pas plus avantagés que les planteurs. A force de faire, on connaît un peu, mais c'est tout. On est au même niveau que les planteurs. On nous a embauchés parce qu'il faut des

agents de terrain, mais on n'est pas plus avantagés que les planteurs. Les planteurs nous posent rarement des questions, ils nous prennent pour des outils. Mais de toute façon, on sait rien. Le café en 1979, c'était une maladie, c'est pourquoi ils ont embauché des agents de terrain. Les gens nous disent qu'ils veulent planter. On leur explique pas ; il suffit qu'il nous disent qu'ils veulent et nous on les inscrit.

"Au début, des gens se sont lancés dans le café ; eux, ils ont été payés au début. C'est pourquoi, au programme de 1980, il y a le tas, car ils ont dit : C'est une bonne idée ; regarde, ils nous rendent service. Et en fin de compte, c'était pas ça, c'était une autre branche. Ils nous demandaient : Hé, c'est quand que vous allez nous payer ! Mais nous on a dit : Oh non ... Alors, ils ont dit : On arrête. Mais nous aussi, agents de terrain, on n'a rien compris. C'est pourquoi on dit : Oh, c'était plutôt pour nous attirer dans le café, et quand il y a eu le tas, on a dit : Fini les primes. Regardez en 1980, il y a le paquet. C'était pour nous attirer. C'est comme ça qu'il y a eu des abandons. Ils ont planté, et ils ont réclamé leurs primes, et ils ont vu qu'ils ne payaient pas."

A un niveau de responsabilité plus élevé que les agents de terrain, les chefs de secteur soulignent les difficultés que rencontrent l'assimilation de l'information, et en particulier le peu de portée du discours de vulgarisation non étayé par des exemples de réussite. On peut tenir pour assuré que sans être suffisante, une visite à l'IFCC entraîne plus facilement la conviction que des mois de propagande par un encadreur.

"Au départ, j'ai fait ce qui a été fait un peu partout, je pense. On a fait des réunions d'information par tribu, par village, à la mairie. Au début lors de la première mise en place, celle avec le FADIL, je suis allé voir les personnes que je savais déjà plus ou moins intéressées. Ensuite, après avoir planté ces parcelles, j'ai fait de l'information systématique. Je suis passé par toutes les tribus. Malheureusement, souvent il m'arrivait, même en envoyant une lettre et en les prévenant, de n'avoir que le chef et quatre ou cinq personnes. On n'a pas souvent beaucoup de monde dans ces réunions d'information, mais ça permet quand même de faire passer le mot, d'inciter les gens, de les éveiller."

" On a fait une réunion fin 1979. Pour trois tribus, il n'y avait que quinze personnes. C'est seulement un an plus tard qu'ils ont demandé à faire du café, quand ils ont vu les pépinières et le reste.

En ce qui concerne l'information sur l'Opération Café, on est un peu coincés. On a beau parler, leur dire que ça va rapporter ceci, cela ; ça ne sert à rien, il faut leur montrer sur le terrain. C'est pour ça que, depuis longtemps, j'essayais de les envoyer à Ponérihouen. J'ai pu le faire cette année. Ça les a intéressés. Mais ce sont des gens qui veulent faire du café, alors qu'ils n'ont pas l'esprit paysan, qu'ils n'ont pas le doigté. Quant aux jeunes, ils veulent rien foutre. Il n'ont pas l'habitude du travail."

" Au niveau de l'information, je pense que tout n'a pas été fait. Il aurait fallu que les types voient que le travail se faisait sur trois ans, et que le boulot était dur. Il aurait fallu qu'ils s'engagent. En fait, les types ils sont à la tribu, c'est des types qui n'ont pas de boulot. Et même si le type passe cinquante heures sur sa parcelle, c'est pas ça qui va le faire réfléchir s'il veut arrêter. Ils n'ont pas de notions économiques, ils n'ont pas de notion de temps.

" Les gens, on leur fait mettre de l'engrais. C'est nouveau pour eux. Je crois qu'au niveau de l'information, c'est pas ça. Ça vient du fait, je crois, qu'on a voulu aller vite. On a eu de l'argent, et on n'a pas pris toutes les précautions. On a foncé tête baissée. Le fait de faire entrer les bulls, de planter au soleil, de planter de biais, de mettre de l'engrais, c'est nouveau pour eux. Il faut bien leur expliquer à quoi ils s'engagent. Par exemple, il y a un type, on lui a montré, on a planté cinquante pieds avec lui, à quarante-cinq degrés pour les faire rejeter. On lui avait bien expliqué. Après notre départ, il a déterré le café et il a planté droit. Il avait un quart d'hectare, il a tout planté droit. Il faut donc bien leur expliquer, qu'ils soient convaincus. S'il y a tant d'abandons, c'est sans doute à cause de ça. Et puis, ça se discute, mais le fait que les agents de terrain soient de la tribu, ils ont le contact, mais ils sont moins convainquants. Il y a le fait coutumier qui est derrière. Eux ne sont pas suffisamment influents. Ils sont cependant conscients que ça marche mal ici."

Si les exemples de réussite sont le plus sûr moyen de démontrer le bien-fondé des nouvelles techniques, les échecs, dont l'impact est souvent plus fort, ont l'effet inverse. Alors que la réussite prouve sans forcément convaincre, l'échec convainc d'autant plus facilement que les cultivateurs ont peu de motifs de tenter l'opération. Autour de l'agglomération de Canala, l'échec conjugué de tentatives antérieures de recépage et des premières parcelles de café sans ombrage renforce une expectative déterminée

par un environnement économique et politique défavorable. Alors qu'il n'existe aucune parcelle de nouveau café en rapport et que le nombre d'hectares ouverts est faible, les rares réalisations sont aussi les seules références possibles. L'amalgame entre recépage et nouvelles parcelles s'effectue d'autant plus facilement que certaines techniques, comme le recours à la plante de couverture, sont similaires. Quelles qu'en soient les causes, les échecs enregistrés accréditent l'idée qu'il convient de prendre avec prudence les initiatives de l'Administration. Ces sentiments diffus sont aisément relayés au plan politique.

Pour effectuer les essais de recépage à Canala, le Service de l'Agriculture a opéré dans des caféières appartenant à des cultivateurs. Ce sont surtout des vieux investis d'autorité qui ont pu, sans inconvénient, accepter cette intervention dont le succès n'était pas assuré. Leur poids moral leur faisait un devoir de prendre ce risque pour le bien de la communauté. Par ailleurs, si leur réussite éventuelle ne menaçait pas l'équilibre établi, étant donné leur situation et leur âge, un échec ne pouvait pas porter atteinte à leur prestige.

" Il y avait de l'ancien café, l'Agriculture l'a coupé pour le recéper. Ils ont mis l'herbe de couverture, ils ont abattu les arbres d'ombrage. Ils ont travaillé un an, puis ont tout abandonné. C'est eux qui ont tué le café avec leur espèce de machin d'herbe.

"Mon père était membre du Groupement et ils lui ont demandé de faire un essai avec le café, car c'était au bord de la route, tout le monde passait et regardait.

"Tout a crevé à cause de l'herbe. S'ils n'avaient pas fait le machin, on aurait gardé. On a construit une maison. J'aurais préféré garder le café. Il reste du café ancien ; oui, ça faisait partie de cette parcelle, et il continue à donner. On récolte tous les ans. Voilà le résultat, c'est tout abandonné, ils ont tout coupé le café, et voilà maintenant...

"Chez Firmin, ils ont recépié, ça a raté. Ils ont laissé l'autre partie, ça pousse toujours."

"Je n'ai pas encore vu ce que donnait le nouveau café. Mais je crois que chez Paul, ça n'a rien donné. Avant, il avait une bonne caféière, ancienne méthode, et ça rapportait tous les ans. Maintenant, je crois que dans l'année ça ne rapporte pas dix kilos, depuis cinq ou six ans (1).

(1) La caféière dont il est question ne peut pas avoir plus de trois ans.

"Le premier essai de recépage, ils l'ont fait dans ma caférie. Ils ont régénéré le café. Ça a marché pendant un an, deux ans. Je crois que j'ai récolté quatre à cinq cents touques sur un hectare.

"J'ai récolté sur une seule année, et l'année d'après c'est tombé. Le café avant, il avait l'habitude de rester dans l'ombre. Le nouveau café pousse, et la deuxième année le café devient petit, petit et tombe.

"J'ai abandonné le café à cause de mes fils. Si j'avais eu des terres pour les fils, j'aurais gardé le café ; j'aurais nettoyé et essayé de refaire pousser les arbres. Avec cet essai, je crois que la méthode n'est pas bonne pour les anciens cafés. Ça donne beaucoup de travail, et ils ont semé une espèce de liane. Il faut que tous les mois, on travaille, il faut rester dans les cafés pour travailler trois, quatre, cinq jours... Tandis que la méthode d'avant, on travaille deux fois par an pour nettoyer, et le café donne toujours. Avec la nouvelle méthode, tous les mois il faut passer dans les cafés, et c'est trop de travail.

"Ils ont essayé, c'était un exemple pour faire voir. Mon café donnait encore. J'étais membre du groupement, c'est pourquoi j'ai cédé mon café pour faire voir. Les autres après, ils ont dit que c'est pas bon, que ça donne beaucoup de travail, et comme le café il faut le laisser monter, c'est difficile à cueillir."

"Pour le recépage, ils ont dit qu'il fallait pas couper la tige ; et le vieux, quand il a vu sortir la tige, il a fait comme avec le vieux café parapluie (1), il a coupé. A l'autre vieux, ils ont dit de laisser la tige. Il a laissé ; mais pas moyen, ça tape dur le soleil.

"Maintenant, ils ont coupé tous les arbres et ils ont dit : Laisse ça ! Avec les vieux cafés, les feuilles qui tombaient, plus les feuilles de caféiers, ça faisait de l'humidité. Là, le soleil tape, y a pas moyen. Ils font pousser les lianes, et les lianes ça bouffe encore la sève du café."

"Le nouveau café, je crois que ce sera bon. Mais dans mon champ, tout a crevé. Je pense qu'il y avait trop d'engrais, et qu'il a été mis au moment de la chaleur. Quand les pieds ont crevé, on a arrêté de nettoyer. Le champ est encerclé par la brousse.

"Le Service voulait faire un exemple. Le gens disaient : Tu es fou de couper du café pour replanter du café."

(1) Les cafés sous ombrage sont parfois taillés en forme de parasols.

"Le nouveau café ne vaut pas l'ancien. Ils ont essayé, mais on ne voit pas venir grand chose."

"J'ai vu le champ qui a crevé. Il n'aurait pas dû couper son vieux café pour planter le nouveau."

Erreur technique de la part du Service de l'Agriculture, ou non-application des consignes par les caféiculteurs ? Quoiqu'il en soit, les cultivateurs ne se posent pas la question en ces termes : une caféière donnait depuis des décennies, le Service de l'Agriculture est venu faire une expérience, et l'échec s'en est suivi. A partir du moment où les techniques diffèrent sensiblement et qu'elles exigent une plus grande présence sur les parcelles, l'échec est d'autant plus probable que les motivations sont plus faibles. Poussé par la volonté de démontrer par l'exemple, l'objectif principal est devenu de découvrir un champ bien situé, de préférence en bordure de route, alors que les techniques du recépage n'étaient peut-être pas tout à fait au point, ou que du moins les cultivateurs n'étaient pas assez motivés pour mener à bien l'opération. L'échec était prévisible à partir du moment où, dans ces conditions, le suivi ne se traduisait pas par une quasi-prise en charge par le Service de l'Agriculture. L'expérience échouant, la théorie de l'exemplarité prouvait sa validité en se retournant contre ses promoteurs.

"C'est quelqu'un de l'Agriculture qui est venu pour demander si, parmi nous, il y en a un qui veut faire un essai pour essayer. C'est une bonne chose ; mais pour nous c'est pas bon, parce qu'on est trop occupés ; mais ça c'est un bon travail pour quelqu'un qui n'a pas autre chose à faire que le café, pour essayer d'assurer tout ce qui a été dit. Il a été fait un essai, mais il n'a pas bien réussi. Ils ont fait l'essai de couper le café, l'ancienne caférie . On a pas réussi, car on n'a pas l'habitude. Ils sont venus demander : Est-ce qu'on peut avoir un coin par là, pour faire un essai pour montrer à tout le monde ? On a essayé, mais on a pas bien réussi, car c'est pas rien ce boulot, et on a beaucoup d'autres occupations. Des fois, il faut aller d'un côté, il fallait faire comme des médicaments

(1) *Médicament* : terme utilisé pour désigner, par analogie, l'usage des plantes à des fins de guérison ou à des fins maléfiques, en liaison avec le monde du surnaturel. Le cultivateur l'emploie ici pour désigner une opération technique.

ou bien planter l'herbe. Peut-être c'est pas d'accord avec la terre (1), travailler comme ça, pas d'ombrage et puis couper le café. Il charge bien, mais on n'a pas réussi à voir, car l'herbe est là. Sur le bord de la route, comme ça tout le monde voit. Ils nous ont demandé d'entretenir, de tirer l'herbe pour nettoyer. C'est pas beaucoup de travail, mais il faut être là tous les jours. Mais y a pas moyen pour nous, car on est comme ça ; aujourd'hui une chose, demain autre chose. Mais s'il y a quelqu'un qui reste là tous les jours, là on peut bien réussir à avoir du café.

"Les autres ont vu mais ils ne pensent pas le faire, car ils ont vu que là aussi c'est du travail. Y a pas d'ombre non plus, car ils ont coupé l'ombrage. Y a pas moyen pour nous, on est toujours à droite, à gauche."

5.1.2. Encadrement

Les urgences de l'Opération Café ont contraint le Service de l'Agriculture à recruter des techniciens, et à constituer hâtivement le nouveau corps des agents de terrain. Sous la pression de la nécessité, les embauches n'ont pas toujours été suivies de stages de formation suffisants. C'est ainsi que certains techniciens recrutés à des postes de responsabilité sont de jeunes agents d'origine métropolitaine, pourvus d'une bonne formation mais n'ayant pas été initiés à l'agriculture tropicale. Quant aux agents de terrain, dont la plupart sont mélanésiens, ils n'ont aucune expérience préalable de la vulgarisation, et leurs connaissances se forment dans l'expérience quotidienne. D'une manière générale, les propos tenus sur l'encadrement sont d'autant plus critiques que les difficultés sont plus aiguës.

Perçu comme celui qui ne sait rien et comme celui qui doit se charger de tout, l'agent de terrain doit en outre éviter d'être mêlé aux différents entre le Service de l'Agriculture et les cultivateurs. Sans formation, ne connaissant pas grand-chose des données globales de l'opération, il est pris entre les obligations qu'il a vis-à-vis de sa communauté et celles qui lui échoient en tant que salarié.

(1) Dans la bouche d'un cultivateur âgé, la signification de l'expression citée n'est pas technique et ne veut pas dire : *ça ne convient pas au terrain*. La référence est à la terre en tant que puissance surnaturelle liée aux ancêtres.

" Pour les conditions de travail, je n'ai jamais vu personne, je ne sais pas. Je suis passé par l'agent de terrain pour m'inscrire. J'attends toujours si y a quelqu'un qui vient me parler, pour lui poser des questions sur tout ce travail, je voudrais savoir si c'est facile à faire. Jusqu'à maintenant, j'ai jamais vu personne pour lui poser toutes ces questions. Il y a juste l'agent de terrain ; si je lui pose ces questions, je ne sais pas s'il va me répondre. Il est juste là pour faire ce travail (1).

"Maintenant, ce que je vous dis, c'est à cause des soupçons qu'on entend partout ailleurs. On se lance, on s'est lancé dès le début, et maintenant ils nous abandonnent. Les planteurs ont abandonné à droite et à gauche. Pourquoi les travailleurs ont lâché ? Peut-être qu'ils trouvent que c'est dur, et moi je me lance. Pourquoi, alors que les autres abandonnent ? Et pourtant je dis que, du fond de moi-même, je veux me lancer dans le nouveau café, car il n'y a pas de ressources, le vieux café a crevé et il n'y a rien pour gagner sa vie."

Agents de terrain :

"On est allés passer un genre de test et on nous a pris à l'essai trois mois. Après les trois mois, on nous a embauchés. La formation, c'est rien du tout. J'apprends au fur et à mesure que je travaille, autrement il n'y a rien. Jusqu'à maintenant, ça ne me cause pas de difficultés, car il y a un technicien et c'est son boulot. Pour mesurer le terrain, c'est rien à faire ; mais quand il s'agit de parler de maladies ou qu'il y a une difficulté pour histoire de terrain, c'est son boulot.

"Les gens, tout est nouveau pour eux, alors ils font ce qu'on leur dit. Comme leurs parcelles de café demandent beaucoup de travail et qu'ils ont leurs cultures vivrières, alors ils ne sont pas toujours là.

"C'est moi qui prends les inscriptions. S'ils viennent, c'est qu'ils savent. Je prends leur nom. Ils posent toujours les questions pour savoir si, une fois qu'ils abandonnent, ils auront quelque chose à payer ou si le travail du bull, ils vont le rembourser. Mais c'est tout ce

(1) Le cultivateur pense que le travail de l'agent de terrain consiste à délimiter les parcelles et à vulgariser les techniques les plus élémentaires ; il ne s'attend pas à recevoir de lui des réponses aux questions qui le préoccupent.

qu'ils demandent. Jusqu'à présent, ils ne posent pas de questions sur les nouvelles techniques. C'est surtout le travail que ça donne qui les embête, car ils ne peuvent pas faire leurs cultures.

" Je pousse pas les gens, on peut pas gagner de l'argent à faire travailler les gens pour rien sur leurs parcelles. On me reproche un peu ce que je gagne ... Reprocher, c'est pas tout à fait le mot, mais ils s'amusent avec ça. Ils ont été déçus le premier coup, et ils voient le boulot qu'il y a à faire. Ici, c'est sec et il n'y a pas de la bonne terre; c'est de la glaise en-dessous."

" Les gens ils plantent du café sans même savoir les conditions. Ils connaissent rien. Ils savent pas qu'ils doivent participer pour le piquetage, ils nous voient faire ça, ils disent : C'est leur boulot.

"Nous les Mélanésiens, c'est pas ça. Une réunion ça suffit pas. Il faut répéter au moins dix fois. Il y en a qui comprennent du premier coup ; mais pour les autres, il faut répéter au moins dix fois."

"Faudrait être davantage formés. Mais il paraît qu'on est pas assez bons, on n'a pas le certificat, ou tout juste. S'ils disent que je suis pas assez bon et qu'ils en trouvent un autre mieux formé, je laisse la place pour le bien de la tribu.

" Les gars, on ne peut pas leur ôter de la tête qu'il ne faut rien planter d'autre. J'ai beau leur dire, ils n'en font qu'à leur tête. Alors, je suis un peu obligé de laisser faire, de rien dire à un moment pour reprendre à un autre. Et de laisser faire quelques petites choses.

"Si y en a un qui me propose une parcelle, des fois je suis obligé d'accepter même si la terre n'est pas tout à fait bonne, car il va me dire : Tu as accepté avec un tel, pourquoi pas pour moi ? Et quand ils abandonnent, les gens ne veulent pas déclarer, par crainte de l'Administration." (1)

(1) Pour ce qui est des abandons officiellement enregistrés, la Direction de l'Opération Café indique : "Pour les programmes antérieurs 1979, 1980 et 1981, actuellement 34 promoteurs (soit 3,5 % du nombre total) ont abandonné 31,50 hectares de plantations (soit 8,7 % de la surface programmée)". Service de l'Agriculture, (1981, 4). Ces chiffres, qui concernent aussi bien les abandons avant plantation que les abandons après plantation sont très sous-estimés. Il n'est pas dans le comportement habituel des Mélanésiens de demander à signer des déclarations officielles d'abandon. L'inventaire et l'analyse de l'ensemble des abandons réellement intervenus seraient, malgré les difficultés qu'elles présentent, du plus grand intérêt pour une évaluation rigoureuse de l'Opération Café.

"Ici les gens c'est pas comme sur la Côte Est ; ils ne tiennent pas au café ; ils ont du travail. Nous, on est obligés de marcher avec la tribu, sinon quand on a besoin d'aide on va nous dire: Oui, mais toi tu regardes ta poche..."

Chefs de secteur :

"La plupart des personnes qui étaient du Service de l'Agriculture n'avaient pas beaucoup de compétence autrefois, certains même en ce qui concerne la caféiculture. On a fait quelques petites opérations comme ça, et c'était uniquement sur la Côte Est."

"Moi, quand je suis arrivé ici, je ne connaissais rien aux plantes tropicales. Une semaine de stage. Après, je suis monté ici. Au début, tu observes. Mais sur des parcelles comme celles qu'il y avait... Maintenant, on n'a plus ce problème là. L'agent de terrain débutait, lui aussi, il a fallu qu'il se forme."

5.2. Rouille, retards dans les plantations, et carences dans la production de plants.

Indépendamment des facteurs d'ordre sociologique qui conditionnent l'avenir de l'Opération Café, la condition préalable à toute réussite est la maîtrise des problèmes techniques et des problèmes d'organisation. Sur la Côte Est, le Robusta fait la preuve que la caféiculture intensive, utilisant engrais et plante de couverture, est techniquement au point, et les résultats des premières récoltes en 1981 viennent d'en apporter confirmation (1). Par contre, dans le Nord et sur la Côte Ouest, la culture de l'Arabica connaît de nombreuses difficultés. La maladie de la rouille, qui est endémique depuis qu'elle a détruit la quasi-totalité des caféiers de cette

(1) "Cinq plantations situées à Touho et Hienghène

dont les récoltes sont terminées, ont donné une production moyenne à l'hectare de 1.822 kg de café marchand, avec des niveaux de production variant de 1.400 kg à 2.700 kg de café marchand à l'hectare" Service de l'Agriculture (1981,5).

Ces parcelles de 0,25 ha, ont été plantées en 1978.

variété au début du siècle, fait peser une hypothèque sur l'opération en cours dans ces régions. Ses effets sont amplifiés par l'utilisation d'un Arabica particulièrement sensible à cette maladie, en provenance des Iles Hawaï qui sont une des rares régions du monde à ne pas connaître la rouille. Le choix de cette variété a été arrêté au vu de ses rendements en 1966, à la suite d'une mission effectuée par deux observateurs de la Caisse Café et du Service de l'Agriculture. Malgré les antécédents et la fragilité du matériel végétal introduit, les risques liés à la rouille n'ont apparemment pas été mesurés.

En effet, ce n'est qu'en 1979 que les rapports d'activité de l'IFCC mentionnent la présence de la maladie, et qu'une étude phytopathologique est confiée à l'ORSTOM (1). A cette date, plusieurs plantations sont déjà en place. Les programmes sont arrêtés pour les années suivantes, et ils ne seront guère modifiés malgré la propagation du mal. La recherche de solutions au problème de la rouille passant par le choix d'un fongicide efficace et peu onéreux, et par la sélection de variétés tolérantes, nécessite des délais importants. Dès lors doit-on s'interroger sur ce qu'il convient de faire en attendant les résultats des recherches, et sur les implications matérielles et financières des traitements. Si, pour le moment, ceux-ci sont pris en charge par le Service de l'Agriculture, rien n'est assuré pour la

(1) "La position de l'IFCC est très prudente face à un accroissement de surfaces plantées en Arabica : en effet il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit l'attaque d'*Hemilia* de 1910 qui a entièrement détruit les Arabicas et provoqué l'introduction du Robusta.

"Plutôt que de lutter contre la rouille grâce à des fongicides, il est préférable d'avoir recours à du matériel végétal hautement sélectionné (à long terme)." IFCC (1979,5).

"L'impression qui domine après cette première année d'observations et de recherches est que le matériel végétal actuellement distribué aux planteurs est extrêmement fragile.(...) Il est d'ailleurs pour le moins surprenant que l'histoire de la rouille et des ravages qu'elle causa en Nouvelle-Calédonie au début du siècle n'ait pas laissé plus de traces dans les mémoires, et que l'ont soit allé quérir des variétés d'*Arabica* aux îles Hawaï, le seul pays producteur de café dans le Pacifique qui n'ait jamais été atteint par cette maladie.

"La lutte chimique contre les maladies fongiques du caféier, indispensable à court terme sur les variétés hawaïennes, ne va cependant pas sans inconvénient. Outre le surcroît de travail et les contraintes qu'elle imposera aux planteurs, elle entraînera une augmentation des coûts de production non négligeable pour un produit dont les cours sont régulièrement soumis à d'importantes fluctuations au plan mondial. C'est pourquoi la seule solution satisfaisante à long terme est de substituer des caféiers résistants aux variétés sensibles actuelles.

"Dans l'hypothèse la plus optimiste ces variétés résistantes nouvelles ne seront cependant pas disponibles avant quatre ou cinq ans." ORSTOM, (1981, 27-29).

suite, et on peut présumer qu'une partie des cultivateurs se montrerait réticente devant le coût et le supplément de travail au cas où ils leur incomberaient. De toute façon, la rouille augmente dans une proportion importante les coûts prévus de l'Opération.

Si les caféiculteurs du Nord et de la Côte Ouest s'interrogent sur les raisons du dépérissement de leurs caféières, ils n'ont pas produit de discours spécifique sur la rouille, et pas davantage sur l'antracnose, parce qu'ils ignoraient tout de ces maladies.

°
° °

La sécheresse constitue un autre handicap pour l'Arabica : elle décime souvent les jeunes plantations avant que la rouille n'ait le temps de se propager. Pour avoir les plus grandes chances de succès, les jeunes plants doivent bénéficier au maximum de la saison des pluies. Or un manque d'organisation de l'opération, à divers niveaux, a souvent abouti à des retards. La SEDERCAL, qui a l'exclusivité de la préparation des parcelles, n'arrive pas toujours à respecter les échéances. Et il n'est pas rare que les pépiniéristes ne soient pas en mesure de livrer les plants au moment opportun. Malgré les probabilités d'échec accrues, de nombreuses plantations ont été effectuées en dehors de la période favorable, pour répondre aux impératifs de calendrier de l'opération et pour éviter de conserver les plants en pépinières (1).

"J'ai laissé tomber, car il est crevé. Mais s'ils labourent encore, je recommencerai. Il faudrait planter à la saison des pluies. Ils ont planté pendant la sécheresse, en juin-juillet, je crois. Il a crevé. Peut-être au bout de deux mois, ça y est. J'ai pris les plants dans ma pépinière, mais ils n'étaient pas bien beaux. C'est pour ça qu'ils ont crevé. Je pense recommencer, il faut que je voie le patron, mais ils m'ont dit qu'il n'y a pas moyen de recommencer, parce que j'ai déjà planté. Mais

(1) Outre les maladies et la sécheresse, l'Arabica subit les atteintes de l'escargot *Achatina Fulica*, qui ronge les tiges des jeunes plants. Face à cette menace, le Service distribue du poison, mais en quantité insuffisante ; et les cultivateurs, dépourvus d'argent pour protéger leurs cultures vivrières ne sont guère enclins à en consacrer au café.

j'ai laissé tomber parce qu'ils ont crevé. Ils ont dit : Il faut faire ci, il faut faire ça. Mais pas moyen, y a un coup de soleil et y a plus d'eau pour arroser. C'est pour ça que les autres, ils se sont découragés. Y a pas d'eau. C'est la première fois qu'il y a pas d'eau pendant un an.

"On voit que c'est nouveau. On dit on va essayer, car avant on avait du café ordinaire. Je sais pas si c'est bon. On a essayé, mais ça n'a pas réussi à cause du soleil. On sait pas."

"On devait planter l'année dernière, et ils ont retardé, car il n'y avait pas de plants de café. Ils ont planté cette année. C'est mal tombé, on a planté au moment du soleil."

"Deux parcelles ont crevé. Je ne sais pas si c'est à cause du soleil ou du bétail, qui casse les barrières et bouffe tout. On leur a dit de faire attention, mais ils veulent pas savoir."

"On tombe mal, c'est pendant la sécheresse. On voulait arroser, mais les autres tribus rouspètent."

"On a planté, c'était la sécheresse, c'était un peu tard. Ça démarre un peu, et quand il fait sec, ça y est. Moi, j'avais un tonton qui s'était blessé dans la scierie ; je suis parti à Nouméa, car personne ne pouvait l'accompagner. J'ai fait six mois là-haut, à Nouméa. Et voilà, les cafés ils sont restés là, et le soleil tape dessus, et personne pour s'en occuper. Le café c'est comme abandonné. Peut-être pas loin de cinq cents, six cents pieds ont crevé. J'avais planté un quart d'hectare."

"Les jeunes à Nouméa, jamais ils ne s'occupent, ils traînent. J'ai fait six mois à Nouméa, je suis rentré au mois de décembre. Les gosses maintenant ..., c'est plutôt les vieux qui s'occupent. Car si on avait envoyé le gosse à Nouméa, jamais il ne se serait occupé de son père, il aurait traîné dans les bars et tout ça. Les autres ils ont dit : C'est bon si c'est toi qui t'en occupes..."

"Pendant ce temps le soleil arrive, y a pas d'eau, et le café c'est tout abandonné et il crève. En rentrant de Nouméa, j'ai débroussé un peu ce qui n'est pas crevé, et le reste avait crevé. Au mois de mars de l'année dernière, y a pas de plants pour remplacer, et il commence à faire sec, on peut pas planter. On nous a dit, vaut mieux arrêter tout, car il commence à faire sec."

"Tout est crevé avec le soleil. Comme le technicien qui est venu nous avait dit de planter, on n'a pas pu attendre, et rien n'a poussé."

"Pour moi, c'était une bonne chose le nouveau café, mais je crois

qu'on a tous planté à la mauvaise saison.

"Je ne sais pas ce qu'ils foutent à l'Agriculture. Ils traînent ils traînent, et après arrive un moment, il faut planter. Comme l'un était en vacances, l'autre nous a dit de planter. Ici, j'étais tout seul, le vieux était tout seul, etc. Il fallait faire vite, vite, vite. Résultat : y a rien de bon. Si on avait attendu la fin de l'année, ç'aurait été bon.

"Il faut planter l'herbe rapidement, avant de planter le café. Nous qui sommes dans les mimosas, le mimosa gagne tout. A contre-saison ou pas, le mimosa pousse toujours. Le café pousse pas, mais le mimosa marche toujours. Et il faut le café ; car en ce moment, y a pas de boulot."

"J'ai toujours entretenu, mais le café pousse pas bien à cause du soleil. Je vois que le café pousse pas sans ombrage. La Côte Ouest, c'est différent, le soleil tape plus fort. Or, ils prennent le même système sur la Côte Est et sur la Côte Ouest, alors que sur la Côte Ouest, il ne pleut pas comme sur la Côte Est.

"C'est trop de travail pour le nouveau café. J'ai trop travaillé. Le Service de l'Agriculture se trompe en arrachant tous les arbres. C'est leur métier, mais je pense qu'avant, ils auraient dû faire un essai, faire une seule parcelle, et défricher ensuite le reste si ça marche (1). Leur tort, c'est de défricher toute une tribu ensemble. Je compte faire du café. Mais si on reste dans les mêmes techniques que maintenant, on n'arrivera à rien. Je sais pas comment ils devraient voir ça mais ... Il y a des parcelles où il y a de la brousse. Je crois que sous les mimosas, le café pousse mieux que dans ma parcelle où j'ai toujours entretenu mon café, où il n'y a pas d'herbe. Je vois que mon café est moins bien que celui qui est sous les mimosas.

"Je crois qu'on a accepté trois choses à la fois : le café, le pinus, l'élevage. Le travail ça va, mais les jeunes pensent pas à ces trois choses-là, ils ne s'intéressent qu'au foot-ball.

"L'Agriculture vient plus nous voir... On abandonne ou quoi ? Que veulent-ils qu'on fasse ? Si on abandonne, les routes et tout le reste c'est foutu."

"J'ai fait du café soleil, au temps de la sécheresse, et ils on

(1) Au moment de l'enquête, en 1981, la première parcelle de comportement venait seulement d'être mise en place sur la Côte Ouest.

semé leur espèce de liane. Et le gars qui passe a dit : Faut pas débrousser, car c'est la sécheresse. Et le type a dit : Faut pas les couper. Puis maintenant, ça pousse partout.

"Ils avaient mis l'herbe avant de planter le café, il fallait pas débrousser, il fallait pas couper l'herbe. Arpès, ça a gagné et c'est crevé. On a demandé les petites feuilles (1), mais il paraît que c'est pour l'autre côte. Avant, dans le temps, ça donne bien, les petites feuilles ici.

"Il paraît que ça donne mieux que l'ancien café, d'après ce que j'ai vu. Ils ont dit que ça donne mieux, mais on n'avait pas vu encore. Maintenant, on a vu, la preuve, parce que le café d'Antoine est beau. Pour le café soleil, j'ai déjà payé 45.000 francs pour le contrat, et c'est perdu. On a semé la liane avant le café."

"Ce que je reproche au Service de l'Agriculture, c'est quand on fait des plantations et qu'on a deux, trois pieds qui crèvent, on n'a rien pour remplacer. J'ai planté pendant la grande sécheresse, j'ai eu des pertes ; ils ont remplacé les femelles, et les mâles n'ont pas été remplacés. Ils n'avaient pas de plants préparés. C'est pas la peine de nous faire planter du café et qu'il y ait des pauvres pieds qui crèvent, et y a rien pour remplacer."

Les deux discours suivants, d'un agent de terrain et d'un chef de secteur, confirment qu'un certain nombre de plantations ont été effectuées trop tardivement.

"Les gens, s'ils se découragent, c'est parce qu'ils se crèvent pour planter, et des fois ça crève, alors ils se découragent. C'est un peu de notre faute, car on plante en avril, mai, juin, et le soleil est trop fort, alors c'est pas la peine. Il faudrait planter en décembre, janvier, en saison des pluies. Cette année, on a abandonné certaines parcelles. la parcelle du vieux a été plantée en mai-juin, il faudrait remplacer le bas, c'est crevé."

"Il y a un autre problème, c'est la pluviométrie. Il y a des

(1) Expression qui désigne le caféier Arabica, dont les feuilles sont plus petites que celles du Robusta.

micro-climats très différents et ça, il aurait fallu en tenir compte. Il faudrait planter en saison des pluies : janvier, février, mars, avril. Il faudrait préparer les parcelles en décembre, et commencer à planter en janvier, février, qu'il y ait de l'eau pour que le système racinaire se développe. Mais je peux regarder dans mon agenda : SEDERCAL est venu au mois de mai où il aurait fallu que tout soit planté, et on a planté trop tard. Il faudrait que dans chaque circonscription, on puisse faire la reprise des parcelles en décembre, pour pouvoir planter en janvier, février, mars. Cette année, on a planté en mai, juin. Car une fois que le tracteur est passé il y a tout un tas de choses à faire.

"Il y a une chose qui est certaine, c'est que le Mélanésien, il ne faut pas le bousculer, il faut qu'il prenne son temps. Les derniers caféiers ont été plantés fin juin, cette année. Ça, c'est inadmissible. Les trois-quarts du temps, on a planté au mois de juin, et ça c'est une faute qui vient de l'organisation du travail. Si on loupe ce laps de temps, c'est fini ; les plants on ne peut pas les garder en pépinière et nous, faut qu'on respecte notre programme."

° °

La production de plants de café sous ombrière nécessite un travail de huit à dix mois. Ces pépinières sont confiées, sous contrat, à des cultivateurs dont la plupart possèdent des parcelles de café nouveau. La durée exigée pour la croissance des plants et la nécessité de produire des plants en surnombre font du passage sur pépinière une opération qui doit être programmée avec précision. Or, les retards liés à cette phase du travail ont été fréquents. L'implantation des pépinières n'a pas toujours été judicieuse, en raison notamment de l'insuffisance des possibilités d'arrosage. D'autre part, engagés dans une opération dont ils maîtrisaient mal les données, certains pépiniéristes ne se sont pas montrés assez soigneux, ou se sont découragés. Enfin, la complexité du système de règlement et les retards intervenus dans les paiements ont multiplié les causes de frictions, entraînant des délais supplémentaires pour la production des plants voire des pertes importantes (1).

(1) La rémunération des pépiniéristes s'effectue en quatre tranches, la première lorsque l'ombrière est construite et que la moitié des pochons est remplie de terre, la seconde lorsque tous les pochons sont remplis et les plants repiqués, la troisième trois mois après le repiquage, et la quatrième à la livraison.

Une tranche ne peut, en principe, être payée que si les termes du contrat sont intégralement respectés : il faut que les plants manquants soient remplacés.

"Pour la pépinière, il y a des difficultés : ils ne paient pas. Elle a été terminée en mai, et ils veulent que je la garde jusqu'en décembre ; le supplément, ils veulent pas payer. Je voulais faire sauter la pépinière. Le chef de secteur a dit que si je fais sauter la pépinière, ils vont pas me payer les tranches, ils respectent pas le contrat. Ils m'ont arrêté trois mois, sur le contrat c'était pas écrit. Avec le cyclone, je dois refaire les plants, c'était pas écrit. Des fois, je n'ai plus envie de travailler, ça donne pas le courage. Il y a les champs, la pépinière... S'ils me payaient correctement, le travail serait fait. Je veux qu'on me paie correctement."

"Les autres ont abandonné, car il y a longtemps qu'ils n'ont pas été payés. Ils ont eu des difficultés, alors ils ont dit : Vous tirez les pépinières de là ! Alors j'ai dit : Je vais m'en occuper. J'ai dit : Je vais essayer quand même. C'est longtemps, et ils n'ont pas payé encore (1).

"Le problème, c'est les plants, car il faut préparer les pépinières. Lorsque les plants sont en retard, ils peuvent pas continuer à envoyer les bulls et faire le nettoyage, car il n'y a pas de plants. Après, ça attend pendant des mois, et c'est l'herbe qui revient. Ça fait un boulot quoi, on débrousse. C'est eux qui ont un problème, ils n'ont pas de fric pour faire des pochons.

"C'est pas un problème d'attendre. Puisqu'il faut des nouvelles caféries, on est inscrit selon la date qu'eux ils vont demander. Alors, ça fait un an qu'on attend. Et même les colons, ils sont pas d'accord pour ce système, c'est un essai pour eux."

Les pépiniéristes européens, qui n'ont pas les mêmes difficultés que les Mélanésiens pour maîtriser les problèmes techniques et administratifs, font plus facilement la part des erreurs réellement imputables à l'Administration.

" Pour les pépinières, ils mettent cinq ou six mois pour payer. La première tranche devrait être payée dans les trois mois. Ils ont quatre

(1) En fait, le pépiniériste (désigné au pluriel) qui a abandonné le travail a touché le versement auquel il avait droit. Faut-il l'accuser de mauvaise foi, ou incriminer la complexité du système de paiement ?

mois de retard. C'est l'Administration ...

"Si on a des pertes avec les pépinières, on nous oblige à re-planter. Mais il y a des pertes qui ne sont pas de notre fait ; ainsi pour le cyclone et pour les plantations "en soldats" (1) que le Service nous oblige à effectuer."

L'organisation actuelle de la production de plants sur pépinières nuit à l'Opération Café, elle est la cause d'une partie importante des reproches que les cultivateurs adressent au Service de l'Agriculture. Ces reproches sont plus lourds de conséquences dans les régions plantées en Arabica, où les problèmes sont par ailleurs déjà importants. Les agents de terrain et les chefs de secteur éprouvent d'autant plus de difficultés à surmonter ces obstacles qu'ils ne dépendent pas d'eux.

"Si le tracteur ne vient pas reprendre les parcelles ce mois-ci il sera trop tard ; après on ne pourra plus planter. Les pépiniéristes devront conserver les plants, mais comme ils ne sont pas payés pour ça, ils peuvent refuser. Le pépiniériste d'ici, sa deuxième tranche n'a toujours pas été payé. Si les plants ne sont pas plantés et qu'il doive les garder, il a dit qu'il ne le ferait pas s'il n'est pas payé. Y a eu une pépiniériste à Bourail, une blanche. Elle a refusé de conserver les plants. Il a fallu les ramener. Oui, des fois, le Service il fait des conneries."

"Autrefois, on n'avait pas de plants de remplacement. Les 10 % supplémentaires ne servaient qu'à éponger les pertes sur pépinières. Des fois les gars font mal le travail, ils s'occupent mal des plants. Aussi, quand on plante et qu'il y en a qui crèvent, il n'y a pas moyen de les remplacer. Une parcelle de 1979 a été plantée comme ça, avec des plants mal venus, pour terminer la parcelle et tenir les prévisions."

"Les échecs ? Des fois c'est par rapport aux transports de plants de la pépinière aux plantations. Pour 1.500 pieds, on fait cinq voyages avec la voiture. Si on amène 1.500 pieds en bloc, on les arrache de la pépinière, il faut les planter de suite. Les gens arrivent pas à étaler. Avec 1.500 pieds il faudrait donner 300 à l'un, 300 à l'autre, et non pas les 1.500 au même. Les gens, pour planter 1.500 pieds, des fois ils mettent trois semaines. On

(1) Allusion au stade de repiquage de plants Arabica - passage du germe au pochon.

leur a dit de travailler en groupe, mais ils préfèrent travailler individuellement, car à la première parcelle ils sont dix, à la seconde il y en a deux qui manquent, et à la dernière il n'y a plus personne. Il n'y a pas de retard à cause des bulls, mais surtout à cause des pépinières. C'est pour la paye. Si vous me payez à temps, je peux embaucher des gens pour m'aider à repiquer. Mais si j'ai pas d'argent, je peux pas.

"On est en retard, c'est par rapport à Raymond. Ses semis n'ont pas levé. Sur les 22.000 pochons qu'il devait faire, il en a levé 12.000. C'était pas arrosé. Là ça y est, il a pris le coup. Le retard est dû aux plants. Le bull aurait été là à temps.

"Il faudrait préparer les plants avant que le bull ne passe. C'est toujours les plants qui sont en retard. Si le pépiniériste est un peu en retard parce qu'il n'y a pas d'eau, ils mettent un peu longtemps pour le payer. Comme lui, il a tout juste de quoi payer un kilo de sucre, alors il ne peut pas payer de la main-d'oeuvre. Tout seul, il peut pas étaler, faut qu'il donne au contrat. Maintenant, les gens, ils veulent bien travailler ; mais aussitôt terminé, ils réclament la paie. C'est pas de sa faute, il ne peut pas les payer.

"Il prenait des gens pour le remplissage des pochons. Trois francs le pochon. Le plus emmerdant, c'est de remplir les pochons ; le reste ça va. Ses semis, on lui avait donné des graines, il n'en a planté que la moitié. Je lui ai demandé s'il avait replanté toutes les graines ; il a dit : Non, juste la moitié. Je lui ai dit : Tu déconnes, car les graines, il faut les planter tout de suite. Le pochon reste à l'air, à l'humidité. C'est comme ça qu'il a perdu la moitié de ses graines. Soi-disant qu'il allait planter dans l'après-midi, et après il a complètement oublié."

"Avec tous les retards qu'on a eus à cause des plants, des parcelles n'ont pas été plantées. L'Opération Café a été mal financée. Un des premiers pépiniéristes a eu un retard dans le paiement de huit mois sur sa première tranche. SEDERCAL aussi a des problèmes à cause de cela. Ils sont payés un an en retard. Pour le financement, il n'y a pas d'enveloppe d'avance pour éponger les frais immédiats. Les paiements résultent de démarches purement administratives ; et si ça foire, les emmerdés, c'est nous sur le terrain. Par exemple, un de mes pépiniéristes a arrêté le travail pendant un mois parce qu'il n'était pas payé. Ça a failli mal tourner. Et moi, j'ai dû aller le voir tous les jours, pour le faire temporiser. C'est de la prostitution, je ne suis pas là pour ça.

"Un pépiniériste trouve qu'il est mal payé pour le travail qu'il effectue. Je suis d'accord, mais qu'y puis-je ?"

"On a eu des problèmes. Les pépinières avaient été installées là où il n'y a pas d'eau. Là-bas, le village manque d'eau. La Municipalité remplit les citernes pour les habitants et n'a pas voulu transporter d'eau pour l'Opération Café. En plus, la rivière est salée à cet endroit. Donc, on a fait une pépinière là où il n'y avait pas d'eau. C'est une faute du Service

"Lui, il bossait. Quand il est mort, on a voulu donner la pépinière à son fils, puis au frère qui ne s'en occupait pas. Tout le temps que la pépinière est restée chez eux, il y a eu des pertes, et on a dû repartir à zéro. En fait, on est pas vraiment sûr des pépiniéristes ; il y a des types qui sont plus ou moins motivés, il y a des types qui, lorsqu'ils touchent une première tranche d'argent, arrêtent.

"Un type, s'il a des pertes en pépinière, on peut pas payer la deuxième tranche tant qu'elles ne sont pas remplacées. Le type, c'est vrai que quand il signe un contrat de pépinière, on lui explique bien. Mais si tu vas voir un pépiniériste et que tu lui demandes à quoi correspond chaque paiement, il est incapable de le dire.

"Nous, on fait des rapports, on incite les types à travailler, et au moment où ils doivent toucher l'argent, ça ne tombe pas. Il y en a qui ont attendu quatre mois pour un paiement. Ils ont cessé le travail. Il y a un pépiniériste qui m'a dit : On est d'accord pour reprendre le boulot, mais faut payer à l'avance, car on n'a plus confiance en vous. Et moi, je suis obligé de m'engager auprès d'eux. Les types, ils sont loin de leur tribu, il leur faut payer la nourriture, et le commerçant non plus ne voulait plus leur faire crédit."

5.3. Préparation des terrains, engrais, lutte anti-scolyte, et dégâts dûs aux cyclones

Une programmation inadéquate des diverses phases de l'Opération Café a souvent dérouté les cultivateurs, et les a contraints à recommencer une partie des travaux effectués précédemment. Pour certains, ayant employé de la main-d'oeuvre, les retards dans le déroulement de l'Opération se sont soldés par des pertes financières, parfois assez importantes.

"Je pense que le Service s'organise pas bien. Ça n'a pas été bien labouré et, au lieu de planter l'herbe de couverture, ce qu'ils n'ont pas fait, c'est le mimosa qui est venu. J'avais entretenu au sabre, mais avec

le mimosa, on arrive pas, les tiges ressortent...

"Le problème, ça vient du Service de l'Agriculture. Ça n'a pas été bien organisé le truc. Moi j'ai fait du café pour moi plus tard. Quand je serai vieux, je resterai ici et je cueillerai, pour vivre mes derniers jours. Le café c'était une bonne chose, une très bonne chose, mais c'est pas réussi. Y avait de la place, mais c'est l'organisation du Service qui est mal partie."

"Pour le nouveau café, ils font tout le travail à l'envers. Ils défrichent, ils font déjà le piquetage, que le plant de café est encore en semence. Alors, quand le plant de café est prêt à être repiqué, il faut refaire le piquetage et l'alignement. Ils défrichent, ils labourent, et ils font le piquetage, le semis est encore dans les pochons, et fait un centimètre. Alors, quand le plant de café il arrive à la bonne hauteur, le piquetage est envahi par la mauvaise herbe, il y a au moins deux mètres d'herbe. Alors, il faut tout refaire, repasser le giro, relabourer et puis refaire le tout."

"Pour les commandes, ça ne vient pas vite. Il y a toujours du retard. On nous a promis de mettre l'engrais tous les trois mois, mais cet engrais ne vient que tous les cinq mois. Les graines pour la plantation de couverture sont venues trop tard. On a été obligé de redébrousser. Même chose pour les piquets. Les plants ne viennent pas, il faut encore débrousser."

Les cultivateurs mélanésiens ne sont pas les seuls à se plaindre du manque d'organisation de l'opération. Le propos ci-dessous émane d'un caféiculteur indonésien.

" J'ai nettoyé mon terrain de 3 ha mais j'en ai planté qu'un hectare, car le Service qui s'occupe du café ne s'est pas pressé. Alors, j'ai perdu beaucoup d'argent pour payer mes hommes qui débroussent mon champ. Et ça, ce n'est pas de ma faute, c'est eux. J'étais découragé, et j'ai laissé tomber. Car peut-être que le FADIL dit oui, juste pour me faire plaisir. Mais c'est décourageant, car je ne peux m'occuper de ce qui est planté déjà, et continuer à débrousser le restant de terre de temps en temps, en attendant qu'on m'apporte les cafés. C'est impossible de retravailler à la main. Je veux bien planter le café pour pouvoir nourrir ma famille, mais comment se passer de ces conséquences qui proviennent des autres ? Il m'a fallu nettoyer, couper les piquets, ramasser l'herbe ... J'avais dépensé 48.000 francs. Les piquets que j'ai achetés ont pourri bêtement. Les hommes que j'ai payés pour effectuer ces travaux, qui sont à présent inutiles, on sué pour rien."

Bien que la majorité des cultivateurs soit satisfaite des travaux de préparation des parcelles dont ils ont bénéficié, certains déplorent des négligences et des erreurs. Il est arrivé que le recours au bulldozer ait entraîné un appauvrissement du sol, par décapage de la couche fertile.

"Ce qui est un peu con, c'est le passage du bull : on cultive sur les cailloux après. Là-bas, ça s'est passé comme chez moi après le bull. Le bull enlève la terre noire, il ne reste que la terre glaise. Au moment de la sécheresse, vous prenez une barre à mine, elle écarte pas la terre. Après le bull, c'est l'herbe à balai qui pousse, alors c'est pas la peine, c'est une terre sèche.

"Leur connerie aussi, c'est qu'ils voulaient niveler les endroits. Le chauffeur de bull voulait niveler. Ma parcelle avant, lorsqu'il y avait des brousses, elle était jolie. Maintenant, mettez une barre à mine, c'est foutu. Ça va pour ceux qui sont au bord de la rivière. Maintenant, y a rien qui pousse. Même l'herbe à balai, qui pousse partout."

"Mon problème, c'est en pente où je suis. Je voudrais faire du café, mais y a le truc de SEDERCAL qui veut pas monter sur les pentes. Si SEDERCAL voulait passer, j'en referais. Mais ça m'a découragé comme SEDERCAL a fait le boulot. Si tu fais passer un bull et que tu refais à la main, c'est pas la peine. Je crois que c'est l'Agriculture qui passe le contrat avec SEDERCAL. Le patron de SEDERCAL veut pas passer sur les pentes. Y a des soucis qui sont restées."

"Le bull a nivelé les anciens billons d'ignames, et en fin de parcelle il a retourné la terre, et mis la mauvaise terre au-dessus. Lorsqu'il pleut, l'eau reste par flaques, et c'est pourquoi les plants crèvent.

"On ne savait pas pour le bull qu'ils allaient faire ça. Autrement c'est pas beaucoup de travail, j'essaie..."

"Sur le Côte Est, ils ont bien réussi. Mais ici, y a pas un mec qui a réussi. C'est pourquoi, on prend encore pour essayer. Felix a réussi je sais pas pourquoi, peut-être qu'il a pris de la bonne terre. Lui a travaillé à la main. Mais je pense maintenant que peut-être avec la machine, ils ont enlevé la bonne terre, et on a planté dans de la terre qui est pas bonne, c'est à ça que je pense maintenant."

Quelques colons déplorent pareillement des interventions intempestives d'autant qu'avec des parcelles plus grandes, les dégâts sont plus importants.

"Le travail est fait par SEDERCAL et des entreprises privées. Ils sont payés au contrat, à l'hectare débroussé et au kilomètre de route. Aussi, ils vont le plus vite possible. Ils feraient mieux de payer à l'heure. Dans ma caférie, il aurait fallu des fossés d'assainissement. Je leur ai demandé : Allez-vous me le faire ? Regardez Jean-Marie dans sa plaine inondable avec son café, il est là avec son outil lorsqu'il pleut, à faire des rigoles. S'il faut passer quinze heures avec le bull, ils n'ont qu'à passer quinze heures. Qu'ils mettent plus de temps, mais qu'ils fassent les choses correctement."

"J'ai planté 12.000 pieds, et j'avais acheté un motoculteur 225.000 francs, parce que je n'aurais pas pu m'en occuper autrement. Le premier coup, on a planté 7.500 pieds. J'avais pris des indigènes pour travailler. Ça me faisait une drôle d'impression, car je devais planter plus de deux hectares. On est allé chercher des plants et on a complété avec les plants qui me restaient. Et puis ça crevait, ça crevait. Ils ont fait des études. Pour finir, d'après moi, ce qui s'est passé, il y avait des billons indigènes et ils les ont arasés et le sol a dû remonter. Tout a crevé. Il restait quelques pieds et j'ai dit : Travailler dans ces conditions, c'est pas rentable. J'ai abandonné. C'est la plus grande connerie qu'ils ont faite. C'est SEDERCAL. Alors, je dis qu'avant de faire des conneries pareilles, ils feraient mieux de faire des études. Maintenant, il pousse plus rien, même pas d'herbe. C'est malheureux, car pour moi, ce café c'est une richesse pour la Calédonie. Ils m'ont payé les plants, heureusement parce que ce coup ci... J'avais pris cinq, six indigènes pour faire ça. Rien que de main-d'oeuvre, ça a dû me coûter 45.000 francs. Tous les gens venaient voir, ils étaient intéressés. C'était joli à voir. Plus d'un ont dit : Je vais faire pareil. C'était admirable à voir. C'était propre et joli. Et puis voilà, y a plus rien."

"On devrait contrôler et empêcher les bulls de prendre la bonne terre. Il y a de ces buttes de bonne terre qu'ils ont mis en tas. Les terrains sont marécageux et les billons, pour moi, il faut les conserver. C'était pour l'eau. Ici, il n'y a pas d'eau. Je dis qu'ici il faut faire des points d'eau. Tant qu'il n'y aura pas d'eau, on peut rien faire. Pour le bétail, il faut de l'eau ; pour le café c'est pareil. Autrefois, il y avait pourtant du café partout. Pour le nouveau café, ça a été pire que tout quand j'ai mis l'engrais. Il a crevé plus vite. Dès que j'ai arrosé, ça a crevé plus vite."

"Le travail avec le bull revenait à 200.000 francs. J'ai proposé au responsable de l'Agriculture qu'il me donne cette somme, et que je charge

les Mélanésiens de faire le travail. Ils étaient d'accord. A dix, ils m'avaient dit qu'ils en avaient pour un mois. Mon dossier a été fait, mais le Service m'a dit que c'était refusé, et que SEDERCAL s'occuperait du travail. On a planté pendant la sécheresse. Il n'y avait pas une goutte d'eau. Heureusement que j'avais des tuyaux et des points d'eau.

"Maintenant, dès qu'il pleut, la terre retient l'eau, alors qu'avec les billons, elle s'écoulait. Tout ce qu'on plante crève, et par zone, la terre est vierge de tout."

°
° °

La fertilisation chimique pose de nombreux problèmes, souvent évoqués par les cultivateurs. Nombreux sont ceux qui affirment n'avoir pas reçu une information suffisante. Et plus nombreux encore sont ceux qui ont du mal à se plier à la contrainte de régularité de la fertilisation. On note également que certains s'interrogent sur les causes des échecs consécutifs à l'utilisation des engrais.

" Il me reste de l'engrais, mais je ne sais pas s'il faut en mettre encore. J'ai arrêté d'en mettre. L'engrais c'est bon pour démarrer, mais après on ne sait pas, l'Agriculture n'a pas dit s'il fallait en mettre. Ils m'ont dit de mettre encore, pas souvent mais de mettre encore. Mais moi, je ne sais pas si, quand j'aurai fini le mien, ils vont m'en donner encore, si le GAPCE, il fait cadeau ou s'il va falloir payer le sac."

"Pour les cafés, avant c'était bon, car il y a de l'ombre. Tous les vieux, ils ont planté à l'ombre. Mais pour les cafés maintenant, il faut pas d'ombre. Et le café crève. On voit ici, ils ont mis de l'engrais, mais ils ont crevé, car il n'y a pas d'ombre. L'engrais, c'est bon s'ils le mettent à la saison des pluies, mais si c'est la sécheresse... On voit les cafés, ils n'ont pas bien produit, ils ont crevé avec le soleil."

"Un autre truc, c'est qu'ils devraient faire des analyses des terres pour voir l'engrais qui convient. Peut-être qu'ils font ça à l'oeil, mais y a rien qui prouve qu'ils ont fait une analyse..."

"Le nouveau café, pour moi peut-être que c'est pas rentable, parce que ça ne convient pas à la nature du sol. Ici, ça pousse très mal à

Canala, et peut-être qu'ils mettent trop d'engrais au départ, ou qu'ils n'en mettent pas assez. Les gens savent pas se servir de l'engrais. Premièrement, il faut analyser le sol. Il faut voir les agents techniques de l'Agriculture. Ici, ils n'ont pas analysé le sol. S'ils mettent de l'engrais et qu'il n'y a pas d'analyse du sol, il ne peuvent pas bien doser les engrais. Je discute avec des gens, mais comme ils ont vu que le café ça vient pas bien ici, alors ça les intéresse pas. C'est étudié à l'étude sur le papier. Ici, il se servent de l'engrais, mais à savoir si cet engrais là, c'est ce qu'il faut réellement pour le café ?"

"L'agent du Service n'est pas assez autoritaire. Tout le monde fait un peu ce qu'il veut. Si les chefs de l'Agriculture viennent, nous on se fait quelquefois engueuler. Il faut astiquer les gars pour mettre l'engrais. Moi par exemple, j'ai du retard. Ce n'est pas le temps qui manque, mais je suis un peu fainéant."

°
° °

Depuis plusieurs années, le traitement anti-scolyte est effectué par les soins des Services Techniques. Assez fréquemment, des cultivateurs mélanésiens rendent ce traitement responsable de la chute de leurs fruits. D'autres auraient tendance à douter de l'efficacité de ce traitement effectué à partir d'un camion, et qui de ce fait n'atteint pas l'ensemble de la caféière. L'irrégularité des passages est également soulignée.

"Depuis qu'il a commencé à passer, le camion, y a plus de mandarines. Elles pourrissent très jeunes. Pour le café c'est bon, mais pour les fruits non."

"Le Service a demandé, puis les autres ils ont pas voulu. Ça va faire quoi ? Faire tomber les mandarines ? Ils passent uniquement sur la route ; ils ne passent pas dans les autres caféières."

"Ils nous menacent : Si vous ne faites pas le traitement, on ne prendra pas vos cafés. On s'en fout, on ira ailleurs. Mais ça décourage les gens."

"Y a d'autres gens qui ne veulent pas. Mais c'est pas mon problème."

C'est pas le tout de traiter le bord de la route et de pas traiter dans le fond. Je souhaite qu'ils recommencent avec les pompes à dos. Ça obligerait les gens à nettoyer les caféries.

"Si, ça fait tomber les fruits, c'est remarquable. Ils devraient faire une étude là-dessus, pour voir si les doses sont adaptées."

"Cette année, le camion n'est pas venu ; il n'arrive pas à détruire les bêtes. Il est passé une fois seulement et puis après, les bêtes, elles arrivent encore."

"Celui qui vient pour le scolyte ne vient plus depuis deux ans. Il y a des scolytes partout. Le camion ne vient plus. Je ne sais pas pourquoi. Peut-être qu'il n'y a plus d'essence... C'était bien pourtant. On les appelle pour venir voir le café, mais ils ne viennent pas."

"Avant c'était bien, il y en a qui disent que quand ils passent de trop, ils esquintent les fruits. Mais moi, je ne crois pas, car ils ne sont pas venus depuis deux ans et les fruits tombent toujours à bloc."

"L'année dernière, le gars du traitement anti-scolyte est venu à la tribu. Au début de la tribu, un gars l'a empêché de venir sur ses terres il a fait demi-tour."

"J'ai remarqué qu'ils mettent trop dense dedans, parce que j'ai constaté que quand ils passent ici, on voit que la plupart des cerises, ça tombe par terre. Il y a toute une série qui tombe, les oranges, les mandarines tout tombe par terre. Le Service de l'Agriculture, premièrement, ici, c'est mal organisé. Ils viennent avec tout un programme, bon voilà ; et six mois après, ils viennent pas. Mais quand ils ont des projets, faut que le gars il soit régulièrement là."

Le propos suivant, d'un colon, évoque également ce que de nombreux Mélanésien présentent comme un véritable fléau, l'envahissement des cafésières par une variété de fourmis.

"Maintenant, on a les fourmis ; c'est terrible, terrible ... Les gens préfèrent ne plus entrer dans les cafésières. Le Service de l'Agriculture ne vient jamais. Pensez-vous, ils ne sont même pas passés cette année pour le scolyte. Une ou deux fois sur la route, c'est tout, ils envoient un petit jet. Ils ne font rien. Ça tue les escargots. Ça a tué mes poissons... Ils disaient que c'était bon pour les fourmis."

Les cultivateurs s'interrogent également sur la menace que constituent les cyclones pour le nouveau café. Dans toutes les régions touchées durant ces dernières années, les jeunes plantations ont subi des dégâts : les arbustes sont courbés par le vent, voire déchaussés. A ce stade de la plantation, le caféier peut être redressé ; mais lorsque les plantations seront plus âgées, le problème risque de se poser de façon plus aigüe. Les brise-vent installés ne semblent pas être d'une efficacité suffisante.

" Ici, c'est un pays tropical. Je ne sais pas si ailleurs, où ça a réussi, c'est des pays tropicaux. Mais ici, tous les ans, on a des cyclones. S'ils couchent les arbres, c'est pas la peine."

"S'il donne bien, le nouveau café, je couperai tout, car c'est moins de travail. Seulement, j'ai un peu peur pour les cyclones, car je crois qu'il va chavirer."

"Le nouveau café, je peux rien en dire encore, mais je vois que c'est un peu moins de travail. Comme ça maintenant, c'est dur au début, tandis que lorsqu'il est comme chez Alfred, il n'y a pas d'herbe."

"Le vieux café, il faut l'entretenir trois fois, ôter les gourmands, débrousser. Mais le vieux café a fait des années, il est solide ; et quand est arrivé le cyclone Cliff, je vois que le nouveau café vire par terre, tandis que l'ancien est solide. Pour le cyclone, c'est pas solide, le nouveau café, s'il secoue un peu, ça y est."

" Ils ont été couchés par le cyclone, j'ai essayé de remettre des tuteurs pour les remettre en place. Qu'est-ce que ça va être dans quatre, cinq, six ou sept ans, si le café est vraiment chargé et le cyclone arrive ?"

6. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET POLITIQUE

6.1. La commercialisation

Avec le ramassage du café mûr, les Groupements de producteurs ont introduit une nouvelle filière dans le traitement et la vente du café, économisant aux cultivateurs le travail du séchage. Les caféiculteurs peuvent désormais choisir entre les trois principaux circuits de vente, selon qu'ils ont un besoin d'argent immédiat ou qu'ils ont la possibilité d'attendre une rémunération ultérieure plus élevée, et selon qu'ils sont disposés ou non à fournir le travail du séchage. Alors que le café mûr et le café sec cédé au colporteur sont payés de suite, le cultivateur doit attendre plusieurs mois le prix de la récolte séchée et traitée pour son compte à l'usine, ce règlement s'effectuant souvent sans transfert monétaire, par le biais des comptes de crédit. La vente du café mûr par petites quantités permet de disposer toutes les semaines de rentrées monétaires, tandis que le café séché peut être conservé et vendu au colporteur au fur et à mesure des besoins plus importants.

Lorsque les cultivateurs essayent de déterminer la solution la plus avantageuse, les différences entre circuits sont loin d'apparaître clairement. Celles-ci sont d'autant plus difficiles à saisir que les cultivateurs sont peu habitués à faire leurs comptes, et que les trois circuits rémunèrent un café pris à différents stades de traitement, qui renvoient à des mesures non immédiatement comparables. Le café mûr est payé à la touque, unité mesurant un volume. Le café séché et le café usiné sont tous deux payés au kilo, mais le second est moins lourd que le premier. En fait, les écarts entre les prix, qui sont souvent sensibles pour les cultivateurs commercialisant d'importantes quantités de café, sont moins bien perçus par ceux qui produisent peu. Certains

producteurs, pour se faire une opinion, comparent les poids et les mesures aux différents stades d'un traitement qu'ils pratiquent eux-mêmes avec une touque de café ; d'autres expérimentent la rentabilité respective des circuits en le essayant tour à tour. Les variations des prix du café séché en cours de saison sous l'effet de la concurrence, compliquent encore la situation.

En 1980-81, le prix payé par le GAPCE pour la touque de Robusta est de 360 francs. A Hienghène, le kilo de café séché est acheté 85 francs par la seule Maison de commerce qui continue à commercialiser le café. Le colporteur prend ce même café au taux de 80 francs. Enfin, le prix du kilo de café usiné est de 200 francs, desquels il convient de déduire divers frais.

Ramenés au prix du café marchand, les écarts entre les circuits s'établissent comme suit pour le Robusta :

* Une touque de café mûr est payée 360 francs au producteur, et donne entre 2,2 kg et 2,5 kg de café marchand. Dans cette filière, le prix du café marchand est donc compris entre 144 et 163 francs le kilo (1).

* Le café sec peut être vendu au colporteur ou au comptoir local de la Maison de commerce, à 80 ou 85 francs le kilo. En moyenne, 100 kg de café séché fournissant 55 kg de café marchand, le prix de ce dernier s'élève à 145 ou 155 francs le kilo.

* Transitant par la troisième filière, le café payé à 200 francs le kilo par l'usine rapporte au producteur 185 francs après déduction des frais.

Il apparaît donc que le troisième circuit est celui qui rapporte le plus. La vente du café séché au colporteur ou au comptoir est, à l'inverse la pratique la moins avantageuse. A travail égal, la rémunération est de 30 à 40 francs inférieure par kilo. La différence entre la première filière et la troisième est également sensible, puisqu'elle atteint environ 29 francs par kilo.

(1) D'après les agents des Services Techniques, il faut 650 touques pour 1,5 tonne de café marchand, soit une moyenne de 2,3 kg par touque. Le prix payé pour la touque équivaut donc à 156 francs le kilo de café marchand. Certains colons contestent ces chiffres, en faisant valoir que leurs touques contiennent 2,5 kg de café marchand.

Comme le séchage, tel qu'il est généralement pratiqué, ne nécessite pas un travail considérable, sa rémunération reste suffisamment incitative pour qu'un nombre important de cultivateurs continue à y recourir, de préférence à la vente du café mûr. Par ailleurs, pour ceux qui vendent le café mûr, l'économie de travail n'étant pas utilisée pour obtenir d'autres rentrées monétaires, elle entraîne une baisse de revenu. Celle-ci est encore accentuée par le fait qu'en rémunérant le café à la touque, les revenus sont fractionnés, et plus facilement dépensés. Ce type de rémunération tend à diminuer le contrôle du chef de famille sur la récolte, les membres du groupe familial récoltant parfois pour leur propre compte. La récolte achetée en cerises mûres rapporte moins d'argent, et cet argent est dans l'ensemble moins bien utilisé.

6.1.1. Avantages et inconvénients de la Maison Ballande

Face aux Groupements, Ballande bénéficie d'une implantation ancienne et d'une organisation commerciale à base de comptes, que de nombreux cultivateurs apprécient. Mais l'avantage le plus important se situe au niveau des prix d'achats du café, supérieurs à ceux pratiqués par les Groupements.

"Je préfère la façon d'autrefois avec Ballande, car c'était mieux, je touchais beaucoup, je vendais tous les fruits du café, tandis que là, ils m'ont roulé, voilà la vérité, c'est pas bon le taux de leur prix.

"Vous voyez, ils m'ont acheté à 370 francs la touque, mais la touque ça fait 4 kilos quand c'est sec. A 200 francs le prix du café, à l'usine quand c'est sec, au lieu de me donner 800 francs, ils m'ont donné seulement 370 francs (1). C'est ça la différence, et je préfère toujours l'ancienne méthode. Parce que eux, ils comptent le travail, mais seulement ils ne nous ont pas permis de continuer la façon d'avant. Ils ont tout pris. Ils forcent pas, mais leur méthode, ils font leur méthode, hé bien, on est obligé d'y aller, parce que si on n'achète pas mes produits ... Ballande est fermé, et maintenant on est à la merci de tout le Service. On est tous dans le Service maintenant, on est tous des clients pour le Service café ; et puis, on est obligé de faire

(1) Le cultivateur confond café sec et café marchand.

ce qu'ils nous ont imposé, ce qu'ils nous ont dit.

"Maintenant, Ballande n'achète plus le café. A Houaïlou, y a l'usine. Mais faut se déplacer pour aller à Houaïlou, et on n'a pas de voiture. Pour avoir le transport, il faut dépenser aussi. Moi, je préfère l'ancienne méthode Ballande, je vois que c'est mieux.

"On sait que ça change, parce que cette méthode nouvelle, quand je ramasse dix touques aujourd'hui, parce que c'est le jour du camion, eh bien, quand le camion passe, on me donne directement le prix de cinq touques ou de dix touques. Mais avant, je ramassais pour l'usine, et après je touchais l'argent. Mais maintenant, c'est changé et c'est les agents du café qui font tout le travail, mais moi je n'ai que ramassé. Seulement, ça rapporte pas à mon point de vue. C'est ça la différence."

"Le Groupement de Canala paie 275 francs la touque, une touque fait 3,2 kg, alors qu'un kilo de café travaillé vaut 240 francs. Donc le Service gagne beaucoup d'argent sur la touque. Il faudrait sécher pour gagner plus d'argent, mais on n'a pas de séchoirs, et je crois que le café séché par terre n'est pas bien cher. Il y en a qui surveillent le café et le portent chez Ballande. Je crois que c'est bon. Peut-être que l'année prochaine, je donnerai à Ballande."

"Personne à Canala n'a eu l'idée de commercialiser soi-même. Le Groupement ne paie pas vraiment, si on calcule bien. L'argent arrive vite avec le Groupement, mais on gagne peu."

"Le GAPCE, c'est pas moi qui ai fait le calcul, c'est un copain qui me l'a dit, je voulais pas m'aventurer dans le calcul, un copain m'a dit qu'avec une tonne, il perd 40 000 à 45 000 francs en vendant au GAPCE."

"Quand le Groupement de Canala a commencé à demander du café, on a discuté à la tribu. Avant, ils nous fournissaient du grillage pour sécher. C'est moins payant quand ils prennent frais. Je préfère faire sécher. Je vois cette année il y a une grande différence, je perds en donnant du café frais. C'est une pensée, je vais essayer d'envoyer à Nouméa ; il y a les V.L."

"Quand on n'a pas d'argent, quatre, cinq touques comme ça, on donne au GAPCE. J'ai l'habitude d'envoyer chez Ballande, c'est pourquoi ... J'ai calculé, c'est mieux chez Ballande.

"Mais peut-être que le GAPCE nous aide, alors, je ne sais pas (1). Moi, j'ai calculé comme ça, le Groupement c'est bon pour ceux qui sont riches. Même si je suis fatigué, c'est bon de gagner un peu de bénéfice, et de vendre à Ballande."

"Le nouveau café a du poids, on fait la différence. Moi, je donne le café à Ballande parce que c'est l'habitude avant de donner à Ballande. De plus, il y a une différence de prix entre Ballande et le GAPCE, mais on n'a pas fait le calcul."

"Depuis que Ballande a laissé tomber, je ne m'occupe guère du café. C'est toujours le même prix au Groupement, ça augmente pas. Ils gagnent eux, il y a trop d'employés dans ce machin. Tous les deux ans, on doit voter pour renouveler le bureau, mais ça fait plusieurs années que l'on ne vote pas."

Au contraire de la plupart des cultivateurs mélanésiens, les caféiculteurs Européens font leurs comptes. La commercialisation par l'intermédiaire des Groupements leur paraît désavantageuse, particulièrement à Canala (d'où proviennent les interventions suivantes).

"On a plus d'intérêt à faire sécher le café soi-même et à le donner à Ballande. Autrefois, on donnait au Groupement. On a arrêté il y a trois ou quatre ans. Ils trouvaient drôle qu'on ne donne plus au Groupement. Ils sont venus et je leur ai expliqué, chiffres en main. Les deux, trois premières années, j'ai livré au Groupement. Mais après, en faisant les calculs, avec ce que je perdais en livrant au Groupement, je payais l'entretien. Ils payaient pas tout de suite. Il fallait ramasser du café bien mûr, et c'était

(1) L'idée selon laquelle le Groupement défend les intérêts des caféiculteurs contre les colporteurs et la Maison de commerce est quelquefois exprimée.

ça le problème. Quand vous avez une petite surface, c'est bien beau, mais avec une grande caférie... Avec le Robusta, il faut ramasser par grappes. S'il y a un ou deux grains qui sont pas mûrs et qu'il ne faut pas ramasser, ça ne devient plus possible.

"S'il faut ramasser mûr, les cueilleurs ne gagnent pas leur vie."

"Au Groupement, ils ont monté un peu pour essayer d'avoir le café. Même les indigènes, ils ne le vendent plus. On perd la moitié avec le Groupement. C'est bon pour ceux qui n'ont pas de séchoirs, mais moi j'ai mes séchoirs ; j'aime ça, c'est un travail. On a donné deux ans au Groupement et on s'est aperçu que ça n'allait pas. Je le fais sécher et je le vends à Ballande.

"Il est beau mon café ; il fait 2,8 kg la touque. Au Groupement ils disent qu'une touque fait 2,2 kg. Je ne sais pas comment ils calculent là-bas. Ils voulaient pas le croire. On perd là-dessus."

Le système de commercialisation du café, tel qu'il a été organisé par les Maisons de commerce leur permet de récupérer en grande partie l'argent versé pour les achats de café (1). Les caféiculteurs les plus âgés ont l'habitude de laisser leur argent sur ces comptes, et de ne le retirer qu'au fur et à mesure des besoins. A leurs yeux, ce système permet une meilleure utilisation de l'argent tout au long de l'année, et un contrôle des dépenses effectuées pour le groupe familial. Cet argent est plus facilement réservé pour des besoins particuliers, tels que la scolarisation des enfants. Aussi de nombreux cultivateurs préfèrent-ils ce système à celui mis en place par le Groupement, car l'argent des touques est dépensé trop rapidement.

"Quand vous vendez comme ça, en touques, on ne peut pas avoir de l'argent. Par exemple, pour la rentrée scolaire des enfants, on arrive au mois de mars, on n'a plus de sous pour les enfants. Alors que si on envoie chez Ballande, le mandat arrive en février, alors on peut faire face à toutes ces dépenses. Alors que si on vend à la touque, ça part, ça part, et il reste plus rien. C'est pourquoi j'ai essayé de vendre à Ballande. En cas de besoin, je continue à vendre au Groupement."

(1) Le système des comptes a autrefois été utilisé pour conquérir le marché, la concurrence s'exerçant au travers des facilités de crédit.

"On envoie toujours chez Ballande pour garder les sous, car si on les garde ici, on dépense plus vite. Si on a besoin de commandes de sucre, de riz, etc., on écrit, on descend à Nouméa si on a besoin d'argent. L'année dernière, on a tout pris. Mais il n'y a pas beaucoup d'argent car le café rapporte peu. Il sert aux besoins pour l'école."

"Pour le Groupement, c'est bien, car on vend à la touque 360 francs et on a de l'argent. Mais pour la plupart des gens, c'est mieux de sécher et d'envoyer à l'usine. Au Groupement, on reçoit de l'argent juste pour acheter le kilo de sucre. Mais tous les mecs, ils préfèrent envoyer à l'usine, car c'est de l'argent gardé. L'argent, il va arriver quand la saison de café est finie. Leroy passe ici avec le camion (1). Il passe à la fin de la saison de café avec de l'argent. L'année dernière, il est passé en décembre."

"Je partage entre le Groupement et Houaïlou, depuis seulement l'année dernière. Le Groupement avait été retardé et Mr. Leroy a dit qu'il allait prendre. Je préfère le Groupement. Mr. Leroy prend ses recettes. Le Groupement vient, le Groupement propose de faire un compte, et on a pensé que c'était bien aussi (2). Avec Leroy, on a l'argent tout de suite, alors c'est pas trop bien, on le dépense."

"Ballande c'est bien, tu as un compte et tu retires quand tu as besoin. Avec le Groupement, j'ai donné peut-être quinze touques. J'ai eu 5 000 francs, et avec les colporteurs, c'est tout parti. On achète le poulet, les sardines, tout est parti dans la semaine."

A côté des avantages qui lui sont reconnus, la Maison Ballande est parfois vivement critiquée pour ses pratiques commerciales. On lui reproche de ne pas verser d'intérêts sur les sommes en dépôt, ou de ne pas envoyer assez rapidement les sommes demandées par les cultivateurs. On lui fait également grief de conserver les sacs, et de facturer le transport des marchandises.

(1) Usine de traitement du café, installée à Houaïlou.

(2) Conscient des inconvénients du paiement immédiat, le GAPCE tente de mettre sur pied un système de comptes. Par ailleurs, la rémunération immédiate a valu au Groupement quelques réclamations : des caféiculteurs ont protesté contre des ventes de café effectuées sans leur autorisation par leurs dépendants.

envoyées de Nouméa, ce qui les met au même prix que celles achetées localement. Sans que cela soit clairement explicité, il est reproché à la Maison Ballande de maintenir un système qui n'est plus à l'avantage des cultivateurs.

"Avec Ballande, je pense qu'il y a un petit problème. Il saute un peu sur le cas des vieux ; par contre, nous les jeunes, on voit qu'il y a un petit défaut là. Le vieux, il envoie ses sacs et commande un sac de riz au lieu que ce soit Ballande qui paie, il envoie pour le transport le colporteur, et c'est toujours le pauvre vieux qui paie tout.

"Le vieux, il a 200.000 francs en compte. Ballande envoie même pas le reçu ; on sait pas ce qui reste, on sait pas ce qu'ils font. Je dénonce pas Ballande, je dis ce qu'il fait. Par contre, si on voit un peu clair, c'est pas bien ce qu'il fait.

"Vous avez certains vieux qui travaillent seulement pour se nourrir. Ils pensent pas à regarder leur avenir. C'est là que le pauvre vieux s'il fait ses calculs lui-même, Ballande envoie rien. C'est là que nous Canaq ce que fait Ballande, j'ose pas dire plus.

"Vous envoyez huit sacs et ils vous renvoient quatre sacs ; et l'année d'après, il faut racheter des sacs à Ballande. Ce qui intéresse les vieux, c'est que Ballande il fait l'emprunt. Vous avez besoin de 50.000 franc et ils envoient 50.000 francs ; par contre, ils retiennent vos sacs. Moi, je ne pense pas faire de compte. Nous les jeunes, on demande plutôt de l'argent, on voit clair, on voit ce que Ballande trafique.

"Entre Ballande et le Groupement, je préfère les deux. Ballande c'est d'accord, paie cher. Mais l'argent reste en dépôt, et on lui demande de poster l'argent, et il ne veut pas. La somme du café reste en dépôt, on peut pas l'avoir. Lui, il nous demande d'abord ce qu'on veut acheter et il envoie l'argent, mais si on demande l'argent pour une petite bringue, il est pas d'accord. Alors, on pense que le compte reste en dépôt, il n'y a pas de pourcentage là-dessus, et nous pensons que le pourcentage, ça reste dans la caisse de Ballande. Il gagne sur le café, il gagne sur le pourcentage encore. C'est pourquoi mon cas à moi, je ne laisse pas l'argent à Ballande. Mon avis à moi, je n'aime pas Ballande.

"Je suis dans le GAPCE, mais je donne à Ballande. Si le GAPCE donnait 100 francs le kilo, j'aurais donné tout mon café au GAPCE. Ballande gagne largement, il ramasse nos sacs.

" Si on vend à Nouméa, le prix est cher, mais le transport est cher aussi. Nouméa et Hienghène, c'est pareil. Les transports sont chers. Et y a les sacs aussi. Quand je ramassais beaucoup de café, j'envoyais tout à

Nouméa et je perdais beaucoup de sacs. Les sacs, on les achète à Nouméa, chez Ballande. Pour acheter à Nouméa les sacs, on payait le transport encore."

"Je préfère donner au colporteur, car il prend sur place et te rend les sacs, alors que Ballande, il garde les sacs moitié à moitié. Pour aller chez Ballande, à Hienghène, tu paies le V.L., tandis que là, le colporteur, il prend sur place."

"J'envoie entre novembre et décembre. Cette année, il y a eu un retard dû au temps. Ils renvoient les comptes. C'est Ballande qui se charge de tout, la comptabilité et tout. C'est pas rentable de laisser l'argent chez Ballande, car on n'a pas de pourcentage. Garder l'argent chez Ballande, ça nous emmerde, car quand le colporteur arrive, il veut qu'on paie cash, pas sur Ballande. Je ne sais pas comment il s'est démerdé, mais on ne garde plus chez Ballande. Chacun récupère son argent. On a des comptes à la Caisse d'Epargne."

"Les colporteurs autrefois étaient payés par Ballande; les colporteurs ont rouspété. Quand ils ont arrêté ça, Ballande, il a perdu pas mal de clients. Avant, on avait cette bonne méthode, intéressante avec les colporteurs et Ballande."

"Avec Ballande, il faut aller à Nouméa pour avoir l'argent ; ils n'envoient pas, ils ne donnent pas facilement. Par contre, le GAPCE a un compte c'est un machin qu'il vient de lancer. La gérante nous a expliqué ça."

6.1.2. Avantages et inconvénients avec les Groupements

De nombreux cultivateurs apprécient, en vendant au Groupement de ne plus avoir à sécher leur café. Cette opération consiste à laisser le café au soleil sur des aires en terre battue ou en ciment, parfois sur des claies. Pour que le séchage soit effectué correctement, il convient de rentrer le café ou de le protéger à chaque pluie, ce qui oblige le cultivateur à rester sur place ; mais très souvent, le café est laissé en plein air quelque soit le temps

La collecte du café mûr entraîne une diminution du temps de travail, qui n'est vraiment profitable qu'aux salariés. Pour les non-salariés, le temps de travail économisé n'est pas réutilisé à d'autres activités rémunératrices, ce qui représente un manque à gagner appréciable quand le revenu moyen est faible. Mais le temps ainsi rendu disponible facilite la liberté de

mouvement, qui est culturellement très valorisée (1). En supprimant les activités liées au séchage, la vente de café mûr accentue les aspects réduisant la caféiculture à une activité de cueillette.

Les deux premiers cultivateurs s'exprimant ci-dessous évoquent l'époque où ils devaient eux-mêmes effectuer le séchage et le traitement du café dans les usines de la région.

"Ce colon avait une décortiqueuse, il dépulpait, achetait, vendait à Nouméa de 1923 à 1930. C'est grâce à lui que les gens ont planté beaucoup de café à Canala. Il y avait un tableau à chaque fin d'année, il affichait les récoltes des individus. C'est ça qui a fait travailler les gens de Méhoué et de Quatre Banyans. On avait des comptes, à la différence des autres.

"Le Groupement ne marche pas bien. Ils font pas comme lui pour pousser les gens à nettoyer leurs caféries ; surtout les jeunes aujourd'hui, ils préfèrent la mine. Avec la vie chère, il faut revenir en arrière, et recommencer. Le Groupement diminue le travail. Autrefois, on avait recours à la famille pour la récolte. La seule dépense était la nourriture. C'était long jusqu'au triage ; après on vendait au colon. Il nous laissait sa machine, et on lui vendait quand c'était fini. Aujourd'hui, c'est moins de travail et c'est bon. Ils ramassent les touques, deux jours après, je vais au bureau et ils paient ça, c'est tout. Ils ont toujours de l'argent, seulement, ça paie pas ; mais il y a moins de travail, c'est eux qui font le reste, qui était dur pour nous dans le temps.

"Le Groupement, c'est une aide aux vieux, grâce au triage. Mais, il n'y a pas assez d'incitation de la part du Service pour que les gens cultivent le café et le travaillent. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de réunions. Ils devaient en faire une ou deux, ou trois fois tous les ans, pour informer les gens et les inciter. Jamais ils ne font ça. Ils sont passés pour expliquer ce que c'était que le nouveau café, et une ou deux réunions à la mairie et ici à la tribu."

"Avant, on avait un crédit annuel pour le café. C'est mieux avec le Groupement, l'argent arrive vite. On ramasse, demain on a l'argent. Avant

(1) Sans trop prendre en compte le facteur rentabilité, le Mélanésien tend à privilégier l'activité qui exige le moins de travail, et qui lui laisse la plus grande latitude dans l'exécution des tâches. Il préférera ainsi la production de fruits à la caféiculture, l'élevage extensif à des formes d'élevage plus intensif (porcs, volaille, etc.).

c'était beaucoup de travail pour sécher le café. Maintenant, c'est vite fait. On peut dire que c'est bon, car avant c'était beaucoup de travail pour le sécher. Il fallait que j'aie moi-même sécher et remuer sur les séchoirs des colons. C'était moi, pas eux.

"S'il y avait beaucoup de café, beaucoup de triage, je pouvais trier un mois, et avoir à bouffer dans le magasin. C'est moi-même qui travaille jusqu'à temps que l'on pèse le café."

"Le Groupement, c'est moins de difficultés, pas beaucoup de travail. Ça évite, en temps de pluie, d'avoir à courir pour rentrer le café."

"Autrefois, Ballande, c'était bon d'un côté, mais le séchage fait beaucoup de travail, et je préfère le Groupement. Avec Ballande, on ne voyait pas les sacs (1). Avec le Groupement, on a les sous et on achète ce qu'on veut."

"Le Groupement, ça fait moins de travail. C'est meilleur maintenant. D'un côté, je vois que j'ai pas gagné ; mais c'est meilleur, car j'ai moins de travail."

"Ballande paie bien le café, mais avec les frais, ça revient au même. Le Groupement, ça fait moins de travail, mais c'est pas beaucoup payé. Quand ils ont commencé le Groupement, j'ai fait le calcul. Avec Ballande, encre, timbre, sacs... Avec le Groupement, il paie moins cher, mais c'est vite fait."

"Maintenant, on préfère le vendre au camion, car il y a beaucoup de travail. Si on a le temps de faire sécher le café, on sèche, mais s'il pleut, on vend au camion."

Pour de nombreux cultivateurs, la période de récolte du café est celle des principales rentrées d'argent. La faiblesse des disponibilités monétaires oblige beaucoup d'entre eux à vendre leur café sans délai, pour faire face aux dépenses imprévues ou incompressibles. De nombreux caféiculteurs ne peuvent rémunérer leurs cueilleurs qu'après la vente de la cueillette.

Les ventes de café séché au colporteur ou au comptoir local se

(1) "On ne voyait pas les sacs" : à cause du compte, on ne voyait jamais l'argent rapporté par les sacs de café.

traduisent par des pertes sensibles de revenus. Il en va de même pour la vente du café mûr. Cependant, même les cultivateurs qui vendent leur récolte en café marchand, cèdent de temps à autre quelques touques au Groupement. La possibilité de disposer régulièrement d'argent liquide est un avantage que les cultivateurs reconnaissent au Groupement.

Les propos du premier cultivateur cité illustrent assez bien la situation du caféiculteur mélanésien qui conjugue les avantages des trois circuits de vente. Ce caféiculteur vend l'essentiel de son café à la Maison Ballande de Nouméa, où il a un compte de crédit ; lorsqu'il a un besoin immédiat d'argent, il vend au colporteur ou au camion du Groupement.

"Quelquefois, si on a quelque chose qui arrive, le mariage, le décès, eh bien, on donne au colporteur. Mais on donne toujours chez Ballande. Si arrive le camion, on donne ; si arrive le colporteur, on donne. Ballande, il paie bien. Et si on a besoin d'argent, on prend 1.000 francs pour le car, le casse-croûte, et on descend à Nouméa demander l'argent."

"Je préfère Ballande, car il paie bien. Je donne peu au Groupement : deux sacs pour les besoins. On n'avait pas de sucre, alors on a donné un peu."

"Pour un mariage, un mort, on vend vite au colporteur ou au mec qui veut le café vert, si on est pressé, si on n'a pas assez d'argent. Mais sinon, on garde pour envoyer à Nouméa."

"On vend de temps en temps au camion, car il paie tout de suite, alors que chez Ballande, on attend."

"On vend au colporteur ; Ballande-Nouméa rapporte plus, mais il n'y a pas de sous, alors..."

"Le colporteur vend des marchandises. Il a donné de l'argent, mais l'argent lui a été redonné pour acheter des marchandises. C'est un peu bon chez Ballande, parce qu'ils paient plus. Mais nous, on a besoin de quelque chose, alors on achète tout de suite."

"Au Groupement de Canala, ils prennent ; et la semaine d'après, ils viennent payer. C'est très correct. C'est rare qu'il y ait des retards dans les paiements."

"Ce n'est pas pour nous qui travaillons, mais pour les femmes,"

pour les vieilles. Ça porte intérêt quand ils attendent le camion sur le bord de la route, à toucher la paye. C'est très intéressant. C'est bon avec la régularité."

"C'est bien, parce qu'on cueille et on donne tout de suite, et on a l'argent. D'un côté on perd, parce que lui il a du bénéfice."

"Ballande, c'est meilleur, car il achète tout ; le triage et le bon café, les pulpes pour les jardins. Alors que le Groupement n'achète pas le triage, il le retire."

"Je donne mon café au Groupement car c'est vite fait. Je préfère quand même être au Groupement, car on a l'argent de suite. Chez Ballande, il faut attendre quatre mois."

"C'est le Groupement des producteurs, alors nous pensons qu'il vaut mieux donner au Groupement. C'est un peu compliqué avec les commerçants : des fois, ils nous donnent pas d'argent et ils disent qu'il faut faire du crédit."

Bien que l'expérience soit difficile à réussir, les Groupements essayent périodiquement de se lancer dans l'achat d'autres produits que le café. Cette démarche est très appréciée des cultivateurs, dont la production est limitée par les difficultés d'écoulement. De son côté, le GAPCE tient un magasin qui propose une assez large gamme de produits à ses adhérents, allant de l'alimentation de base au matériel de construction. Ces produits sont offerts à des prix concurrentiels, et les matériaux pondéreux peuvent être transportés jusqu'aux localités. De tels avantages sont considérés par les commerçants locaux comme une concurrence déloyale, en raison de l'aide indirecte fournie par l'Administration. Dans certaines régions peu fréquentées par les colporteurs la création d'un Groupement a permis de relancer les ventes de café.

"C'est bon aussi pour ceux qui vivent au fond des vallées que l'IFCC passe. Autrefois, il fallait payer le taxi pour aller à l'usine."

"Le groupe présente des avantages, pas seulement pour le café. Ils proposent d'acheter des ignames, des bananes, des patates. Ils n'ont pas commencé à l'heure actuelle."

"Il y a des années qu'ils viennent pour les fruits. Je vois que

c'est intéressant, ils nous paient, et on liquide les produits. Autrement, ça gaspille, il y a pas de colporteurs."

" Le Groupement donne de l'argent liquide, et de plus, il prend de temps en temps des oranges. Comme il n'y a pas de colporteurs pour tout le monde, c'est pratique. Autrement, les fruits se perdent."

"Ils faisaient les ignames, mais on les voit plus maintenant. C'est bien pour les vieux s'ils prennent les fruits..."

"Je suis membre du GAPCE, je paie la carte ; mais dans mon idée c'est pour ceux qui n'ont pas de séchoir et qui ont besoin d'argent. C'est uniquement pour aider ceux-là que je suis adhérent, et puis pour les marchandises."

"C'est utile pour les achats de tôles. Ils ne font pas payer le déplacement, ça évite de courir à Nouméa et c'est moins cher. Ils font le prix de Nouméa aux adhérents."

"Le GAPCE a un avantage. Il nous fait payer un ticket d'adhérer. Mais si on veut des tôles, on a ça au prix de Nouméa. Et deuxièmement, ceux qui font du café sans abri, au bout d'un certain temps, ils ont une retraite payée par le GAPCE ou je ne sais pas qui. Ballande c'est bon, car il paie plus cher."

" Mon père donnait à Canala, puis il y a eu la faillite du commerçant. Pendant dix ans, personne n'est passé prendre le café. Il était quelquefois perdu, ou on le faisait pour la consommation personnelle. Il n'y a que quand l'Agriculture est venue qu'on a pu redonner le café. Y a pas de colporteurs qui passent."

En plus des critiques fréquentes formulées à propos des Groupements au sujet des taux de rémunération pratiqués, de nombreux cultivateurs évoquent les difficultés de la récolte. Pour assurer l'homogénéité du produit le Groupement n'achète que le café parvenu à maturité, alors que les cultivateurs qui sèchent leur café ne voient pas d'inconvénient à ce que quelques cerises vertes se mêlent aux cerises mûres. Comme les cerises de café sous ombrage ne mûrissent pas en même temps, la commercialisation par le Groupement oblige à des ramassages plus fréquents, pour éviter la perte de grains arrivés

à maturité. D'autre part, la cueillette du café mûr est beaucoup moins rapide que celle du tout-venant. Enfin, ce café doit être cueilli au plus tôt la veille du passage du camion, pour ne pas qu'il fermente.

"Pour le GAPCE, c'est trop dur. Pour retourner dans les méthodes du GAPCE, c'est compliqué. Les grains jaunes, les grains mûrs, c'est bon s'ils ne tombent pas d'eux-mêmes en saison pluvieuse, car alors t'es emmerdé, tu risques de retrouver la moitié de ton café par terre."

"Avant, c'était mieux, car on séchait toutes les graines. Maintenant, avec l'IFCC, il faut qu'elles soient mûres, on perd des kilos."

"Le Groupement veut que l'on cueille bien. L'usine ne veut que du bon grain mûr. Ballande prend du grain vert qui est plus joli que le grain mûr."

"Le Groupement ne prend pas le café vert, alors on le donne à Ballande. Le Groupement n'est pas régulier. Les colporteurs donnent le bon prix, et on leur donne les mandarines ; le second choix va au Groupement."

"Le Groupement perd sa clientèle à cause du séchage. A Canala, l'usine n'arrive pas à étaler ; ils ont un programme qui n'est pas juste. Hier, ils devaient ramasser le café, mais il n'y avait personne pour donner le café. Il faut ramasser une semaine à l'avance pour les satisfaire (1) ; on est obligé de sécher, autrement il pourrit. Certains préfèrent aller chez Ballande, où il n'y a pas de pertes. Ballande achète tout, pulpe, kilos de triage, etc."

"Ils sont intéressants tous les deux. Mais pour le Groupement, il faut du café bien mûr. Il ne faut pas cueillir le vert. Donc il y en a la moitié qui tombe et qui est perdu. S'il faut attendre que ça mûrisse et ramasser lentement, c'est une perte de temps. Ballande ramasse tout le café, ça prend moins de temps et on perd moins."

"L'IFCC commence à acheter le café au moment où les cerises sont bien mûres, alors, en ce moment, le café est mûr, il tombe, c'est bouffé par le rat. L'IFCC ne va pas ramasser avant le mois de mai, on est en avril."

(1) Cette affirmation est erronée.

Il a raison, l'IFCC, mais voilà, il y a beaucoup de pertes. Au début on perd, à la fin on perd, parce qu'il arrête avant. Voilà le problème." (1)

La gestion du Groupement de Canala fait l'objet de doléances particulières. Alors que le GAPCE paye 360 francs pour la touque de Robusta, le Groupement de Canala ne donne que 290 francs et n'arrive pas toujours à régler les cultivateurs de suite (2). Une aussi faible rémunération du café mûr renforce les positions de la Maison de commerce concurrente et les difficultés du Groupement.

"Maintenant, avec le Groupement, ça a des avantages. Ils paient parfois tout de suite, alors que le commerçant payait en fin d'année. Si on veut de l'argent liquide, ils le donnent ; si on n'en veut pas, on touche en fin d'année. Ce qui est dommage, c'est que le Groupement n'a pas toujours d'argent. Si je vais à Canala, et qu'ils n'aient pas d'argent, je paie le taxi à crédit pour rien."

"C'est surtout le Service de l'Agriculture, il y a toujours des difficultés avec lui pour les moyens de transport, la façon dont on est payé, ils font des difficultés. C'est pour ça, ça donne pas le courage."

"C'est des difficultés question d'argent ; d'ici pour aller là-bas, ils disent qu'il faut aller le mois prochain. Ils savent pas que c'est la question du taxi, car le taxi d'ici à Canala, il coûte 1200 francs, aller seulement ; avec le retour, il coûte 2400 francs. Il y a des crédits, alors la paie du café dans tout ça, le crédit..."

"Des fois, c'est 4000 francs que tu vas chercher là-bas ; avec ça tu paies rien que le taxi-man."

"Le café, on ramasse un jour avant. S'il arrive le mardi, on ramasse le lundi, on ramasse que les grains mûrs. C'est pourquoi je dis qu'il y a trop de difficultés dessus, car il faut ramasser que les grains mûrs, et puis ça fait perdre du temps ça, et quand le gars arrive, il donne un bon, et faut passer à la caisse, quinze jours, des fois il faut attendre un mois, deux mois."

"Les méthodes d'avant étaient meilleures. Ils nous payaient pas

(1) Par souci de rentabilité, le Groupement ne fait ses tournées que pendant la pleine période de production. Les premières et les dernières cerises de la saison doivent alors être séchées ou abandonnées. A cause de difficultés financières, le GAPCE a préféré arrêter ses tournées avant la fin de la saison 1981.

(2) Ces prix sont ceux de 1980-81.

plus tôt, mais en cas de panne, si tu avais besoin d'argent, tu allais à la caisse, ou bien tu faisais crédit si tu avais besoin de sucre, de riz. Alors qu'avec l'Agriculture, il n'y a pas de crédit.

"C'est surtout pour les gens d'ici ; ceux de Canala n'ont pas de problème. S'il faut se déplacer pour rien..."

6.1.3. Inconvénients de la concurrence entre Ballande et les Groupements

L'achat de café mûr implique une nouvelle répartition des flux commerciaux entre la Maison de commerce, les usines locales, les colporteurs et les Groupements, les deux circuits principaux étant ceux de la Maison Ballande et des Groupements. Alors que les prix payés par la Maison Ballande pour un café marchand sont les plus élevés, le circuit mis en place par les Groupements n'assure pas la valorisation maximale du travail des producteurs. Mais les Mélanésiens, qui constituent la majorité des caféiculteurs, ne recherchent généralement pas la rentabilité optimale, soit qu'ils n'aient pas les moyens financiers d'attendre des règlements différés, soit qu'ils n'aient pas conscience des avantages et inconvénients respectifs des diverses filières, soit enfin que des considérations extra-économiques leur fassent préférer le Groupement.

La concurrence que se livrent la Maison Ballande et les Groupements se traduit par une augmentation des prix du café sec, mais entraîne par la même occasion un resserrement des facilités de crédit. Devant cette situation, certains producteurs européens et indonésiens craignent qu'à terme la production ne passe entièrement aux mains des Groupements. Pour eux, cette éventualité signifierait la réduction de leurs ressources, et pourrait conduire à l'abandon de la caféiculture. Selon eux, si la filière mise en place par l'Opération Café devait s'imposer et éliminer les circuits concurrents, la caféiculture ne pourrait plus être réalisée aux taux actuels de rémunération que par les Mélanésiens, ou pour procurer un salaire d'appoint. Néanmoins, si l'écart de rémunération entre les deux filières persiste, cette éventualité semble peu probable.

"Maintenant, à Ballande, ils veulent plus qu'on fasse la commande avant. Il faut envoyer le café parce qu'il y a le Groupement, et ils savent bien que le Groupement prend le café. Avant, tu faisais la commande d'abord, mais plus maintenant. Maintenant, Ballande, il ne passe plus dans les

tribus avec les feuilles de commande.

"Maintenant, si j'arrive chez Ballande pour avoir des marchandises, ils regardent mes feuilles et disent : Tu n'envoies pas de café depuis plusieurs années, c'est pas la peine de venir.

"C'est notre faute, on donne au colporteur et au Groupement. Ballande ne fait plus les facilités qu'il faisait avant, depuis qu'il y a le Groupement. Ils passaient dans la tribu pour les commandes ; depuis que le Groupement est là, ça y est, ils arrêtent."

"Je fais l'ancien et le nouveau café, parce que Ballande n'accepte pas le nouveau café. Alors, on garde l'ancien pour faire un marché avec Ballande. Une personne de Touho a porté son nouveau café à Ballande, et il paraît que Ballande a renvoyé ses sacs. Mais on n'a pas encore fait l'expérience."

"Le bruit avait couru que Ballande ne prenait plus le café. L'Assemblée Territoriale n'avait pas fixé le prix, alors Ballande ne pouvait pas payer. Avec le Groupement, il y a une différence de prix, alors je ne donne pas. On peut pas lâcher Ballande, car si on a besoin de quelque chose, on demande directement à Ballande. Il y a tout près de quarante ans que je suis client chez Ballande."

Les propos ci-dessous, d'un caféiculteur indonésien, illustrent bien les ambiguïtés de toute politique qui masque les différences socio-économiques sous le vocabulaire de l'égalité ethnique. Aux taux actuels, seuls les cultivateurs acceptant d'être sous-rémunérés pourraient continuer à produire si la collecte du café devait s'imposer.

"Est-ce que vraiment ils vont réussir l'Opération Café ? Parce que la plupart ce sont des Mélanésiens, ce ne sont plus des Européens ou des Indonésiens (1). A moins qu'ils se limitent, vous savez, ne pas faire plus d'un demi-hectare et d'un hectare. Ça va être des plantations que je considère un peu occasionnelles, vous savez, parce que eux, ils ont leurs cultures pour vivre.

"Au Groupement, ils disent qu'ils font de la qualité. Mais nous

(1) De nombreux Indonésiens ont été employés sur les plantations européennes au moment où le café était d'un bon rapport. Par la suite, ils sont devenus métayers, et éventuellement propriétaires.

on en a fait de la qualité. De la qualité c'est bien beau, mais il faut qu'il reste quelque chose au producteur, il faut qu'il vive ce producteur. Alors parmi tous ces agriculteurs, combien y en a-t-il d'Européens et d'Indonésiens ? Peut-être 10 %. La plupart, ce sont des Mélanésiens. Moi, je ne fais aucun parti-pris aux Mélanésiens, mais je crois que si les Mélanésiens, et c'est leur habitude, ils arrivent à vivre et ne disent rien lorsqu'ils sont payés à 360 francs la touque (à Canala, ils achètent paraît-il à 240 francs la touque), et bien moi je dis qu'ils ne se rendent pas compte. Parce qu'eux ils ne vivent pas qu'avec le café, ils vivent surtout avec leurs plantations vivrières : ignames, taros, bananes et tout, le café c'est secondaire pour eux. La preuve, combien de kilos font les Mélanésiens : ils font 200 kgs, 500 kgs, 1 tonne c'est rare. Y en a qui font 50 Kgs, j'ai vu ça dans les tribus, je l'ai vu par moi-même. Ils vivent, mais ils vivent pas avec le café, ils vivent avec leurs cultures. Mais nous, c'est pas pareil. Nous, on vit du café, on ne peut pas vivre avec l'igname. Moi, j'en ai planté des ignames, j'en ai fait une tonne, ça a tout pourri. Mais combien on a de revenus ? Au maximum 20.000 à 25.000 francs par mois. Mais à l'heure actuelle, est-ce qu'on peut vivre avec ça ? C'est pas possible, et si on veut faire de la qualité, qu'est-ce qu'il va nous rester, 15.000 francs ? C'est la vérité.

"Si on insiste sur cette méthode là, c'est la condamnation à l'étranglement pur et simple. Mais attention, à l'heure actuelle, il ne faut pas dire que les Mélanésiens, surtout les jeunes, ne savent pas vivre comme nous. Ils vivent comme les Européens, alors ça veut dire qu'il faut d'abord regarder la situation de chacun, parce qu'on ne peut pas changer de méthode d'un jour à l'autre sans regarder si la personne va arriver ou pas.

"Les Mélanésiens, pour le moment, vous savez, ils ne disent rien. Ce sont des gens quand vous allez discuter avec eux, ils ne discutent pas et ne disent jamais rien. Mais si on insiste sur cette méthode, le café restera aux Mélanésiens, et aux producteurs qui ont double emploi.

" En faisant de la qualité, le Groupement ne cherche pas à comprendre ; tandis que nous les producteurs, on est les premiers touchés. Alors, ces gens-là disent : Oui, mais Ballande c'est le commerce, il vous fait des avances, c'est pour la marchandise. Mais non, en réalité, il nous fait des avances en marchandises, sans intérêt, il nous fait des avances en argent sans intérêt. Et la marchandise arrivée ici coûtait moins chère, de 20 à 30 %, que celle des magasins d'ici, et c'est comme ça qu'on a vécu. Et le règlement de compte se faisait après la récolte, mais Barrau et Ballande, moi je dis qu'ils sont liés aux producteurs de café.

"Moi, je ne conteste rien. Je pense seulement qu'on ne peut pas

vivre de cette façon. Si maintenant c'est la faute des Mélanésiens qui sèchent mal leur café, alors que nous, nous ne séchons pas mal notre café, alors nous sommes condamnés à cause des Mélanésiens. Peut-être que le Service a raison lorsqu'il dit que le café est mauvais. Mais alors, quand on pense que la relance du café ce n'est pas fait uniquement pour les Mélanésiens, c'est une relance du café pour toutes ethnies, si on fait la réforme c'est pour toutes ethnies, pour essayer de supprimer, diminuer le chômage, alors c'est une chose qu'il faut comprendre. La personne qui travaille le café doit pouvoir vivre. Il ne faut pas seulement penser à une partie de la population, il faut que nous aussi nous puissions vivre."

6.2. Rapport à l'Administration et perception politique

6.2.1. L'image de l'Administration et les opérations de développement

Le Mélanésien occupe dans la société calédonienne une position à part, que sanctionne au niveau juridique l'attribution du *statut de droit particulier*, spécifiant la reconnaissance du droit coutumier. Placés sous l'autorité des chefs pour tout ce qui relève de l'ordre coutumier, les réserves sont régies dans leurs rapports extérieurs par la Gendarmerie, *Syndicat des affaires autochtones*. Comme le contrôle de la population n'était possible que par le biais des chefs, l'Administration a toujours cherché à les intégrer dans son propre dispositif de pouvoir. En règle générale, elle essayait de se concilier les chefs en place : une partie de ceux-ci ont trouvé, dans le commerce avec les instances coloniales, la possibilité d'asseoir de nouvelles formes de pouvoir. Quand les chefs coutumiers manifestaient leur hostilité, l'Administration n'hésitait pas à les destituer et à les remplacer. De leur côté, certains chefs coutumiers préféraient rester en retrait, soit par prudence, soit parce qu'ils ne s'estimaient pas assez habiles dans les rapports avec l'Administration ; et ils mettaient en avant des individus mieux armés pour servir d'intermédiaires avec l'Administration, en essayant de garder par devers eux la réalité du pouvoir. Indépendamment de leurs relations traditionnelles, les chefferies ont été restructurées en fonction des besoins de l'Administration, qui a systématisé à l'ensemble du pays la distinction, présente par endroits, entre chefferies prééminentes et chefferies secondaires. Affublé d'uniformes et de grades militaires, les chefs devaient servir de relais à la

domination coloniale, sous le contrôle des gendarmes.

L'organisation collective de la société mélanésienne, comme les principes juridiques qui la gouvernent, impliquent, plus que pour toute autre ethnie du Territoire, des contacts fréquents avec les Services Administratifs, qu'il s'agisse de problèmes fonciers, d'interventions du FADIL, ou d'autres affaires sanctionnées par des procès-verbaux de palabres. La fréquence relative de ces rapports, la distance culturelle et sociale entre Européens et Mélanésien, ainsi que la domination qui lui est sous-jacente, induisent une assimilation globalisante de tout ce qui peut toucher de près ou de loin à l'Administration. C'est ainsi que, sous l'expression Opération Café, les cultivateurs confondent souvent le Service de l'Agriculture, l'IFCC, les différents Groupements, voire la SEDERCAL. En fait, c'est le rapport colonial qui façonne en grande partie cette assimilation, en effaçant les différences entre les Services spécialisés. Ce qui est perçu, en présence des interlocuteurs de l'Administration, c'est moins la spécificité des compétences de chacun que leur position commune dans le système de domination, concrétisée par les signes d'autorité ou de pouvoir (1).

Les programmes de développement qui se sont succédés en milieu mélanésien ont été largement tributaires de l'optique coloniale. L'Administration a tenté d'imposer les modèles économiques dominants, méconnaissant les spécificités autochtones, et elle s'est de ce fait régulièrement heurtée à ces dernières (2). Indépendamment de leur objectif affiché de promotion du milieu mélanésien, les opérations de développement relèvent de stratégies plus larges impliquant l'ensemble du champ social. Aussi s'est-il développé un sentiment diffus et tenace de méfiance à l'égard des initiatives de l'Administration. Les objectifs initiaux de l'Opération Café visaient avant tout, par le biais d'une

-
- (1) Tout système colonial est objectivement un système de domination, mais cela n'implique pas qu'il soit perçu comme tel par les individus. Le rapport de domination peut être intériorisé et réinterprété, soit sous l'influence de conditionnements sociaux, soit dans le cadre de stratégies individuelles. L'idéologie du progrès, portée par la fraction sociale dominante, est particulièrement efficace pour occulter le rapport de domination (étant entendu que les déterminations majeures relèvent plus du développement des forces productives que de l'idéologie).
- (2) La prise en compte de structures sociales traditionnelles ne signifie pas la reconnaissance de leur adéquation aux entreprises économiques contemporaines. Mais cette prise en compte est cependant un préalable. Toute option de développement doit éviter un double écueil : d'une part une programmation technocratique ne prenant pas en considération les facteurs humains, d'autre part une survalorisation naïve des structures et de l'idéologie traditionnelles, considérées, comme étant a priori des modèles adéquats

intervention économique secondaire, le maintien de l'ordre politique en place. Au reste, les opérations techniques sont utilisées, en fonction de leurs intérêts et de leurs stratégies propres, par les agents chargés de leur mise en oeuvre, et ce quelle que soit la fonction affichée des interventions et leur adéquation par rapport au milieu auquel elles s'appliquent. C'est la raison pour laquelle, certaines opérations se développent démesurément, occultent leurs échecs, et se maintiennent inutilement.

"On nous demande maintenant de planter le café, mais là encore, il y a l'éternel problème de terre. On est content du café sans ombrage, si bien qu'on s'est mis à enlever les cafés à ombrage, car le café sans ombrage, il faut le planter dans de bonnes terres et non sur les flancs de montagne. Mais pendant les trois années, comment vais-je vivre alors que j'ai tout enlevé mon café à ombrage ?

"Le Service est venu travailler à enlever les arbres et les caféiers gratuitement, mais ils oublient que ma vie de chaque jour n'est pas gratuite. Il faut garder les caféiers à ombrage, et faire du café sans ombrage avec de nouvelles terres. Le café sans ombrage est bon pour un salarié, car il pourrait se permettre de faire 2 ou 3 ha. Et je reviens à ce que je disais, que le départ était mauvais. Qu'on nous donne d'abord les terres revendiquées, et on pourra faire tout travail ou projet qu'on nous demande de faire.

"Je conclus en disant que les Services qui sont ici pour développer le pays, par exemple l'Agriculture, financée par l'Etat Français, ne font que gaspiller cet argent, car un chef du Service a son plan, ses projets il est là pour un séjour de trois ans, au bout desquels un autre vient le remplacer et changer tous ces projets, un nouveau chef du Service avec un nouveau plan, des nouveaux projets, et ainsi de suite. Voilà le travail avec son déroulement, depuis ces dernières années d'après-guerre.

"Chaque chef a sa technique. Maintenant, je constate que le Mélanésien n'a plus du tout confiance en l'Administration, car il n'y a pas de résultats concrets. Les crédits qui ont été alloués au financement de ces travaux de développement rural ont été bouffés uniquement par le va-et-vient de ces agents du Service. Il n'y a pas les résultats du travail de ces crédits. L'Etat a bien gaspillé cet argent, en payant ces agents qui ne font que passer ici un congé de trois ans au frais de l'Etat. C'est pourquoi, il faut confier maintenant au Mélanésien la direction de son devenir et non à qui que ce soit car il n'a plus confiance."

"Le Service de l'Agriculture, c'est administratif. Alors ils

n'ont pas le temps de s'occuper des gens. Même pour les conseils, on peut pas s'adresser à eux. Le Service de l'Agriculture, ça fait vingt-cinq ou trente ans qu'ils sont ici, et ils ne font que ça, ils ne font que faire des essais.

"Pour le nouveau café, ce n'est pas seulement à cause de l'Administration ; mais, d'une certaine façon, je crois que c'est du fait qu'on n'a rien fait ici pour les Mélanésiens sur le Territoire, alors que l'Etat verse des milliards. Ils ont voulu faire quelque chose et, sans demander aux gars, leur imposer la culture du café sans ombrage. Ils pensent que le café se consomme dans le monde entier, qu'ils ne feront pas faillite. Mais il faut que les gars s'adaptent aux nouvelles méthodes. Ils ne comprennent pas les nouvelles méthodes, des fois ils vont faire du nouveau café, mais c'est juste pour voir, pour essayer. Les nouvelles méthodes, il y a des contraintes, l'entretien, l'engrais, la taille.

"Par ici, ça n'a pas réussi. On a vu le cas de Jules, il avait vu le café à Ponérihouen. Quand il a vu qu'il y avait trop de boulot... C'est quelque chose d'imposé, ou plutôt c'est quelque chose d'incité. Il a pensé qu'il pouvait le faire, mais il ne pouvait pas. Nous l'avons aidé pour pouvoir démarrer, mais... L'Administration veut imposer quelque chose sans demander l'avis des gens, et sans voir s'ils peuvent le faire. Quand les gens sont devant la réalité, ils s'aperçoivent qu'ils ne peuvent pas le faire.

"L'Ecole d'Agriculture de Port-Laguerre, dans mon idée, c'était pour former des ouvriers pour les colons. On n'a pas vu beaucoup de gens qui sont allés en France pour poursuivre les études. C'était pas pour former des cadres de l'agriculture, c'était juste pour faire des ouvriers. Et le diplôme est pas reconnu. Les études qu'on faisait là-bas, c'était pas adapté, c'était suivant les méthodes de l'Ecole d'Agriculture en France. Maintenant, où peut-on voir des gens qui vivent de l'agriculture ? Actuellement, le cultivateur mélanésien ne sait plus vivre dans la tribu, par exemple il achète du poulet congelé. Ce que la CPS (1) a constitué dans les îles du Pacifique, c'est très différent : ils ont appris aux gens à se servir de ce qu'ils avaient chez eux. Si on avait ça ici, on aurait de belles plantations, de belles caféries. On ne peut pas se lancer dans le développement sans savoir ce dont les gens ont besoin.

"Le Service de l'Agriculture est venu faire des essais de maïs. C'est tout, ils ne sont plus venus. Il n'y a pas assez d'argent pour faire l'Opération Café. Si on veut connaître les besoins des gens, il faut faire

(1) C.P.S. : Commission du Pacifique Sud, organisme regroupant les pays insulaires du Pacifique Sud.

des réunions avec les gens de la tribu.

"A Canala, le Groupement patine : on n'a jamais fait le bilan, c'est des bilans truqués. J'étais adhérent au Groupement, j'ai quitté. Il suivait pas la ligne d'un vrai Groupement, c'était plutôt administratif que Groupement. Un Groupement, c'est un truc de famille."

S'il n'est pas rare que les Mélanésiens critiquent l'inadaptation ou le manque de suivi des interventions de l'Administration, peu nombreux sont par contre ceux qui proposent d'autres perspectives de développement. Mais un effort dans ce sens est entrepris par les partis politiques, et par quelques instances de promotion du monde rural. A propos de l'Opération Café, la MFR de Canala a rédigé une note critique, reproduite en annexe, qui oppose à la monoculture du café les avantages de la polyculture actuellement pratiquée. L'idée centrale de cette note réside dans un parti-pris de développer en priorité l'agriculture vivrière, qui garantit l'autonomie des agriculteurs tout en assurant des rentrées monétaires comparables. A l'inverse, la caféiculture intensive recourt à des techniques nouvelles moins maîtrisées, et nécessite une présence constante sur le terrain, peu compatible avec le travail salarié. Par ailleurs, il est souligné dans cette note que, sans redistribution foncière, l'Opération Café ne saurait atteindre son principal objectif, qui est d'amener le revenu mélanésien à parité avec celui des autres ethnies. Enfin l'Opération est dénoncée comme risquant de renforcer la dépendance du milieu mélanésien.

"A première vue, on a l'impression que l'Opération Café est le morceau d'os qu'on jette au chien, pour l'empêcher de grogner. Bien que les Mélanésiens semblent s'y intéresser sur la Côte Est, il me paraît indispensable de régler en premier lieu le problème des terres. (...) Si les expériences de la Côte d'Ivoire ont été concluantes, il ne faut pas oublier que les problèmes humains ne sont peut-être pas les mêmes qu'en Calédonie (...).

"Pour la nouvelle méthode les chiffres alignés par l'IFCC tentent le Mélanésien à se lancer dans l'affaire sans chercher à approfondir l'étude des avantages et les inconvénients (...).

"L'Opération Café ne doit pas s'imaginer dans un bureau avec un stylo bic, et ne doit pas servir non plus à noyer le problème des terres. (...) Le budget de l'Opération Café ne doit pas servir pour faire faire n'importe quoi par le Mélanésien avec une assistance qui ne peut qu'accentuer une mauvaise mentalité d'où manque d'initiative. Quand on apporte de l'espoir aux gens et que l'on respecte leurs traditions notre aide est un

partage fraternel et non une assistance qui détruit l'initiative locale et par là-même la civilisation d'un peuple." (1)

"L'Agriculture, c'est comme l'Elevage, c'est comme le GANO, c'est de l'argent gaspillé. Ils vont trop vite, au lieu de faire des essais ici et là ... Ils vont trop vite, et ça se casse la gueule. C'est de la politique, ou quoi ? C'est pour amasser les Canaques dans leurs réserves.

"Tout cet argent qui est gaspillé avec le Café, le GANO, la SICNC, et les maisons, etc., ils feraient mieux de le mettre ailleurs, et de donner du travail aux gens. Comment vont-ils faire pour se rembourser, puisque la réserve est insaisissable ? Mais ils ne sont pas si fous que ça. Ils savent bien que pour le café, les Européens c'est foutu, il n'y a que les Canaques. C'est pourquoi ils mettent le café en tribu. Ils se disent que peut-être ça va marcher.

"Rock est bien, car il nous dit pas seulement de travailler, travailler. Il est Mélanésien. Il sait qu'on a autre chose à faire que le café. Il sait patienter et aider au travail. Les Canaques, c'est pas comme les blancs. Il faut bien expliquer et réexpliquer. Il faut choisir des gens qui ont vraiment envie, et faire petit à petit. Mais pas comme ça d'un seul coup. C'est de la politique. C'est du travail, oui, mais c'est de la politique."

6.2.2. Les partis politiques et l'Opération Café

Bien que certaines actions ponctuelles puissent par moments donner une impression contraire, force est de constater que la population mélanésienne est dans l'ensemble relativement peu politisée. Le facteur politique ne tient en effet qu'une place secondaire parmi les déterminations qui façonnent couramment la vie sociale de ce milieu, et les compétences en matière politique demeurent limitées dans la majeure partie de la population (2). De leur côté, rares sont les partis politiques qui ont élaboré des perspectives précises de développement économique, et qui ont essayé de les vulgariser. D'une manière générale, les partis ne prennent pas officiellemen

(1) MFR, Canala, sdn1 ; voir annexe.

(2) Le manque de compétence en matière politique ne signifie pas l'absence de motivations politiques. Celles-ci se sont largement renforcées au cours des dernières années, sous l'influence des partis indépendantistes.

position sur les différents programmes mis en oeuvre par l'Administration pour l'accroissement de la production en milieu mélanésien. Dès lors, n'est-il pas étonnant que l'Opération Café ne donne lieu que de façon exceptionnelle à des discours construits qui soient de nature proprement politique. Ceux qui ont pu être recueillis auprès de militants et de responsables appartenant aux divers horizons politiques, sont néanmoins révélateurs. Pour laisser à ces discours leur cohérence, et pour en montrer la portée, il en sera reproduit de larges extraits. Mais en aucun cas, ces discours n'engagent les partis politiques qui sont cités.

°
° °

Le discours produit par la tendance conservatrice présente trois caractéristiques principales. Il admet que, pour l'essentiel, l'Administration française propose au milieu mélanésien un modèle de société et des processus de développement adéquats. L'évolution économique apporterait par elle-même la solution aux problèmes actuels de la société mélanésienne. Considérée comme relevant essentiellement d'options techniques et financières, cette évolution ne serait soumise à aucun préalable politique fondamental. Dans cette optique, l'Opération Café devrait jouer un rôle moteur important, en contribuant à l'intégration du monde mélanésien dans une société calédonienne qui se situerait dans le prolongement de la société actuelle. Dans ce discours les Services Techniques sont investis d'une fonction sociale essentielle, qui va au-delà de la simple assistance technique : la promotion économique, qui doit amener à la parité avec le monde occidental, est subordonnée à l'acquisition des connaissances technologiques. Ainsi, l'action des techniciens et vulgarisateurs encadrant l'Opération Café est-elle considérée comme allant au-delà de ses objectifs immédiats. Enfin, une attention particulière est apportée à l'organisation de la commercialisation, pour que le secteur commercial privé ne succombe pas sous l'action des Groupements de producteurs, appuyés par l'Administration.

" Le Conseiller chargé du développement rural veut aider les Mélanésiens à se développer. Ça a été quelquefois freiné par les problèmes fonciers. Mais lui, il a l'intention de développer le milieu mélanésien. D'ailleurs c'est un programme RPCR-FNSC. Je suis d'accord pour chercher à ce que

les Mélanésiens prennent part totalement à l'économie de ce pays. Ils prennent déjà totalement part à la politique de ce pays. On hurle plus que les Européens ... Mais si vous voyez la télévision, c'est toujours difficile pour nous de discuter sur un problème économique. A Nouméa, sur 60.000 habitants, il n'y a pas un Mélanésien qui se met commerçant. Il y a des Tahitiens, des Chinois, des Wallisiens, mais pas un Mélanésien. On peut dissocier deux choses : le problème mélanésien loyaltien et le problème calédonien. Eux, les Loyaltiens, c'est pas la même chose. Ils n'ont pas été colonisés. Ils veulent écarter certains problèmes. Le LKS, son Président est de Maré ; le FULK, son Président est de Tige ; ils ne voient pas le problème comme les Mélanésiens de la Grande Terre. Le FULK et le LKS peuvent pas faire de café chez eux, alors ils écartent le problème du nouveau café, car ça c'est un problème calédonien. Le but de la réforme foncière, c'est d'abord de permettre aux Mélanésiens de se développer ; et puis après, bien sûr, de développer les autres ethnies, comme les Wallisiens - car eux, ils sont installés définitivement.

"On peut parler d'Indépendance, mais tout ça c'est des mots. Il y a d'abord un problème économique. Il faut d'abord l'Indépendance en soi. Rien ne tombe du ciel. Les Mélanésiens se font un peu des illusions pour l'Indépendance canaque. Qu'est-ce que c'est ? Je vous pose la question. Mais c'est mon problème, car je suis Mélanésien. L'Indépendance c'est que des mots. L'Etat investit tous les ans 26 milliards de francs CFP au profit de 140.000 individus. Demain, si on a l'Indépendance, il faut trouver 50 milliards. La population active n'est que de 35 %. Il y a 54.000 élèves. Comment allons-nous faire face ? Dans notre région, l'agriculture perd de plus en plus, car c'est une région minière. Avec la retraite, la mutuelle, le salaire, tous ces avantages, ça tue l'agriculture. Les Mélanésiens, ils voudraient aujourd'hui compléter l'agriculture et faire de l'élevage, du reboisement avec l'aide du FADIL. Les jeunes couples, si le mari travaille au plan Jacquet, et s'ils ont sept, huit enfants, il y a de l'argent qui tombe du ciel tous les mois, ils touchent les allocations. Le parti RPCR est pour les allocations, c'est un problème électoraliste, on peut pas être contre. Mais à l'heure actuelle, il y a combien de jeunes qui traînent à Nouméa ? Et tous les produits qui poussent chez nous, on les importe. Les gens ne croient pas qu'on puisse vivre avec l'agriculture. Y a beaucoup de jeunes, s'ils avaient un hectare de café, un hectare de verger, un hectare de manioc, ils gagneraient plus qu'un gars qui a 200.000 francs par mois, car le reste est dépensé en consommation. Il faut maintenir le café, car on peut exporter le café. De Ponérihouen au Nord, les gens ont maintenu leur café. Le Nord de la Côte Est ne vit que de café. Nous, à l'AICLF, avec Louis Weta, on a toujours défendu avec acharnement le café,

à l'Assemblée. A travers l'association, on a encouragé les jeunes à développer la culture caféière en Calédonie. C'est la culture qu'on défend, car ça porte profit au Mélanésien. C'est inscrit sur notre programme depuis la création.

" Le GAPCE, on croyait que ce serait un organisme qui, de plus en plus, aiderait les Mélanésiens. Mais y en a qui se plaignent de toutes ces conditions qui ne sont pas claires. De tous les producteurs de café, il n'y a pas un Mélanésien au Conseil d'Administration. La touque, qui compte à peu près sept kilos de café en cerises, rapporte deux ou trois kilos de café marchand. Dans le dernier calcul, entre le café en cerises et le café en parche, tout se passe en-dehors de la responsabilité du producteur ; le reste, il ne sait plus comment ça se passe. Il y a des choses qui m'échappent dans l'organisation du GAPCE. Le GAPCE est aussi devenu commerçant, ils vendent du sucre et tout ça. Je ne suis pas partisan des ventes du GAPCE. On est à une époque critique. Voyez Canala ! A l'heure actuelle, les commerçants, les colons de l'intérieur, se découragent. Ils voient le tabou au bout de la propriété, ou leur bétail a été tué. Si le GAPCE assure le relais pour les Mélanésiens, je suis d'accord ; mais si les commerçants ferment, je ne suis pas d'accord. Après les commerçants et les colons vont s'en aller, et on va se retrouver comment. Il faudra acheter ailleurs, en prenant le V.L., pour aller à 8 km de là ! Voilà le problème. Je ne suis pas pour faire la concurrence au commerce. Le commerçant, s'il voit son chiffre d'affaires baisser, il ferme la porte ; c'est mon inquiétude pour l'avenir de l'intérieur. Je défends la cohabitation dans ce pays. Il n'est pas question que les Européens nous laissent tout seuls ; car alors, c'est la guerre clanique. Et puis, ça pousse les commerçants à créer un syndicat. Avec l'ancien gérant, le GAPCE a vendu des tôles, du bois etc. Il n'y a pas eu de réaction des commerçants, car ils ne vendaient pas ça dans les rayons. Le GAPCE a eu un découvert de 9 millions. La gérante actuelle a repris le GAPCE, et soi-disant que ça marchait bien. Et puis l'année dernière ils ont voulu vendre des marchandises, et les commerçants ont formé un syndicat des commerçants de la Côte Est. Ce syndicat ne concerne que les Européens. Ça pousse les Européens à se regrouper. Le GAPCE, c'est un groupe mélanésien qui veut essayer de concurrencer les Européens. C'est pourquoi les Européens ont formé un groupe en bloc. Le problème de la Côte Est, c'est le nôtre. La gérante du GAPCE est femme de fonctionnaire, elle est là pour un temps. Quand elle partira, qu'est-ce qu'elle va nous laisser ? Des difficultés ? Mon point de vue n'est pas politique, il est économique. Il faut regrouper toutes les ethnies de la Côte Est pour créer quelque chose ensemble. Il faut que les Mélanésiens soient intégrés dans le secteur économique. Ça, c'est le problème dans l'immédiat. On est une société de consommation, c'est fait. Toutes les habitations

sont éclairées, il faut payer l'électricité. Avec la colonisation et l'autorité coutumière, on était groupés. A l'heure actuelle, on est individualisés.

"Les jeunes qui reviennent de Métropole se lancent dans la politique. La colonisation ceci, la colonisation cela ; mais pas un seul ne travaille pour notre groupe. Ils n'ont pas essayé de créer des coopératives par exemple, et d'être responsables. Des coopératives, il y en a, mais il n'y a pas de responsables capables. La responsabilité de la comptabilité échappe aux Mélanésiens. Je veux pas politiser les choses, c'est un problème de la Côte Est. Je parle au niveau de la paix civile. L'attitude du GAPCE correspond à ce que veut l'UC. (1). Si le GAPCE se développe plus, c'est un moyen de faire partir les Européens. Les Hienghène créent Hienghène-coop. Peut-être vont-ils fusionner avec le GAPCE ? Sur un plan politique, ils ne sont peut-être pas d'accord, mais sur un plan commercial, c'est possible qu'ils se retrouvent.

"Avec le café, je pense qu'il ne faut pas supprimer complètement ce qui existe. Si on supprime totalement les anciennes méthodes, et que la sécheresse arrive, si les gens n'ont pas les moyens d'arroser, ça portera atteinte aux cafés sans ombrage. Mais je suis pour l'Opération Café, je l'ai approuvée. Je fais confiance aux techniciens, il faut toujours leur faire confiance, ils ont la méthode. Maintenant, de plus en plus, quoi qu'on pense, on a besoin de techniciens. Aujourd'hui, il faut planter suivant l'alignement et l'écartement, pour entretenir mécaniquement. Les techniciens nous ont appris la rouille ; où il fallait planter l'Arabica, le Robusta. Tout ça, c'est des problèmes techniques. Aujourd'hui, on plante des bananes avec les engrais, on met des produits sur les ignames, car il y a des bêtes qui les attaquent. Qui peut nous apprendre ça ? Les techniciens. Depuis nos ancêtres, on a toujours cultivé au même endroit, sans enrichir la terre, mais il arrive un jour où la terre est fatiguée. Pour la coutume, on peut avoir un champ d'ignames à part. L'autre champ pour la vente, on peut le travailler mécaniquement et mettre des engrais. Y a certaines choses qu'on peut développer. Mais suivant les conseils techniques, car nous, on ne sait pas. C'est tout ça qu'on attend de la part du Service de l'Agriculture."

Au sein de la tendance politique majoritaire en milieu mélanésien, l'Opération Café est jugée de façon très pragmatique. Elle est encouragée là où elle réussit ; et là où elle échoue, elle est reprochée à l'Administration comme une intervention technocratique, à la fois mal préparée et inadaptée. Les fluctuations des cours mondiaux des matières premières sont présentées comme devant également inciter à la prudence. Dans l'ensemble, cependant, cette opération est plutôt bien accueillie, étant donné les résultats encourageants

(1) UC. : Union Calédonienne.

qu'elle obtient sur la Côte Est, où se trouvent les plus fortes concentrations de population mélanésienne. Il est porté à son crédit le fait de mettre en place un outil de production qui rentabilise les terres dans le cadre de l'économie de marché, porte à de nouvelles formes d'organisation du travail, et peut conduire à une réforme profonde du système de commercialisation des produits agricoles. Toutefois, il est précisé qu'en aucun cas la nouvelle caféiculture ne devrait mettre en péril l'autonomie vivrière ; elle ne saurait être qu'un élément de production parmi d'autres, dans un système agricole appelé à se développer globalement. La caféiculture intensive devrait contribuer à revaloriser l'agriculture, et à accélérer l'évolution du monde rural vers une économie de marché, tout en favorisant une organisation sociale de la production et de la commercialisation. C'est parce qu'elle est grande consommatrice de main-d'oeuvre que cette caféiculture semble fournir la meilleure occasion pour restaurer d'anciennes habitudes d'entraide, en même temps que pour créer des coopératives de production (1). Le salariat, irrémédiablement rentré dans les moeurs se trouverait ainsi replacé dans un cadre de contrôle communautaire. Quant à la commercialisation, elle devrait s'effectuer par le biais de coopératives contrôlées par les producteurs : non seulement pour assurer à ceux-ci le meilleur bénéfice, mais pour entamer les positions du secteur commercial privé, et renverser le pouvoir économique en place (2).

" Pour le café, je crois que l'UC n'a jamais donné de position officielle. La position officielle de l'UC, c'est davantage sur le développement : comment développer sa région. En général, dans notre boulot, on a un a priori défavorable à toutes les opérations télécommandées ; mais on se dit que dans la mesure où les gens disent que c'est bon pour eux, on les encourage à profiter de la situation. Mais on ne donne pas de blanc-seing à une opération télécommandée. D'ailleurs, il vaut mieux pas trop se mouiller, parce que tout à l'heure ... Je vois que si on avait pris une position pour cette Opération Café, ou contre, on serait embêté maintenant vis-à-vis de

(1) Cette tendance politique admet qu'il peut y avoir continuité entre ce qui est parfois appelé à tort socialisme traditionnel et les formes modernes du socialisme. Mais, en fait, il s'agit là de formations sociales fondamentalement différentes, en raison de leurs bases technologiques. Ni les emprunts idéologiques, ni le transfert de modèles institutionnels, ne sauraient aller de soi.

(2) La présentation des problèmes de la commercialisation est fortement marquée par des a priori idéologiques, et ne prend sans doute pas en compte la complexité réelle des contraintes qui pèsent sur la commercialisation.

certaines régions ! On ne peut pas être d'accord avec le Service, là-dessus. Nous, on est pour la réalité des gens ; lui, il regarde les statistiques. Il dit : Il y a eu tant d'opérations programmées pour cette année, il en faut tant pour telle autre. Finalement, il ne regarde pas si les opérations ont réussi ou si elles n'ont pas réussi.

"Pour l'Opération Café, il y a eu deux tendances à l'U.C. Quelques uns disent : Le café, c'est une culture coloniale, ce sera donc le fiasco avec l'Opération Café. D'après eux, c'est une culture importée qui n'est pas entrée dans une tradition mélanésienne (ce qui est peut-être faux, parce que je crois que le café est quelque chose qui est devenu mélanésien). Mais depuis qu'on a mis le café ici, ça a toujours été le fiasco. Les Canaques ont fait du café, d'accord ; mais finalement, ils ont tout laissé tomber, parce qu'il y a eu la mine et que le café ne rapporte rien. Les colons ont fait du café aussi, et ils ont employé pour leurs cafés de la main-d'oeuvre indonésienne, sous-payée. Alors nous, ici, on dit : Si c'est pour faire du café pour trouver le même système, c'est pas la peine. Le café demande beaucoup de main-d'oeuvre, et aujourd'hui ça ne paie pas. Le problème, pour ceux qui ont cette position, c'est que le café se vend à l'heure actuelle sur le marché international à cause de ce qui s'est passé au Brésil. Mais à l'avenir, on ne sait pas ce qui va se passer.

"L'autre tendance de l'UC , ça a été : On est pour le café, mais que ça ne soit pas une monoculture. On a dit aux gens : Autant profiter d'un investissement que veut l'Administration, pour pouvoir mettre en valeur une partie de vos terres. Et je vois nos gens, par exemple dans un coin comme Vieux-Touho où les expériences ont été bonnes, ne regrettent pas aujourd'hui de s'être lancés dans cette Opération Café. Maintenant, dire que l'Opération Café garantit le développement dans le pays, nous, on ne le croit pas. On dit que c'est une opération qui peut aider au développement, mais on pense que le développement doit passer par la réalité des gens. Peut-être que dans dix ans, on se rendra compte que le café c'est l'avenir du pays, et on va peut-être étendre ces cultures. Mais je dis, pour l'instant, nous, on a surtout dans l'esprit le fait que les gens, il faut pas qu'ils abandonnent leurs cultures traditionnelles pour ne faire que du café. On pousse nos gens à planter d'abord pour leur autosuffisance. Et on les pousse de plus en plus à la création de coopératives. On va dépasser le stade de l'autosuffisance, et c'est un phénomène nouveau.

"Pour nous, c'est une politique de l'UC : Le Mélanésien jusqu'à présent n'avait qu'une économie de subsistance, mais nous, si on parle Indépendance, il faut déjà qu'on pense économie de marché. Mais ce que nous

voulons, c'est une économie de marché qui maintienne le développement de tout ce qui est culture traditionnelle, vivrière, et même qui développe ces cultures. Mais la mentalité des gens qui est donnée par l'école, c'est d'être salarié, avoir un salaire ; et la notion de revenus est liée directement à la notion de salaire. Et je vois cela chez les jeunes. Ils disent : Moi je préfère aller travailler sur la route avec un entrepreneur, parce que je suis rémunéré, j'ai mon salaire. Mais travailler la terre, chez eux, non. Nous, à l'UC, nous sommes maintenant pour un autre point de vue. C'est important pour le développement de l'agriculture, et puis pour éviter que demain on fasse les erreurs de certains pays d'Afrique par exemple, qui ont laissé de côté leur économie de subsistance, pour se lancer dans le cacao ou dans le café.

"Le nouveau café, ça va impliquer beaucoup de main-d'oeuvre pour la récolte. C'est pour ça que nous disons que nous ne sommes pas contre le café. Dans la mesure où c'est pris en charge par des coopératives, où ça socialise les gens, nous, on est pour. Le nouveau café oblige à de la main-d'oeuvre, alors que l'igname n'oblige pas à de la main-d'oeuvre, le taro non plus, ni même les agrumes. Pour cueillir leurs oranges, les gens n'ont pas besoin de main-d'oeuvre, c'est eux ou leur famille qui le font. Mais le nouveau café mûrit presque en même temps. Et là, s'il n'y a pas de main-d'oeuvre, c'est le fiasco. C'est dire qu'on est obligé de compter sur les autres pour aider. Si moi je produis du café, je ne suis pas tout seul, j'ai tous les gens qui viennent pour cueillir mon café ; et moi je vais cueillir avec eux chez eux. C'est un genre d'entraide. Mais ce travail sera pris en charge par les coopératives. Autrefois, on pouvait demander aux gens un service qui était pour la collectivité, les gens le faisaient bénévolement. Aujourd'hui, les gens disent : Nous, si on travaille, on veut être payés. Vu la mentalité, il faudra établir le système de salaire. Mais il faut travailler avec des coopératives.

"Il faut qu'il y ait une chaîne de coopératives, qu'elles s'entraident entre elles. On dit que si les gens ne sont pas d'accord pour se mettre en coopératives, c'est le fiasco ; ça restera la loi de l'import-export, qui a toujours été le gros roi. Pourquoi Ballande a tant de terre aujourd'hui ? C'est parce que les colons se sont endettés, puis Ballande a saisi les terres pour rentrer dans ses fonds. Ou bien, on se dit qu'on continue le même système et puis c'est Ballande qui fait la loi ; ou bien, on décrète qu'on déclare la guerre économique. Oui, c'est un combat. Je crois que c'est un combat politique. Et ce combat, c'est grignoter le pouvoir économique. C'est pas un combat à court terme, c'est à long terme. Il faut mobiliser nos gens, ce qui montrera qu'il y a les bons et les mauvais, parce que ceux qui ne rentrent pas dans le

combat ne sont pas bons. Nous, nous disons que notre combat pour l'Indépendance, il commence là, à ce niveau là, au niveau de la production et de l'achat. La chose intéressante du GAPCE, c'est qu'il a essayé de lutter contre l'import-export. C'est l'expérience du GAPCE, je crois, qu'il faut retenir. C'est que, en allant acheter du café, il a essayé de faire venir des produits pour les vendre à un taux beaucoup plus intéressant que chez les commerçants. Donc ça, c'est une expérience du GAPCE qu'il faut garder. Pour ça, on est pour l'opération du GAPCE.

"Avec les Groupements, c'est l'Administration qui, par l'intermédiaire du Service de l'Agriculture, a mené les affaires ; et les gens n'ont pas été intéressés. Si je prends un exemple comme Canala, il y a un Groupement de producteurs de café, et les gens ont boudé le Groupement, pour des raisons politiques ; et ils ont continué à la vieille méthode de récolte d'anciennes caféries, et continuent à le vendre chez Ballande. C'est que l'Agriculture s'est appuyée sur un certain nombre de gens de la droite, or tous ceux de la gauche ont dit : Nous, on marche pas. Et ces gens de la droite se sont davantage occupés de certains individus, et n'ont pas vu assez l'aspect collectif. Je crois que c'est la raison essentielle du fiasco. Il y a eu trop d'histoires là-dedans ... Je vous le dis, même pour la collecte du café, il y a eu des combines. Je viens ramasser le café chez vous, vous êtes un copain à moi, et moi gérant, je vous paie tout de suite. Toi, tu es d'un autre parti politique, tu attendras le mois prochain. C'est ce genre de chose qui a fait que les gens se sont coupés pratiquement du Groupement. C'était du copinage politique. Cela a fait que les gens se sont désintéressés, même des programmes genre Opération Café. Ce que je disais à propos de Canala, je le dis à propos du GAPCE aussi, mais c'est beaucoup moins qu'à Canala. Je pense qu'un type comme le chef de l'Opération Café a beaucoup travaillé pour le GAPCE. Avec l'IFCC, il a aidé le GAPCE à mettre la main sur le café, qui est la grosse production de la région. Ça n'a pas été le cas sur Canala. C'est ce qui a fait que le GAPCE a bien marché. Et puis, il a été aidé financièrement ; à un moment donné, ils étaient à trois millions de déficit, c'est l'Assemblée qui a renfloué. Là, il ne faut pas être trop rigide. Le GAPCE, à mon avis, peut très bien marcher, même si ce sont des hommes de droite. C'est pas une question d'avoir des hommes à nous. Vous savez, la politique du copinage peut très bien se faire d'un bord ou de l'autre ... Seulement, disons que ces Groupements comme le GANO, le Groupement de Canala, le GPI (1), le GAPCE à la limite, sont tenus par certains hommes qu'on n'aime pas. Ou bien on rentre dans ces Groupements,

(1) GPI : Groupement des Producteurs de l'Intérieur et des Iles.

on les noyautent, et puis on change les hommes, pour que ces Groupements s'intéressent davantage à l'ensemble de la population. Ou bien alors, on crée quelque chose de parallèle. Pour le cas du GAPCE, il y a déjà Pouébo qui a créé sa coopérative, et Hienghène qui lance Hienghène-Coop."

Dans la fraction la plus radicale du mouvement indépendantiste, l'Opération Café est rejetée ; il est explicitement demandé aux militants de refuser d'y participer et de la combattre. Cette opération aurait fondamentalement pour objectif de maintenir la présence coloniale, par le biais de l'insertion du monde mélanésien dans une économie capitaliste, localement représentée par les intérêts français. L'accroissement de la productivité ne servirait qu'à renforcer les structures dominantes, en démultipliant leur pouvoir économique et politique, et en aggravant par là même l'asservissement du cultivateur et la désagrégation de la société mélanésienne. L'aliénation du monde canaque en serait augmentée d'autant. Une priorité absolue est donc donnée à la conscientisation et à la mobilisation politique, aux dépens des réalisations économiques immédiates, l'Indépendance étant considérée comme un préalable. La charge affective véhiculée par ce parti-pris idéologique est telle que le discours militant refuse de reconnaître un quelconque aspect positif à l'opération. Cette position s'est imposée en plusieurs localités, mais elle n'a que rarement réussi à prévaloir longtemps, la majorité des cultivateurs étant sensible aux avantages de toutes sortes qu'elle pouvait tirer de l'Opération Café.

"Puisqu'on m'a demandé de dire ce que je pense des opérations lancées par l'Administration, Kanak que je suis, je veux m'efforcer de parler dans cette langue qui n'est pas la mienne. "

"Peu de Kanaks ont accepté ces opérations. Parmi eux, beaucoup n'ont pas fait de bonnes affaires, je dirais même que beaucoup échouent. La question que je vais poser est la suivante : Pourquoi, en gros, ces opérations café, reboisement, FADIL, ont été rejetées par la majorité des Kanaks et n'ont pas tellement réussi chez le peu de Kanaks qui ont accepté ?

"Pour moi, au-dessus de tout ça, ça va faire bientôt cent vingt ans que la France a dit à ces grandes nations, qui parcouraient au siècle dernier les océans à la découverte et faisaient main basse sur les terres lointaines, que la Nouvelle-Calédonie (qui était la Kanakie) est devenue "fil de la mère patrie". Je voudrais dire que malgré plus d'un siècle de présence, nous, la majorité des Kanaks (82 % au Front Indépendantiste), nous n'avons jamais dit oui à la France. La preuve, elle est là. Toute cette révolte,

d'Ataï et de Noël, et de nos jours, la majorité des Kanaks revendiquant leur indépendance nationale (1).

"Revenons à ces questions d'Opération Café, reboisement, FADIL (Caisse de bienfaisance pour financer ces opérations) ... Je suis sûr et certain que si demain le gouvernement socialiste ne nous comprend pas, il va pondre d'autres opérations de ce genre. Ces deux opérations, café et reboisement, ont été étudiées exprès pour faire croire aux Kanaks qu'on s'occupe d'eux. Alors, un Kanak inconscient se dira : Peut-être que la France a pitié du peuple Kanak, qu'elle veut le sauver, assurer sa survie ; il faut commencer à faire comme le blanc pour que nous ayons un rendement. Mais un Kanak conscient se dira : Ces opérations café et de reboisement, c'est pour mieux ramener le Kanak à s'affairer dans son petit monde naturel qu'est sa réserve. Du fait qu'il aura sa petite cafécie, sa petite forêt, dans son petit lopin de terre de sa réserve, le Kanak restera toujours agriculteur de naissance. Alors que souvent on se dispute dans la réserve, pour un petit bout de terre. Dans le système capitaliste, l'Administration, pour tromper le Kanak et résoudre la question du chômage, va d'abord garer le Kanak dans une école comme la MFR, en prétendant qu'avec des techniques modernes on peut produire le double sur le petit lopin de terre de la réserve. Pour moi, qu'est-ce que le Kanak va produire ? C'est vrai, il va peut-être doubler sa production. Mais qu'est-ce que ça représente cette double production sur un petit lopin de terre ? Ça ne suffira peut-être même pas à faire vivre uniquement sa famille. Ces petits Kanaks, remisés dans ces centres d'orientation MFR, resteront toujours des agriculteurs. (Pourquoi des agriculteurs ? Parce que le mot agriculteur, c'est simplement pour abaisser le Kanak ; ça veut dire sans fortune, sans métier, un vaurien, et c'est pour cela que le Kanak est la plupart du temps un chômeur). N'est-ce pas pour cela qu'on crée ces deux opérations café et forêt ? Vu sous cet angle, on veut une fois de plus faire croire aux Kanaks qu'on s'occupe de leur sort, et en réalité on veut maintenir le Kanak en tant qu'être inférieur, en le muselant de quelques miettes du gros gâteau sorti de sa vraie terre. Je voudrais dire qu'on veut museler le Kanak qui, depuis un siècle de souffrance, cherche sa place au soleil en revendiquant son indépendance nationale. Je voudrais dire qu'en choisissant ces deux projets café et reboisement, l'Administration veut continuer à maintenir le Kanak dans une situation naturelle, une situation

(1) Parmi les multiples rébellions survenues au siècle dernier, celle conduite par Ataï en 1878 a été la plus importante. La révolte de Noël, en 1917, est la dernière en date.

qui n'évolue pas vers la société progressiste. Le Kanak a raison de se méfier car les agents de la France n'ont pas encore avalé qu'il faudra décoloniser un jour.

"Je voudrais dire que le mot décolonisation n'est pas uniquement national, il est aussi international, et s'étend au Pacifique. Je veux dire que demain la société du Pacifique sera là. Qu'on le veuille ou non, la Kanakie sera indépendante. Non pas dans un système capitaliste, mais dans un système socialiste et révolutionnaire."

Fourni sous forme de contribution écrite, le texte qui vient d'être présenté a fait l'objet d'une discussion avec son auteur. Rapportée ci-dessous cette discussion est symptomatique des contradictions inhérentes à la position défendue, dans la situation politique actuelle.

"A vrai dire, on sait qu'on est en porte-à-faux pour l'Opération Café, parce qu'on sait que le nouveau café est valable sur le plan technique. Ça va pour nous les jeunes, parce qu'on est déjà conscients : alors, on peut exploiter l'Etat Français avec le nouveau café, en vue de notre Indépendance. Mais le danger existe pour ceux qui ne sont pas conscients, et que le nouveau café va tromper. Avec le terrain qui nous reste, c'est-à-dire le moins bon, on a beaucoup de difficultés, et les résultats ne sont pas assurés ; surtout quand ce sont des débutants, qui n'ont pas de grande expérience. D'où le risque du découragement. Ce qu'il faut chercher, pour l'Indépendance, ce n'est pas de survivre seulement, mais de vivre avec une véritable économie.

"L'Indépendance kanake, c'est l'indépendance culturelle, l'indépendance politique, l'indépendance économique. Mais pour faire une indépendance socialiste, il faut être révolutionnaire. Il faut aussi combattre l'exploitation du Kanak par le Kanak, qui risque bien de remplacer l'exploitation du Kanak par le blanc. C'est maintenant qu'il faut commencer à vivre le socialisme : Tant que le blanc est encore ici, qui peut faire l'arbitre. Ce qu'il faut, c'est répartir la terre de façon équitable. L'histoire des terres claniques va diviser les gens, entre ceux qui sont avantagés et ceux qui sont démunis.

"L'idée de conscientisation passe de toute façon auprès des jeunes, même si le Palika n'est pas majoritaire."(1)

Le dernier texte, d'un interlocuteur qui n'appartient pas au Palika

(1) Palika : Parti de Libération Kanak.

décrit une intervention de militants contre l'Opération Café, et les suites de cette action.

"Derrière la chaîne centrale, il fait trop chaud ; le café donne bien, mais pas tous les ans. Certaines années, il charge à bloc ; et l'année d'après il n'y a plus rien. Et il ne donne bien qu'au début, pendant onze ans. Ce n'est pas comme sur la Côte Est, où l'humidité est bonne pour le café. Ça, c'est pour l'ancien café.

"Pour le nouveau café, on ne voit pas encore, ou on ne connaît pas encore le problème. Pour le moment, on a seulement fait le tracement. Il y en a beaucoup qui, ayant voyagé sur la Côte Est, demandent des tracements pour l'année prochaine. Au début, ils ont refusé à cause de la propagande contre le FADIL, et le café. Ils ont toujours mélangé le travail avec la politique.

"Quand le bulldozer est venu, il y a eu un rassemblement politique. Le Palika a dit que le profit du travail est pour les blancs, et non pas pour les Mélanésiens. Je suis à Lifou, à une réunion de recyclage de l'Eglise ; Adrien est à Nouméa ; Etienne et Luc sont là, mais n'ont pas la force de lutter contre les autres et de bien expliquer. Le bull du GANO est reparti travailler dans les autres tribus. A la suite de cela, il y a eu une assemblée à la tribu ; le bull est demandé de nouveau, et on veut faire les cinq tracements.

"Le vulgarisateur vient de Pouembout ; c'est un Lifou. Il ne faut pas mélanger le travail et la politique. Le travail, c'est pour la nourriture, c'est pour la famille.

"Le café c'est bon, parce que si tu en bois le matin, ça donne la force et du courage au travail.

"Les noms de réserve, ça a été fabriqué par les blancs ; avant, c'était la tribu partout. Tu connais, quand on cherche le bétail sauvage : on va le chercher là où il est bien, et on le pousse là où on a fait une barrière pour l'enfermer. On a mélangé toutes les tribus, alors il y a des querelles.

"Ceux qui ne peuvent pas faire de café parce qu'ils n'ont pas de terre, ou n'ont que de mauvaises terres, sont contre ceux qui veulent faire le café ; ils ont peur de voir les autres s'enrichir. Ce sont des étrangers."

7. CONCLUSIONS PROVISOIRES

Le texte qui suit reproduit l'intervention faite à l'occasion des *Journées de l'Opération Café* qui se sont tenues à Poindimié, les 25 et 26 novembre 1981, à l'initiative du Service de l'Agriculture.

7.1. Objet et méthode

Les recherches sociologiques menées sur la reforestation ont mis en évidence que *la société mélanésienne fonctionne selon une rationalité différente de celle habituellement postulée dans les plans d'intervention élaborés par les organismes techniques, et que l'ignorance des écarts et des contradictions entre ces deux rationalités constitue un facteur irrémédiable d'échec.*

Le Service de l'Agriculture en a conclu à la nécessité d'une étude pour assurer à l'Opération Café une insertion adéquate dans l'environnement socio-économique mélanésien.

Les recherches commandées dans cette perspective devaient préciser les motivations réelles mises en jeu par cette Opération, les stratégies sociales qu'elle suscite, et ses conséquences prévisibles au niveau des communautés rurales qu'elle touche. Mais il s'est avéré que ces données ne pouvaient être valablement cernées que dans le cadre d'une analyse d'ensemble des mécanismes sociaux, et en particulier du système de production. Le champ de l'étude se trouvant de ce fait élargi, *les recherches en cours pourraient déboucher sur une problématique globale du développement du milieu mélanésien, bien au-delà des problèmes particuliers posés par la seule Opération Café.*

Le premier document à paraître présentera le corpus, organisé et commenté, du discours que les divers agents sociaux développent au sujet de l'Opération Café. Le document suivant, qui consistera en une analyse qualitative

et quantitative des implications de la caféiculture nouvelle, fera le point des recherches relatives aux conditions générales d'une politique de développement dans le monde rural mélanésien.

Dans l'état actuel des travaux, il s'avère déjà possible de formuler quelques observations susceptibles d'aider à mieux articuler l'Opération Café sur les réalités concrètes. Il va sans dire que ces observations résultent d'une formalisation des données qui se situe au-delà des cas particuliers : c'est à travers la structure des déterminations majeures que la sociologie rend compte de la réalité.

7.2. Aspects positifs de l'Opération Café

* Bien qu'elle fût autrefois implantée par la contrainte coloniale, *la caféiculture a été appropriée par les Mélanésiens*, et elle constitue de ce fait *un domaine d'activité propice à une initiative d'envergure* (si les conditions économiques s'y prêtent). Les inquiétudes inspirées par le nouveau matériel végétal et les nouvelles techniques culturales semblent devoir se dissiper rapidement sur la Côte Est : *le Robusta fait actuellement ses preuves par ses hauts rendements et sa rusticité*. Les soins exigés par le nouveau café conduisent à *substituer une agriculture intensive à la forme de cueillette* qui caractérise la caféiculture ancienne.

* *La publicité donnée à l'Opération lors de son lancement lui a communiqué une impulsion et une dimension qui sont sans commune mesure avec les interventions de routine et les possibilités des Services Techniques isolés*. Cette publicité a rendu manifeste la marginalité du milieu mélanésien, ainsi que l'urgence d'une politique de développement.

* A la faveur de l'Opération Café, *le secteur agricole s'est doté d'un encadrement de base*, qui se forme à la caféiculture, et qui serait susceptible de recevoir une formation complémentaire. Exprimant un besoin de transfert de technologie, *un nouveau type de rapport s'instaure entre cultivateurs et agents de vulgarisation*.

* *L'Opération Café contribue au progrès des connaissances générales en matière agricole, et elle amorce de nouvelles pratiques culturales - culture intensive, mécanisation, arrosage, fertilisation*. On relève quelques projets de réaménagement de l'espace agricole en fonction des possibilités ainsi créées (remplacement des anciennes caféries, et récupération de terres vivrières).

** D'anciennes formes d'organisation du travail sont réactualisées. On observe de nouvelles formes d'entraide et d'exploitation du travail. A travers ces tentatives, le système de production cherche à s'adapter.*

** S'insérant dans le contexte de la compétition pour le prestige ou le pouvoir économique, l'Opération Café a mobilisé une partie des acteurs prédominants du jeu social.*

** En aval de l'Opération, la commercialisation du café et son traitement ont fait l'objet d'un début de réorganisation. L'expérience acquise par les différents Groupements pourrait conduire à l'élaboration d'une politique d'ensemble.*

** Grâce à sa dimension politique, l'Opération Café s'est constituée en un programme d'intervention à long terme, intégré et volontariste, bénéficiant d'importants moyens financiers.*

Ces aspects positifs contribuent sans doute à expliquer qu'il existe déjà quelques caféières sans ombrage portant de belles récoltes, que beaucoup d'autres sur la Côte Est sont en bonne voie, et que le nombre de candidats caféiculteurs continue à s'accroître.

7.3. Hypothèques pesant sur l'Opération Café

S'il convient de relever le bon accueil assez souvent réservé au nouveau café sur la Côte Est, et la relative facilité de la conversion technologique, il ne faut cependant pas nourrir d'illusions sur l'adhésion des Mélanésiens à l'Opération Café. *Le café n'est pas l'ignome ; il n'est valorisé que dans la mesure des revenus qu'il peut rapporter.* Pour réussir, l'Opération doit par conséquent proposer un matériel végétal à haut rendement et techniquement au point, et il faut que le prix payé au producteur soit compétitif avec les autres formes de rémunération du travail. Les variétés d'Arabica implantées dans le Nord et sur la Côte Ouest ne répondent pas au premier critère et dans cette dernière région, comme dans la partie sud de la Côte Est, la nouvelle caféiculture souffre de la concurrence d'autres activités rémunératrices. Même dans les régions où l'Opération Café réussit, des doutes subsistent : on s'interroge notamment sur la résistance du nouveau café aux cyclones, et sur l'évolution des prix. Par ailleurs, l'ancien café conserve aux yeux de nombreux cultivateurs un avantage majeur : il survit à l'absence de soins quand

la caféière est abandonnée au profit d'une activité mieux rémunérée, alors qu'une nouvelle flambée de l'activité minière ou une baisse conjoncturelle du prix du café pourrait se révéler fatale aux caféières sans ombrage. Ces données qui se greffent sur le souvenir des échecs et des préjudices subis à l'occasion d'interventions techniques antérieures, contribuent à expliquer le fait que *le cultivateur mélanésien conçoit généralement sa participation comme s'agissant d'un essai, plutôt que d'une option résolue en faveur de la nouvelle caféiculture.* Cette attitude rend compte des réticences de certains cultivateurs à l'égard de divers impératifs techniques (dimension des parcelles, techniques culturales), de même qu'elle rend compte du peu de réaction des cultivateurs face aux échecs.

En admettant qu'au terme de la phase d'essai le cultivateur mélanésien conclue à l'intérêt de la caféiculture sans ombrage, il reste à déterminer l'insertion de celle-ci dans le système de production existant. Il faut noter à ce propos que *l'Opération Café a été élaborée en fonction d'une conception de l'exploitation agricole transposée indûment de l'agriculture occidentale au milieu mélanésien, et que ce vice initial est rédhibitoire. Le support de l'opération comme sa visée étant définis de manière inadéquate, non seulement les Mélanésiens et les Services Techniques ne parlent pas la même langue tout en utilisant les mêmes mots (pour désigner des réalités différentes), mais encore ils recourent à des stratégies divergentes, voire contradictoires, pour atteindre les objectifs distincts qui leur sont propres. Le régime des terres, la nature des relations sociales, l'éclatement des groupes de production selon les activités, et même l'organisation de la distribution, ne correspondent pas au concept occidental d'exploitation agricole. A la base de l'opération, les calculs et les projections relatifs aux superficies à mettre en culture, aux temps de travaux, au comportement économique du producteur et de ses dépendants demeurent par conséquent sans portée réelle dans la situation présente, et faussent l'orientation concrète de l'opération. Avant de vouloir transformer le système de production en place, il serait indispensable de le prendre*

en compte tel qu'il est - ce qui signifie qu'il faudrait, pour commencer à prendre la mesure exacte à travers une approche anthropologique rigoureuse. Au reste, il s'agit là d'un préalable à toute entreprise de développement en milieu rural mélanésien.

L'information relative à l'Opération Café a surtout circulé à sens unique, des Services Techniques vers les cultivateurs, selon des schémas établis par les instances administratives, et avec des filtres qui dénaturaient ou rendaient impossible tout dialogue. La publicité initialement donnée à l'opération s'est réduite à ce que l'opération disait d'elle-même pour s'imposer

en tant que telle, sans impliquer véritablement le monde rural mélanésien et ses responsables, et sans emprunter avec une constance suffisante les circuits traditionnels de l'information. De plus, le discours était biaisé par la logique inhérente à l'opération, à tel point qu'on a caché aux cultivateurs les raisons techniques de certains échecs, allant jusqu'à leur faire croire que ceux-ci leur étaient imputables (les effets des maladies étant mis sur le compte d'une insuffisance de soins). Cela contribue à expliquer que très peu de cultivateurs maîtrisent l'information. Dans ce domaine, une nouvelle politique pourrait être élaborée, sous la forme d'un large débat public, organisé à partir des questions et des objectifs de la base et de ses représentants, étant entendu que tous les partenaires de l'opération ont un droit absolu à la vérité.

Si les avantages matériels assurés aux cultivateurs ont incontestablement favorisé le démarrage de l'opération, il importe de noter que *l'assistance ainsi apportée au monde mélanésien présente par ailleurs le caractère négatif de toutes les formes d'assistance : elle crée des assistés*. D'une part, les formes d'assistance répétées entraînent la dévalorisation de l'aide fournie; d'autre part, le groupe assisté tend à exiger que l'assistance augmente à mesure que sa dépendance s'accroît. Ce double processus se situe à l'inverse d'un processus de développement, et risque de compromettre pour un délai plus ou moins long toute reprise d'initiative du milieu assisté. Quelles qu'elles soient, les tentatives de prise en charge du milieu par les Services Techniques doivent donc être considérées comme néfastes ; au reste, elles sont illusoires. La fourniture d'avantages matériels ne doit constituer qu'une mesure d'accompagnement provisoire, pour inciter à l'action et la soutenir à ses débuts. En plus de ces considérations, il convient de relever que l'assistance apportée dans le cadre de l'Opération Café a présenté deux inconvénients particuliers. *L'intervention de moyens mécaniques pour la préparation des parcelles s'est traduite par une mise à l'écart du cultivateur ; certains se plaignent d'avoir assisté, impuissants, à la destruction de la fertilité de leur sol. Par ailleurs une coordination insuffisante des travaux ayant obligé à reprendre une ou plusieurs fois l'ouverture de certaines parcelles, et ayant conduit à la perte de nombreuses pépinières, l'Administration a parfois donné l'exemple d'une gabegie qui, si elle n'a guère étonné, a contribué à renforcer l'idée que l'Opération Café est d'abord une affaire de l'Administration, et que celle-ci dispose pour cette opération de moyens qui sont sans commune mesure avec ceux du cultivateur*. Peut-être eût-il été préférable, pour mobiliser les cultivateurs de les aider à réaliser eux-mêmes certains travaux au lieu de les faire à leur place.

L'encadrement de l'opération a également contribué à renforcer le rapport d'assistance. Les cultivateurs ont été sollicités par des vulgarisateurs d'autant plus empressés que le succès leur assurait des émoluments relativement confortables ; et la densité de l'encadrement (par rapport au nombre de cultivateurs adhérant à l'opération) a joué dans le même sens. Un encadrement dense ne peut se justifier que pour répondre à une demande importante de savoir technologique. En devançant cette demande, l'encadrement ne la crée pas ; il tend à la stériliser et à la transformer en quête d'assistance.

De son côté, la prise en charge de la commercialisation par certains Groupements a eu des conséquences opposées aux objectifs recherchés. Les disco de présentation semblent davantage constitués de déclarations de principes et d'intentions que de démonstrations claires et convaincantes : l'information fournie est partielle, voire partielle. De nombreux cultivateurs éprouvent des difficultés à se situer par rapport aux offres qui leur sont faites, hésitant sur leur propre intérêt, compte tenu des fluctuations imprévisibles du marché et des systèmes de la commercialisation. Aussi les Groupements, qui sont habituellement identifiés à l'Administration, n'apparaissent-ils pas, dans la plupart des cas, comme le partenaire commercial le plus avantageux et le plus sûr. Un important travail de clarification et d'information s'impose donc pour ce qui est du secteur de la commercialisation. Mais le principal inconvénient de initiatives prises par l'Administration dans ce domaine concerne le comportement économique des cultivateurs : non seulement la vente du café mûr prive le producteur de la valeur ajoutée par le séchage (le temps gagné n'étant généralement pas investi dans une autre activité de production), mais encore elle tend à ramener la caféiculture à une activité de cueillette à moindre impact économique la récolte étant vendue au fur et à mesure des besoins courants pendant la saison de la cueillette. Les comptes à vue chez les commerçants et dans les comptoirs acheteurs de café ont l'avantage de permettre une utilisation des revenus de la caféiculture pendant toute l'année, par débit ou par crédit ; la commercialisation par les Groupements devrait offrir les mêmes services.

Les choix politiques qui sont à l'origine de l'opération correspondent à un type de développement qui est refusé par une minorité agissante de Mélanésiens et qui, en tant que tel, n'intéresse guère la majorité. Ce qui a été recherché, c'est la résorption de la marginalité du monde mélanésien, et son intégration dans l'économie de marché et dans la société calédonienne. Tout en admettant que la caféiculture sans ombrage se révélera intéressante à long terme par son impact technique et économique, certains partis politiques dénoncent l'opération comme néfaste à court terme, et invitent leur militants à s'abstenir. Selon cette analyse, l'opération chercherait à mobiliser les

Mélanésien sur des programmes ponctuels d'accroissement de la production, n'impliquant pas de véritable politique de développement du milieu, mais assurant le maintien de structures d'exploitation et de domination. La nouvelle technologie caféicole permettrait aussi à l'Administration de prouver qu'une exploitation optimale de l'espace décuplerait les possibilités actuelles des réserves, et que bien des revendications foncières seraient de ce fait sans objet. Enfin, une mobilisation économique aurait pour effet une démobilisation sur le plan politique, jugé prioritaire. Si une analyse aussi radicale n'est clairement exprimée que par une faible fraction de la population, il ne faut pas en conclure qu'elle est sans portée : les idées qu'elle véhicule sont en fait répandues, mais de façon non organisée. On relève une suspicion assez générale à l'égard de l'Administration et de ses initiatives : il lui est reproché de refuser le dialogue avec la population, et de ne pas faire connaître clairement ses buts et les voies qu'elle entend suivre. Arguant d'échecs répétés, imputables au fait que le problème du développement n'a jamais été posé en tant que tel, le milieu mélanésien exprime des aspirations diffuses qui se cristallisent d'autant plus facilement qu'elles sont portées par la revendication du mouvement canaque. *Ne pouvant jouer son rôle moteur pour le développement que dans le cadre d'une politique de développement négociée avec tous les agents sociaux intéressés, l'Opération Café pourrait contribuer à susciter l'indispensable débat.*

7.4. Bilan de l'Opération Café

En réduisant les ambitions du programme à la création et à l'entretien de nouvelles caféières sans ombrage, on peut conclure que *l'opération réussit sur la Côte Est, où le matériel végétal et les méthodes culturales sont techniquement au point, et où le niveau des possibilités de travail rémunéré est le plus bas ; et qu'elle marque le pas ou échoue dans le Nord et sur la Côte Ouest, où les problèmes agronomiques de la caféiculture ne sont pas résolus de manière satisfaisante, et où s'offrent d'autres possibilités d'emploi, mieux payées ou moins astreignantes.* Pour que l'opération réussisse, il faut que les deux facteurs de succès se conjuguent ; pour qu'elle échoue, il suffit de l'intervention de l'un des deux facteurs d'échec.

Les contraintes foncières représentent un réel facteur limitant pour de nombreux cultivateurs. Mais ce facteur n'intervient qu'en troisième lieu, et seulement au niveau de groupes particuliers ou d'individus.

Globalement, *l'impact de l'opération s'avère, pour le moment, relativement limité : la phase de production vient seulement de commencer, et les*

difficultés rencontrées dans le Nord et sur la Côte Ouest ont sensiblement réduit la portée du programme, au moins temporairement. Pour intéressante qu'elle paraisse, l'Opération Café est généralement perçue comme une action ponctuelle pour un accroissement de la production agricole, s'insérant dans une longue suite de programmes de ce genre. C'est dire que, *pour le monde mélanésien, elle ne s'inscrit pas dans la perspective d'une réelle politique de développement.*

En l'absence d'une telle perspective, l'opération devait fatalement s'enfermer dans le carcan d'un projet technocratique, indépendamment des hommes chargés de la mettre en oeuvre. Les impératifs politiques ont joué dans le même sens, en imposant la priorité des objectifs planifiés au détriment d'une promotion concertée.

Pour se transformer en une opération de développement, l'Opération Café devrait nécessairement être portée par une politique globale de développement. Mais il va sans dire que la mise en place d'une telle politique exigerait comme condition préalable la levée de certaines hypothèques de nature politique. En attendant, il est possible de produire du café, plus de café, et du meilleur café. Le véritable problème est ailleurs, et ses enjeux sont plus importants. *Avant d'être un problème technique, le développement est un problème politique.*

ORSTOM, Nouméa, 1982.

A N N E X E

Document établi par la Maison Familiale Rurale de Canala
sur l'Opération Café

CRITIQUES ET SUGGESTIONS SUR L'OPERATION CAFE.

I - L'OPERATION CAFE ET LE PROBLEME DES TERRES.

A première vue, on a l'impression que l'opération café est le morceau d'os qu'on jette au chien, pour l'empêcher de grogner. Bien que les Mélanésiens semblent s'y intéresser sur la Côte Est, il me paraît indispensable de régler en premier lieu le problème des terres. Pour créer une parcelle de 3 ha en milieu mélanésien ce n'est pas toujours facile. Seuls les grands propriétaires terriens peuvent créer des parcelles de 1 ha maximum et les "sans terre" sont automatiquement exclus de l'opération. Le colon européen peut-être soit agriculteur soit éleveur ; actuellement des colons disposant de 120 ha de terre pour 30 têtes de bétail s'amusent à s'inscrire à l'opération café pour une parcelle d'1 ha ne serait-ce que pour contrer les revendications. Enfin l'opération café ne doit pas constituer un gouffre, ou on jette de l'argent sans trop savoir pour quoi "MINI BOUM AGRICOLE". Si les expériences de la Côte d'Ivoire ont été concluantes, il ne faut pas oublier que les problèmes humains ne sont peut-être pas les mêmes qu'en Calédonie.

II - LES COMPARAISONS DES DEUX METHODES

Pour la nouvelle méthode les chiffres alignés par l'IFCC tentent le Mélanésien à se lancer dans l'affaire sans chercher à approfondir l'étude des avantages et les inconvénients.

D'après les calculs IFCC 1 ha nouvelle méthode rapporterait 225.000 francs par an. D'après enquête faite à CANALA (.....) 1,5 ha de café Arabica ancienne méthode, cultures associées : Bananes et agrumes donnent en moyenne les chiffres suivants :

- CAFE : 400 kgs par an à 150 francs le kg.
- BANANES : 80 kgs par semaine de Janvier à Décembre à 30 francs le kg.
- AGRUMES : 200 kgs par semaine pendant 5 mois à 30 francs le kg.

Il convient donc de noter que l'on arrive sensiblement aux mêmes chiffres par an pour un hectare. Si la nouvelle méthode facilite la rapidité de la cueillette et la circulation dans la parcelle, en revanche, elle nécessite une présence constante sur le terrain et des soins particuliers, engrais etc...

Là aussi il peut y avoir un danger dans le dosage des engrais. Le cas s'est déjà produit à CANALA où un mauvais dosage d'engrais a entraîné la destruction de 4.000 jeunes plants. Un autre danger peut aussi apparaître à l'avenir avec une rupture de stock d'engrais, le cas des aliments pour volaille s'est déjà présenté à NOUMEA.

Un autre point important : Le Mélanésien a toujours tendance à chercher un emploi même s'il a trois ha de Café. La question posée est de savoir si à partir du moment où sa parcelle commence à rapporter quelque soit la superficie, il faut le considérer comme un ouvrier agricole à salaire régulier n'ayant plus droit au chômage.

L'ancienne méthode par contre est parfaitement compatible avec les traditions et coutumes mélanésiennes ; si la circulation et le ramassage y est difficile en revanche il y a économie de terrain. Il serait souhaitable d'étudier la rénovation des vieilles plantations sans détruire les arbres fruitiers, et développer la nouvelle méthode sur les terrains à niaoulis qui seront redistribués aux jeunes Mélanésien sans terre.

III - LE CIRCUIT COMMERCIAL DU CAFE.

Quand on regarde le circuit on s'aperçoit qu'entre le producteur et le consommateur il y a le profiteur et c'est celui qui gagne de l'argent sans se préoccuper des problèmes du producteur.

Les Groupements ou Coopératives Agricoles sont les seuls organismes pouvant garantir une bonne distribution des bénéfices, mais à condition qu'il y ait une bonne gestion par les producteurs mêmes. Le Service de Développement est tout désigné pour former des gérants mélanésien qualifiés. Pour éliminer tout à fait le profiteur, il serait souhaitable que tous les Groupements s'unissent pour créer leur propre usine de transformation.

IV - INFORMATION.

Le système économique mélanésien existe mais la notion de profit n'figure pas. C'est pour cette raison que les Mélanésien ne s'intéressent pas au Commerce ou activités à rapport. Si on cherche à les faire participer à l'économie du pays, il leur faut une bonne information. Actuellement pour le café l'information se fait entre Mélanésien de bouche à oreille, et chacun va voir le responsable pour s'inscrire. Or, ce qu'il faudrait faire c'est des réunions de sensibilisations. Ensuite des réunions d'information plus détaillées. A la M.F.R., nous avons un thème tous les ans sur le café sans ombrage pour les élèves. Et nous sommes prêts à organiser des sessions pour adultes.

EN CONCLUSION

L'Opération Café ne doit pas s'imaginer dans un bureau avec un stylo bic, et ne doit pas servir non plus à noyer le problème des terres. Si toutes les parcelles de la Région de CANALA, ne dépassent pas 1,5 ha, c'est qu'il y a une raison. Pour créer une parcelle de 3 ha, il faut une exploitation clanique et non familiale. Le budget de l'Opération Café ne doit pas servir pour faire n'importe quoi par le Mélanésien avec une assistance qui ne peut qu'accentuer une mauvaise mentalité d'où manque d'initiative. Quand on apporte de l'espoir aux gens et que l'on respecte leurs traditions, notre aide est un partage fraternel et non une assistance qui détruit l'initiative locale et par là même la civilisation d'un peuple.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports administratifs

- Caisse de Stabilisation des Prix du Café. - 1977 : Rapport de gestion et compte administratif. Campagne 1976. Nouvelle-Calédonie et Dépendances, 52 p. multigr.
- Institut Français du Café et du Cacao. - Rapports d'activité pour les années 1969-70, 1972-73, 1974, 1975, 1977, 1978, 1979. Ponérihouen. multigr.
- Service de l'Agriculture. - 1966 : Rapport sur la culture du caféier Arabica. Nouvelle-Calédonie et Dépendances, 36 p. multigr.
- Service de l'Agriculture. - 1980 : Rapport annuel 1979. Nouvelle-Calédonie et Dépendances, 49 p. multigr.
- Service de l'Agriculture. - 1981 : Etat des réalisations et des prévisions de l'Opération Café. Programme de plantation des tranches 1979, 1980, 1981, 1982. ms.
- Service de l'Agriculture. - 1981 : Bilan de l'Opération à la fin du 3e trimestre 1981. Poindimié. 11 p. multigr.
- Territoire de la Nouvelle-Calédonie et Dépendances. - 1978 : Un plan de développement économique et social à long terme pour la Nouvelle-Calédonie : le projet de la France en Nouvelle-Calédonie. Nouméa. 313 p. multigr.

Ouvrages relatifs à la Nouvelle-Calédonie

- BARRAU (J.), GUIART (J.) - 1956 : L'agriculture vivrière autochtone de la Nouvelle-Calédonie ; précédé de : L'organisation sociale et coutumière de la population autochtone. Nouméa. Commission du Pacifique Sud. Document technique n° 87. 153 p.
- BENSA (A.) - 1981 : Clans autochtones : situation pré-coloniale. Atlas de la Nouvelle-Calédonie. Planche 18. Paris. ORSTOM. 53 planches.
- BOCCAS (B.), SEIVERT (B.), PELLEGRIN (F.), KOHLER (F.) - 1981 : La rouille orangée du caféier d'Arabie en Nouvelle-Calédonie. Nouméa. ORSTOM. 32 p. multigr.
- DOUMENGE (J.P.) - 1974 : Paysans mélanésien en pays Canala. Nouvelle-Calédonie. Centre d'études de géographie tropicale, Bordeaux. C.N.R.S. 1974.220 p.
- LEENHARDT (M.) - 1930 : Notes d'ethnologie néo-calédonienne. Paris. Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie. 265 p.

- LEENHARDT (M.) - 1932 : Documents néo-calédoniens. Paris: Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie. 514 p.
- GUIART (J.) - 1959 : Destin d'une Eglise et d'un peuple. Nouvelle-Calédonie 1900-1959. Paris. Mouvement du christianisme social. 87 p.
- GUIART (J.) - 1963 : Structure de la chefferie en Mélanésie du Sud. Paris. Institut d'ethnologie. 688 p.
- HAUDRICOURT (A.G.) - 1964 : Nature et culture dans la civilisation de l'ignar L'homme. Vol. IV, pp. 105-113.
- KOHLER (J.M.) - 1980 : Notes sociologiques sur le programme de reforestation de Tango. Nouméa. ORSTOM. 70 p. multigr.
- KOHLER (J.M.) - 1981 : Notes sociologiques sur le programme de reforestation de l'Ile des Pins. Nouméa. ORSTOM. 67 p. multigr.
- METAIS (E.) - 1967 : La sorcellerie canaque actuelle. Les "tueurs d'âmes" dans une tribu de la Nouvelle-Calédonie. Paris. Société des Océanistes n° 20. Musée de l'Homme. 419 p.
- OZANNE-RIVIERRE (F.) en collaboration avec POINDI TEIN - 1979 : Textes nemi (Nouvelle-Calédonie). Paris. Société d'Etudes Linguistiques et anthropologiques de France. Vol. I, 316 p., Vol. II, 367 p.
- RIVIERRE (J.C.), OZANNE-RIVIERRE (F.), MOYSE-FAURIE (C.) - 1980 : Mythes et contes de la Grande Terre et des îles Loyauté (Nouvelle-Calédonie). Paris. SELAF. 223 p.
- ROCHETEAU (G.) - 1968 : Le Nord de la Nouvelle-Calédonie. Région économique. Paris. ORSTOM. Mémoire n° 32. 130 p.
- SAUSSOL (A.) - 1967 : Le café en Nouvelle-Calédonie. Grandeur et viscosité d'une colonisation. Cahiers d'Outre-Mer. T.XX pp. 275-305.
- SAUSSOL (A.) - 1970 : La propriété foncière mélanésienne et le problème des réserves en Grande Terre néo-calédonienne. Cahier du Pacifique. Janvier 1970. n° 9. pp. 83-125.
- SAUSSOL (A.) - 1971 : New Caledonia : colonization and reaction. Land tenure in the Pacific. Ron Crocombe ed. Reprint 1977, pp. 227-247.
- SAUSSOL (A.) - 1979 : L'Héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie. Paris. Société des Océanistes n° 40. Musée de l'Homme. 493 p.

Ouvrages relatifs à l'Océanie

- ALLEN (M.R.) - 1969 : Report on Aoba. Vila. New-Hebrides. Caroline Leaney ed. 246 p. multigr.
- BARNES (J.A.) - 1962 : African models in the New Guinea Highlands. Man. Vol. 62. pp. 5-9.

- BARRAU (J.) - 1971 : La culture itinérante, longtemps mal comprise et encore mal nommée. Journal d'agriculture tropicale et de botanique appliquée. Vol. XVIII n° 1-2-3, pp. 100-103.
- BONNEMAISON (J.) - 1977 : Système de migration et croissance urbaine à Port-Vila et Luganville (Nouvelles-Hébrides). Paris. ORSTOM. Travaux et documents n° 60. 97 p.
- CHAPELLE (T.) - 1978 : Customary land tenure in Fiji : old truths and middle-aged myths. Journal of the Polynesian society, june 1978, vol. 87 n° 2. pp. 71-88.
- GUIART (J.) - 1969 : Programmation et agriculture en Mélanésie. L'Homme. Tome IX, n° 3. pp. 107-112.
- GUIART (J.) - 1972 : Les Nouvelles-Hébrides. Encyclopédie de la Pléiade. Ethnologie régionale. pp. 1151-1173.
- OLIVER (L.) - 1955 : A Solomon island society. Kinship and leadership among the Siuai of Bougainville. Cambridge. Harvard University Press. 533 p.
- PITT (D.) - 1970 : Tradition and economic progress in Samoa. A case study of the role of traditional social institutions in economic development. Oxford. Clarendon Press. 295 p.
- SAHLINS (M.) - 1957 : Land use and the extended family in Moala Fiji. American Anthropologist. Vol. 59. pp. 449-462.
- SAHLINS (M.) - 1963 : Poor man, rich man, big man, chief : political types in Melanesia and Polynesia. Comparative studies in society and history. An international quarterly. Vol. V. Number 3. Mouton and Co ed. pp. 285-303.
- SOPE (B.) - s.d. : Land and politics in the New Hebrides. Suva, Fiji. South Pacific Social Sciences Association, 59 p.
- VIENNE (B.) - 1979 : Gens de Motlav. La vision du monde et la conception des rapports sociaux dans le Nord des îles Banks. Nouvelles-Hébrides. Paris. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. 687 p. multigr.

Ouvrages généraux

- BALANDIER (G.) - 1951 : La situation coloniale : approche théorique. Cahiers internationaux de Sociologie. vol. X-XI. pp. 44-79.
- BOURDIEU (P.), CHAMBOREDON (J.C.), PASSERON (J.C.) - 1968 : Le métier de sociologue. Mouton et Bordas. 430 p.
- BOURDIEU (P.) - 1980 : Questions de sociologie. Paris. Les éditions de Minuit. 268 p.
- CHEVALIER (A.) - 1949 : Le café. Paris. PUF. Coll : Que sais-je ? 124 p.
- DUMONT (L.) - 1971 : Introduction à deux théories d'anthropologie sociale. Paris. Mouton. 139 p.

DURKHEIM (E.) - 1930 : Le suicide. Réimpression. Paris. 1979. PUF. 463 p.

DURKHEIM (E.) - 1937 : Les règles de la méthode sociologique. Réimpression.
Paris. 1981. PUF. 149 p.

GODELIER (G.) - 1973 : Le concept de tribu : crise d'un concept ou crise des
fondements empiriques de l'anthropologie ?
Diogène n° 81. pp. 3-28.

MARX (K.) - 1932 : L'idéologie allemande. Réimpression. Paris. Editions Social
1974. 143 p.

NOELLE (E.) - 1966 : Les sondages d'opinion. Traduit de l'allemand par Urfer
Hildegard. Paris. Editions de Minuit. 393 p.

TABLE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS

	<u>Page</u>
1. Carte générale de l'Opération Café	17
2. Etapes du traitement du café	17
3. Evolution des superficies et du nombre de caféiculteurs de 1979 à 1982 ; données cumulées. (graphique)	22
4. Réalisations et prévisions globales selon les communes ; données cumulées. (carte).....	22
5. Evolution des superficies en Robusta et en Arabica, de 1979 à 1982 ; données cumulées. (graphique)	24
6. Réalisations et prévisions, en Robusta et en Arabica, selon les Communes ; superficies. (carte)	25
7. Evolution des superficies et du nombre de caféiculteurs en réserve et hors réserve, de 1979 à 1982 ; données cumulées. (graphique)..	26
8. Réalisations et prévisions en réserve et hors réserve selon les Communes ; données non cumulées. (2 cartes)	27
9. Filières de commercialisation et de traitement du café	30
10. Planche photo 1	45
11. Planche photo 2	46
12. Planche photo 3	115
13. Planche photo 4	116